

la société face au crime

volume 3 tome I

le crime au québec

les tendances
de la criminalité québécoise



commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec

la société face au crime



la société face au crime

volume 3 tome 1

le crime au québec

les tendances de la criminalité québécoise

**Commission d'enquête sur l'administration de la justice
en matière criminelle et pénale au québec**

A11D6

A29

J82

1968-70

3,1

Ex2

6L

Magasin

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

M. le juge Yves PRÉVOST
Président

Hon. Paul MARTINEAU, C.P., C.R. **

M. Harry GOULD

Hon. juge Guy Merrill DÉSAULNIERS *

M. Laurent LAPLANTE

LE SECRÉTAIRE

Me Jean SIROIS

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

M. le bâtonnier Jean MARTINEAU, C.R.

M. le juge Lucien THINEL *

M. le juge Jacques CODERRE *

Me Jean BRUNEAU, C.R.

Me F. Michel GAGNON

** s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale tenue dans Pontiac le 25 juin 1968.

* ont quitté la commission à la suite de leur accès à la magistrature.



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE
AU QUÉBEC

A son Excellence

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

Qu'il plaise à votre Excellence

NOUS, LES COMMISSAIRES,
CONSTITUÉS EN COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE,
AVONS L'HONNEUR
DE PRÉSENTER À VOTRE EXCELLENCE
LA TROISIÈME TRANCHE DE NOTRE RAPPORT.
CELLE-CI PORTE
SUR LE CRIME AU QUÉBEC.

LA SOCIÉTÉ FACE AU CRIME

LE CRIME AU QUÉBEC

LES TENDANCES DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE

Les changements qui surviennent dans les lignes de force du crime sont le reflet des changements profonds qui affectent la vie communautaire américaine. La police, les tribunaux, les mécanismes de punition et de correction constituent également des miroirs du milieu. *Il serait invraisemblable que nous réussissions à lutter contre le crime sans modifier profondément notre organisation et notre administration de la justice criminelle.* La réponse satisfaisante consiste à envisager le crime, non seulement comme un problème pour la mise en vigueur de la loi, mais aussi comme un problème qui met en cause l'éducation, l'organisation familiale, les possibilités d'emploi et le logement. C'est à l'intérieur de ces structures que germent les déviations et donc le crime et la délinquance. C'est un mythe de croire que le comportement humain puisse subir des modifications directes. On ne le modifie qu'en modifiant les conditions de vie qui sous-tendent le comportement.

JOSEPH D. LOHMAN

Dans ce premier tome du volume consacré aux tendances de la criminalité québécoise, la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale s'en tient aux aspects suivants :

- Première partie : ÉVALUATION DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE
- Deuxième partie : LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE DANS SON CONTEXTE
- Troisième partie : LES AUTEURS DES CRIMES

PREMIÈRE PARTIE

ÉVALUATION DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE (1-89)

A — LA MÉTHODE CLASSIQUE D'ÉVALUATION

A — LA MÉTHODE CLASSIQUE D'ÉVALUATION (1--19)

1. Notre mandat nous faisait une obligation de présenter des opinions, suggestions et recommandations « en vue de rendre plus efficace la lutte au crime ». Nous nous attaquons aujourd'hui à cette tâche.

Nous présumons que le législateur et le lecteur ont déjà pris connaissance de nos travaux précédents sur l'urgence d'humaniser profondément notre administration de la justice (introduction générale : *principes fondamentaux d'une nouvelle action sociale*) et sur la nécessité de rendre notre administration de la justice accessible à tous les citoyens indépendamment de leurs ressources pécuniaires (volume II, tome 1 : *sécurité judiciaire*).

Ce qu'a affirmé la Commission dans ces deux premiers volumes de son rapport final vaut toujours. Certes, nous consacrons ici tous nos efforts à décrire et à comprendre la criminalité canadienne et québécoise, mais ceci n'infirme en rien ce que nous avons dit des droits fondamentaux du citoyen. Notre mandat insiste d'ailleurs pour que les recommandations formulées en vue de rendre plus efficace la lutte au crime situent toujours cette lutte « dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine ».

1 — NÉCESSITÉ D'UNE ÉTUDE STATISTIQUE (2-6)

2. Nous estimons indispensable de baser notre évaluation de la criminalité sur une étude des statistiques policière et judiciaire. En effet, seules les différentes catégories de statistiques peuvent indiquer sans émotivité et sans parti pris *les problèmes spécifiques auxquels devront s'attaquer en priorité notre administration québécoise de la justice et nos corps policiers*.

Ce recours à la statistique s'avère indispensable, pour la simple raison que les opinions les plus contradictoires se disputent constamment la manchette des journaux. À moins de pouvoir compter sur la solidité des chiffres, nul ne saurait dresser un bilan valable de la criminalité. En d'autres termes, à moins de recourir à la production et à l'analyse des données statistiques,

personne ne peut porter jugement, encore moins consentir un budget ou voter une loi.

L'opinion publique et le législateur ont besoin d'autres choses que d'impressions superficielles. Grâce à la statistique, l'opinion publique cesse d'être ballottée d'une affirmation à l'autre et peut se former une conviction éclairée quant à l'augmentation ou à la diminution de la criminalité, quant au nombre et à la nature des délits les plus communs. Grâce à la statistique, le législateur peut enfin connaître l'ampleur et la nature des activités criminelles au Québec désormais, il décide avec une lucidité accrue de l'orientation des budgets publics.

Nous dirons plus loin tous les risques inhérents à l'interprétation des données statistiques. Nous affirmons quand même ici que la statistique est indispensable à un examen sérieux de la criminalité québécoise.

3. Sans rien connaître de la statistique, le citoyen moyen affirme volontiers que le crime connaît présentement au Québec, au Canada et dans le monde entier une montée spectaculaire. Pour peu que l'on insiste, le même citoyen moyen affirme que les hausses les plus inquiétantes et les plus considérables se produisent dans ces secteurs de la criminalité qui se relient à la jeunesse et à la violence.

Sans même qu'on les sollicite, de nombreux praticiens de l'administration de la justice confirment quotidiennement de telles impressions. C'est dire à quel point le profane et les spécialistes partagent aujourd'hui certaines *évidences* à propos de la criminalité. Policiers, procureurs de la Couronne et magistrats, lorsque vient le temps de situer un crime dans son contexte social, insistent volontiers pour souligner une augmentation alarmante de la criminalité. Presque quotidiennement, l'opinion publique et les spécialistes justifient la sentence exemplaire en affirmant avec sincérité que la criminalité de violence ne connaît plus de limites.

Nous n'avons certes pas l'intention de balayer de telles impressions d'un revers de main. Il est sans doute souhaitable de couper court à certains mythes, mais il serait malséant et imprudent de toujours donner raison aux statistiques aux dépens du bon sens populaire.

Retenons donc la réaction spontanée d'un grand nombre de citoyens. Retenons également la nécessité d'examiner de très près les statistiques judiciaire et policière.

4. Reconnaître la nécessité de la statistique n'équivaut aucunement à canoniser toutes les compilations. Dès le départ, nous devons reconnaître fort honnêtement que les statistiques québécoises et canadiennes en matière de criminalité sont, malgré des progrès indéniables et appréciables, encore

infiniment trop parcellaires pour permettre une connaissance complète de la situation.

Le Bureau fédéral de la statistique admet lui-même le problème lorsqu'il écrit :

Le ministère de l'Agriculture a recueilli la statistique judiciaire de 1870 jusqu'à 1912, alors que cette tâche fut confiée au ministère de l'Industrie et du Commerce. Depuis 1918, c'est le Bureau fédéral de la statistique qui réunit et publie la statistique judiciaire.

Les données réunies et publiées au sujet des homicides donnent le nombre d'accusations, d'acquittements, de mises en jugement et de condamnations, aussi bien que des renseignements personnels au sujet des personnes reconnues coupables, tels que la résidence, la profession, l'état matrimonial, le degré d'instruction, l'âge, l'usage d'alcool, le lieu de naissance et la religion. Malheureusement, ces données sont incomplètes. D'autre part, la statistique ne couvrait pas, jusqu'en 1953, les personnes accusées d'un délit mais condamnées pour une infraction moindre ; elle ne donne pas non plus le nombre d'homicides connus.

Les rapports sur la criminalité que le Bureau fédéral de la statistique publie depuis 1920 en se fondant sur les déclarations des sûretés sont une autre source de renseignements sur les homicides. Jusqu'à l'inauguration, le 1er janvier 1962, du programme de Déclaration uniforme de la criminalité, les sûretés ne faisaient pas toutes rapport et il n'existait pas de système uniformisé de déclaration ¹.

5. Cette déclaration du Bureau fédéral de la statistique explique pourquoi, dans la majeure partie de notre analyse de la criminalité, nous invoquerons plutôt la statistique judiciaire que les chiffres émanant des différents corps policiers du Québec et du Canada.

En utilisant les statistiques québécoises et canadiennes, il faut, en effet, tenir compte de leurs deux faiblesses majeures : leur jeune âge et leur instabilité. D'une part, ainsi que vient de l'admettre le Bureau fédéral de la statistique lui-même, les statistiques canadiennes en matière d'homicide et même en matière de criminalité en général sont de date si récente qu'il devient presque impossible d'établir des comparaisons valables. Or, la statistique ne devient éloquente qu'à condition d'établir de multiples comparaisons et de permettre la lecture de tendance générale. D'autre part, les comparaisons elles-mêmes ne sont valables qu'à condition d'établir des relations entre des phénomènes constamment définis de manière identique. Dans le contexte canadien, le Bureau fédéral de la statistique admet lui-même qu'il est extrêmement aléatoire de prétendre comparer la période qui précède 1949 et la période qui s'étend de 1949 à 1966.

Si les comparaisons deviennent aussi incertaines, c'est que les statistiques antérieures à 1949 dénombraient plutôt les délits, les crimes et les effractions signalés à la police, tandis que les statistiques plus récentes sont plutôt

¹ *La statistique de l'homicide*, 1967, p. 34. (Bureau fédéral de la statistique).

établies en fonction du nombre de personnes traduites devant les tribunaux et condamnées.

Au Québec, les statistiques valables sont d'implantation encore plus récente. Le contrôle sur la statistique policière n'a pas encore été entièrement affirmé par la Commission de police, mais le système québécois de statistique judiciaire suscite déjà de multiples commentaires favorables à travers le monde, au point que différents autres systèmes judiciaires (y compris celui de la Californie) s'y intéressent de près et songent même à adopter des procédures analogues.

Nous utiliserons également la statistique policière, tout en regrettant qu'elle ne soit disponible et valable que depuis très peu d'années.

6. À vrai dire, nos lenteurs à établir un système intégré de statistiques ressemblent aux lenteurs d'un grand nombre de pays. Ainsi que le notait la Commission Katzenbach dans son rapport sur le crime aux États-Unis ¹, les pays européens maintiennent des statistiques nationales sur la criminalité depuis plus de 125 ans, alors que les statistiques américaines elles-mêmes ne datent que des années 30.

Au Canada, le Bureau fédéral de la statistique effectue au pays un travail de plus en plus valable. On trouve dans ses publications officielles infiniment plus d'informations que ne le pensent le commun des mortels et même un grand nombre de spécialistes. L'immense majorité des tableaux statistiques que nous fournirons au cours de cette analyse proviendront d'ailleurs des différentes publications officielles du Bureau fédéral de la statistique.

En plus de fournir une somme considérable d'informations, le Bureau fédéral de la statistique met tout en œuvre pour éviter au lecteur les risques d'une mauvaise interprétation. Au lecteur imprudent, les publications du BFS rappellent qu'une montée des statistiques criminelles peut révéler soit une augmentation réelle de la criminalité, soit une cueillette plus efficace de l'information.

En d'autres termes, selon le Bureau fédéral de la statistique lui-même, il faut se demander si les hausses constatées dans certaines statistiques proviennent d'une augmentation du nombre de criminels et de crimes, ou si elles proviennent tout simplement du fait qu'un nombre plus considérable de municipalités et de corps policiers se sont enfin décidés à transmettre leurs rapports au Bureau fédéral de la statistique.

¹ *Task Force Report : Crime and its impact - An Assessment*, The President's Commission of Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D.C., 1967, p. 20.

Les méthodes administratives gardent toute leur importance lorsque vient le moment de recueillir l'information. Dans certaines provinces canadiennes où la Gendarmerie royale du Canada assume toutes les responsabilités policières, on a décidé récemment de recueillir la statistique criminelle au niveau de chaque cellule locale et non plus seulement au niveau des divisions. Il en résulte que le BFS a dû établir des relations avec 700 unités déclarantes de plus. On imagine sans peine qu'une décision administrative de cette ampleur ait pu exercer un impact direct sur l'ampleur des statistiques canadiennes.

2 — L'ÉTAT DES STATISTIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES

(7-10)

7. Ceci nous invite à jeter un œil plus attentif sur l'état de la statistique au Canada et au Québec. Convenons dès le départ qu'en dépit du labeur acharné et des progrès constants du Bureau fédéral de la statistique, nous commençons à peine à recueillir les données essentielles.

Selon plusieurs des spécialistes entendus par la Commission, un certain nombre des organismes chargés de recueillir les informations sur le crime et les décisions judiciaires omettent encore de faire rapport au Bureau fédéral de la statistique. Différents témoins ont affirmé devant la Commission, par exemple, que seulement 170 des quelque 400 corps policiers du Québec effectuaient de semblables rapports au profit du bureau central. Cette affirmation date du printemps de 1967 et l'on se rendra compte, grâce à l'appendice 1, que plus de 200 corps policiers québécois font aujourd'hui rapport au Bureau fédéral de la statistique.

8. Il y a lieu de nuancer les affirmations de nos témoins. Il est évident, par exemple, que le Bureau fédéral de la statistique obtient des renseignements de l'immense majorité des corps policiers importants. Il serait donc absolument aberrant de conclure que plus de la moitié de la criminalité nous demeure encore dissimulée.

Par ailleurs, cette lacune au niveau de la cueillette de l'information est en voie de disparition rapide. L'appendice 1 révèle que la liste des corps policiers déjà fidèles à leurs engagements contient la quasi-totalité des municipalités de plus de 750 habitants. D'autre part, la Sûreté du Québec assume aujourd'hui la responsabilité de recueillir la statistique criminelle dans les agglomérations trop petites ou dans les territoires non organisés.

Une autre nuance s'impose. Le Bureau fédéral de la statistique compte autant sur la statistique judiciaire que sur les chiffres de la police, et il est beaucoup plus facile de recueillir la totalité des informations judiciaires.

La cueillette de l'information judiciaire au Québec est aujourd'hui d'une rare qualité. En implantant un système intégré en janvier 1968, le ministère de la Justice réussissait d'un coup à rejoindre tous les Palais de justice du Québec et à prélever au profit du Bureau de statistique du Québec et du Bureau fédéral de la statistique l'ensemble des données judiciaires québécoises.

- En somme,
- le Québec et le Canada viennent à peine d'entrer dans une période où les certitudes statistiques seront plus grandes.
 - la marge d'erreurs existe encore, mais elle s'amenuise rapidement.

Cependant, cette marge a assurément joué dans les statistiques des dix ou quinze dernières années un rôle considérable, et il faudra faire montre de la plus grande prudence en établissant des comparaisons. Ainsi, on devra fréquemment admettre qu'une majoration de 5 ou de 10 p. cent dans le taux de la criminalité peut fort bien provenir du fait qu'une tranche considérable des corps policiers et des municipalités ne se sont décidés que progressivement à faire rapport.

9. Depuis 1949, le Bureau fédéral de la statistique accorde une importance toute particulière à la statistique judiciaire. Les plus importants amendements à la statistique policière datent de plus récemment encore. Dans la première partie de ce travail, nous tirerons surtout profit des multiples améliorations apportées à la statistique judiciaire.

Il importe de souligner dès maintenant à quel point la statistique judiciaire et la statistique policière diffèrent. On comprend d'emblée que différentes statistiques sont possibles à partir d'une même série d'événements. Cependant, selon que l'on choisit d'évaluer la criminalité en partant de la statistique policière ou en partant de la statistique judiciaire, on aboutit à des conclusions fort différentes.

À l'intérieur d'un même système statistique, on peut d'ailleurs constater des variations d'une très grande amplitude. Par exemple, on peut mesurer l'ampleur de la criminalité en se reportant au nombre d'infractions connues de la police. On peut également, et tout aussi valablement, tenter une évaluation de la criminalité en dénombrant les arrestations effectuées par les corps policiers. On pourrait enfin ne conserver que les mises en accusation.

Dans un domaine comme l'homicide, pour ne prendre qu'une illustration, les corps policiers en arrivent évidemment à un nombre de crimes infiniment plus considérable que celui que constatent les tribunaux. En effet, les corps policiers compileront tous les incidents signalés à leur attention, tandis que les tribunaux ne pourront prononcer un verdict de meurtre que dans les cas, nécessairement moins nombreux, où l'auteur du crime a été connu, appréhendé et trouvé coupable. C'est un simple euphémisme de dire que les deux compilations diffèrent très sensiblement.

En lisant les tableaux fournis par la Commission, le lecteur fera bien de distinguer soigneusement la statistique policière et la statistique judiciaire. S'il ne le fait pas, les écarts entre les deux systèmes ne manqueront pas de le faire sursauter.

10. On reproche fréquemment à la statistique de poser d'autres problèmes. En matière de statistiques criminelles, tel système peut ne tenir compte que du crime le plus grave survenu dans une série d'incidents ; tel autre système, au contraire, retiendra chacune des étapes de l'acte criminel.

Le Bureau fédéral de la statistique au Canada a décidé de ne retenir dans sa compilation que le crime le plus grave survenu dans une série d'incidents. C'est dire que, parmi les offenses commises au cours d'un vol à main armée, les statistiques ne tiendraient compte que du meurtre qui a pu s'y commettre et oublieront volontiers les assauts, les menaces, le vol à main armée lui-même.

D'autres systèmes statistiques fonctionnent à l'inverse. Ainsi, la statistique officielle pourrait tenir compte de chacune des offenses commises par un même individu en l'espace de quelques minutes. On pourrait, dans cette perspective, l'accuser de vol d'automobile, de possession d'automobile volée, d'usage d'arme à feu, de possession illégale d'arme à feu, de conspiration... On aboutit ici à un résultat inverse de celui que provoquait l'hypothèse précédente : le même nombre d'incidents émerge dans les statistiques de façon entièrement différente.

L'option prise par le Bureau fédéral de la statistique élimine donc toute une série d'ambiguïtés. Cependant, une difficulté subsiste : La statistique émanant de la police a souvent tendance à dénombrer les infractions, tandis que la statistique judiciaire ne tient compte que du nombre de personnes accusées et condamnées. De cette manière, certaines compilations policières peuvent tenir compte de 50 attentats à la bombe, tandis que les statistiques judiciaires ne tiendraient compte que de la sentence formulée contre un seul coupable.

3 — LES AMBIGUITÉS DES STATISTIQUES CRIMINELLES

(11-18)

a) La criminalité non perçue

(11-12)

11. Surtout, il ne faut pas demander à la statistique plus qu'elle ne peut donner. Certes, il faut souhaiter que disparaissent certaines lacunes de la statistique canadienne et québécoise. Cependant, il convient de se rappeler que toutes les statistiques, si précises et si anciennes soient elles, comportent des limitations nombreuses.

En matière de criminalité, la statistique passe nécessairement sous silence les infractions qui ne sont pas connues de la police. Aujourd'hui, la plupart des spécialistes s'accordent, aussi bien en Europe qu'en Amérique, pour affirmer que la criminalité cachée (le fameux *chiffre noir*) est infiniment plus considérable que celle dont on trouve les traces dans les registres de police. Évidemment, l'évaluation que permet la statistique judiciaire rejoint une partie encore plus restreinte de la réalité criminelle.

12. La Commission Katzenbach a tenté d'entrer directement dans les foyers des citoyens et de connaître ainsi la criminalité réelle, y compris celle dont les citoyens ne s'étaient pas plaint à la police :

Depuis l'époque où la France a entrepris d'enregistrer la statistique policière au cours des années 1820, on a reconnu que les calculs effectués à propos des changements dans les taux de criminalité ne pouvaient être valables qu'à condition d'établir une relation permanente entre le crime connu et le crime non déclaré. Cependant, jusqu'à ce que la Commission (Katzenbach) entreprenne des sondages sur la criminalité cachée, on n'avait encore jamais fourni un effort soutenu sur une vaste échelle pour déterminer quel est ce lien entre la criminalité connue des corps policiers et la criminalité cachée. Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, ces sondages ont permis d'établir que le volume de la criminalité réelle égale plusieurs fois la criminalité rapportée à la police, même à l'intérieur des districts policiers où les taux de criminalité connus sont à leur plus haut point. L'existence d'une criminalité cachée soulève l'hypothèse que même de légers changements dans les méthodes adoptées par le public pour signaler les crimes à la police peuvent avoir un impact considérable sur les tendances de la criminalité connue. Nous sommes fortement enclins à croire qu'une série de semblables changements sont survenus au cours des années récentes ¹.

Cette enquête élaborée a confirmé les conclusions de différentes études européennes : la criminalité connue de la police n'est qu'une partie restreinte de la criminalité réelle.

b) Les fluctuations incontrôlables

(13-17)

13. Même si on l'applique strictement à la criminalité perçue de la police, la statistique demeure encore incertaine et d'un maniement extrêmement délicat.

La statistique n'a d'utilité, en effet, que si elle permet de comparer valablement différentes époques et de mesurer avec précision la distance parcourue d'une période à une autre. Si les points de repère diffèrent, si les

¹ *Task Force Report : Crime and its impact - An Assessment*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D.C., 1967, pp. 21-22.

définitions varient, si le contenu sociologique que recouvrent les définitions fluctue, la statistique peut montrer des hausses, des constances ou des baisses sans que jamais la réalité soit fidèlement révélée.

On peut regrouper ces risques de fluctuation autour de trois thèmes principaux :

- 1 — la loi elle-même subit des changements ;
- 2 — l'attitude du public se modifie d'une époque à l'autre ;
- 3 — l'attitude des policiers et la procédure policière varient elles aussi.

1 — CHANGEMENTS DANS LA LOI

(14)

14. Il est évident que les textes législatifs ont une influence et une portée directes dans l'évaluation de la criminalité. Tel pays qui possède une législation extrêmement détaillée et sévère sur le jeu aura, assurément, une criminalité beaucoup plus considérable en ce domaine que le pays qui tolère ou exploite différentes formes de pari.

Il ne fait pas de doute que les changements apportés au texte législatif joueront un rôle important sur l'ampleur de l'activité criminelle. Si l'on multiplie les possibilités d'offenses, c'est-à-dire si les lois interdisent un plus grand nombre d'activités, il y aura, presque nécessairement, une augmentation dans le nombre des crimes et des délinquants. Un des exemples les plus frappants de cet état de chose est probablement celui qui surgit en temps de guerre alors que toute une série de nouvelles mesures de défense sont brusquement mises en application. Les entorses au couvre-feu, la pratique du marché noir, le refus de se soumettre aux examens médicaux ou de s'inscrire aux bureaux nationaux d'enregistrement et toutes les autres « peccadilles provisoires » contribuent à gonfler le volume de la criminalité déclarée. Bien plus, l'accroissement spectaculaire dans le nombre de véhicules moteurs a entraîné à sa suite une multiplication correspondante des lois et des contrôles, qui, tous, produisent un afflux de poursuites si considérable qu'il risque de faire sauter les tribunaux de conviction sommaire qui sont appelés à y faire face. Dans les grandes agglomérations urbaines, le stationnement constitue un point de friction sociale qui a conduit en définitive à l'établissement d'interdictions légales que nombre d'individus sont prêts à battre en brèche en considérant l'offense comme le moindre mal. Le recours au parcomètre et l'engagement de surveillants de trafic dont les pouvoirs visent spécifiquement les délinquants de ce secteur, tout cela indique que les tribunaux ne peuvent faire face au nombre incalculable de « délinquants mineurs » que l'on a ainsi suscités. Il est opportun de signaler à ce moment qu'environ 60 p. cent de tous les crimes sont en fait des infractions au Code de la route qui sont généralement de peu d'importance, mais qui peuvent également revêtir une grande gravité ¹.

¹ JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, London, Faber and Faber Ltd., 1967, p. 21.

15. À côté du texte législatif, il faut ménager une place importante à la pression de l'opinion publique. Selon qu'une population tolère, de fait, un certain comportement, les corps policiers en arrivent tôt ou tard et avec plus ou moins d'empressement à agir en conséquence.

Dans un pays comme le nôtre, où la loi a marqué traditionnellement un long temps de retard sur les attitudes sociales, il est évident que les corps policiers et les tribunaux obéissent, non pas seulement à la lettre de la loi, mais aux pressions sourdes et discrètes de la population.

Des changements dans l'attitude du public à l'égard de certains crimes ont également contribué à faire fluctuer les chiffres au cours des années. Ces influences peuvent s'exercer sur le plan local autant que sur le plan national. Le meilleur exemple de ce type de distorsion provient peut-être des poursuites qui frappent certaines offenses d'ordre sexuel qui, à une certaine époque, bénéficiaient d'une tolérance générale, mais qui pouvaient, à un autre moment, stimuler si fortement l'inquiétude populaire que les dirigeants policiers ne pouvaient réagir qu'en multipliant le nombre d'arrestations pour ces crimes en particulier. Des jeux homosexuels pratiqués dans certains endroits publics sont particulièrement sujets à ce genre de variations. Il y a des lieux de rencontres, comme les latrines publiques, qui sont reconnues comme des endroits de rendez-vous pour des individus qui désirent participer avec des gens de leur espèce à leurs pratiques anormales. Les policiers en patrouille se contentent généralement de réprimander ces individus en les invitant à « changer de décor », mais ils seront beaucoup plus tentés de porter des accusations si les magistrats locaux ou les membres du Parlement dirigent des questions insidieuses contre les officiers supérieurs de la police. Il est donc théoriquement possible que le volume réel de criminalité soit, dans certains cas spécifiques, en régression marquée au cours d'une année, même si le nombre de poursuites lancées par la police contre ce crime montre une augmentation massive¹.

L'un des exemples classiques de cette pression populaire concerne la loi britannique de l'observance du dimanche. La loi existe encore dans sa forme écrite, mais il est bien évident qu'aucun policier n'osera traduire devant les tribunaux le citoyen anglais qui omet d'assister à l'office dominical !

De la même manière, la loi belge sur le contrôle des boissons alcooliques demeure généralement lettre morte.

16. L'analyse de la statistique doit nécessairement comprendre une dimension sociologique. Dans certains cas, ainsi que nous venons de le dire, la pression populaire forcera les corps policiers à fermer les yeux sur certaines infractions. Dans d'autres cas, l'inverse se produira et l'opinion publique se plaindra amèrement d'infractions qu'elle aurait tolérées précédemment.

¹ JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, London, Faber and Faber Ltd., 1967, pp. 21-22.

La tolérance du public influe sur le volume de la criminalité cachée. Si le *chiffre noir* de la criminalité atteint une telle ampleur, c'est qu'un grand nombre des hausses dans la statistique criminelle ne constituent en fait qu'une plongée plus fructueuse dans la criminalité cachée. En d'autres termes, il suffit fréquemment que la police jouisse d'un prestige plus considérable dans la population pour qu'une proportion plus considérable de la criminalité émerge.

Les changements sociologiques peuvent donc conduire à une situation comme celle-ci : la population tolère moins qu'auparavant le recours à la violence et le *même nombre d'incidents* provoque un *nombre de plaintes plus considérable* qu'autrefois. L'image de la police dans l'opinion publique a également son importance : on alerte plus souvent une police qu'on respecte davantage. Certes, de telles transformations sociologiques ne viennent pas invalider la statistique criminelle, mais elles invitent le lecteur et l'analyste à une extrême prudence.

La situation ressemble à celle dont on a pris conscience en Angleterre. Au terme d'une étude fouillée sur les hausses considérables de la criminalité de violence menée en 1963, l'Institut de criminologie de l'Université de Cambridge en venait à la conclusion suivante :

« Parmi les motifs qui expliquent l'augmentation survenue dans l'enregistrement de la criminalité violente, l'un des plus importants semble être que l'on tolère beaucoup moins qu'auparavant le comportement agressif et violent, même dans ces quartiers de taudis où la violence avait toujours été considérée comme une manière normale et acceptable de vider les querelles, les jalousies et même les discussions d'ordre secondaire. »

Peut-être le changement le plus important survenu au cours du dernier quart de siècle dans les méthodes d'enregistrer les crimes est-il la métamorphose de la police. Au cours de cette période, on a accompli des progrès marqués dans la voie de la *professionnalisation* des forces policières. En relation avec cette transformation, les études de la Commission (Katzenbach) révèlent une tendance marquée vers des interventions plus précises, vers des dossiers plus complets et vers des décisions plus motivées dans le cas des dossiers individuels. Cette tendance nouvelle est particulièrement visible dans la façon dont la police traite la criminalité juvénile, là où apparaissent les plus substantielles augmentations, mais semble s'appliquer également aux autres secteurs. Il est probable que la *professionnalisation* provoque aussi une plus grande efficacité policière dans la recherche du crime. Au nombre des autres facteurs qui expliquent l'augmentation de la criminalité connue, citons également les augmentations dans le personnel clérical et chez les statisticiens, les améliorations dans les méthodes d'enregistrement et le recours à des méthodes plus intenses de patrouille. En raison du fait que cette métamorphose s'est effectuée au cours d'une période assez prolongée et en raison du fait qu'il s'agissait beaucoup plus de changement imperceptible que de virage brusque, il demeure difficile d'évaluer quels ont été les effets cumulatifs ¹.

¹ *Task Force Report : Crime and its impact - An Assessment*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D.C. 1967, p. 22.

17. Un aspect majeur qui demande également d'être gardé en mémoire, c'est l'attitude des corps policiers eux-mêmes. Selon la formation et les directives qu'ils reçoivent, les policiers peuvent influencer grandement sur le volume de la criminalité.

Ils peuvent, par exemple, adopter comme politique de ne pas conduire devant le tribunal un jeune délinquant qui en est à sa première incartade. De la même manière, les procureurs de la Couronne peuvent diminuer très sensiblement le nombre ou la gravité des accusations portées contre un individu, invitant ainsi l'accusé à plaider coupable.

Parler des changements dans la procédure policière, c'est couvrir les différences qui existent d'un district policier à un autre et aussi les différences plus générales qui, avec les années, surviennent dans la méthodologie. Certains corps policiers recourent énormément à leur pouvoir de « rappel à l'ordre », alors que d'autres n'en font usage que sporadiquement. Ainsi, à Liverpool, la formation d'une brigade spéciale chargée de s'occuper des jeunes délinquants et connue sous le nom « Juvenile Liaison Officer Scheme », explique qu'un grand nombre de jeunes délinquants, que l'on aurait normalement frappés d'une poursuite, ont bénéficié de ce que nous pourrions appeler les méthodes du travail social.

Il est presque assuré que les nouvelles attitudes et les modifications dans l'organisation du travail policier influent grandement sur le nombre des crimes de peu d'importance, tels l'ivresse et le larcin occasionnel, qui, en définitive, se logent quand même dans les statistiques officielles. Bien plus, les méthodes de compilation ne sont pas encore uniformes. Avant 1938, date à laquelle on a instauré une méthode universelle de compilation, la situation était pour le moins confuse. En fait, il demeure impossible d'utiliser les chiffres compilés avant 1938 pour établir quelques comparaisons que ce soient. C'est pourquoi la majorité des tableaux auxquels nous nous référons dans ce chapitre et ceux que fournissent les appendices ne remontent pas au-delà de sept années¹.

¹ JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, London, Faber and Faber Ltd., 1967, pp. 22-23.

Pour illustrer comment il est possible de créer une vague apparente de criminalité grâce à de simples changements dans les méthodes d'enregistrement des crimes, on cite encore ce qui s'est produit lorsque Lord Trenchard est devenu commissaire de police pour la zone londonienne. Il s'aperçut que les postes de police locaux avaient pris l'habitude d'inscrire les crimes qui leur étaient rapportés dans deux livres différents. Un de ces bouquins s'intitulait « Crimes rapportés » et l'autre « Vols soupçonnés ». Seules les inscriptions du premier livre servaient à la compilation de la statistique officielle. Lord Trenchard ordonna qu'à l'avenir on combine les totaux des deux volumes et l'on peut constater l'impact de cette décision administrative dans le nombre des vols qui furent signalés dans le district policier métropolitain au cours des années 1931 et 1932. En 1931, le total se chiffrait à 9,534, mais, 12 mois plus tard, il s'était hissé au chiffre fantastique de 34,783. Toute personne peu familière avec ce qui s'était produit dans les coulisses aurait fort bien pu sauter à la conclusion que la population criminelle de Londres avait triplé ses effectifs et que chaque criminel travaillait sur deux quarts ! *Op. cit.*, p. 23.

La statistique se ressent des décisions administratives prises par les dirigeants policiers. Ceci pose un problème particulièrement épineux, parce que seules les conséquences des décisions (et non les décisions elles-mêmes) sont connues de l'analyste.

c) La montée de la criminalité de masse (18)

18. Pour d'autres raisons encore, il faut montrer de la prudence en lisant les statistiques criminelles. Des fluctuations incontrôlables se produisent dans la loi, dans la société et chez les policiers, mais il faut également tenir compte du fait que la criminalité elle-même peut prendre des aspects nouveaux.

Avec la multiplication des manifestations publiques et la prolifération des dommages que certaines engendrent, il devient de plus en plus difficile de relier un crime à la personne coupable. De la même manière, les méthodes aujourd'hui utilisées par les voleurs de banque rendent l'identification des coupables particulièrement difficile. Ceci contribue, dans un grand nombre de cas, à accroître la marge entre la statistique policière et la statistique judiciaire.

Les vagues de vandalisme qui accompagnent certaines manifestations publiques particulièrement tumultueuses laissent des traces dans la statistique policière, en ce sens qu'elles multiplient les plaintes portées pour vols ou cambriolages, tout en laissant les corps policiers dans l'incapacité de procéder à l'arrestation du véritable coupable.

Lorsqu'une vague de plusieurs centaines ou de plusieurs milliers de manifestants déferle sur un quartier et laisse sur son passage vitrines brisées et magasins saccagés, la statistique policière révèle forcément d'énormes dégâts causés par le vol et le vandalisme, mais laisse également les lecteurs de la statistique policière sous l'impression que la police parvient de moins en moins souvent à terminer fructueusement ses enquêtes.

Notre propos, on l'aura compris, n'est nullement d'identifier manifestation et violence. Il est de souligner que la manifestation violente constitue une nouvelle forme de criminalité qui rend l'évaluation statistique particulièrement inefficace.

CONCLUSION (19)

19. Par ces nombreuses réserves, nous avons voulu, non pas invalider la statistique criminelle, mais en faire percevoir les limites.

On se tromperait lourdement si l'on croyait que toutes les statistiques produites à propos de la criminalité ne révèlent rien de la situation réelle. Nous serions les premiers déçus si le public demeurait indifférent face aux

statistiques les plus éloquentes. Ceci dit, il fallait quand même affirmer que la lecture de la statistique criminelle est un art particulièrement dangereux.

La statistique n'en est pas moins un instrument de travail privilégié dont nous n'avons pas voulu nous passer. Au cours de cette étude, nous avons donc généralement accepté les données statistiques, quitte à en restreindre parfois la portée. Il le fallait dans certains cas : points de comparaison trop peu nombreux, changements dans les définitions...

B — L'AMPLEUR DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE

B — L'AMPLEUR DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE

(20-70)

1 — LA VIOLENCE CONTRE LA PERSONNE

(20-51)

20. Les statisticiens et les analystes regroupent presque toujours les actes criminels en trois catégories principales : la criminalité dite de *violence contre la personne*, la criminalité *contre la propriété avec violence*, la criminalité commise *sans violence contre la propriété*.

Malgré la forme étrange et paradoxale de certaines de ces formules, nous les utiliserons couramment dans le cadre de ce travail.

Au cours de la première partie de notre analyse, nous étudierons les chiffres qui concernent le meurtre, l'homicide involontaire coupable, la tentative de meurtre, le viol, la tentative de viol, les autres crimes sexuels et les voies de fait.

a) L'homicide

(21-33)

21. Après avoir défini l'homicide comme un acte causant mort d'homme, notre Code criminel distingue diverses manières de causer la mort d'un être humain. Surtout, notre loi s'intéresse à ceux des homicides qui sont coupables, prémédités, voulus, conscients. Dans ce contexte, on comprend que le meurtre, acte coupable et volontaire, soit la forme la plus grave d'homicide.

Le Code distingue donc les homicides coupables et les homicides qui, tout en causant la mort d'un être humain, n'entraînent aucune culpabilité chez l'auteur de l'acte.

HOMICIDE	
Coupable	{ volontaire — meurtre involontaire — <i>manslaughter</i>
Non coupable

Ce tableau fait comprendre que le meurtre est un homicide coupable volontaire, tandis que le *manslaughter* est un homicide coupable, mais involontaire. L'homicide non coupable, ainsi que le reconnaît le Code criminel (article 194, paragraphe 3), ne constitue pas une infraction.

En pratique, le Code serait plus clair (et plus grammatical) s'il maintenait partout l'expression homicide coupable. En inversant les termes pour créer la curieuse expression d'*homicide involontaire coupable*, on en arrive à rendre confuses des notions pourtant fort simples.

22. Il arrive fréquemment que la statistique officielle réunisse sous le même titre les chiffres qui concernent les deux catégories d'homicide coupable : le meurtre et le *manslaughter*.

Cette décision se justifie aisément, si on songe qu'il s'agit là des deux seules catégories d'homicide dont le Code criminel ait à se préoccuper.

TABLEAU I

MEURTRES ET HOMICIDES INVOLONTAIRES COUPABLES QUÉBEC — ONTARIO — CANADA						
ANNÉE	QUÉBEC		ONTARIO		CANADA	
	Nombre	Taux par 100,000	Nombre	Taux par 100,000	Nombre	Taux par 100,000
1962	62				265	
1963	68				246	
1964	51	1.1	82	1.6	253	1.5
1965	64	1.4	77	1.4	277	1.7
1966	56	1.1	70	1.2	248	1.5

Le tableau I fournit les chiffres québécois et canadiens pour les années 1962 à 1966 et les chiffres ontariens pour les années 1964 à 1966. Ces chiffres proviennent de la statistique policière et ne renseignent donc pas sur le nombre de personnes accusées et reconnues coupables de meurtre ou d'homicide coupable involontaire devant les tribunaux québécois ou canadiens.

Ces chiffres fragmentaires ne permettent pas de dégager quelque tendance que ce soit. De façon générale, on peut dire que les meurtres constituent de 75 à 80 p. cent des totaux mentionnés dans ce premier tableau. D'autres tableaux viendront plus loin morceler ces chiffres et les expliquer. Déjà, on peut noter que le Québec se maintient au-dessus du niveau national.

23. Faut-il accorder créance à de tels chiffres ? Nous le croyons, à condition que le lecteur tienne compte des mises en garde déjà formulées par le Bureau fédéral de la statistique et des précautions supplémentaires que nous formulerons ici.

En matière d'homicide, la statistique ne s'est uniformisée que depuis quelques brèves années. On constate, dès lors, que les imprécisions s'accumulent dès que l'on tente de retourner plus loin en arrière, ne serait-ce que jusqu'à 1954. À cet égard, le tableau II, si l'on n'y prend pas garde, peut faire croire à des augmentations inquiétantes dans le nombre de *décès par homicide* et de *meurtres*¹.

On se rassure quelque peu en constatant que les définitions du meurtre et de l'homicide involontaire coupable ont varié au cours de la dernière décennie. On se rassure encore davantage en constatant que ce tableau est spécialement insatisfaisant pour le Québec : les rajustements qui ont permis d'en augmenter la valeur pour d'autres régions du Canada n'ont pu être apportés dans le cas de notre province. Le Bureau fédéral de la statistique le notait lui-même en commentant ce tableau dans les termes suivants :

De 1954 à 1960, des rajustements ont été faits aux chiffres publiés antérieurement à la suite de la rectification des chiffres fournis par la Gendarmerie royale du Canada et la Police provinciale de l'Ontario sur les infractions par homicide connues de la police, mais aucun rajustement n'a été fait pour la Sûreté provinciale du Québec qui ne fournissait pas de rapports au cours de ces années. De 1961 à 1964 inclusivement, la Sûreté provinciale du Québec a déclaré les homicides connus d'elle au Bureau fédéral de la statistique, et il existait des techniques perfectionnées de collectes des données².

24. En fait, ce premier coup d'œil révèle la plupart des faiblesses de la statistique canadienne et québécoise. Selon le tableau II, nous nous trouvons en face d'une augmentation substantielle dans le nombre et le taux de meurtres sur le plan canadien. Cependant, après avoir entendu les mises en garde du Bureau fédéral de la statistique, aucune interprétation n'emporte l'assentiment.

¹ *La statistique de l'homicide, 1961-1965*, p. 11. (Bureau fédéral de la statistique, catalogue 85-209.)

² *Ibidem*.

Nous ne savons plus désormais si le nombre de meurtres a continué à fluctuer de façon irrationnelle et imprévisible comme l'indique le tableau I. Nous ne savons pas davantage si les augmentations qui apparaissent au tableau II sont attribuables en majeure partie au fait que l'ensemble des corps policiers du Québec et du Canada contribuent désormais à la préparation de cette compilation.

TABLEAU II

NOMBRE D'HOMICIDES SIGNALÉS AU BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE NOMBRE DE DÉCÈS PAR HOMICIDES (TAUX POUR 100,000 HABITANTS ÂGÉS DE 7 ANS ET PLUS) CANADA, 1954-1965				
ANNÉE	Number — Nombre		Rate — Taux	
	<i>Murders reported to</i> — Meurtres signalés au BFS.	<i>Homicidal deaths</i> — Décès par homicide	<i>Murders reported to DBC</i> — Meurtres signalés au BFS.	<i>Homicidal deaths</i> — Décès par homicide
1954	125	157	1.0	1.2
1955	118	158	0.9	1.2
1956	131	171	1.0	1.3
1957	129	165	0.9	1.2
1958	153	198	1.1	1.4
1959	141	167	1.0	1.2
1960	190	244	1.3	1.6
1961	185	211	1.2	1.4
1962	217	249	1.4	1.6
1963	215	240	1.4	1.5
1964	218	238	1.4	1.5
1965	243	255	1.5	1.6

Dans le cas présent, ainsi que le signalait le Bureau fédéral de la statistique lui-même, les chiffres de la Sûreté du Québec ne sont venus s'ajouter

à la statistique canadienne que tout récemment et l'on peut croire qu'une partie de l'augmentation survenue dernièrement est directement imputable à une meilleure cueillette de l'information.

25. L'occasion est bonne également de constater à quel point les chiffres qui émanent de la police diffèrent de la statistique judiciaire. Nous devons remettre à plus tard une comparaison plus approfondie de ces deux systèmes statistiques, mais nous pouvons dès maintenant toucher du doigt l'écart qui les oppose.

D'une part, il est extrêmement difficile de choisir une base fixe pour la statistique de l'homicide en raison du fait qu'un certain nombre de décès peuvent, à l'origine, paraître naturels alors qu'ils ne le sont pas, et vice versa. D'autre part, si l'on préfère attendre la décision du tribunal avant de ranger un décès parmi les homicides, on s'expose à ne pas tenir compte de tous les meurtres et homicides coupables involontaires qui n'ont pas été élucidés par les corps policiers.

26. D'après les corps policiers, la statistique du meurtre et de l'homicide involontaire coupable montre une augmentation substantielle. Il en est ainsi pour de multiples raisons dont nous avons mentionné les principales. On constate cette hausse en examinant les tableaux III et IV qui permettent de répartir entre le Québec et le Canada les chiffres donnés par le tableau II.

D'autre part, la statistique en provenance des tribunaux canadiens fournit une image fort différente de la réalité. Le tableau V fournit le nombre de personnes convaincues d'homicide involontaire coupable au Canada entre 1950 et 1966.

Même s'il contient des renseignements sur une période beaucoup plus longue, ce tableau V ne permet pas de dégager des tendances d'ordre général. On ne pourrait guère, par exemple, affirmer une augmentation spectaculaire et constante dans le nombre de *manslaughters*. Au contraire, le tableau V semblerait indiquer que le nombre de personnes condamnées pour homicide coupable involontaire marque une diminution depuis une dizaine d'années par rapport à la période antérieure. Il est difficile d'affirmer, toutefois, que cette diminution soit attribuable à une baisse sensible de la criminalité : en effet, il est fort possible que les corps policiers éprouvent des difficultés croissantes à élucider les homicides. Il est également possible que les jurys canadiens aient éprouvé une répugnance croissante à prononcer des verdicts de culpabilité qui pouvaient déboucher sur la peine de mort. Il est possible, par ailleurs, que les corps policiers aient, dans le passé, fréquemment considéré comme des meurtres des crimes qui, au terme de l'enquête et du travail judiciaire, ne constituaient plus que des homicides involontaires coupables.

TABLEAU III
MEURTRES SIGNALÉS PAR LA POLICE

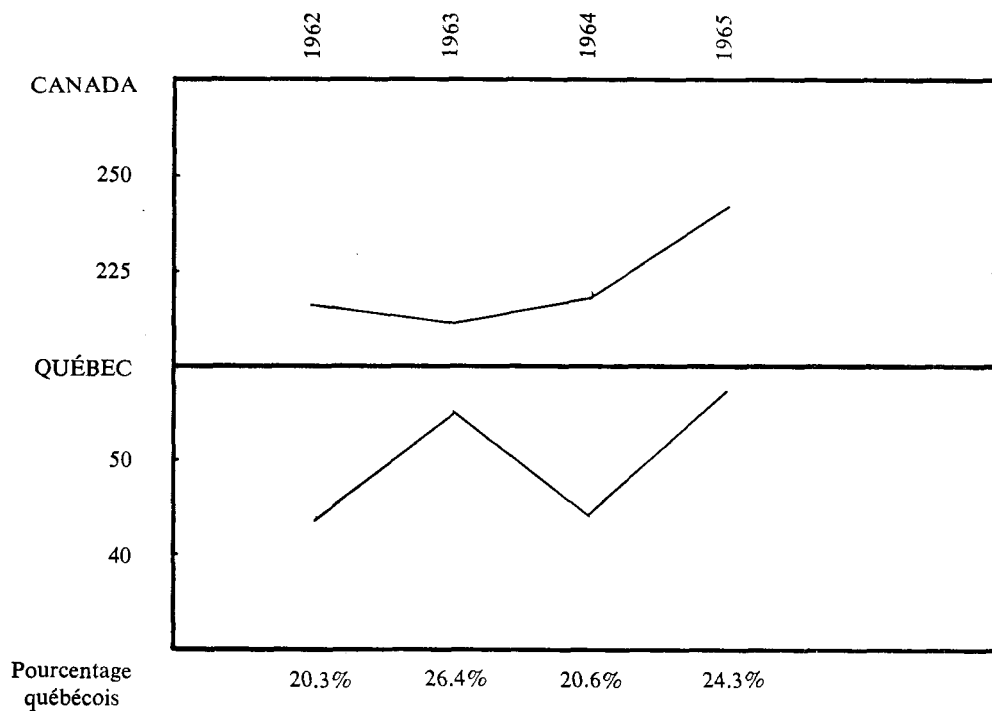
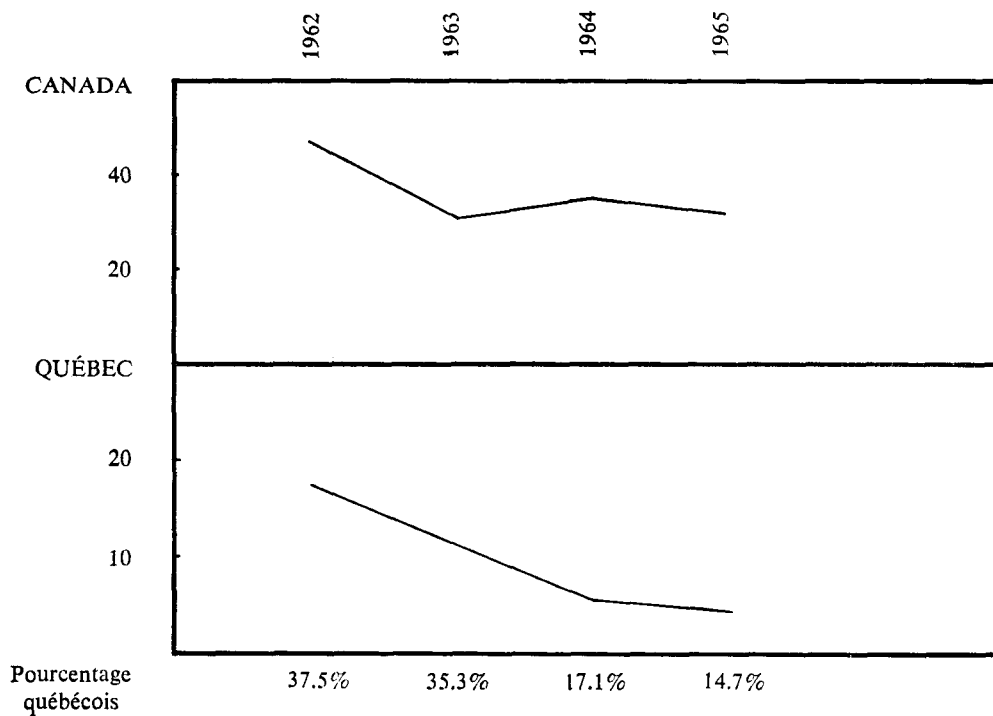
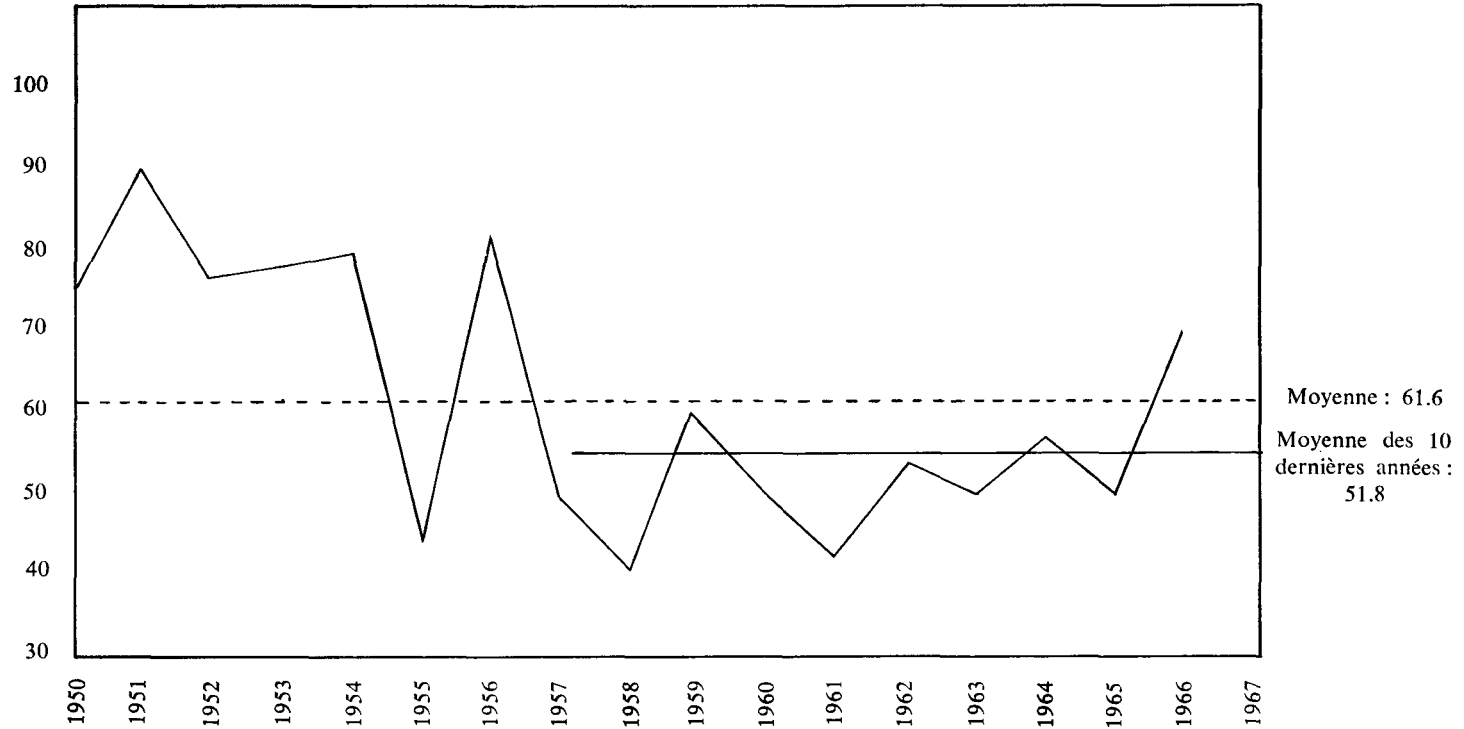


TABLEAU IV
HOMICIDES INVOLONTAIRES COUPABLES
(INFRACTIONS SIGNALÉES PAR LA POLICE)



TABEAU V
NOMBRE DE PERSONNES DÉCLARÉES COUPABLES D'HOMICIDE INVOLONTAIRE (MANSLAUGHER)
CANADA (1950-1966)



Source : BFS

27. En somme, qu'il s'agisse du taux d'homicides par 100,000 habitants ou même du nombre de meurtres ou d'homicides involontaires coupables signalés par les corps policiers, on ne peut dégager, ni au Québec ni au Canada, de tendances générales. On n'explique guère l'*augmentation* des récentes années dans le nombre d'infractions signalées par la police, pas plus qu'on ne rend compte de la *diminution* survenue dans le nombre de meurtres ou d'homicides involontaires coupables, reconnus tels par les tribunaux canadiens et québécois.

On n'explique pas davantage les variations considérables qui surviennent dans le pourcentage des personnes reconnues coupables par rapport au nombre de personnes mises en accusation. À cet égard, les tableaux VI et VII posent une série de questions nouvelles.

Par exemple, le tableau VI nous permet de constater l'instabilité des définitions utilisées par les corps policiers. Jusqu'en 1961, la terminologie courante faisait une large place au meurtre. Par la suite, les appellations de « meurtre qualifié » et de « meurtre non qualifié » deviennent courantes. Il en est de même du tableau VII qui subit les mêmes transformations à la même époque.

Si l'on ajoute à ces tableaux les informations fournies par le tableau VIII, on constate que les tentatives de meurtre signalées par la police ne parviennent que rarement à l'attention du tribunal. Pourtant, il s'agit, par définition, d'un crime où la victime est en contact direct avec son agresseur et survit à l'attaque. Peu de crimes offrent autant de possibilités à l'enquête policière tout en parvenant si rarement à un dénouement judiciaire normal.

Ces deux séries de constatations empêchent le lecteur de conclure à une hausse spectaculaire et constante dans le nombre d'homicides involontaires coupables ou dans le nombre de meurtres. En effet, les augmentations qui se sont produites ont coïncidé avec deux séries importantes d'événements :

- 1 — un plus grand nombre d'organismes ont collaboré à la compilation de l'information ;
- 2 — il semble que les tribunaux se soient refusé de plus en plus souvent à affirmer la culpabilité des personnes accusées de meurtre.

TABLEAU VI

ACCUSATIONS/CONDAMNATIONS POUR HOMICIDE COUPABLE OU POUR TENTATIVE DE MEURTRE — CANADA —					
ANNÉE	<i>Mans- laughter</i> Accusés/ Condamnés	Meurtres Accusés/ Condamnés	Tentatives de meurtre Accusés/ Condamnés	Meurtre qualifié Accusés/ Condamnés	Meurtre non- qualifié Accusés/ Condamnés
1956	84/166	10/23	4/9		
1957	49/64	8/39	10/19		
1958	40/59	16/31	11/17		
1959	59/66	16/51	17/22		
1960	50/66	10/30	6/21		
1961	42/51	11/37	18/28		
1962	53/63	0/1	14/21	14/25	20/34
1963	50/62		14/22	14/28	31/63
1964	56/71		11/19	6/15	32/46
1965	50/61		11/16	19/31	36/32
1966	69/81	0/1	10/24	9/18	34/54
TOTAUX	602/810	71/213	126/218	62/117	153/229

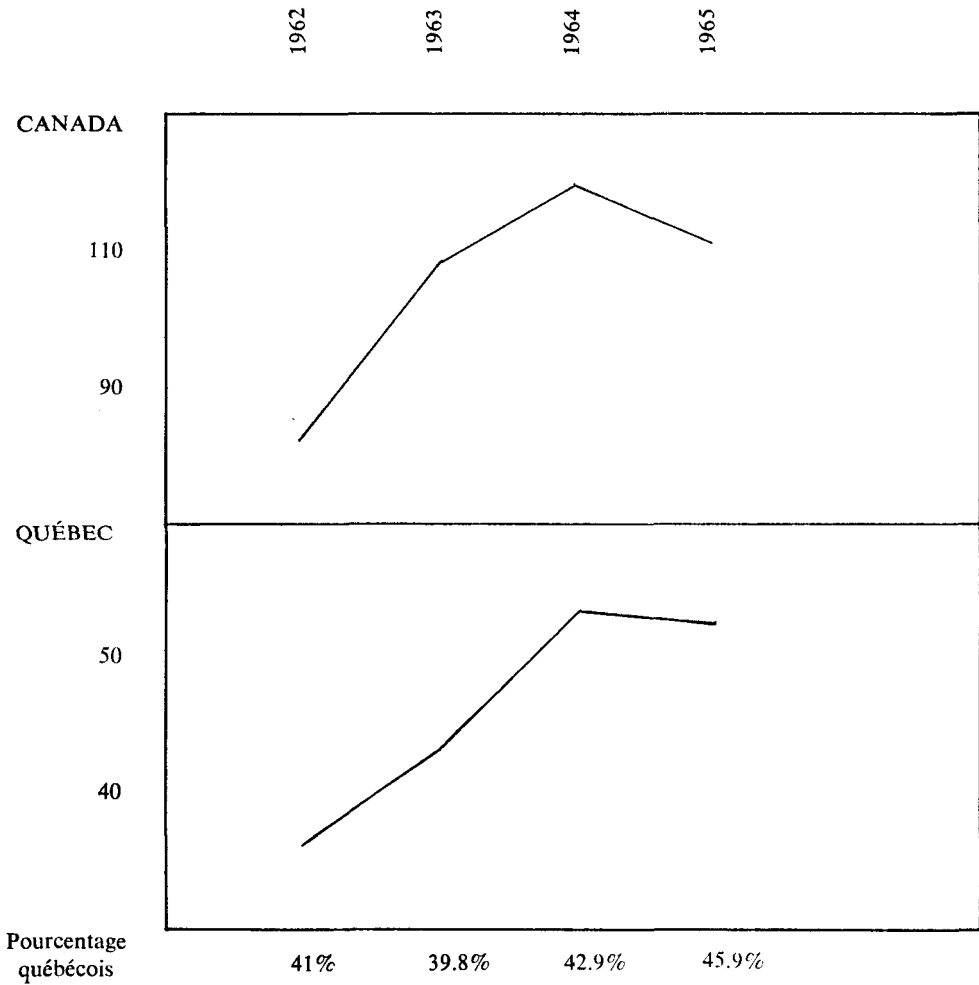
TABLEAU VII

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES/CONDAMNÉES POUR HOMICIDES OU POUR TENTATIVES D'HOMICIDES — QUÉBEC —					
ANNÉE	Homicide involontaire Personnes Acc./Cond.	Meurtre — Personnes Acc./Cond.	Meurtre qualité Personnes Acc./Cond.	Meurtre non qualifié Personnes Acc./Cond.	Tentatives de meurtre Personnes Acc./Cond.
1956	17/11	5/2			3/3
1957	11/8	8/0			8/6
1958	18/10	6/2			9/6
1959	15/13	9/4			15/13
1960	17/9	7/0			10/3
1961	7/7	8/2	1/1		6/5
1962	9/7		6/5	5/4	13/8
1963	20/17		11/8	7/7	10/8
1964	15/12		4/1	11/9	6/3
1965	6/6		13/8	10/10	7/7
1966	11/9	1/0	8/5	20/16	15/6
TOTAUX	146/109	44/10	43/28	53/46	102/68

TABLEAU VIII

NOMBRE DE TENTATIVES DE MEURTRE SIGNALÉES PAR LA POLICE

CANADA ET QUÉBEC



28. Les dernières remarques ont une importance majeure. Les derniers paragraphes montrent à quel point les définitions varient d'une année à l'autre. Ils montrent également l'instabilité des méthodes de compilation.

Ce que nous avons dit du meurtre (homicide coupable) et du *manslaughter* (homicide coupable involontaire) vaut pour les autres crimes qui s'y rattachent. La tentative de meurtre, il est vrai, n'a guère fluctué au cours des dix dernières années : les définitions et les statistiques semblent, dans ce cas, faire preuve de stabilité (tableaux VI, VII et VIII). En revanche, le meurtre est aujourd'hui presque complètement disparu de plusieurs compilations (tableaux VI et VII). Par exemple, lorsqu'il s'agit de dénombrer les personnes convaincues d'un homicide coupable, la nomenclature comprend, depuis 1962, le « meurtre qualifié » et le « meurtre non qualifié », tandis que le meurtre proprement dit, à compter de la même date, disparaît de la liste. L'autre catégorie d'homicide coupable, le *manslaughter*, bénéficie par ailleurs d'une certaine stabilité.

29. En somme, l'année 1962 a marqué un virage, non seulement dans la cueillette des informations, mais dans la façon de les grouper. On comprend mieux, à la lecture de ces tableaux, à quel point le Bureau fédéral de la statistique avait raison d'inviter le lecteur à une extrême prudence.

Les différents facteurs déjà évoqués contribuent à une telle multiplication des variables qu'il devient impossible, à toute fin pratique, de dégager la signification des augmentations et des diminutions apparentes. Ainsi, en 1961, les statistiques qui concernent les « personnes accusées » mentionnent 37 mises en accusation pour meurtre et 28 pour tentative de meurtre. En 1962, le meurtre proprement dit disparaît presque totalement (un seul), mais on dénombre 25 mises en accusation pour meurtre qualifié et 34 pour meurtre non qualifié. L'année suivante (1963), le meurtre sera complètement supprimé, mais on notera, dans la liste des accusations, 22 tentatives de meurtre, 28 meurtres qualifiés et 63 meurtres non qualifiés.

Faut-il, dès lors, considérer 1963 comme une année record par rapport à 1962 ? Faut-il, au contraire, battre prudemment en retraite et renoncer, à conclure devant des variations aussi considérables ? Faut-il conclure à une augmentation, tout en tenant compte du fait que certains corps policiers, y compris la Sûreté du Québec, ont commencé tout récemment à joindre leurs propres rapports à ceux du Bureau fédéral de la statistique ? Faut-il, enfin, n'accorder foi qu'aux décisions judiciaires ?

30. Pour quelques années encore, nous croyons que de telles questions demeureront sans réponses. Dans l'état actuel des statistiques, il est peu

TABLEAU IX

NOMBRE D'HOMICIDES ET D'INCIDENTS SELON LE LIEN DE PARENTÉ
DU SUSPECT AVEC LA VICTIME, ÂGE ET SEXE DE LA VICTIME,
CANADA, 1963-1967 ;
LIEN DE PARENTÉ, EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 1967.

Year of offence and relationship to victim Année du crime et lien de parenté avec la victime	Victime - Victim				Age and sex of victim Age et sexe de la victime										Unknown ¹ Inconnu ¹	
	Incidents	Total	Male — Hommes	Female — Femmes	Under 20 years Moins de 20 ans		20-29 years 20-29 ans		30-39 years 30-39 ans		40-49 years 40-49 ans		50 years and over 50 ans et plus		Unknown ¹ Inconnu ¹	
					H		H		H		H		H		H	
					F		F		F		F		F		F	
Total																
1963	193	215	123	92	20	21	29	21	24	15	17	15	33	20	—	—
1964	199	218	125	93	15	18	26	23	26	21	24	14	34	17	—	—
1965	215	243	142	101	25	27	25	24	28	13	22	22	42	15	—	—
1966	204	220	126	94	27	21	25	23	29	12	15	16	29	22	1	—
1967	238	280	155	125	29	38	32	25	32	20	26	22	36	20	—	—
Domestic - Total - Au foyer:																
1963	82	96	35	61	11	12	5	14	5	13	6	10	8	12	—	—
1964	76	90	30	60	—	12	5	16	7	15	8	9	6	8	—	—
1965	83	108	43	65	18	15	3	15	8	8	8	17	6	10	—	—
1966	91	100	43	57	19	10	6	12	7	10	4	12	7	13	—	—
1967	94	120	46	74	17	20	4	17	6	12	9	18	10	7	—	—
Immediate family - Famille immédiate :																
1963	60	74	25	49	10	12	4	9	2	11	6	8	3	9	—	—
1964	54	62	18	44	4	10	2	11	4	10	4	7	4	6	—	—
1965	57	78	33	45	16	14	3	11	3	4	6	10	5	6	—	—
1966	68	77	32	45	15	10	3	9	5	8	3	8	6	10	—	—
1967	74	95	35	60	16	18	2	13	4	9	5	15	8	5	—	—

Kinship - Parenté :

1963	8	8	6	2	1	—	—	1	1	—	—	—	4	1	—	—
1964	8	12	6	6	—	2	—	—	2	1	2	2	2	—	—	—
1965	5	7	4	3	—	1	—	1	3	—	—	—	1	1	—	—
1966	9	9	8	1	3	—	2	—	1	—	1	—	1	1	—	—
1967	6	11	8	3	1	1	2	1	1	—	2	1	2	—	—	—

Common law -

Parents de droit commun :

1963	14	14	4	10	—	—	1	4	2	2	—	2	1	2	—	—
1964	14	16	6	10	—	—	3	5	1	4	2	1	—	—	—	—
1965	21	23	6	17	2	—	—	3	2	4	2	7	—	3	—	—
1965	14	14	3	11	1	—	1	3	1	2	—	4	—	2	—	—
1967	14	14	3	11	—	1	—	3	1	3	2	2	—	2	—	—

No domestic relationship -

Aucun lien de parenté :

Commission of criminal act -

Perpétration d'un autre acte criminel :

1963	37	42	28	14	6	5	5	2	3	1	3	1	11	5	—	—
1964	40	41	33	8	2	1	3	—	4	3	7	2	17	2	—	—
1965	32	34	23	11	2	7	3	1	4	2	2	1	12	—	—	—
1966	33	36	21	15	—	4	4	4	4	1	4	3	9	3	—	—
1967	23	23	17	6	—	3	1	—	3	—	3	2	10	1	—	—

Other - Autres :

1963	74	77	60	17	3	4	19	5	16	1	8	4	14	3	—	—
1964	83	87	62	25	9	—	18	7	15	3	9	3	11	7	—	—
1966	100	101	76	25	5	5	19	3	16	3	12	4	24	5	—	—
1966	80	84	61	22	8	7	15	7	18	1	7	1	13	6	1	—
1967	121	138	93	45	12	15	27	8	23	8	14	2	16	12	—	—

¹ *A human skelton found, age and sex unknown.*

¹ *Un squelette humain trouvé, âge et sexe inconnus.*

recommandable de s'aventurer dans la théorie. Par ailleurs, il faudra que nos méthodes de compilation demeurent stables pendant plusieurs années, avant que l'on puisse établir des comparaisons valables.

À l'heure actuelle, nous en savons tout juste assez pour comprendre que les augmentations, lorsqu'elles se produisent, proviennent beaucoup plus de changements dans les définitions et d'améliorations dans la coordination des informations que d'une augmentation réelle de la criminalité.

En outre, même si l'on veut noter des augmentations au chapitre de l'homicide, elles ne semblent répondre à aucune tendance stable. Ces augmentations respirent beaucoup plus la criminalité émotive qu'une politique froidement appliquée par un empire criminel sûr de lui. À preuve, le tableau IX indique que près de la moitié des homicides signalés se produisent au foyer et qu'une autre tranche (1/6) prend place pendant la perpétration d'un autre délit.

Les statistiques en provenance de l'étranger confirmeraient d'ailleurs ce qu'indiquent les statistiques canadiennes et québécoises : l'homicide sous toutes ses formes est beaucoup plus le fait d'un individu brusquement emporté par la passion que le geste froidement prémédité d'un criminel endurci.

31. La statistique policière et la statistique judiciaire se recoupent en un point : les deux séries de chiffres fluctuent de façon imprévisible.

En somme, les fluctuations se font sentir non seulement d'une année à l'autre, mais aussi dans le sort qui attend chaque catégorie d'homicide à l'intérieur d'une même année. Les tableaux VI et VII le prouvaient éloquemment en comparant le nombre d'accusations et le nombre de condamnations survenues, de 1956 à 1966, dans le domaine du meurtre, de la tentative de meurtre, du meurtre qualifié, du meurtre non qualifié.

On remarquera de larges fluctuations dans le taux de condamnations. 75 p. cent des accusés d'homicide involontaire coupable sont condamnés, tandis que seulement 33 p. cent des accusés de meurtre sont reconnus coupables. Ceci crée nécessairement l'impression qu'un bon nombre d'accusés de meurtre ont accepté de reconnaître leur culpabilité à une accusation réduite. On se trouve donc visiblement en présence d'une nouvelle façon de fausser complètement les statistiques. Nous y voyons une raison de plus d'inviter le lecteur à la prudence.

À l'opposé, les accusations portées à propos de tentative de meurtre (57%), de meurtre qualifié (53%) et de meurtre non qualifié (61%) produisent des taux de condamnation moins étonnants.

32. Nous attirons l'attention sur une autre imprécision. Elle est mise en lumière par les tableaux III, IV et VIII. Si schématiques que soient ces tableaux, ils contribuent néanmoins à souligner l'incertitude des données statistiques.

Dans ces tableaux, basés sur des chiffres déjà fournis, on constate que le pourcentage des infractions constatées au Québec par la police varie considérablement par rapport au bilan canadien. Le Québec, d'après les corps policiers, fournissait en 1965, 14.7 p. cent des homicides involontaires coupables signalés aux différents corps de police canadiens, 24.3 p. cent des meurtres et 45.9 p. cent des tentatives de meurtre.

On aurait tort de conclure à la constance d'une telle répartition. À l'intérieur du même chapitre, les variations connaissent la même ampleur. Ainsi, l'homicide involontaire coupable, en 1962, provenait du Québec dans une proportion de 37.5 p. cent ; l'année suivante, la proportion demeurerait sensiblement la même : 35.3 p. cent. En 1964 et 1965, c'est l'effondrement : 17.1 p. cent et 14.7 p. cent. On pourrait peut-être considérer cette baisse comme un phénomène de compensation, car on note pour ces deux dernières années une certaine augmentation au chapitre du meurtre.

33. Dans cette perspective, comment ne pas conclure à l'ambiguïté des statistiques de l'homicide ? Le relevé des informations est devenu uniforme depuis trop peu de temps pour que des comparaisons valables soient appliquées et pour qu'on puisse déduire des conclusions générales.

Certes, les statistiques actuelles suffisent amplement à apaiser ceux qui croyaient à une spectaculaire augmentation des meurtres de toute nature. Cependant, les statistiques ne permettent pas de dégager dès maintenant des constantes révélatrices.

Il est quand même permis de risquer une conclusion prudente : *l'instabilité des totaux, l'instabilité dans le taux de condamnation (tableau X), l'instabilité dans le volume et la nature des crimes, tout cela semble indiquer que l'homicide est beaucoup moins un calcul qu'une explosion d'émotivité.*

b) Le viol et les autres crimes sexuels

(34-37)

34. La plupart des remarques déjà formulées à propos de l'homicide valent encore à propos du deuxième groupe d'offenses commises aux dépens de la personne. Le viol et les autres crimes et délits sexuels oscillent, en effet, de façon tout aussi imprévisible que les divers types d'homicides. Cependant, il semble que les définitions aient moins fluctué au cours des années dans le cas du viol et des autres crimes sexuels. On peut donc mesurer plus aisément l'amplitude des oscillations.

Ainsi, on portait en 1956 103 accusations de viol ; en 1966, le total était de 112. La variation extrême opposerait (et oppose en fait) les années 1962 (92) et 1963 (127). Le tableau X fait état de ces variations : elles surviennent à l'intérieur de définitions stables et elles disparaissent comme elles sont venues, laissant le nombre d'accusations et de condamnations revenir à leur niveau « normal ».

TABLEAU X

TABLEAU COMPARATIF DES PERSONNES CONDAMNÉES / ACCUSÉES POUR VIOL — CANADA —	
Année	Personnes condamnées/accusées
1956	52/103
1957	56/109
1958	52/106
1959	44/99
1960	52/97
1961	56/95
1962	54/92
1963	74/127
1964	62/126
1965	54/107
1966	52/112

TABLEAU XI

TABLEAU COMPARATIF DES PERSONNES CONDAMNÉES / ACCUSÉES POUR VIOL — QUÉBEC —	
Année	Personnes condamnées/accusées
1956	3/4
1957	6/9
1958	6/13
1959	7/14
1960	2/2
1961	5/7
1962	17/20
1963	10/14
1964	13/24
1965	13/20
1966	13/18

Le tableau XI fournit les chiffres pour le Québec. À première vue, on pourrait croire à une augmentation irrégulière mais réelle du nombre de condamnations. Nous reviendrons plus loin sur ces données.

35. Ce n'est pas seulement le nombre d'accusations qui demeure, malgré des variations considérables, à l'intérieur de limites assez bien définies ; c'est ainsi le nombre de condamnations. Le tableau XII fournit le nombre de condamnations pour viol survenues de 1950 à 1966 et corrobore, en les amplifiant, les renseignements contenus dans le tableau X.

TABLEAU XII

PERSONNES CONDAMNÉES POUR VIOL — CANADA —	
Année	Personnes condamnées pour viol
1950	36
1951	31
1952	41
1953	43
1954	27
1955	47
1956	52
1957	56
1958	52
1959	44
1960	52
1961	56
1962	54
1963	74
1964	62
1965	54
1966	52
TOTAL	833

On remarque cependant dans le tableau XII, plus que dans le tableau X, une certaine hausse dans la statistique. Par exemple, la moyenne des dix dernières années (55.6) dépasse la moyenne atteinte de 1950 à 1966 (49). Le tableau XIII présente la courbe de ces variations.

Cette augmentation n'a cependant rien d'inquiétant, puisque le niveau atteint en 1966 (52) est exactement le même qu'en 1956 (52).

TABLEAU XIII
NOMBRE DE PERSONNES RECONNUES COUPABLES DE VIOL
CANADA

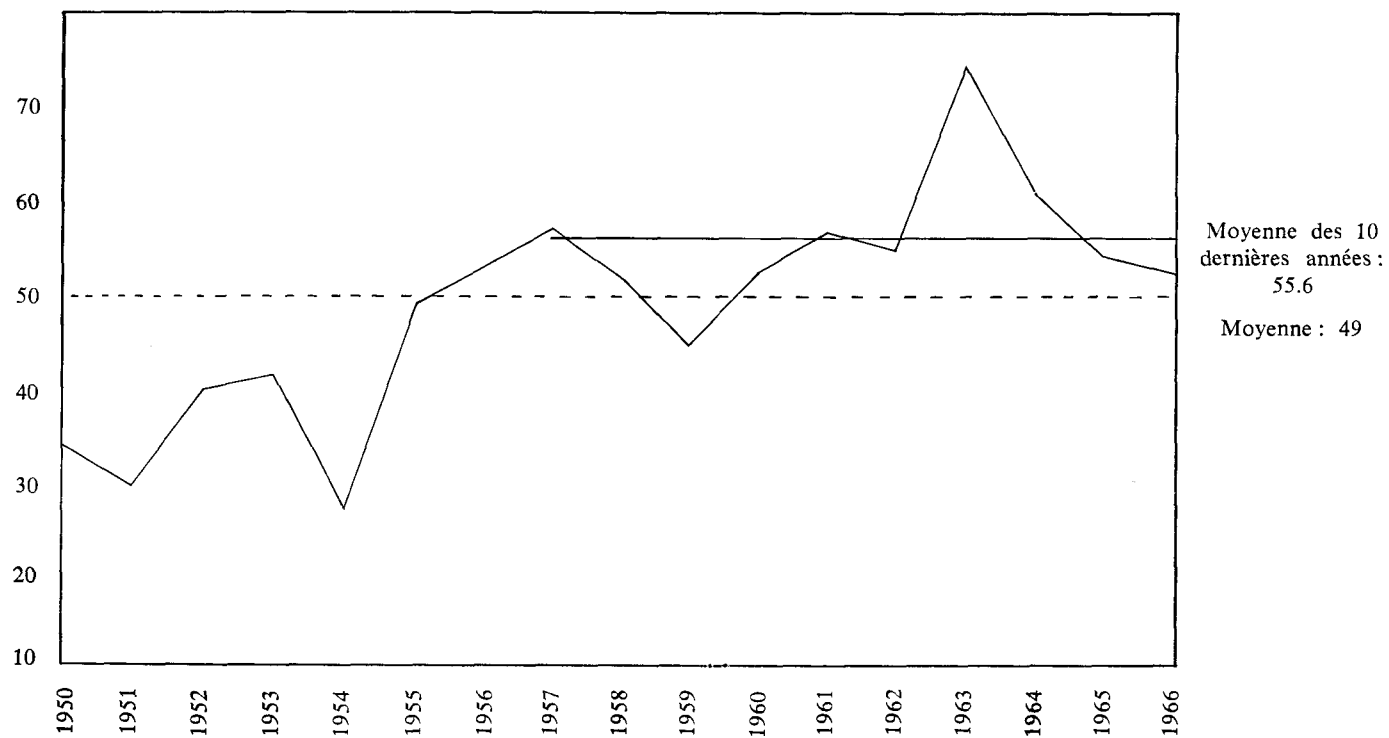
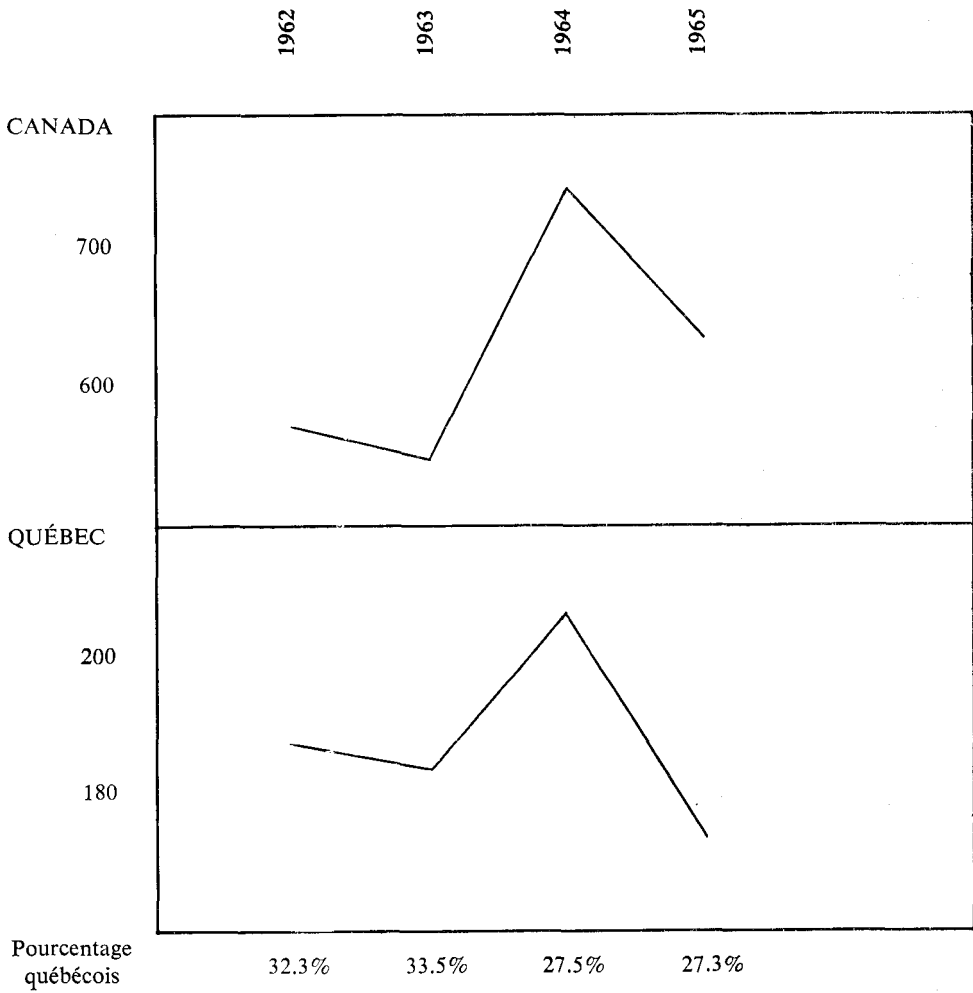


TABLEAU XIV

VIOLS SIGNALÉS PAR LA POLICE CANADA ET QUÉBEC



36. Si, au lieu de la statistique judiciaire, on invoque la statistique policière, la part du Québec dans ce type de crimes aurait tendance à diminuer quelque peu. On ne devrait pourtant pas considérer ce dernier tableau (tableau XIV) comme probant, car il ne fournit les chiffres que pour un nombre très limité d'années, alors que les variations, nous l'avons constaté, se font fréquemment sentir sur des périodes beaucoup plus longues.

Le tableau a quand même l'avantage de révéler que, sur le plan québécois autant et plus que sur le plan canadien, le nombre de viols signalés par la police fluctue de façon absolument imprévisible.

On aurait tort, avons-nous dit, de s'alarmer d'augmentations subites, mais on aurait tort, de la même manière, si l'on considérait comme un puissant motif d'espoir ce qui peut n'être qu'une baisse fort temporaire.

Il est quand même révélateur de constater que la statistique judiciaire et la statistique policière tombent d'accord pour faire du viol une description identique : un type de criminalité qui n'obéit à aucune tendance stable.

37. Les tentatives de viol méritent à peine plus qu'une mention (tableaux XV et XVI). Du moins en est-il ainsi si l'on observe la statistique judiciaire. Les tentatives de viol y sont, en effet, si peu nombreuses et elles y suivent une trajectoire si incertaine qu'il serait peu raisonnable d'y chercher quelque indice que ce soit.

En revanche, le bloc des offenses d'ordre sexuels (autres que le viol) atteint des dimensions considérables, surtout si on les observe dans la statistique policière. Le nombre s'élève, en effet, au niveau de 6,000 pour l'ensemble du pays et au niveau de 1,800 pour le Québec (tableau XVII).

Prises globalement, ces offenses d'ordre sexuel semblent connaître une hausse régulière et substantielle pour l'ensemble du pays, mais elles semblent obéir à d'autres lois dans le cas du Québec. L'année 1964, en particulier, a valu au Québec une diminution d'importance qui a presque ramené ce type de criminalité à son niveau de 1962.

Par ailleurs, on remarquera que les récentes années ont permis au Québec, toujours d'après la statistique policière, de réduire quelque peu sa part dans la criminalité sexuelle (30% en 1962 ; 33.6% en 1963 ; 28.5% en 1964 ; 28.8% en 1965). À cet égard, l'ensemble des infractions d'ordre sexuel a suivi au Québec une évolution semblable à celle que l'on pouvait constater à propos d'un crime particulier, la tentative de viol.

TABLEAU XV

PERSONNES CONDAMNÉES POUR TENTATIVE DE VIOL — CANADA —	
Année	Personnes condamnées pour tentative de viol
1950	17
1951	10
1952	11
1953	9
1954	17
1955	15
1956	10
1957	6
1958	10
1959	18
1960	13
1961	17
1962	16
1963	19
1964	16
1965	10
1966	13
TOTAL	227

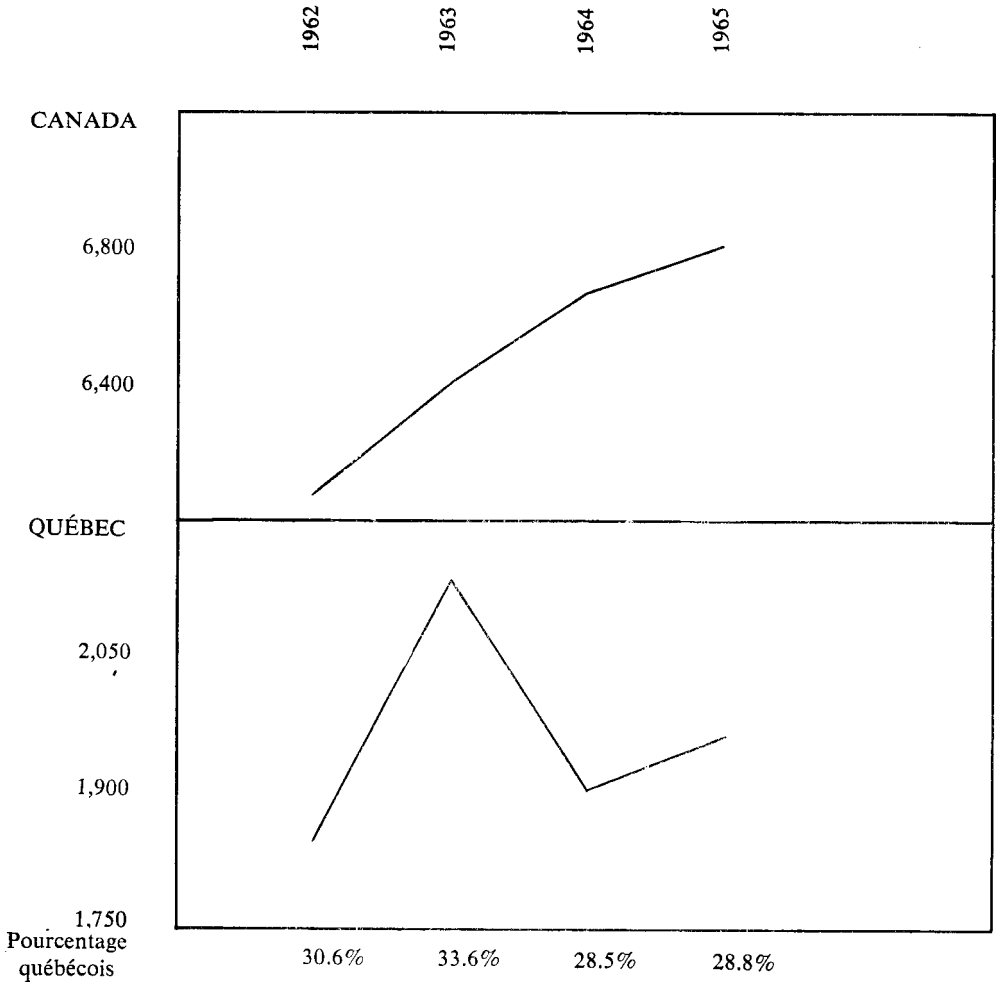
TABLEAU XVI

TABLEAU COMPARATIF DES PERSONNES CONDAMNÉES/ACCUSÉES POUR TENTATIVES DE VIOL — QUÉBEC —	
Année	Personnes condamnées/accusées
1956	3/5
1957	2/2
1958	2/2
1959	8/11
1960	-/2
1961	5/6
1962	5/5
1963	8/9
1964	4/5
1965	2/2
1966	5/6

TABLEAU XVII

OFFENSES D'ORDRE SEXUEL (AUTRES QUE LE VIOL)
SIGNALÉES PAR LA POLICE

CANADA ET QUÉBEC



38. À elles seules, les voies de fait mériteraient une analyse en profondeur. Elles sont, dans l'ensemble de la criminalité de violence contre la personne, une exception, mais cette exception met en branle des chiffres si élevés qu'une analyse nuancée devient pratiquement impossible.

Les voies de fait constituent l'infraction la moins importante dans la liste des crimes commis aux dépens de la personne humaine. Pourtant, *si l'on tente de dresser un bilan global de la criminalité de violence contre la personne, on se trouve, en fait à ne tenir compte que des voies de fait.* En effet, les voies de fait sont si nombreuses, dans la statistique policière et même dans la statistique judiciaire, que les autres crimes contre la personne semblent disparaître.

Or, surtout si on les considère dans leur ensemble (voies de fait entraînant des blessures, voies de fait commises contre un agent de la paix et entravant son travail, voies de fait simples), les voies de fait connaissent des augmentations considérables. Dès lors, toute analyse de la criminalité de violence contre la personne devient extrêmement ambiguë : d'une part, les crimes les plus importants, ainsi que nous l'avons vu, évoluent de façon imprévisible et ne semblent pas être emportés dans une augmentation accélérée ; d'autre part, les voies de fait, crime d'une importance secondaire, sont si nombreuses et augmentent si rapidement que le lecteur des statistiques garde l'impression que toute la criminalité de violence contre la personne augmente rapidement.

39. Nous croyons qu'une telle situation entretient les ambiguïtés et les polémiques. Nous avons donc tenté de faire diverses lectures des statistiques, de manière à particulariser les commentaires. En d'autres termes, nous voulions savoir quelle partie de la criminalité nécessitait une action précise du législateur et dans quel secteur l'optimisme avait droit de cité.

Le volume des voies de fait constituait le premier problème. Les augmentations survenues dans ce secteur atteignaient un tel volume qu'elles dissimulaient tout le reste : elles pouvaient neutraliser tous les progrès accomplis dans d'autres parties de la criminalité violente et noyer complètement les fluctuations moins amples survenues à propos d'autres infractions.

Nous avons considéré d'abord le nombre d'infractions. Puis, nous nous sommes attachés au nombre de délinquants. Dans les deux cas, les augmentations sont spectaculaires et les prochains tableaux en font la preuve. Le tableau XVIII révèle, en effet, que le nombre des voies de fait signalées par la police est passé, au Québec, de 2,474 en 1962 à 7,576 en 1966. Dans le même laps de temps, les chiffres canadiens passaient de 27,818 à 53,533. On retiendra qu'il s'agit ici de la statistique policière et qu'il est normal, au

moins jusqu'à un certain point, d'y trouver des volumes plus considérables que dans la statistique judiciaire.

Pourtant, une hausse aussi rapide dans le nombre d'infractions signalées ne peut dépendre uniquement de changements dans le monde de la compilation. Qu'il s'agisse de 1962 ou de 1966, en effet, les chiffres proviennent des mêmes sources qui n'ont pu changer leur méthode de travail de façon aussi radicale. (Il faut cependant tenir compte du fait qu'un plus grand nombre de corps policiers communiquent aujourd'hui leurs chiffres.)

TABLEAU XVIII

VOIES DE FAIT (SAUF ATTENTAT À LA PUDEUR) CANADA — QUÉBEC — ONTARIO			
Année	Canada	Québec	Ontario
1962	27,818	2,474	
1963	32,760	2,752	
1964	40,459	4,368	15,712
1965	44,551	5,711	16,247
1966	53,533	7,576	19,763

40. Si l'on s'en tient au nombre de délinquants mis en accusation à la suite de voies de fait, les augmentations, là encore, demeurent considérables. Le tableau XIX révèle, en effet, que le nombre de personne accusées de voies de fait devant les tribunaux canadiens est passé de 4,305 en 1956 à 6,009 en 1966.

Bien qu'accélééré, le rythme d'augmentation dans la statistique judiciaire n'est cependant pas le même que dans le cas des infractions signalées par les corps policiers. Les tableaux XX et XXI décrivent les courbes d'augmentation.

On admet volontiers qu'un écart marqué puisse subsister entre les deux types de statistiques. Dans le cas présent, l'écart atteint tout de même des dimensions telles qu'il devient nécessaire de poser différentes questions :

- 1 — La plupart des infractions sont-elles commises par les mêmes individus ?
- 2 — Les policiers éprouvent-ils des difficultés croissantes à appréhender les assaillants ?

- 3 — Le nombre des infractions croît-il plus rapidement parce que le public tient à brandir contre l'assaillant la menace de la police, mais ne tient pas à pousser l'affaire jusqu'au bout, comme c'est fréquemment le cas dans les querelles de famille ? ¹

TABLEAU XIX

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE VOIES DE FAIT — CANADA —				
Année	Voies de fait qui causent des lésions corporelles	Voies de fait contre un agent de la paix et entraves	Voies de fait simples	Total
1956	2,236	1,472	597	4,305
1957	2,239	1,551	568	4,358
1958	2,197	1,586	408	4,191
1959	1,992	1,443	419	3,854
1960	2,179	1,625	416	4,220
1961	2,437	1,673	476	4,586
1962	2,486	1,764	506	4,756
1963	2,530	1,808	516	4,854
1964	2,678	1,959	541	5,178
1965	2,739	2,066	581	5,386
1966	3,020	2,396	593	6,009

¹ Nous citons ici un extrait de *The Lopinson Case*, by Paul J.-Gillette, Holloway House Publishing Co., 1967, p. 92. Il illustre bien ce que pourraient devenir les statistiques établies en fonction du nombre de chefs d'accusation.

De toute façon, durant les 24 premières années de sa vie, Frank Phelan avait réussi à éviter tout ennui avec la loi. À ce moment, il réussit à se faire accuser de seize crimes en deux mois.

La première arrestation survint le 9 mai 1964 à New Brunswick dans le New Jersey. On s'aperçut que Phelan, que l'on venait d'arrêter pour une infraction au Code de la route, conduisait une automobile volée. Il portait également une arme à feu. On l'accusa de port d'arme illégal et de possession d'une automobile volée. Le 13 mai 1964, il fut arrêté de nouveau et la police de Philadelphie l'inculpa des mêmes offenses que celle du New Jersey.

Pendant qu'il attendait son procès sous ces accusations, Phelan ajouta quatorze autres délits à sa liste. L'occasion se présenta le 12 juillet 1964 à la suite de son arrestation découlant d'une bagarre survenue la veille avec quatre matelots au Dolphin. Il fut inculpé de cinq chefs d'accusation pour assauts et lésions, de deux pour assaut grave et lésions, de quatre chefs d'accusation pour assaut avec l'intention de tuer, d'un chef d'accusation pour port d'armes offensives, d'un chef d'accusation pour conspiration et d'un chef d'accusation pour avoir violé la loi sur les armes à feu. Il fut relâché sous un cautionnement de \$2,500.

TABLEAU XX
NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE VOIES DE FAIT
CANADA

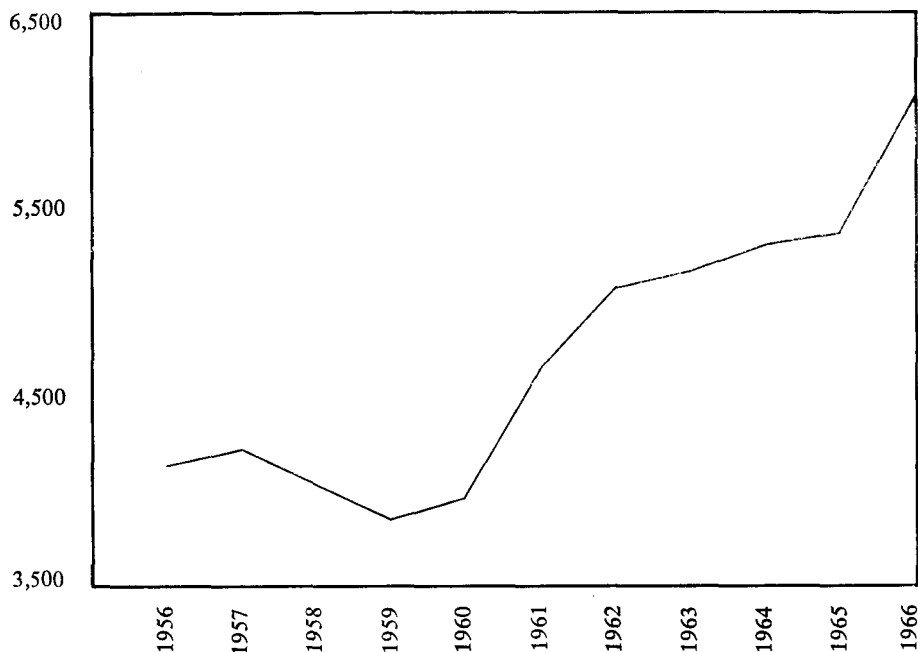
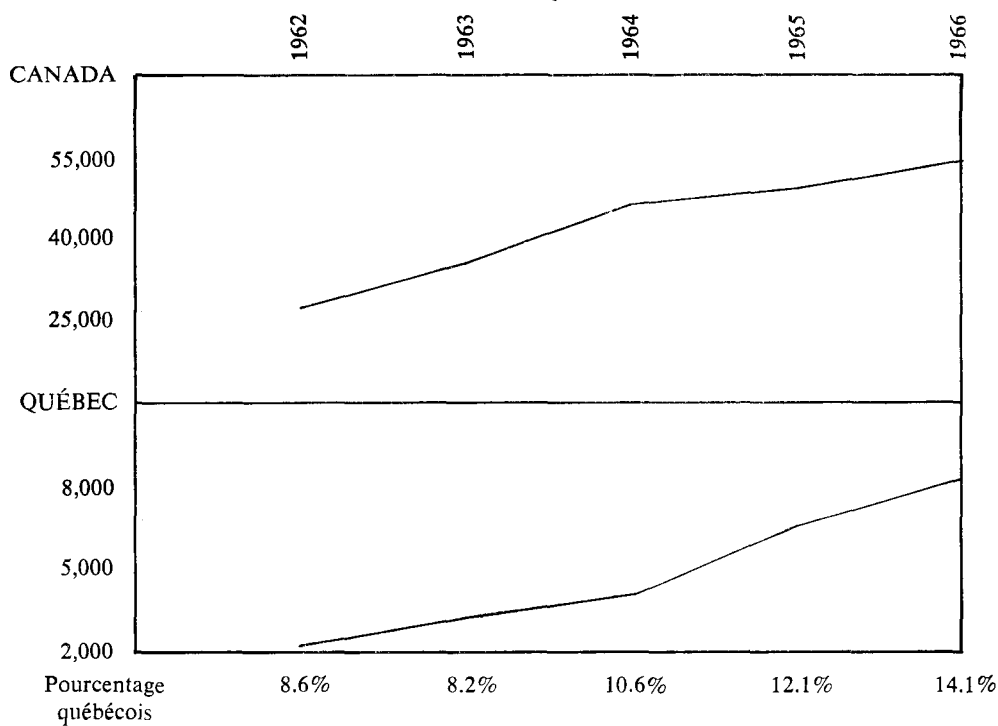


TABLEAU XXI
NOMBRE DE VOIES DE FAIT (SAUF ATTENTAT À LA PUDEUR)
CANADA ET QUÉBEC



41. À la lecture de semblables tableaux, on comprend aisément comment le problème des voies de fait peut fausser entièrement la présentation de la criminalité de violence contre la personne. En effet, alors que nous parlions tantôt de quelque dizaines de condamnation ou de quelque centaines d'infractions signalées, nous sommes ici en présence de milliers de condamnations et de dizaines de milliers d'infractions signalées...

Même au terme d'un examen sommaire, on peut donc affirmer que les voies de fait déforment, par leur seul volume, l'ensemble des statistiques fournies à propos de la criminalité de violence contre la personne humaine. D'autre part, un autre motif oblige à étudier les voies de fait dans un cadre particulier : les augmentations dans ce secteur semblent indiquer des tendances différentes de celles que nous pouvions déceler dans l'ensemble de la criminalité de violence contre la personne.

42. Il est temps de citer quelques-uns des tableaux d'ensemble de la criminalité québécoise et canadienne sur lesquels on se base généralement pour conclure à une hausse spectaculaire de la criminalité de violence.

Plusieurs témoins importants, représentant principalement le monde policier, ont invoqué ces tableaux pour prouver devant la Commission que la criminalité de violence augmentait de façon accélérée, et cela, au Québec encore plus qu'ailleurs (tableaux XXII, XXIII, XXIV et XXV).

Le premier de ces quatre tableaux (XXII) fournit les statistiques canadiennes pour les années 1962, 1963, 1964 et 1965 au niveau des infractions signalées par les corps policiers. Le deuxième tableau de cette série (XXIII) présente les infractions au Code criminel signalées par la police dans la province de Québec au cours de la même période. Les deux tableaux suivants (XXIV et XXV), fournis eux aussi lors du même témoignage, comparent l'augmentation démographique de la population canadienne et de la population québécoise avec les augmentations dans le nombre des crimes commis contre la personne et contre la propriété au cours des mêmes années 1962 à 1965.

Ces tableaux, qui ne nous paraissent pas étayer sans nuance la thèse de certains spécialistes¹, ont néanmoins le mérite de permettre une compar-

¹ Extraits du témoignage de M. J.-Adrien Robert, notes sténographiques, cahier 3, 29 mars 1967, pp. 258-260.

Me J. MARTINEAU :

Monsieur Robert, voulez-vous dire à la Commission si, dans votre opinion, la criminalité augmente ou diminue, dans la province de Québec ?

timentation des chiffres. Ils permettent, en somme, d'isoler ce qui concerne les voies de fait et ce qui concerne le reste de la criminalité de violence contre la personne.

M. ROBERT :

Elle a augmenté considérablement depuis quinze (15) ou vingt (20) ans. Toutefois, on remarque, depuis quelques années surtout, un grand changement dans la criminalité, tout particulièrement en ce qui a trait aux crimes contre la personne, c'est-à-dire des crimes de violence qui sont beaucoup plus nombreux qu'antérieurement.

Me J. MARTINEAU :

Depuis combien d'années, à peu près, avez-vous constaté cela ?

M. ROBERT :

Ceci s'est produit graduellement depuis les dix (10) ou quinze (15) dernières années, mais, d'une manière encore plus marquée, dans les cinq (5) dernières.

Me J. MARTINEAU :

Avez-vous des statistiques qui pourraient éclairer la Commission sur cette augmentation ?

M. ROBERT :

Oui, j'ai recueilli, du rapport annuel publié par le Bureau fédéral de la statistique, certaines données pour les années 1962, 1963, 1964 et 1965, et nous n'avons pas été capables de les compiler avec les années précédentes à 1962 à cause des modes de compilation, la statistique au niveau fédéral n'était pas ce qu'elle aurait dû être à ce moment-là.

Me J. MARTINEAU :

Jusqu'à quel point peut-on se fier à ces statistiques ?

M. ROBERT :

Je crois que depuis mil neuf cent soixante et un (1961), elles ont été sensiblement améliorées, c'est-à-dire la méthode de compilation est beaucoup plus suivie qu'elle ne l'a jamais été dans le passé et les statistiques sont plus complètes, c'est-à-dire que les services de police rapportent plus régulièrement que jamais. Antérieurement, il y avait plusieurs corps de police, et des corps de police assez importants au Canada, qui ne contribuaient à aucune statistique fédérale, ce qui affaiblissait considérablement le taux ou la fréquence, l'incidence criminelle à travers tout le Canada.

Si nous voulions faire une étude, toutefois depuis mil neuf cent soixante et deux (1962) elle est sensiblement meilleure qu'elle n'était autrefois, quoiqu'on doive avoir encore certaine réserve.

Me J. MARTINEAU :

Comment considérez-vous les nôtres du Québec, nos statistiques ?

M. ROBERT :

J'oserais dire que depuis mil neuf cent soixante-deux (1962), elles sont réellement convenables. Antérieurement, je n'en ai pas trouvé qui soient valables.

TABLEAU XXII

NOMBRE D'INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL SIGNALÉES PAR LA POLICE CANADA — 1962, 1963.

INFRACTIONS	1962		1963	
	Population : 15,425,200 (7 +)		Population : 15,727,880	
	Nombre	%	Nombre	%
Total - Code criminel	514,986	100.0	570,996	100.0
<i>Contre la personne :</i>	34,817	6.8	40,075	7.0
Meurtre	217	—	212	—
Tentative de meurtre	83	—	108	—
Homicide involontaire coupable	48	—	34	—
Viol	579	0.1	549	0.1
Autres infractions d'ordre sexuel	6,072	1.2	6,412	1.1
Voies de fait (sauf attentat à la pudeur)	27,818	5.4	32,760	5.7
<i>Contre les droits de propriété :</i>	356,434	69.2	393,402	68.9
Vol qualifié	4,951	1.0	5,885	1.0
Introduction par effraction	82,104	15.9	94,249	16.5
Vol	234,722	45.6	257,305	45.1
Avoir en sa possession des biens volés	4,624	0.9	5,563	1.0
Fraudes	30,033	5.8	30,400	5.3
Autres - Code criminel	123,735	24.0	137,519	24.1

TABLEAU XXII (Suite)

**NOMBRE D'INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL SIGNALÉES PAR LA POLICE
CANADA — 1964, 1965.**

INFRACTIONS	1964		1965	
	Population : 16,051,600		Population : 16,403,700	
	Nombre	%	Nombre	%
Total - Code criminel	626,038	100.0	628,418	100.0
<i>Contre la personne :</i>	48,265	7.7	52,382	8.3
Meurtre	218	—	243	—
Tentative de meurtre	121	—	111	—
Homicide involontaire coupable	35	—	34	—
Viol	745	0.1	641	0.1
Autres infractions d'ordre sexuel	6,687	1.0	6,802	1.0
Voies de fait (sauf attentat à la pudeur)	40,459	6.4	44,551	7.0
<i>Contre les droits de propriété :</i>	409,714	65.4	416,264	66.2
Vol qualifié	5,666	0.8	5,576	0.8
Introduction par effraction	97,224	15.5	96,530	15.3
Vol	277,549	44.3	276,018	43.9
Avoir en sa possession des biens volés	6,011	0.9	5,739	0.9
Fraudes	33,264	5.3	32,401	5.1
Autres - Code criminel	158,059	25.2	159,772	25.4

TABLEAU XXIII

NOMBRE D'INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL SIGNALÉES PAR LA POLICE
QUÉBEC — 1962, 1963.

INFRACTIONS	1962		1963	
	Population : 4,435,900 (7 +)		Population : 4,535,000	
	Nombre	%	Nombre	%
Total - Code criminel	110,452	100.0	122,300	100.0
<i>Contre la personne :</i>	4,615	4.1	5,201	4.2
Meurtre	44	—	56	—
Tentative de meurtre	34	—	43	—
Homicide involontaire coupable	18	—	12	—
Viol	187	—	184	—
Autres infractions d'ordre sexuel	1,858	1.6	2,154	1.7
Voies de fait (sauf attentat à la pudeur)	2,474	2.2	2,752	2.2
<i>Contre les droits de propriété :</i>	85,329	77.2	97,202	79.4
Vol qualifié	2,172	2.4	3,414	2.8
Introduction par effraction	20,572	18.6	26,539	21.6
Vol	58,040	52.5	62,931	51.4
Avoir en sa possession des bien volés	678	0.6	915	0.7
Fraudes	3,327	3.0	3,399	2.7
Autres - Code criminel	20,508	18.5	19,897	16.2

TABLEAU XXIII (Suite)

NOMBRE D'INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL SIGNALÉES PAR LA POLICE
QUÉBEC — 1964, 1965.

INFRACTIONS	1964		1965	
	Population : 4,634,100		Population : 4,740,300	
	Nombre	%	Nombre	%
Total - Code criminel	135,501	100.0	133,170	100.0
<i>Contre la personne :</i>	6,583	4.0	7,959	5.9
Meurtre	45	—	59	—
Tentative de meurtre	52	—	51	—
Homicide involontaire coupable	6	—	5	—
Viol	205	—	174	—
Autres infractions d'ordre sexuel	1,907	1.4	1,959	1.4
Voies de fait (sauf attentat à la pudeur)	4,368	3.2	5,711	4.3
<i>Contre les droits de propriété :</i>	98,706	72.8	98,342	73.8
Vol qualifié	2,853	2.1	2,782	2.0
Introduction par effraction	26,838	19.8	26,972	20.2
Vol	64,525	47.7	63,937	48.0
Avoir en sa possession des biens volés	865	0.6	811	0.6
Fraudes	3,625	1.9	3,840	2.8
Autres - Code criminel	30,212	22.2	26,869	20.1

TABLEAU XXIV

AUGMENTATIONS DÉMOGRAPHIQUES ET AUGMENTATIONS DANS LA STATISTIQUE CRIMINELLE CANADA — 1962 À 1965

1. POPULATION (7 ans et plus).

1962	15,425,200		—
1963	15,727,880	Augmentation sur 1962 —	1.96%
1964	16,051,600	Augmentation sur 1962 —	4.05%
1965	16,403,700	Augmentation sur 1962 —	6.34%

2. TOTAL - CODE CRIMINEL.

1962	514,986		—
1963	570,996	Augmentation sur 1962 —	10.87%
1964	626,038	Augmentation sur 1962 —	21.56%
1965	628,418	Augmentation sur 1962 —	22.02%

3. CRIME CONTRE LA PERSONNE.

1962	34,817		—
1963	40,075	Augmentation sur 1962 —	15.10%
1964	48,265	Augmentation sur 1962 —	38.62%
1965	52,382	Augmentation sur 1962 —	50.44%

4. CRIME CONTRE LES DROITS DE PROPRIÉTÉ.

1962	356,434		—
1963	393,396	Augmentation sur 1962 —	10.37%
1964	409,784	Augmentation sur 1962 —	14.94%
1965	416,264	Augmentation sur 1962 —	16.78%

TABLEAU XXV

AUGMENTATIONS DÉMOGRAPHIQUES ET AUGMENTATIONS DANS LA STATISTIQUE CRIMINELLE QUÉBEC — 1962 à 1965

1. POPULATION (7 ans et plus).

1962	4,435,900		—
1963	4,535,000	Augmentation sur 1962 —	2.23%
1964	4,634,100	Augmentation sur 1962 —	4.46%
1965	4,740,300	Augmentation sur 1962 —	6.86%

2. TOTAL - CODE CRIMINEL.

1962	110,452		—
1963	122,300	Augmentation sur 1962 —	10.72%
1964	135,501	Augmentation sur 1962 —	22.67%
1965	133,170	Augmentation sur 1962 —	20.56%

3. CRIME CONTRE LA PERSONNE.

1962	4,615		—
1963	5,201	Augmentation sur 1962 —	12.67%
1964	6,583	Augmentation sur 1962 —	42.64%
1965	7,959	Augmentation sur 1962 —	72.45%

4. CRIME CONTRE LES DROITS DE PROPRIÉTÉ.

1962	85,399		—
1963	97,202	Augmentation sur 1962 —	13.91%
1964	98,706	Augmentation sur 1962 —	15.67%
1965	98,342	Augmentation sur 1962 —	15.25%

43. Ces divers renseignements précisent les questions que l'on peut poser à propos des voies de fait au Québec et au Canada. Citons celles-ci :

1. — Ce secteur de la criminalité de violence contre la personne est-il le seul à connaître des augmentations constantes et considérables ?
2. — Pourquoi le nombre de personnes mises en accusation à la suite de voies de fait augmente-t-il beaucoup plus lentement que le nombre d'infractions signalées à la police ?
3. — Pourquoi le Québec, malgré les augmentations extrêmement considérables des récentes années, ne compte-t-il dans le domaine des voies de fait qu'un pourcentage de beaucoup inférieur à sa proportion démographique ?
4. — Les augmentations constatées dans le nombre de personnes mises en accusation à la suite de voies de fait se produisent-elles surtout dans les formes les plus graves : voies de fait qui causent des lésions corporelles et voies de fait commises contre un agent de la paix ?
5. — Le nombre de personnes accusées de voies de fait croît-il plus rapidement dans le cas des infractions commises contre un agent de la paix que dans toutes les autres catégories ?

44. Les tableaux XXII et XXIII confirment, tout d'abord, que les hausses dans le domaine de la criminalité de violence contre la personne ne se produisent qu'à l'item « voies de fait ».

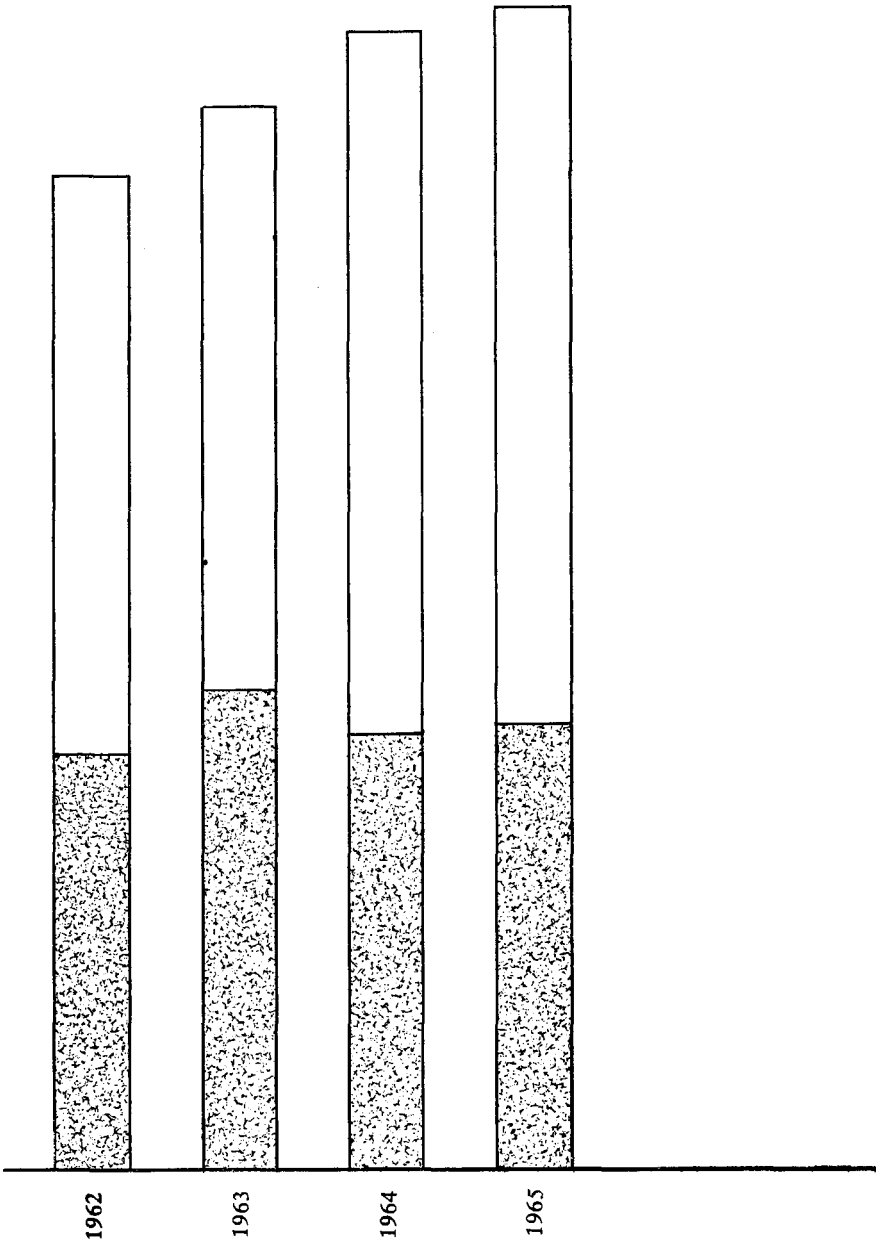
Si l'on additionne les chiffres qui concernent le meurtre, la tentative de meurtre, l'homicide involontaire coupable, le viol et les autres infractions d'ordre sexuel, on trouve, en ce qui concerne l'année 1962 pour le Canada tout entier, 6,999 crimes signalés par la police. En 1965, ce nombre est passé à 7,831, soit une augmentation d'environ 11 p. cent, alors que la population canadienne, pendant la même période, augmentait de 6.34 p. cent.

Si l'on tente la même compartimentation en ce qui concerne le Québec laissé à lui-même, on trouve un total de 2,141 crimes en 1962 et de 2,248 en 1965. En d'autres termes, la criminalité de violence, si l'on exclut les voies de fait, augmente au Québec de 5 p. cent pendant que la population québécoise augmente de 6.86 p. cent.

En outre, on peut constater que le Québec occupe en 1965 une place moins importante qu'en 1962 dans la criminalité canadienne de violence contre la personne (tableau XXVI) :

1962 : 2,141 sur 6,999	30.7%
1965 : 2,248 sur 7,831	28.7%

TABLEAU XXVI
COMPARAISON DES INFRACTIONS COMMISES CONTRE LA PERSONNE
(SAUF VOIES DE FAIT)
CANADA ET QUÉBEC



45. Ces chiffres ne constituent d'aucune manière des réponses aux difficiles questions que posent les voies de fait au Canada et au Québec. Ils précisent cependant le problème de la criminalité de violence contre la personne.

En somme, les voies de fait constituent le seul domaine où les hausses soient carrément spectaculaires. De 1962 à 1965, en effet, le nombre de crimes de voies de fait augmente de 60 p. cent au Canada, tandis qu'il connaît au Québec une hausse de 140 p. cent. Les chiffres de 1966, que nous avons ajoutés nous-mêmes aux renseignements fournis par nos témoins, ont confirmé ces tendances inquiétantes et inexplicables.

À cette étape de l'examen, il pourrait être rassurant de noter que les hausses dans la criminalité de violence se limitent en substance aux infractions les moins importantes. Il y a lieu, en effet, de départager les voies de fait elles-mêmes en différentes catégories, ainsi que le code lui-même invite à le faire.

TABLEAU XXVII

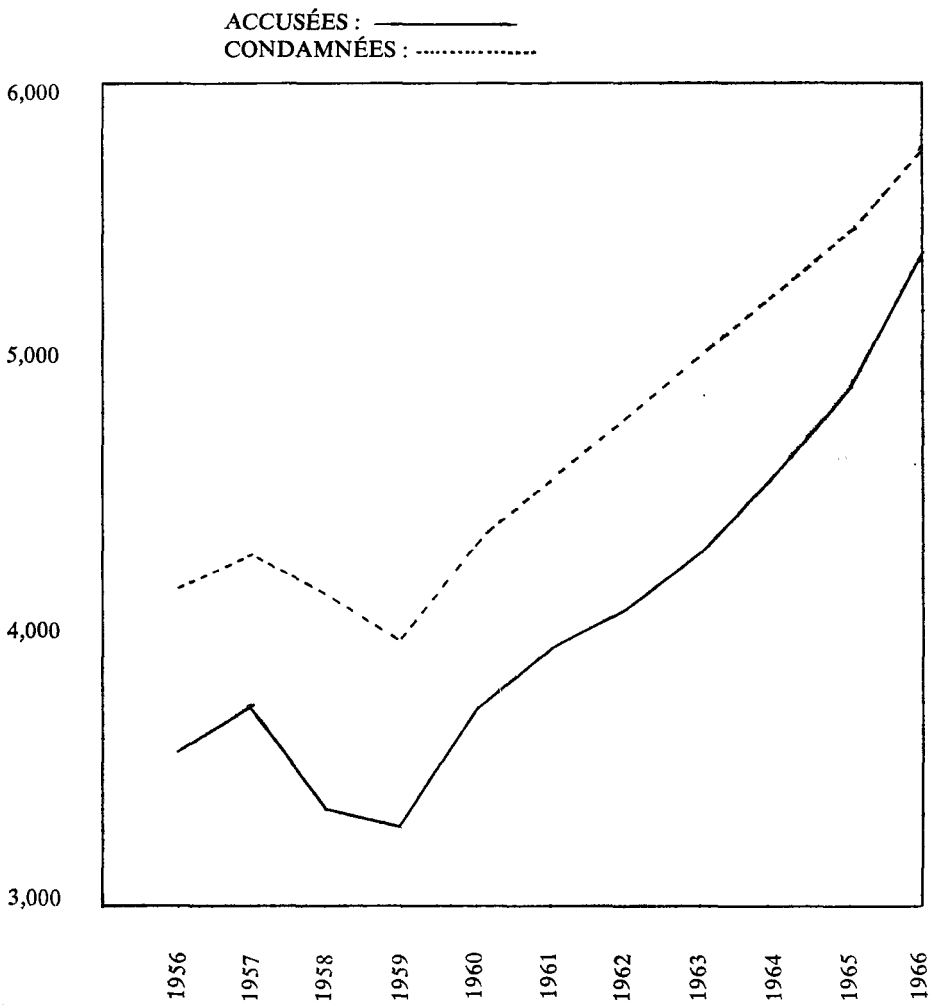
COMPARAISONS ENTRE MISES EN ACCUSATION ET CONDAMNATIONS EN MATIÈRE DE VOIES DE FAIT CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	4,305	3,536	82.1
1957	4,358	3,638	83.4
1958	5,291	3,457	80.5
1959	3,854	3,280	85.1
1960	4,220	3,550	84.1
1961	4,586	3,767	82.1
1962	4,756	3,975	83.5
1963	4,854	4,087	84.1
1964	5,178	4,394	84.8
1965	5,386	4,579	85.0
1966	6,009	5,097	84.8
Totaux	52,797	43,360	82.1

En répartissant les voies de fait en trois groupes distincts, nous insistons sur un aspect nouveau : le coefficient de condamnations. On serait tenté de croire, en effet, qu'au moins une partie des augmentations survenues dans les voies de fait provient d'une nouvelle politique adoptée par les forces de l'ordre. Il importe, par conséquent, de vérifier si les augmentations dans le nombre de mises en accusation se sont soldées par des accroissements parallèles dans le nombre de condamnations.

TABLEAU XXVIII

COMPARAISON ENTRE LES PERSONNES MISES EN ACCUSATION
ET LES PERSONNES CONDAMNÉES
POUR VOIES DE FAIT

CANADA



46. Les tableaux XX et XXI ont déjà établi une distinction importante : le nombre d'infractions signalées en matière de voies de fait monte beaucoup plus rapidement que le nombre d'accusations. De 1962 à 1965, le nombre de personnes accusées de voies de fait devant les tribunaux canadiens passe de 4,756 à 5,386, ce qui constitue une majoration de l'ordre de 12 p. cent. Pendant la même période, les chiffres québécois passent de 846 à 958, soit une hausse du même ordre (13.2 p. cent).

Le tableau XXVII établit une comparaison entre les accusations et les condamnations en matière de voies de fait au Canada. Le tableau suivant (tableau XXVIII) permet d'établir un pourcentage stable : de 80 à 85 p. cent des personnes accusées de voies de fait devant les tribunaux canadiens admettent d'elles-mêmes leur culpabilité ou sont reconnues coupables par les tribunaux.

Il s'agit là d'une moyenne nettement plus basse que celle qui a cours lorsque la violence n'intervient d'aucune manière. Pourtant, il s'agit d'un pourcentage fort rassurant, en ce sens qu'il apporte à ceux qui décident de la mise en accusation la caution de l'approbation judiciaire. En d'autres termes, les juges viennent confirmer dans l'immense majorité des cas les jugements déjà prononcés par la police et par les procureurs de la Couronne. (Il restera à étudier le nombre de cas où cette culpabilité constitue, en fait, une accusation réduite.)

47. Le tableau XXIX jette, toutefois, une lumière différente sur ces chiffres globaux. On y constate que, systématiquement, *les accusations de voies de fait aboutissent à un taux de condamnation plus élevé lorsqu'elles mettent en cause un agent de la paix* que lorsqu'elles causent des lésions corporelles. Dans un cas, le pourcentage se maintient constamment au-dessus de 90, tandis que, dans l'autre, on condamne toujours moins de 80 p. cent des personnes mises en accusation.

Dans le cas de voies de fait simples, toutefois, le taux de condamnation est aussi élevé que dans le cas de personnes impliquées dans des affrontements avec les forces de l'ordre. On admettra cependant, à la lecture des chiffres, qu'il s'agit d'un groupe fort restreint dont on peut à peine tenir compte dans des conclusions générales. Il s'agit, en outre, d'un groupe qui demeure constamment au même niveau, alors que des augmentations constantes et rapides surviennent dans les deux autres catégories.

TABLEAU XXIX
COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES ET DE PERSONNES
CONDAMNÉES EN MATIÈRE DE VOIES DE FAIT
CANADA

Voies de fait qui causent des lésions corporelles				Voies de fait contre agent de la paix et entraves			Voies de fait simples		
Année	Accusées	Condamnées	Pourcentage	Accusées	Condamnées	Pourcentage	Accusées	Condamnées	Pourcentage
1956	2,236	1,691	75.6	1,472	1,342	91.1	597	503	84.2
1957	2,239	1,716	76.6	1,551	1,453	93.6	568	469	82.5
1958	2,197	1,643	74.8	1,586	1,462	92.1	408	352	86.2
1959	1,992	1,474	73.9	1,443	1,346	93.2	419	360	85.9
1960	2,179	1,673	76.7	1,625	1,511	92.9	416	366	87.9
1961	2,437	1,817	74.5	1,673	1,537	91.8	476	413	86.7
1962	2,486	1,883	75.7	1,764	1,633	92.5	506	459	90.7
1963	2,530	1,942	76.7	1,808	1,663	92.0	516	482	93.4
1964	2,678	2,084	77.8	1,959	1,793	91.5	541	516	95.3
1965	2,739	2,161	78.9	2,066	1,896	91.8	581	522	89.8
1966	3,020	2,377	78.7	2,396	2,192	91.4	593	528	89.0
Totaux	26,733	20,461	76.5	19,343	17,828	92.1	5,621	4,970	88.4

48. Dans le cas du Québec, la situation se présente de façon quelque peu différente. Une série de tableaux contribue à faire émerger différentes questions.

Le tableau XXX fournit le fond de scène et montre que, dans le cas d'offenses commises aux dépens d'êtres humains, une moyenne de 81.3 p. cent des mises en accusation débouchent sur des condamnations. Le tableau XXXI permet, en outre, de déceler dans ce pourcentage une tendance à la hausse.

TABLEAU XXX

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES OFFENSES CONTRE LA PERSONNE QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	1,347	1,084	80.4
1957	1,161	949	81.7
1958	1,122	883	78.6
1959	1,088	863	79.2
1960	1,134	895	78.9
1961	1,350	1,055	78.1
1962	1,365	1,093	80.0
1963	1,527	1,235	80.8
1964	1,406	1,181	83.9
1965	1,551	1,315	84.7
1966	1,581	1,357	85.8
Totaux	14,632	11,910	81.3

Dans le cas des voies de fait, le tableau XXXII révèle une moyenne légèrement inférieure : 79.3 p. cent des accusations se soldent par des condamnations. Par ailleurs, le même tableau dénote une tendance à la hausse plus accentuée que dans le tableau XXXI.

Au Québec, on peut dire que les décisions judiciaires endossent de plus en plus les mises en accusation. Cependant, l'écart demeure très considérable entre les différentes catégories de voies de fait.

TABLEAU XXXI

COMPARAISON ENTRE LES PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES OFFENSES CONTRE LA PERSONNE

QUÉBEC

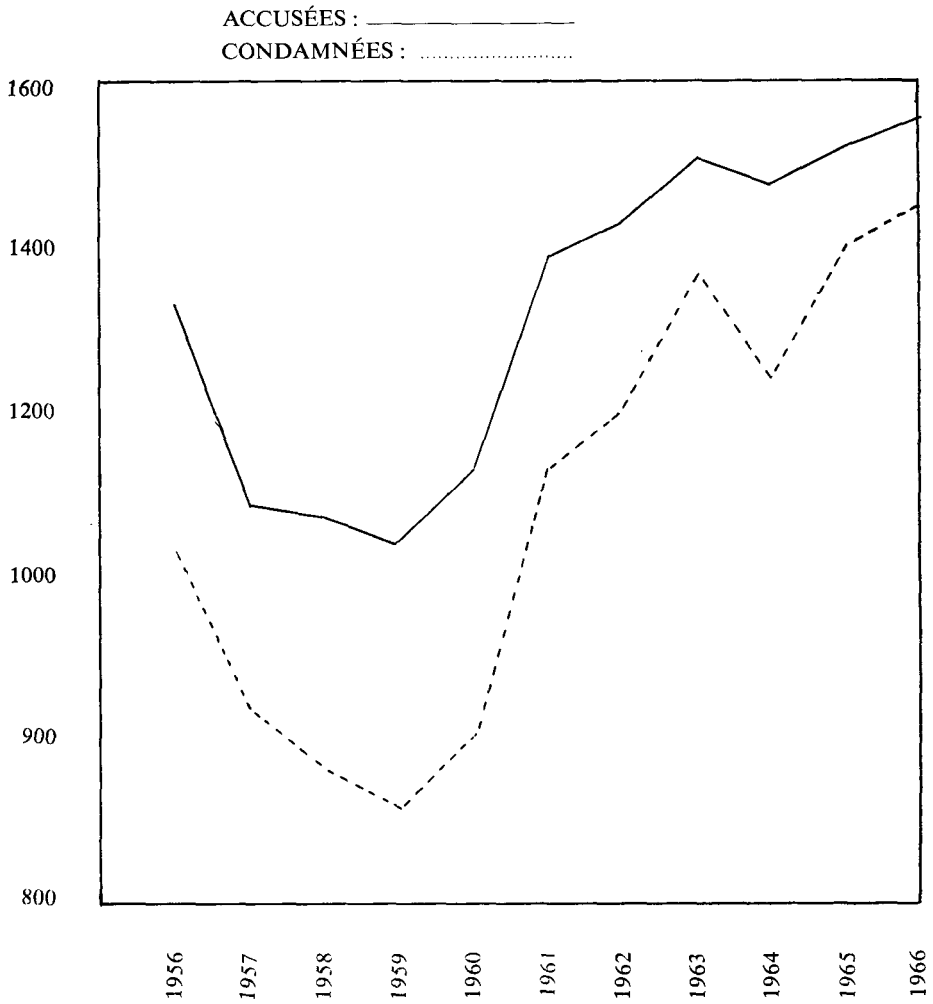


TABLEAU XXXII

CONDAMNATIONS ET ACCUSATIONS POUR VOIES DE FAIT QUÉBEC			
Année	Accusées	Condamnées	Pourcentage
1956	853	665	77.9
1957	660	506	76.6
1958	705	523	74.1
1959	669	505	75.4
1960	747	591	79.1
1961	839	609	72.5
1962	846	672	79.4
1963	925	708	76.4
1964	845	695	82.2
1965	958	831	86.6
1966	1,034	902	87.2
Totaux	9,081	7,207	79.3

49. Le tableau XXXIII achève de placer le Québec dans une situation particulière. Certes, il confirme que les tendances notées à propos du Canada s'exercent aussi dans le cas du Québec. Cependant, au Québec, les contrastes sont encore plus nets :

- 1 — Les voies de fait commises à l'endroit des agents de la paix augmentent en nombre plus rapidement que les voies de fait entraînant des lésions corporelles.
- 2 — Les voies de fait contre les agents de la paix (et les accusations d'entrave qui s'y rattachent) aboutissent à une condamnation plus souvent que les voies de fait débouchant sur des lésions corporelles.
- 3 — Au Québec, l'écart entre les taux de condamnations (voies de fait entraînant des lésions corporelles par rapport aux voies de fait commises contre des agents de la paix) est sensiblement plus considérable que pour l'ensemble du Canada.

TABLEAU XXXIII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONVAINCUES DE VOIES DE FAIT
QUÉBEC

Voies de fait qui causent des lésions corporelles				Voies de fait contre agent de la paix et entraves			Voies de fait simples		
Année	Accusées	Convaincues	Pourcentage	Accusées	Convaincues	Pourcentage	Accusées	Convaincues	Pourcentage
1956	370	257	69.4	345	294	85.2	138	114	82.6
1957	362	234	64.6	166	154	92.7	132	118	89.3
1958	390	237	60.7	229	209	91.2	86	77	89.5
1959	388	249	64.1	201	188	93.5	80	68	85.0
1960	393	263	66.3	262	254	96.9	92	74	80.4
1961	460	263	57.1	272	249	91.7	107	97	90.6
1962	399	258	64.7	331	310	93.6	116	104	89.6
1963	480	300	62.7	341	317	92.9	104	91	87.5
1964	428	302	72.8	337	317	93.6	80	76	95.0
1965	470	366	77.8	383	371	96.8	105	94	89.5
1966	501	393	78.4	455	441	96.9	78	68	87.1
Totaux	4,641	3,122	67.2	3,322	3,104	93.4	1,118	981	87.7

50. Ces premières conclusions ne sauraient passer inaperçues. Les statistiques révèlent, en effet, un flottement considérable dans le taux de condamnation.

De façon générale, les tribunaux canadiens condamnent 80 p. cent des personnes accusées de crimes contre la personne. Les moyennes québécoises sont du même ordre. Si l'on considère l'ensemble des voies de fait, le Québec s'en tient aux moyennes nationales. Cependant, le Québec voit son pourcentage s'abaisser à 67 p. cent quand il s'agit de voies de fait causant des lésions corporelles et le Québec voit le taux de condamnation dépasser 93 p. cent dans le cas des voies de fait où un agent de la paix se trouve impliqué.

Pour l'ensemble du Canada, l'amplitude de la variation est beaucoup moins considérable : 76 p. cent dans un cas et 92 p. cent dans l'autre. Cette amplitude se rétrécit encore davantage si l'on établit les chiffres qui concernent le « Canada dans le Québec » : 77 p. cent et 91 p. cent.

Il faut remarquer, en outre, que le nombre des voies de fait commises contre les agents de la paix constitue à lui seul un paradoxe. Il est si élevé et il croît si rapidement qu'on approche du jour où cette catégorie de voies de fait prendra le pas sur les voies de fait entraînant des lésions corporelles.

CONCLUSION

(51)

51. À notre avis, il y aurait lieu de pousser beaucoup plus loin, dans le cadre d'un programme de recherches permanentes, l'examen de ces différentes anomalies. Nous pouvons néanmoins, malgré les insuffisances des connaissances actuelles, risquer un certain nombre d'observations.

- 1 — Si l'on excepte les voies de fait, la criminalité de violence contre la personne n'accuse pas de hausse très considérable au Canada ni de hausse au Québec.
- 2 — Si l'on excepte les voies de fait, la situation québécoise en matière de criminalité de violence contre la personne se détériore moins vite que la situation canadienne et l'on peut même parler d'amélioration (tableau XXXIV).
- 3 — Si l'on considère l'ensemble de la criminalité de violence contre la personne, le Québec compte beaucoup moins que sa part des infractions signalées par la police et ce pourcentage a même tendance à diminuer quelque peu (tableau XXXV).
- 4 — Dans le domaine des voies de fait, la part du Québec grossit rapidement : 8,6 p. cent en 1962 ; 12,1 p. cent en 1965 ; 14,1 p. cent en 1966.
- 5 — Dans le domaine des voies de fait, malgré les augmentations procentuelles, la part du Québec représente encore moins que la proportion du Québec dans la population canadienne (tableau XXI).

TABLEAU XXXIV
TOTAL DES INFRACTIONS COMMISES CONTRE LA PERSONNE
EN EXCLUANT LES VOIES DE FAIT

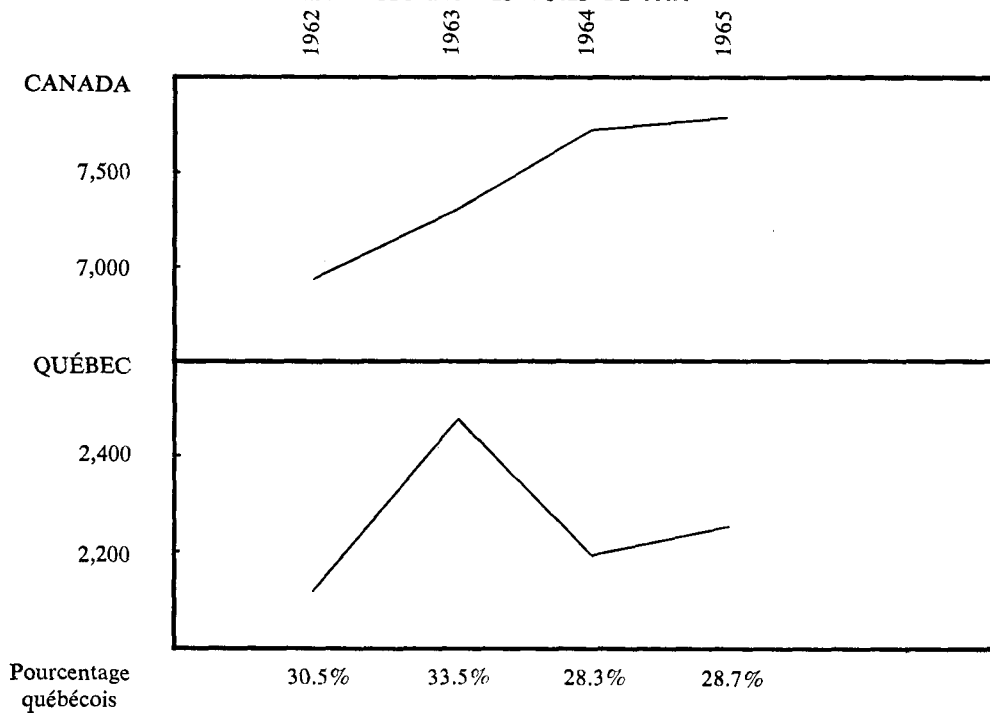
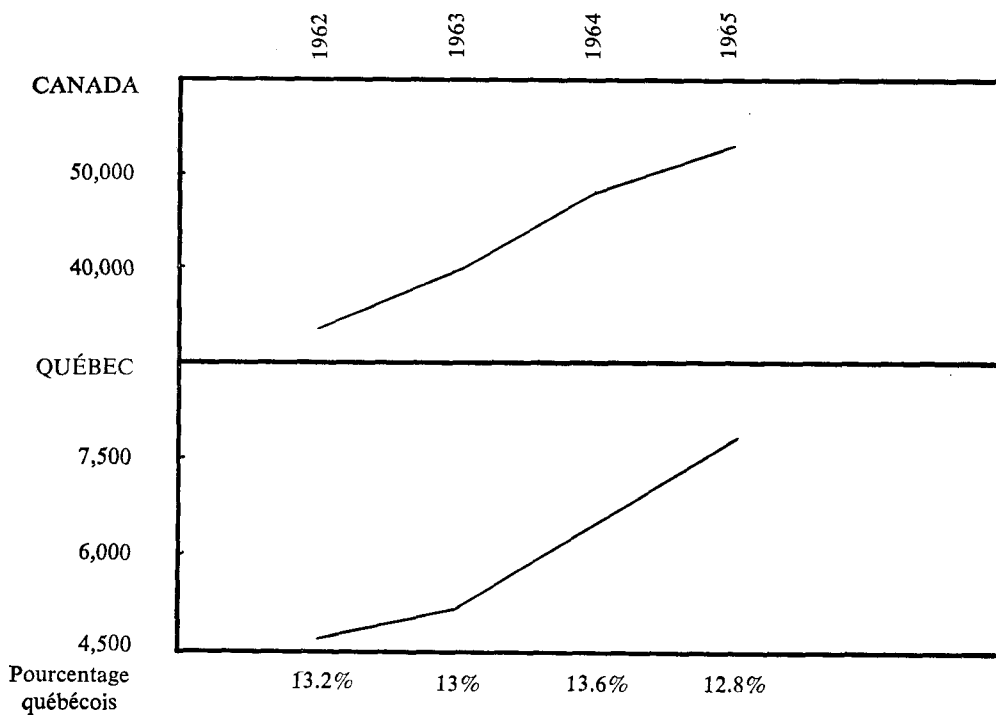


TABLEAU XXXV
TOTAL DES INFRACTIONS COMMISES CONTRE LA PERSONNE



- 6 — De façon générale, le nombre des personnes condamnées pour voies de fait s'établit, comme il est normal pour l'ensemble des crimes commis contre la personne, à environ 80 p. cent des mises en accusation (tableau XXVII).
- 7 — Dans l'ensemble du Canada, le pourcentage des condamnations par rapport aux accusations s'éloigne de la norme dans le cas des voies de fait impliquant les agents de la paix et il atteint 92 p. cent (93 p. cent dans le cas du Québec).
- 8 — Le pourcentage de mises en accusation débouchant sur des condamnations s'éloigne de la norme au Québec dans le cas des voies de fait causant des lésions corporelles (10 p. cent de moins que pour le reste du Canada : 67.2 p. cent au Québec et 76.5 p. cent dans le reste du pays).

2 — LA VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ (52-65)

a) Vue d'ensemble (52-55)

52. La criminalité violente contre la propriété obéit, pour sa part, à des lois entièrement différentes. D'une part, on constate ici, sans l'ombre d'un doute, l'augmentation constante et considérable. D'autre part, contrairement à la criminalité de violence contre la personne, la criminalité violente contre la propriété place parfois le Québec dans une situation particulièrement inquiétante. Le problème demeure toutefois localisé.

Le tableau XXXVI décrit la situation en termes généraux. Conformément aux habitudes du Bureau fédéral de la statistique, nous conservons, sous ce curieux vocable de « violence contre la propriété », les actes criminels suivants : introduction par effraction, introduction par effraction à main armée, prise de possession et détention par la force, vol qualifié et vol qualifié à main armée. Les statistiques comprennent, il est vrai, quelques autres délits, mais ils sont d'une importance négligeable.

53. Le tableau XXXVI témoigne de ce que le nombre de personnes mises en accusation à propos de crimes violents contre la propriété est passé, de 1956 à 1966, de 4,991 à 8,676 par an. Le tableau XXXVII, de son côté, souligne un aspect étrange de cette augmentation : la majeure partie de l'accroissement est visiblement survenue au cours des années 1957 et 1958. En d'autres termes, le nombre des mises en accusation augmente de près de 2,500 entre 1956 et 1958, alors qu'on constate un écart de moins de 1,300 entre 1958 et 1966.

Si l'on s'en tient à ces chiffres généraux, on peut constater également, toujours d'après le tableau XXXVI, que le rapport demeure à peu près constant entre le nombre de condamnations et le nombre de mises en accusation. Au cours des onze années mentionnées par cette compilation, 79,872 personnes ont été condamnées pour des crimes violents contre la propriété et 86,089 avaient été traduites devant les tribunaux au cours de la même période. Le pourcentage des condamnations par rapport aux accusations s'établit donc à 92.7 p. cent. Les variations dans ce taux sont demeurées minimes et l'on constatera aisément que ce taux était d'environ 91 p. cent en 1956 comme en 1966.

TABLEAU XXXVI

MISES EN ACCUSATION ET CONDAMNATIONS POUR OFFENSES CONTRE LA PROPRIÉTÉ AVEC VIOLENCE CANADA		
Année	Accusées	Condamnées
1956	4,991	4,580
1957	6,062	5,588
1958	7,408	6,896
1959	6,981	6,435
1960	8,267	7,642
1961	8,485	7,863
1962	8,362	7,776
1963	9,265	8,701
1964	8,978	8,399
1965	8,614	8,027
1966	8,676	7,965
TOTAUX	86,089	79,872

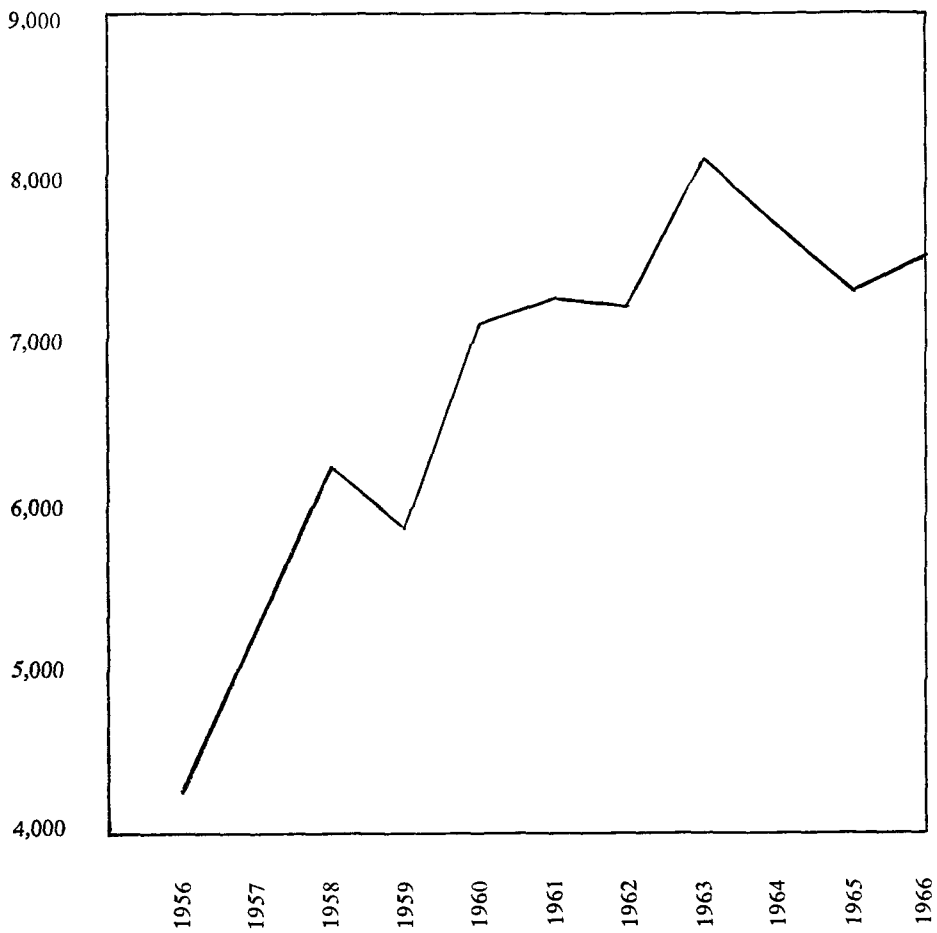
54. Le Québec suit d'assez près les tendances que nous venons d'observer sur le plan canadien dans le domaine de la criminalité violente contre la propriété. Cependant, au Québec, le nombre de personnes traduites devant les tribunaux en rapport avec des offenses violentes contre la propriété s'est accru plus rapidement encore que dans l'ensemble du pays.

Le tableau XXXVIII, par exemple, permet de constater que le nombre de personnes mises en accusation devant les tribunaux québécois est passé de 1,130 en 1956 à 2,078 en 1966. C'est dire que le Québec déplore une

TABLEAU XXXVII

**NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE CRIMES
AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ**

CANADA



augmentation de 83.8 p. cent en dix ans, alors que, pour la même période, le taux canadien d'augmentation se situe à 73.8 p. cent.

TABLEAU XXXVIII

MISES EN ACCUSATION ET CONDAMNATIONS POUR CRIMES AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ QUÉBEC		
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées
1956	1,130	1,034
1957	1,368	1,303
1958	1,885	1,791
1959	1,703	1,580
1960	1,932	1,794
1961	2,100	1,982
1962	1,935	1,822
1963	2,461	2,352
1964	2,093	1,960
1965	2,178	2,030
1966	2,078	1,921
Totaux	20,863	19,569

Au Québec comme dans le pays tout entier, ce sont les années 1957 et 1958 qui ont fourni la plus large portion de l'augmentation. Au Québec comme au Canada, par ailleurs, on remarquera que les chiffres de 1966 ne constituent pas le sommet de la courbe (tableau XXXIX).

Le Québec se situe tout près des normes canadiennes en ce qui concerne le pourcentage de condamnations par rapport au nombre de mises en accusation. En effet, 19,569 des 20,863 accusés québécois ont été condamnés par les tribunaux. La moyenne québécoise s'établit donc à 93.7 p. cent, soit à peine plus que la moyenne canadienne.

55. Si l'on s'en tient à ce rythme d'augmentation, il est évident que le Québec se trouve, par rapport au reste du pays, dans une situation fort peu

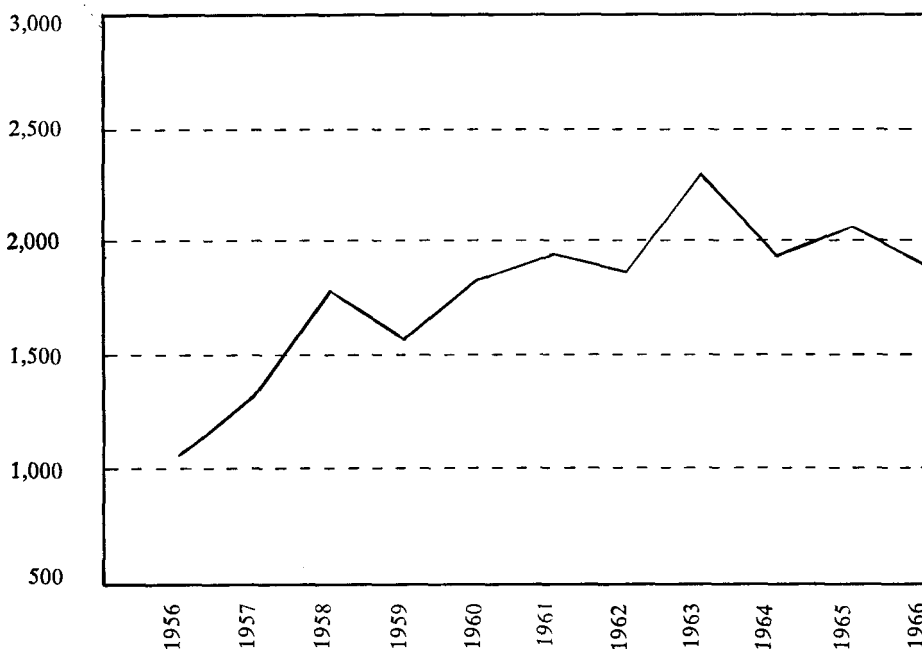
enviable. Cependant, avant de considérer la situation québécoise comme dramatique et honteuse, il importe de la replacer dans son véritable contexte et de vérifier si la statistique québécoise révèle vraiment une rapide détérioration.

Nous avons donc comparé, sur le plan des chiffres globaux, le nombre de condamnations survenues au Québec pour des crimes violents contre la

TABLEAU XXXIX

NOMBRE DE PERSONNES CONDAMNÉES POUR DES CRIMES AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ

QUÉBEC



propriété et le nombre de condamnations pour l'ensemble du Canada. Le tableau XL révèle que la portion québécoise dans les chiffres canadiens est passée, en l'espace de dix ans, de 22.5 p. cent à 23.9 p. cent.

En d'autres termes, même si le rythme d'augmentation québécois (83 p. cent) a dépassé en dix ans le rythme d'augmentation canadien (73 p. cent), la part québécoise dans ce type de criminalité n'est pas encore

égale à ce que justifierait la démographie. Au contraire, même s'il s'agit là d'une fort maigre consolation, il est encore juste d'affirmer que le Québec subit, toute proportion gardée, moins que sa part dans la criminalité violente contre la propriété. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'un jugement global, car nous devons constater plus loin que le Québec détient certains championnats nationaux dans divers secteurs de cette criminalité.

TABLEAU XL

POURCENTAGE QUÉBÉCOIS DANS LE NOMBRE DE PERSONNES CONDAMNÉES POUR CRIMES VIOLENTS CONTRE LA PROPRIÉTÉ CANADA ET QUÉBEC			
Année	CANADA	QUÉBEC	Pourcentage
1956	4,580	1,034	22.5
1957	5,588	1,303	23.2
1958	6,896	1,791	25.9
1959	6,435	1,580	24.5
1960	7,642	1,794	23.4
1961	7,863	1,982	25.2
1962	7,776	1,822	23.5
1963	8,701	2,352	27.0
1964	8,399	1,960	23.3
1965	8,027	2,030	25.2
1966	7,965	1,921	23.9
TOTAUX	79,872	19,569	24.5

b) L'effraction

(56-59)

56. Un peu comme nous l'avons déjà fait à propos de la criminalité de violence dirigée contre la personne humaine, nous tentons ici une brève analyse des différents chiffres qui concernent la criminalité violente contre la propriété.

Pour des raisons évidentes nous commencerons cette étude par les chiffres qui concernent l'effraction (*breaking and entering*). Le tableau XLI révèle, en effet, que le nombre de mises en accusation et de condamnations pour effraction a atteint un niveau extrêmement élevé. Par ailleurs, les chiffres qui concernent ce crime augmentent à un rythme plus rapide encore que les autres parties de la criminalité violente contre la propriété. En effet, le nombre de personnes accusées d'effraction est passé, au Canada, de 4,170 en 1956 à 7,404 en 1966. Ceci constitue un taux d'augmentation de 77.5 p. cent en dix ans (tableau XLII).

TABLEAU XLI

ACCUSATIONS ET CONDAMNATIONS POUR EFFRACTION (BREAKING AND ENTERING) CANADA		
<i>Année</i>	<i>Personnes accusées</i>	<i>Personnes condamnées</i>
1956	4,170	3,894
1957	5,204	4,870
1958	6,301	5,937
1959	5,978	5,583
1960	7,138	6,693
1961	7,373	6,906
1962	7,311	6,883
1963	8,081	7,655
1964	7,689	7,288
1965	7,351	6,950
1966	7,404	6,919
TOTAUX	74,000	69,578

Le tableau XLIII montre la part énorme que prennent, dans les condamnations pour criminalité de violence contre la propriété, les condamnations pour effraction. Depuis 1957, au moins 85 p. cent des personnes accusées d'offenses violentes contre les biens personnels étaient soupçonnées d'effraction.

TABLEAU XLII

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES D'EFFRACTION

CANADA

1956-1966

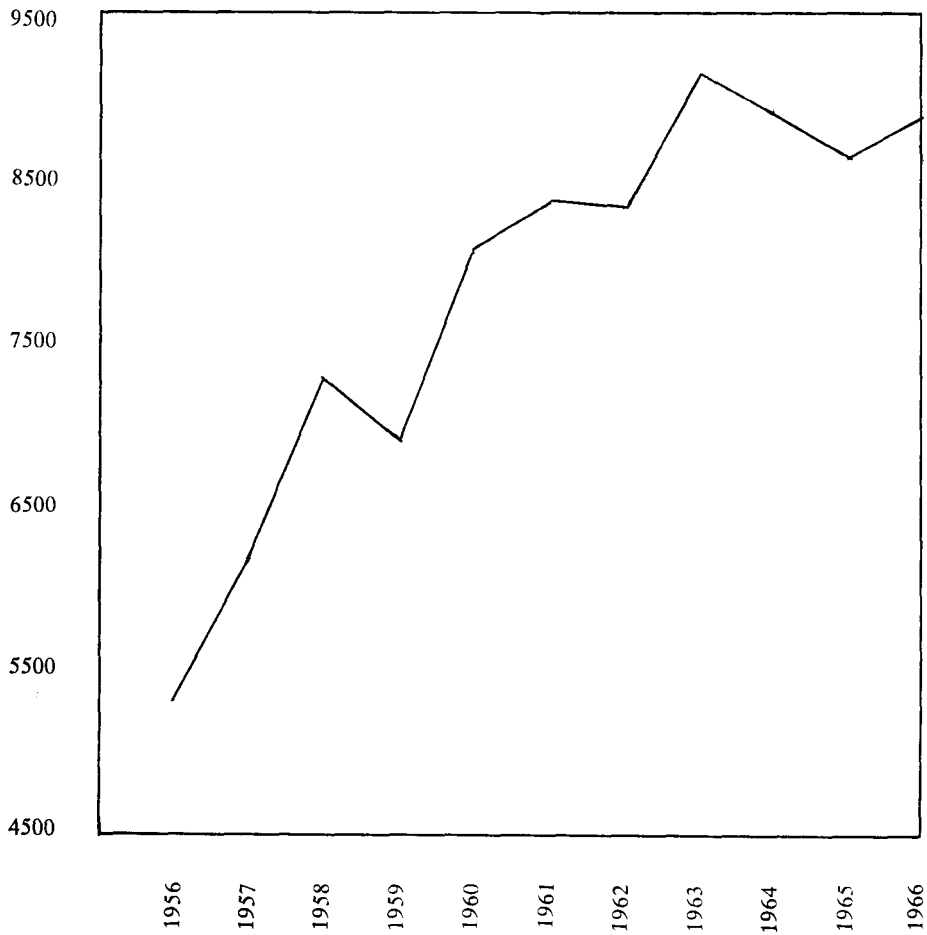


TABLEAU XLIII

COMPARAISON ENTRE LE TOTAL DE PERSONNES ACCUSÉES D'EFFRACTION ET LE TOTAL DES PERSONNES ACCUSÉES POUR OFFENSES CONTRE LA PROPRIÉTÉ AVEC VIOLENCE CANADA			
Année	Personnes accusées de violence contre propriété	Personnes accusées d'effraction	Pourcentage
1956	4,991	4,170	83.5
1957	6,062	5,204	85.8
1958	7,408	6,301	85.0
1959	6,981	5,978	85.5
1960	8,267	7,138	86.3
1961	8,485	7,373	86.9
1962	8,362	7,311	87.4
1963	9,265	8,081	87.2
1964	8,978	7,689	85.6
1965	8,614	7,351	85.3
1966	8,676	7,404	85.3
TOTAUX	86,089	74,000	85.9

TABLEAU XLIV

ACCUSATIONS ET CONDAMNATIONS POUR EFFRACTION QUÉBEC		
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées
1956	893	835
1957	1,160	1,110
1958	1,486	1,418
1959	1,359	1,276
1960	1,557	1,461
1961	1,746	1,651
1962	1,632	1,554
1963	2,012	1,943
1964	1,619	1,545
1965	1,715	1,618
1966	1,689	1,583
TOTAUX	16,868	15,994

57. Dans le domaine de l'effraction comme dans plusieurs autres secteurs de la criminalité, la situation québécoise se présente de façon paradoxale. Le tableau XLIV nous révèle une augmentation rapide dans le nombre d'accusations et de condamnations pour effraction au Québec. De 1956 à 1966, en effet, le nombre des personnes accusées d'effraction au Québec est passé de 893 à 1,689. Une fois de plus, le rythme d'augmentation québécois dépasse largement le rythme d'accroissement canadien : 89.1 p. cent au Québec comparativement à 77.5 p. cent pour l'ensemble du pays.

TABLEAU XLV

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR S'ÊTRE INTRODUITES PAR EFFRACTION DANS UN ENDROIT CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	4,170	3,894	93.3
1957	5,204	4,870	93.5
1958	6,301	5,937	94.2
1959	5,978	5,583	93.3
1960	7,138	6,693	93.7
1961	7,373	6,906	93.3
1962	7,311	6,883	94.1
1963	8,081	7,655	94.7
1964	7,689	7,288	94.7
1965	7,351	6,950	94.5
1966	7,404	6,919	93.4
Total pour les 11 ans	74,000	69,578	94.0

Cette marge s'expliquerait en partie si le Québec condamnait un plus fort pourcentage des personnes accusées d'effraction. Il n'en est rien : le Québec et le Canada condamnent en fait 94 p. cent des personnes accusées d'effraction (tableaux XLV et XLVI).

58. Pourtant, pour donner une image fidèle de la criminalité québécoise en matière d'effraction, il faut reprendre ici plusieurs des remarques déjà formulées à propos de la criminalité de violence contre la propriété. Il faudrait, par exemple, souligner qu'une partie majeure de l'augmentation s'est produite au cours des années 1957 et 1958. Ainsi que le révèle le

tableau XLIV, le nombre de personnes accusées s'est accru de près de 600 (de 893 à 1,486) de 1956 à 1958. D'autre part, l'augmentation est de l'ordre de 200 de 1958 à 1966 (de 1,486 à 1,689). Si l'on choisissait plutôt comme base de calcul le nombre de condamnations, les mêmes remarques s'appliqueraient : de 1956 à 1958, le nombre de personnes condamnées s'accroît de 835 à 1,418, alors que l'écart ne sera que de 165 entre 1958 et 1966 (de 1,418 à 1,583).

TABLEAU XLVI

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR S'ÊTRE INTRODUITES PAR EFFRACTION DANS UN ENDROIT QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	893	835	93.5
1957	1,160	1,110	94.8
1958	1,486	1,418	95.0
1959	1,359	1,276	93.1
1960	1,557	1,461	94.2
1961	1,746	1,651	94.0
1962	1,632	1,554	95.0
1963	2,012	1,943	96.5
1964	1,619	1,545	95.4
1965	1,715	1,618	94.3
1966	1,689	1,583	93.1
Total pour les 11 ans	16,868	15,994	94.8

Par ailleurs, il convient de remarquer une fois de plus que les chiffres de 1966 ne constituent pas le sommet de la courbe. On pourrait même constater, dans le cas présent, une diminution de l'ordre de 20 p. cent depuis 1963.

Une autre remarque importante revient sur les lèvres. Même si les chiffres québécois quant au nombre d'accusations et de condamnations pour effraction augmentent à un rythme plus rapide que les chiffres canadiens, la part du Québec dans ce type de criminalité n'est pas encore proportionnelle à la population québécoise. En effet, ainsi que le révèle le tableau comparatif XLVII, le Québec comptait en 1956, 21.4 p. cent des effractions canadiennes, tandis que ce pourcentage est devenu, en 1966, 22.8 p. cent.

TABEAU XLVII

POURCENTAGE QUÉBÉCOIS DANS LE NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES D'EFFRACTION CANADA et QUÉBEC			
Année	Personnes accusées au Canada	Personnes accusées au Québec	%
1956	4,170	893	22.2
1957	5,204	1,160	21.4
1958	6,301	1,486	23.5
1959	5,978	1,359	22.7
1960	7,138	1,557	21.8
1961	7,373	1,746	23.6
1962	7,311	1,632	22.3
1963	8,081	2,012	24.8
1964	7,689	1,619	21.0
1965	7,351	1,715	23.3
1966	7,404	1,689	22.8
TOTAUX	74,000	16,868	22.7

59. À cette étape intermédiaire de notre analyse, nous pouvons formuler certaines conclusions qui ne tiennent compte, dans l'immense majorité des cas, que de la statistique judiciaire.

- 1 — Au Canada et au Québec, la criminalité violente contre les biens personnels indique une très nette tendance à la hausse. (Ces chiffres ne sont cependant pas tempérés selon la démographie.)
- 2 — Le rythme d'augmentation dans la criminalité violente contre la propriété est plus rapide au Québec que dans l'ensemble du pays.
- 3 — En dix ans, le Québec a accru quelque peu son pourcentage par rapport aux chiffres canadiens qui concernent le nombre de personnes accusées de crimes violents contre la propriété, mais le pourcentage québécois est encore sensiblement inférieur à la proportion démographique du Québec.
4. — Au Canada et au Québec, l'immense majorité des personnes traduites devant les tribunaux en rapport avec des crimes violents contre la propriété étaient accusées d'effraction.
- 5 — Le rythme d'augmentation quant au nombre de personnes accusées d'effraction est plus rapide au Québec que dans l'ensemble du Canada.

- 6 — Dans le cas de l'effraction comme dans toute la criminalité violente contre la propriété, la part du Québec, même accrue, n'est pas encore proportionnelle à la place occupée par le Québec dans la population canadienne.
- 7 — De façon générale, les personnes accusées de crimes violents contre les biens personnels sont trouvées coupables plus souvent que ne le sont les personnes traduites devant les tribunaux pour des crimes de violence contre la personne. Dans le cas de la criminalité violente contre la propriété, plus de 90 p. cent des accusés sont condamnées, tandis que la moyenne s'établit à 80 p. cent dans le cas des crimes violents contre la personne.

c) Le vol qualifié

(60-64)

60. Le vol qualifié constitue un nouvel exemple des tendances générales déjà constatées. En tout premier lieu, il faut signaler une tendance générale à la hausse, aussi bien sur le plan canadien que sur le plan québécois. À cet égard, le vol qualifié se comporte de la même manière que l'ensemble de la criminalité violente contre la personne.

Ici encore, l'augmentation québécoise semble s'effectuer à un rythme plus rapide que l'accroissement canadien. Si l'on se base sur les mises en accusation, les chiffres canadiens se sont accrus, de 1956 à 1966, de 54.6 p. cent. Pendant la même période, les chiffres québécois ont augmenté de 68.3 p. cent. En prenant comme base de comparaison une autre partie de la statistique judiciaire, on rétrécit quelque peu la marge entre les chiffres québécois et les chiffres canadiens : on constate, en effet, en se basant sur le nombre de condamnations plutôt que sur le nombre de mises en accusation, que les chiffres canadiens ont connu, de 1956 à 1966, une augmentation de 55.3 p. cent, tandis que le Québec voyait le nombre de condamnations pour vol qualifié s'accroître de 67.4 p. cent.

61. Le vol qualifié occupe, dans l'ensemble de la criminalité violente dirigée contre la propriété, une place importante. Certes, les effractions accaparent un pourcentage beaucoup plus considérable de la criminalité de violence contre la propriété. Toutefois, il faut souligner que, de 1956 à 1966, 10.4 p. cent des personnes accusées de crimes violents contre la propriété étaient inculpées de vol qualifié. De 1956 à 1966, 82,988 personnes avaient été mises en accusation en rapport avec deux crimes : l'effraction et le vol qualifié. C'est dire que les accusations de *vol qualifié et d'effraction ont constitué au cours de cette période 96.4 p. cent de toutes les accusations formulées en rapport avec des crimes violents contre la propriété.*

Le tableau XLVIII fournit à la fois le nombre d'accusations et de condamnations pour vol qualifié et le pourcentage global de condamnations par rapport aux mises en accusation. Le tableau XLIX complète ces données en démontrant l'énorme importance numérique et procentuelle de l'effraction et du vol qualifié dans la criminalité violente contre la propriété.

TABLEAU XLVIII

ACCUSATIONS ET CONDAMNATIONS POUR VOL QUALIFIÉ CANADA		
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées
1956	652	529
1957	677	653
1958	837	711
1959	549	465
1960	845	694
1961	827	714
1962	828	704
1963	870	763
1964	954	824
1965	941	798
1966	1,008	822
TOTAUX	8,988	7,677 = 85.4%

62. Nous avons déjà fait allusion au fait que le nombre d'accusations et de condamnations pour vol qualifié augmentait, toute proportion gardée, plus rapidement au Québec que dans l'ensemble du pays.

Le tableau L montre que le nombre d'accusations est passé au Québec, de 1956 à 1966, de 142 à 239, pendant que le nombre de condamnations passait de 123 à 206. L'écart serait même plus considérable si l'on tenait compte du fait que les chiffres de 1956 comprennent, outre le vol qualifié, l'extorsion.

On remarquera, dans le cas du Québec, un pourcentage de condamnations un peu plus élevé que dans l'ensemble du Canada : 88.9 p. cent contre 85.4 p. cent. Si l'on omettait les chiffres québécois dans la compilation canadienne, on constaterait que 6,744 accusations ont résulté en 5,682 condamnations, soit un pourcentage de 84.2.

Ce léger décalage revêt une certaine importance lorsque vient le moment de comparer les hausses de criminalité du Québec et du Canada. Selon que l'on choisit comme base de calcul le nombre d'accusations ou le

TABLEAU XLIX

IMPORTANCE NUMÉRIQUE ET PROCENTUELLE DE L'EFFRACTION ET DU VOL QUALIFIÉ DANS LA
CRIMINALITÉ VIOLENTE CONTRE LA PROPRIÉTÉ

CANADA

Année	Total des accusations	Accusations d'effraction	Pourcentage	Accusations de vol qualifié	Pourcentage	Total: effraction et vol qualifié	Pourcentage
1956	4,991	4,170	83.5	652	13.0	4,822	96.5
1957	6,062	5,204	85.8	677	11.1	5,881	96.9
1958	7,408	6,301	85.0	837	11.2	7,138	96.2
1959	6,981	5,978	85.5	549	7.8	6,527	93.3
1960	8,267	7,138	86.3	845	10.2	7,983	96.5
1961	8,485	7,373	86.9	827	9.7	8,200	96.6
1962	8,362	7,311	87.4	828	9.9	8,139	97.3
1963	9,265	8,081	87.2	870	9.3	8,951	96.5
1964	8,978	7,689	85.6	954	10.6	8,643	96.2
1965	8,614	7,351	85.3	941	10.9	8,292	96.2
1966	8,676	7,404	85.3	1,008	11.6	8,412	96.9
Totaux	86,089	74,000	85.9	8,988	10.4	82,988	96.3

nombre de condamnations, on aboutit parfois à des rythmes quelque peu différents. Comme nous venons de le voir, l'écart entre l'augmentation québécoise et l'augmentation canadienne peut être de 17.7 p. cent si l'on se base sur le nombre d'accusations et de 12.1 p. cent si l'on se base sur le nombre de condamnations.

TABLEAU L

COMPARAISON ENTRE LES PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR VOL QUALIFIÉ QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	142 ¹	123	85.0
1957	126	117	92.0
1958	220	202	91.8
1959	173	154	89.0
1960	196	168	85.7
1961	188	174	92.5
1962	184	165	89.6
1963	270	244	90.0
1964	250	219	87.6
1965	256	223	87.1
1966	239	206	86.1
Total pour les 11 ans	2,244	1,995	88.9

¹ Comprend l'extorsion.

63. Comme dans plusieurs des chapitres précédents, nous devons signaler ici que, malgré la rapidité des hausses québécoises, le Québec n'a pas encore atteint, dans le domaine des vols qualifiés, le niveau qui correspondrait à son importance démographique.

Le tableau LI manifeste d'ailleurs l'existence d'un assez large flottement dans le pourcentage québécois par rapport aux chiffres canadiens : la moyenne de la contribution québécoise, pour la période de 1956 à 1966, s'établit à 24.9 p. cent, mais on constate des extrêmes de 18.7 p. cent (1957) et de 31.1 p. cent (1959).

64. Certaines conclusions s'ajoutent à celles que nous avons déjà tirées au paragraphe 59. Certes, nous avons réservé pour plus tard le vol qualifié à

TABLEAU LI

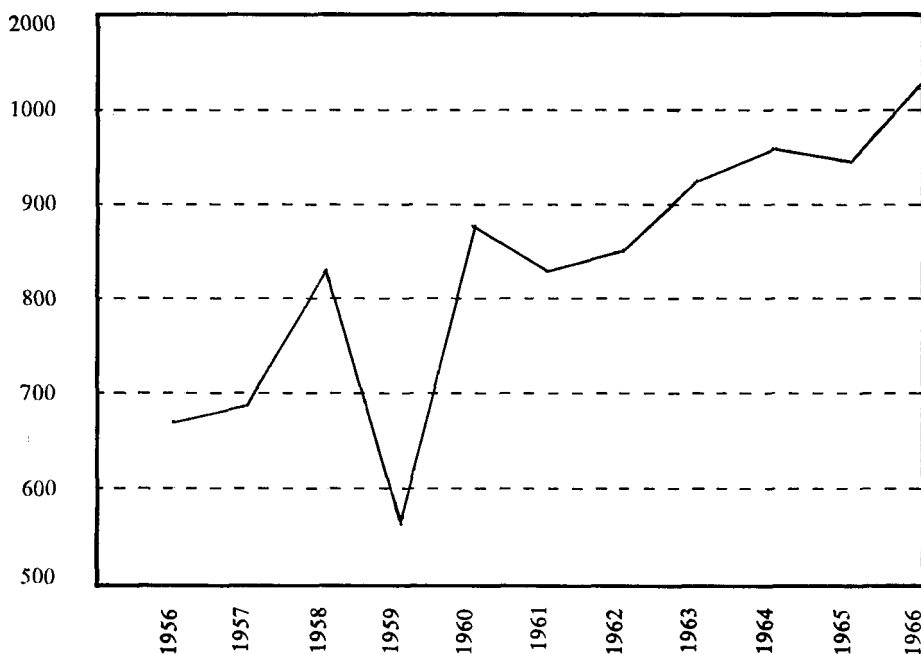
POURCENTAGE QUÉBÉCOIS DANS LES MISES EN ACCUSATION POUR VOL QUALIFIÉ			
Année	Canada	Québec	Pourcentage
1956	652	142	21.7
1957	677	126	18.7
1958	837	220	26.3
1959	549	173	31.1
1960	845	196	23.1
1961	827	188	22.7
1962	828	184	22.2
1963	870	270	31.0
1964	954	250	26.2
1965	941	256	27.2
1966	1,008	239	23.7
TOTAUX	8,988	2,244	24.9

main armée, qui constitue un grave problème québécois, mais par contre, nous avons dégagé les principales tendances qui se manifestent dans 96 p. cent de la criminalité violente dirigée contre la propriété.

- 1 — De façon constante, la proportion de condamnations par rapport aux accusations est un peu plus forte au Québec que dans l'ensemble du pays.
- 2 — L'effraction (85 p. cent) et le vol qualifié (10 p. cent) constituent l'immense majorité des accusations portées dans le cadre de la criminalité violente contre la propriété.
- 3 — Différents tableaux confirment que la majeure partie de la hausse survenue dans la criminalité violente contre la propriété a pris place en 1957 et 1958 (tableau LII).

TABLEAU LII

**NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES POUR VOL QUALIFIÉ
CANADA**



d) Autres crimes

(65)

65. À cause de l'ampleur qu'ils prennent au Québec, les vols qualifiés à main armée feront l'objet d'un chapitre particulier dans ce rapport de la Commission (volume III, tome 2).

Les tableaux suivants (LIII à LXIV) montrent, à la fois :

- 1 — que le Québec se situe généralement en deçà des moyennes canadiennes dans la plupart des secteurs reliés à la criminalité violente contre la propriété ;
- 2 — que le Québec fait face à un grave problème dans le domaine du vol qualifié à main armée. Dans ce secteur, le Québec déplore à lui seul 65 p. cent des crimes commis au Canada.

TABLEAU LIII

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES/CONDAMNÉES POUR VOL AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ — CANADA —				
Année	Vol qualifié à main armée et prise de possession et détention par la force/Personnes accusées/ condamnées	Introduction par effraction dans un endroit — Personnes A/C	Introduction par effraction à main armée — Personnes A/C	Vol qualifié et extorsion — Personnes A/C
1956	134/130	4,170/3,894	35/27	652/529
1957	158/148	5,204/4,870	4/ 4	696/566
1958	234/216	6,301/5,937	1/ 1	872/742
1959	423/361	5,978/5,583	—	580/491
1960	252/228	7,138/6,693	1/ 1	876/720
1961	872/749	7,373/6,906	1/ 1	239/207
1962	185/156	7,311/6,883	—	865/737
1963	276/251	8,081/7,655	—	908/795
1964	306/266	7,689/7,288	—	983/845
1965	977/829	7,351/6,950	2/ 2	284/246
1966	231/201	7,404/6,919	—	1,041/845

TABLEAU LIV

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES/CONDAMNÉES FOUR VOL AVEC VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ — QUÉBEC —				
Année	Vol qualifié à main armée et prise de possession et détention par la force/Personnes accusées/ condamnées	Introduction par effraction dans un endroit — Personnes A/C	Introduction par effraction à main armée — Personnes A/C	Vol qualifié et extorsion — Personnes A/C
1956	61/ 60	893/ 835	34/26	142/123
1957	69/ 67	1,160/1,110	4/ 4	135/122
1958	173/165	1,486/1,418	1/ 1	225/207
1959	158/139	1,359/1,276	—	186/165
1960	166/153	1,557/1,461	—	209/180
1961	148/142	1,746/1,651	1/ 1	205/188
1962	110/ 94	1,632/1,554	—	193/174
1963	164/152	2,012/1,943	—	285/257
1964	214/190	1,619/1,545	—	260/225
1965	194/176	1,715/1,618	1/ 1	268/235
1966	144/129	1,689/1,583	—	245/209

TABLEAU LV

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR PRISE DE POSSESSION ET DÉTENTION PAR LA FORCE CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	—	—	—
1957	—	—	—
1958	18	10	55.5
1959	15	9	60.0
1960	25	16	64.0
1961	45	23	51.1
1962	24	14	58.3
1963	53	39	73.5
1964	35	22	62.8
1965	40	22	55.0
1966	41	29	70.7
Total pour les onze ans	296	184	62.1

TABLEAU LVI

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR PRISE DE POSSESSION ET DÉTENTION PAR LA FORCE QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	N'en parle pas	N'en parle pas	—
1957	N'en parle pas	N'en parle pas	—
1958	3	1	33.3
1959	3	—	—
1960	2	2	100.0
1961	1	—	—
1962	1	—	—
1963	1	—	—
1964	3	2	66.6
1965	2	2	100.0
1966	2	1	50.0
Total pour les onze ans	18	8	44.4

TABLEAU LVII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR INTRODUCTION PAR EFFRACTION À MAIN ARMÉE — CANADA —			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	35	27	77.1
1957	4	4	100.0
1958	1	1	100.0
1959	—	—	—
1960	1	1	100.0
1961	1	1	100.0
1962	Inconnu ¹	Inconnu	—
1963	Inconnu	Inconnu	—
1964	Inconnu	Inconnu	—
1965	Inconnu	Inconnu	—
1966	Inconnu	Inconnu	—
Total pour les onze années	42	34	80.9

¹ Il s'agit probablement d'une nouvelle terminologie.

TABLEAU LVIII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR INTRODUCTION PAR EFFRACTION À MAIN ARMÉE — QUÉBEC —			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	34	26	76.5
1957	4	4	100.0
1958	1	1	100.0
1959	nil	nil	—
1960	nil	nil	—
1961	1	1	100.0
1962	N'en parle pas	N'en parle pas	—
1963	" " "	" " "	—
1964	" " "	" " "	—
1965	" " "	" " "	—
1966	" " "	" " "	—
Total pour les onze années	40	32	80.0

TABLEAU LIX

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR EXTORSION — CANADA —			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	Inconnu	Inconnu	—
1957	19	13	68.4
1958	35	31	82.5
1959	31	26	83.8
1960	31	26	83.8
1961	45	35	77.7
1962	38	33	86.8
1963	38	32	84.2
1964	29	21	72.2
1965	36	31	86.1
1966	33	23	69.6
TOTAL : dix années	335	271	80.8

TABLEAU LX

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR EXTORSION — QUÉBEC —			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	Inconnu	Inconnu	—
1957	9	5	55.5
1958	5	5	100.0
1959	13	11	84.6
1960	13	12	92.0
1961	17	14	80.0
1962	9	9	100.0
1963	15	13	83.3
1964	10	6	60.0
1965	12	12	100.0
1966	6	3	50.0
TOTAL : dix années	109	90	82.5

TABLEAU LXI
NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE PRISE DE POSSESSION
ET DÉTENTION PAR LA FORCE
 — CANADA —



TABLEAU LXII
NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES D'EXTORSION
 — CANADA —



TABLEAU LXIII

**NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE S'ÊTRE INTRODUITES
PAR EFFRACTION DANS UN ENDROIT
— CANADA —**

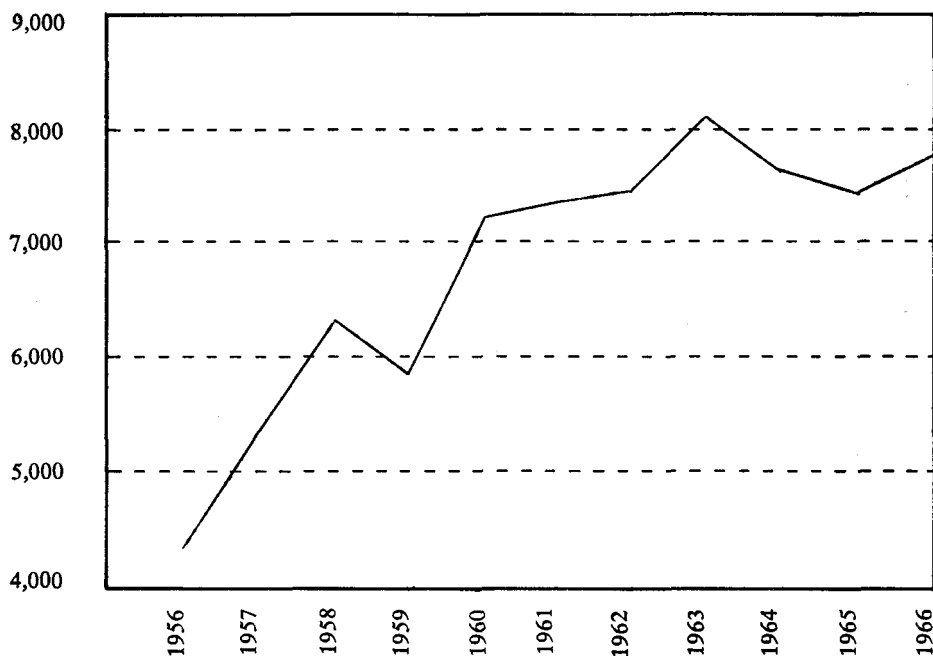


TABLEAU LXIV

**PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES EN RAPPORT AVEC DES
ACTES CRIMINELS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ
— CANADA —**

Année	Accusées	Condamnées	Pourcentage
1956	12,936	11,721	90.6
1957	15,911	14,533	91.3
1958	17,675	16,076	90.9
1959	17,527	15,951	91.0
1960	19,933	18,311	91.8
1961	21,748	19,842	91.2
1962	21,279	19,514	91.7
1963	23,564	21,686	92.0
1964	23,334	21,443	91.8
1965	23,328	21,281	91.2
1966	26,203	23,939	91.3
TOTAUX	233,438	204,297	87.5

3 — CRIMES SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ

(66-69)

a) Vue d'ensemble

(66-67)

66. La criminalité *sans violence contre la propriété* reproduit substantiellement les constantes fournies par la criminalité violente contre la propriété. En effet, la tendance à la hausse est partout visible, le rythme d'augmentation est plus rapide au Québec, mais notre province se trouve encore, de façon générale et peut-être temporaire, dans une situation privilégiée par rapport aux autres provinces canadiennes.

Le tableau LXIV fournit une vue d'ensemble de la situation canadienne en ce qui concerne la criminalité sans violence contre la propriété. On y constate que le nombre des personnes condamnées à la suite d'actes criminels sans violence contre la propriété est passé, au Canada, de 11,721 en 1956 à 23,939 en 1966, soit un accroissement d'environ 100 p. cent. Sur le plan québécois, le nombre des personnes condamnées passe de 2,304 en 1956 à 5,295 en 1966 (tableau LXV), soit une hausse de 129 p. cent.

TABLEAU LXV

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES EN RAPPORT AVEC DES ACTES CRIMINELS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ — QUÉBEC —			
Année	Accusées	Condamnées	Pourcentage
1956	2,544	2,304	90.5
1957	1,368	1,303	95.2
1958	1,885	1,791	95.0
1959	3,410	3,023	88.6
1960	3,564	3,251	91.2
1961	4,145	3,752	90.5
1962	3,990	3,661	91.7
1963	5,122	4,724	92.2
1964	4,603	4,214	91.5
1965	4,863	4,395	90.3
1966	5,792	5,295	91.4
TOTAUX	41,286	37,713	91.3

Une fois de plus, on constate à l'examen que le pourcentage des condamnations par rapport au nombre de mises en accusation est légèrement plus élevé au Québec que dans l'ensemble du pays : 91.3 p. cent contre 87.5 p. cent.

67. Dès le premier coup d'œil, le tableau LXVI indique que les tendances déjà constatées se manifestent de nouveau dans le secteur de la criminalité *sans violence contre la propriété*.

TABLEAU LXVI

COMPARAISON ENTRE LE QUÉBEC ET LE CANADA QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES D'ACTES CRIMINELS SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ			
Année	Canada	Québec	Pourcentage
1956	12,936	2,544	19.6
1957	15,911	1,368	8.5
1958	17,675	1,885	10.6
1959	17,527	3,410	19.4
1960	19,933	3,564	17.8
1961	21,748	4,145	19.0
1962	21,279	3,990	18.7
1963	23,564	5,122	21.7
1964	23,334	4,603	19.7
1965	23,328	4,863	20.8
1966	26,203	5,792	22.1
TOTAUX	233,438	41,286	17.6

En effet, le nombre de personnes traduites devant les tribunaux québécois s'accroît rapidement, mais le pourcentage québécois ainsi signalé par la statistique judiciaire n'est pas encore, et de loin, comparable à ce que représente le Québec dans la population canadienne. De 1956 à 1966, le Québec fournit globalement 17.6 p. cent des personnes accusées d'actes criminels sans violence contre la propriété. Notons que cette proportion fluctue de façon assez marquée : 19.6 p. cent en 1956, 10.6 p. cent en 1958, 21.7 p. cent en 1963 et 22.1 p. cent en 1966.

b) Problèmes particuliers

(68-69)

68. Les tableaux LXVII et LXVIII viennent confirmer l'existence des rapports déjà décrits entre la statistique canadienne et la statistique québécoise. En d'autres termes, ce qui se produisait dans le secteur de la criminalité de violence contre la propriété se produit de façon analogue dans la criminalité sans violence contre la propriété.

Un examen rapide de la statistique judiciaire révèle que le Québec obtient beaucoup moins que sa proportion démographique dans les secteurs des faux prétextes et des crimes reliés au recel (avoir en sa possession). Par ailleurs, le Québec obtient presque le pourcentage prévisible dans le domaine du vol et il obtient passablement plus que sa part dans le domaine de la fraude et de la corruption.

TABLEAU LXVII

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES/CONDAMNÉES POUR ACTES SANS VIOLENCE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ — CANADA —					
Année	Faux prétexte A/C	Fraude et Corruption A/C	Avoir en sa possession A/C	Vol A/C	Détour- nement A/C
1956	1,508/1,321	329/272	1,065/ 926	9,959/ 9,119	29/22
1957	1,788/1,579	295/246	1,402/1,211	12,328/11,422	58/47
1958	1,831/1,613	411/333	1,506/1,283	13,770/12,707	98/81
1959	1,655/1,479	457/358	1,698/1,454	13,587/12,562	75/48
1960	1,951/1,770	463/381	1,974/1,725	15,432/14,340	71/56
1961	2,243/1,991	592/481	2,255/1,914	16,500/15,327	100/74
1962	2,299/2,046	598/504	2,261/1,963	15,999/14,905	81/59
1963	2,311/2,088	632/539	2,674/2,294	17,814/16,658	89/64
1964	2,183/1,970	666/545	2,625/2,279	17,741/16,550	72/54
1965	2,031/1,837	718/599	2,607/2,229	17,862/16,533	77/53
1966	2,191/1,968	784/650	2,742/2,384	20,345/18,331	87/62

Le tableau LXIX établit une comparaison entre le nombre de personnes accusées de fraude et de corruption au Canada et le nombre d'accusations portées devant les tribunaux du Québec. Le pourcentage québécois se maintient à un niveau presque constant ; ce niveau est sensiblement plus élevé que celui que laissaient prévoir les proportions de la démographie.

Les tableaux LXX et LXXI donnent le détail des statistiques canadiennes et québécoises en matière de fraude et de corruption.

TABLEAU LXVIII

NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES/CONDAMNÉES POUR ACTES SANS VIOLENCE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ — QUÉBEC —					
Année	Faux prétexte A/C	Fraude et Corruption A/C	Avoir en sa possession A/C	Vol A/C	Détour- nement A/C
1956	142/110	132/109	133/109	2,114/1,958	11/ 6
1957	159/116	126/103	187/148	2,651/2,443	20/16
1958	201/147	109/ 87	173/152	3,057/2,848	33/24
1959	146/111	168/123	227/187	2,822/2,577	29/12
1960	163/134	168/136	254/221	2,944/2,734	23/14
1961	172/131	218/178	383/318	3,323/3,091	34/19
1962	171/135	194/167	378/324	3,203/3,008	30/15
1963	183/146	225/192	466/395	4,200/3,959	38/22
1964	137/110	278/223	417/348	3,722/3,493	23/14
1965	155/136	292/233	424/332	3,951/3,668	32/18
1966	175/146	297/233	429/345	4,844/4,539	33/19

TABLEAU LXIX

COMPARAISON QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE FRAUDE ET DE CORRUPTION CANADA ET QUÉBEC			
Année	Canada	Québec	Pourcentage
1956	329	132	40.1
1957	295	126	42.7
1958	411	109	26.5
1959	457	168	36.7
1960	463	168	36.2
1961	592	218	36.8
1962	598	194	32.4
1963	632	225	35.6
1964	666	278	41.7
1965	718	292	40.6
1966	784	297	37.8
TOTAUX	5,945	2,207	37.1

TABLEAU LXX

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR FRAUDE ET CORRUPTION CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	329	272	82.8
1957	295	246	83.3
1958	411	333	81.0
1959	547	358	98.3
1960	463	381	82.2
1961	592	481	81.2
1962	598	504	84.4
1963	632	539	85.2
1964	666	545	81.8
1965	718	599	83.4
1966	784	650	82.9
Total pour les onze années	6,035	4,908	81.3

TABLEAU LXXI

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR FRAUDE ET CORRUPTION QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	132	109	82.5
1957	126	103	81.7
1958	109	87	79.8
1959	168	123	75.4
1960	168	136	80.0
1961	218	178	81.6
1962	194	167	86.0
1963	225	192	94.3
1964	278	223	80.2
1965	292	233	79.7
1966	297	233	78.4
Total pour les onze années	2,207	1,784	80.8

69. Les tableaux LXXI à LXXXI confirment que le Québec se tient en deçà des moyennes canadiennes dans les domaines du recel, des faux prétextes, des vols à même le courrier, du détournement et même du vol.

TABLEAU LXXII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR AVOIR EN SA POSSESSION CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	1,065	925	89.2
1957	1,402	1,211	82.0
1958	1,506	1,283	85.2
1959	1,698	1,454	85.5
1960	1,974	1,725	87.3
1961	2,255	1,914	84.8
1962	2,261	1,963	86.8
1963	2,674	2,294	85.7
1964	2,625	2,279	86.8
1965	2,607	2,229	85.4
1966	2,742	2,384	86.9
Total pour les onze années	22,809	19,662	86.2

TABLEAU LXXIII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR AVOIR EN SA POSSESSION QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	133	109	81.9
1957	187	148	79.1
1958	173	152	87.8
1959	227	187	82.3
1960	254	221	87.0
1961	383	318	83.0
1962	378	324	86.2
1963	466	395	84.7
1964	417	348	83.4
1965	424	332	78.3
1966	429	345	80.4
Total pour les onze années	3,471	2,879	82.9

TABLEAU LXXIV

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR FAUX PRÉTENTES CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	1,508	1,331	88.2
1957	1,788	1,579	88.3
1958	1,831	1,613	88.0
1959	1,655	1,479	89.3
1960	1,951	1,770	90.7
1961	2,243	1,911	88.7
1962	2,299	2,046	88.9
1963	2,311	2,088	90.3
1964	2,183	1,970	90.2
1965	2,031	1,837	90.4
1966	2,191	1,968	89.8
Total pour les onze années	21,991	19,592	89.0

TABLEAU LXXV

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR FAUX PRÉTENTES QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	142	110	97.4
1957	159	116	72.9
1958	201	147	73.1
1959	146	111	76.0
1960	163	134	82.1
1961	172	131	76.1
1962	171	135	78.9
1963	183	146	79.7
1964	137	110	80.3
1965	155	136	87.7
1966	175	146	83.7
Total pour les onze années	1,804	1,422	78.8

TABLEAU LXXVI

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR VOL À MÊME LE COURRIER CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	41	41	100.0
1957	26	25	96.0
1958	41	41	100.0
1959	46	43	93.4
1960	39	36	92.3
1961	55	52	94.5
1962	36	34	94.4
1963	41	41	100.0
1964	40	39	97.5
1965	28	27	96.4
1966	48	42	87.5
Total pour les onze années	441	421	95.4

TABLEAU LXXVII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR VOL À MÊME LE COURRIER QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	6	6	100.0
1957	4	4	100.0
1958	8	8	100.0
1959	12	9	75.0
1960	10	10	100.0
1961	14	14	100.0
1962	10	9	90.0
1963	10	10	100.0
1964	22	22	100.0
1965	9	8	88.8
1966	14	13	92.0
Total pour les onze années	119	113	94.9

TABLEAU LXXVIII

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR DÉTOURNEMENT CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	29	22	75.8
1957	58	47	81.0
1958	98	81	82.6
1959	75	48	64.0
1960	71	56	78.8
1961	100	74	74.0
1962	81	59	72.8
1963	89	64	71.9
1964	72	54	75.0
1965	77	53	65.7
1966	87	62	71.2
Total pour les onze années	837	620	74.0

TABLEAU LXXIX

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR DÉTOURNEMENT QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	11	6	54.5
1957	20	16	80.0
1958	33	24	75.7
1959	29	12	41.3
1960	23	14	60.8
1961	34	19	55.8
1962	30	15	50.0
1963	38	22	57.9
1964	23	14	60.8
1965	32	18	56.2
1966	33	19	57.5
Total pour les onze années	306	179	58.4

TABLEAU LXXX

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR VOL CANADA			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	9,953	9,119	91.6
1957	12,338	11,422	92.5
1958	13,770	12,707	90.1
1959	13,587	12,562	92.5
1960	15,432	14,340	92.9
1961	16,500	15,327	92.8
1962	15,999	14,905	93.1
1963	17,814	16,658	93.1
1964	17,741	16,550	93.2
1965	17,862	16,533	92.5
1966	20,345	18,831	92.1
Total pour les onze années	170,941	158,954	92.9

TABLEAU LXXXI

PERSONNES ACCUSÉES ET CONDAMNÉES POUR VOL QUÉBEC			
Année	Personnes accusées	Personnes condamnées	Pourcentage
1956	2,114	1,958	92.6
1957	2,651	2,443	92.1
1958	3,057	2,848	93.1
1959	2,822	2,577	91.3
1960	2,944	2,734	92.8
1961	3,323	3,091	93.0
1962	3,202	3,008	93.5
1963	4,200	3,959	94.1
1964	3,722	3,493	93.8
1965	3,951	3,668	92.8
1966	4,844	4,539	93.7
Total pour les onze années	36,830	34,318	93.1

70. En somme, la criminalité sans violence contre la propriété présente globalement les mêmes caractéristiques que les deux autres secteurs étudiés précédemment. Le Québec se maintient régulièrement en deçà de la moyenne nationale, vu sa proportion démographique, mais il détient une étrange suprématie dans quelques domaines spécifiques.

Dans le domaine de la criminalité violente contre la personne, le Québec a vu au cours des récentes années une *augmentation spectaculaire dans le nombre des voies de fait*. Si l'on observe la criminalité violente contre la propriété, les pourcentages québécois se maintiennent en deçà de la normale, sauf dans le secteur des *vols à main armée (65.5 p. cent)*. En ce qui touche la criminalité sans violence contre la propriété, les chiffres globaux, encore une fois, placent le Québec dans une situation privilégiée, mais ils révèlent également certains problèmes localisés : la fraude, particulièrement en matière de *faillite*, et le vol, particulièrement dans le cas des *véhicules moteurs*.

Nous consacrerons donc à plusieurs de ces problèmes un chapitre en particulier. Le tome 2 du présent volume comprendra donc une section sur la faillite frauduleuse, une autre sur le vol à main armée et une troisième sur le vol d'automobile.

C—UNE STATISTIQUE TEMPÉRÉE

C — UNE STATISTIQUE TEMPÉRÉE (71-89)

1 — LA MARGE ENTRE LES STATISTIQUES POLICIÈRE ET JUDICIAIRE (71-75)

71. Dans ces analyses de la criminalité québécoise et canadienne, nous avons surtout mis à contribution la statistique judiciaire. Nous l'avons fait parce que, dans l'état actuel de l'information, le tableau du Québec et du Canada est plus complet si l'on se fie à la statistique qui provient des différents districts judiciaires que si l'on tente une compilation des informations fournies par les innombrables corps policiers¹.

La statistique judiciaire possède une qualité toute particulière. Du fait qu'elle tient compte seulement des affaires jugées, elle respecte mieux la présomption d'innocence que professe notre système. En d'autres termes, tant que le verdict judiciaire n'est pas rendu, il est quelque peu contraire à la logique de considérer un incident comme un assaut grave plutôt que comme une voie de fait simple. Face au même événement, c'est l'appréciation judiciaire qui doit nécessairement prendre le pas sur l'évaluation policière.

En ce sens, la statistique judiciaire est la seule dont on doive tenir compte dans le cas d'une infraction parfaitement circonscrite et dont l'auteur est connu.

72. Cependant, il serait contraire à la vérité autant qu'à nos intentions de considérer la statistique judiciaire comme la seule capable de fournir une image précise des tendances de la criminalité moderne et des formes qu'elle adopte au Québec et au Canada.

Au contraire, dans bien des cas, c'est à la statistique policière qu'il faudra demander les renseignements les plus complets et les plus valables. Au fur et à mesure que la criminalité adopte des formes plus raffinées, il

¹ Dans le but de mesurer l'ampleur de la criminalité « déclarée », la statistique policière se rapproche davantage de la criminalité réelle que la statistique judiciaire qui ne se fonde que sur les causes entendues par les tribunaux. Bien que le Bureau fédéral de la statistique du Canada publie annuellement les statistiques policière et judiciaire, nous n'utiliserons dans cet article que la statistique judiciaire, parce que la statistique policière avant 1962 ne couvrait pas la totalité du territoire canadien. DENIS SZABO, *Revue internationale de Police scientifique*, avril 1965.

est assez normal que le taux de détection subisse de très amples fluctuations et connaisse même une baisse marquée.

Par conséquent, il est de plus en plus difficile pour les corps policiers de réunir les preuves nécessaires à une présentation du dossier devant le tribunal. Nous reviendrons sur cet aspect du problème au moment d'évaluer l'efficacité des forces policières au Québec et de suggérer des mesures qui permettraient de rendre la lutte au crime plus efficace.

À l'heure actuelle, contentons-nous de noter que *la statistique policière comprend très souvent de quatre à six fois plus de crimes que la statistique judiciaire*. Notons également que *la statistique policière fait généralement du Québec un tableau infiniment plus noir que la statistique judiciaire*.

73. Dans cette perspective, les prochains tableaux seront révélateurs. Ils démontreront, en effet, à quel point les décisions et la procédure policière influent sur la statistique judiciaire elle-même.

Dans un cas, celui du vol qualifié, la police québécoise et la police canadienne considèrent comme « classée » une proportion presque constante des infractions signalées. Dans un autre cas, celui des voies de fait, au contraire, même si les écarts s'amenuisent, les corps policiers québécois semblent « classer » un moins grand nombre d'affaires que la police canadienne ¹.

¹ Selon le Bureau fédéral de la statistique, le terme de « classées » a une double acception. On loge à cette enseigne aussi bien les infractions élucidées que les infractions pour lesquelles l'enquête ne pourrait plus rien donner. A toutes fins pratiques, le nombre des infractions abandonnées par l'enquête est suffisamment restreint pour que nous puissions considérer ici comme *élucidées* toutes les infractions que *classent* les corps policiers.

Le Manuel de déclaration uniforme de la criminalité donne les règles suivantes pour compter les « infractions classées par mise en accusation » et les « infractions classées autrement ».

« INFRACTIONS CLASSÉES PAR MISE EN ACCUSATION »

Une infraction peut être classée par mise en accusation même si le délinquant est inculpé d'une autre infraction qui constitue un élément de la présente infraction. Si plusieurs personnes commettent un crime et qu'une seule est arrêtée et inculpée, inscrivez le crime dans la colonne 5 de la Formule « C » sous « classée par mise en accusation » une seconde fois pour la même infraction.

Plusieurs infractions peuvent être classées par l'arrestation d'une personne :

« INFRACTIONS CLASSÉES AUTREMENT »

Dans certains cas, il se peut que la police ne puisse classer l'infraction par mise en accusation. Si l'on peut répondre « oui » aux questions suivantes l'infraction peut alors être « classée autrement » à la colonne 6 de la Formule « C ».

74. L'efficacité policière peut être directement en cause lorsque l'on analyse le pourcentage des infractions qui parviennent à l'attention du tribunal. D'autre part, il est évident que les décisions prises par les procureurs de la Couronne ont également un impact considérable.

Pour parler clairement, un nombre extrêmement considérable d'infractions ne parviennent jamais à l'attention du tribunal et il importe de savoir exactement pourquoi. S'agit-il d'une décision policière ? S'agit-il plutôt d'un tri effectué par les procureurs de la Couronne ? Est-il fréquent, en outre, que les corps policiers aient été tout simplement incapables de conduire leurs enquêtes à bonne fin ?

Dans le cas du vol qualifié, on remarque que, de façon systématique, la police québécoise porte des accusations et obtient des condamnations moins souvent que les corps de police du reste du pays. Il importe de savoir s'il s'agit, en l'occurrence, d'un taux plus faible de détection ou d'une décision policière de « classer » un plus grand nombre d'affaires. Dans le cas du vol qualifié, nous avons tendance à croire qu'il s'agit plutôt d'un

-
- (1) Le délinquant a-t-il été identifié ?
 - (2) La dénonciation est-elle fondée sur une preuve suffisante ?
 - (3) Y a-t-il une raison indépendante de votre volonté qui vous empêche de faire une dénonciation et de poursuivre le délinquant ?

~~Exemples~~ Les exemples suivants indiquent les limitations de « classées autrement » :

- (1) Le délinquant est décédé.
- (2) Le délinquant a été envoyé à un hôpital pour maladies mentales et il est peu probable qu'il en sorte.
- (3) Une personne avoue son crime et meurt subséquemment.
- (4) Le délinquant est un jeune et n'a pas été inculpé, mais il a comparu en audience privée devant le tribunal des jeunes délinquants; ou il a été confié à ses parents, à un tuteur, à un organisme de bien-être social ou à un service intéressé.
- (5) Le délinquant avoue avoir commis une infraction mais il y a un obstacle défini aux poursuites, par exemple, l'immunité diplomatique.
- (6) Le plaignant ou le témoin principal est décédé et les poursuites ne peuvent être entamées.
- (7) Le délinquant est connu et des preuves suffisantes ont été accumulées, mais le plaignant refuse de le poursuivre — ce qui ne constitue pas une plainte « non fondée ».
- (8) Le délinquant purge une peine et il serait inutile de faire une dénonciation.
- (9) Le délinquant est à l'étranger et ne peut être extradé (ou l'infraction relève d'une loi provinciale ou d'un règlement municipal et le sujet est dans une autre province).
- (10) Le délinquant a commis plus d'une infraction et il a été décidé de l'accuser de l'une ou de la plus grave parce qu'il serait inutile de s'occuper des autres infractions.

Statistiques officielles de l'homicide, Bureau fédéral de la statistique, appendice IV, pp. 42-43.

problème d'enquête policière et d'une baisse dans le taux de détection. Dans le cas des voies de fait, où l'on remarque également une déperdition extrêmement considérable entre la statistique policière et la statistique judiciaire, on peut croire beaucoup plus à une volonté, de la part des corps policiers, de ne pas traîner inutilement devant les tribunaux des gens qui n'ont rien de criminel.

75. Les chiffres fournis par les tableaux LXXXII, LXXXIII et LXXXIV n'entrent pas en contradiction avec les commentaires déjà formulés.

Si l'on s'en tenait à la statistique policière de ces trois derniers tableaux, il faudrait, en effet, conclure de la façon suivante :

1 — Le Québec voit sa part augmenter dans le domaine des voies de fait.

2 — L'augmentation dans la proportion québécoise des voies de fait ne donne pas encore au Québec un pourcentage « normal » (10.7%, 12.8%, 14.1%).

3 — Au Québec, les voies de fait sont moins souvent « classées » par la police et débouchent plus souvent sur des condamnations. La situation tend à se rapprocher du comportement canadien (tableau LXXXIV).

4 — Dans le domaine des vols qualifiés, la proportion des infractions signalées par la police est, au Québec, beaucoup plus forte que la proportion démographique.

5 — La proportion québécoise dans les vols qualifiés signalés à la police tend cependant à diminuer (50.3% en 1964 et 45.8% en 1966).

6 — Dans le cas des vols qualifiés, le taux de détection semble moins stable au Québec.

7 — Dans le domaine des vols qualifiés, le Québec, qui semble posséder encore un taux de *détection* inférieur à la moyenne nationale, augmente pourtant régulièrement son pourcentage de *condamnations* : en 1964, 29 p. cent des condamnés étaient québécois, tandis qu'en 1966, 34 p. cent l'étaient.

Tout en présentant la situation dans une lumière complètement différente, la statistique policière, on le voit, situe les véritables problèmes du Québec aux mêmes endroits que la statistique judiciaire. Le vol qualifié mérite de passer au premier rang des préoccupations, infiniment plus que les voies de fait.

TABLEAU LXXXII

DISPOSITIONS PRISES À L'ÉGARD DES VOLS QUALIFIÉS SIGNALÉS À LA POLICE CANADA ET QUÉBEC				
1964	Infractions signalées	Élucidées par la police	Accusations portées	Condamnations
Canada	5,666	2,079 (36.6%)	1,710 (30.1%)	1,394 (24.6%)
Québec	2,853 (50.3%)	933 (32.7%)	461 (16.8%)	407 (14.2%)
1965				
Canada	5,576	1,916 (34.3%)	1,185 (21.2%)	1,022 (18.3%)
Québec	2,782 (49.8%)	782 (28.1%)	448 (16.1%)	397 (14.2%)
1966				
Canada	5,710	2,194 (38.4%)	1,198 (20.9%)	994 (17.4%)
Québec	2,616 (45.8%)	979 (37.4%)	381 (14.5%)	334 (12.7%)

TABLEAU LXXXIII

DISPOSITIONS PRISES À L'ÉGARD DES VOIES DE FAIT SIGNALÉES À LA POLICE CANADA ET QUÉBEC				
1964	Infractions signalées	Élucidées par la police	Accusations portées	Condamnations
Canada	40,459	32,855 (81.0%)	5,178 (12.3%)	4,394 (10.8%)
Québec	4,368 (10.7%)	2,936 (67.2%)	845 (19.3%)	695 (15.9%)
1965				
Canada	44,551	33,802 (75.8%)	5,386 (12%)	4,579 (10.2%)
Québec	5,711 (12.8%)	3,968 (69.5%)	958 (16.8%)	831 (14.5%)
1966				
Canada	53,533	39,667 (74%)	6,009 (11.2%)	5,097 (9.5%)
Québec	7,576 (14.1%)	5,291 (69.8%)	1,101 (14.5%)	955 (12.6%)

TABLEAU LXXXIV

INFRACTIONS CLASSÉES ET ACCUSATIONS PORTÉES (VOIES DE FAIT) CANADA ET QUÉBEC			
	Infractions classées	Accusations portées	Pourcentage
1964			
Canada	32,855	5,178	15.7%
Québec	2,936	845	28.7%
1965			
Canada	33,802	5,386	15.9%
Québec	3,968	958	24.1%
1966			
Canada	39,667	6,009	15.1%
Québec	5,291	1,101	20.8%

**2 — BILAN DE LA CRIMINALITÉ D'APRÈS
LA POLICE**

(76-78)

76. Nous voudrions conclure cette trop brève analyse de la criminalité québécoise en formulant deux remarques d'importance :

1 — La statistique policière place le Québec dans une situation moins avantageuse que la statistique judiciaire, mais elle ne décrit pas la situation comme dramatique. La plupart des augmentations rapprochent le Québec de la situation canadienne ;

2 — Il serait intéressant, au moins à titre d'expérience, de chercher à établir un lien plus direct entre la statistique judiciaire et la statistique policière.

77. Le tableau LXXXV fournit le taux de criminalité par 100,000 habitants au Canada, au Québec, en Ontario. Ces tableaux sont établis à partir des

TABLEAU LXXXV

TAUX DE CRIMINALITÉ PAR 100,000 HABITANTS D'APRÈS LA POLICE CANADA, QUÉBEC ET ONTARIO						
CANADA	Meurtre et homicide	Viol	Vol qualifié	Tentative de meurtre et blessure	Voies de fait	Totaux
1964	1.5	4.6	35.5	6.0	252.1	299.7
1965	1.7	3.9	34.0	5.7	271.6	316.9
1966	1.5	3.9	34.0	6.4	318.6	364.4
QUÉBEC						
1964	1.1	4.4	61.6	7.5	94.3	168.9
1965	1.4	3.7	58.7	6.9	120.5	191.2
1966	1.1	3.3	53.9	7.5	156.2	222.0
ONTARIO						
1964	1.6	3.3	22.0	5.3	284.1	316.3
1965	1.4	2.3	20.4	5.7	286.5	316.3
1966	1.2	3.3	20.5	6.5	338.5	370.0
À titre d'exemple (FBI) ÉTATS-UNIS : ASSAUT GRAVE						
1964	183.3					
1965	196.0					
1966	215.2					

TABLEAU LXXXVI

TAUX DE CRIMINALITÉ PAR 100,000 HABITANTS DANS LES ZONES MÉTROPOLITAINES D'APRÈS LA POLICE MONTRÉAL — TORONTO — QUÉBEC — VANCOUVER						
MONTRÉAL	Meurtre et homicide	Viol	Tentative de meurtre et blessure	Vol qualifié	Voies de fait	Totaux
1964	1.1	6.0	9.6	114.1	150.9	281.7
1965	1.6	4.3	8.2	95.7	210.9	320.7
1966	1.4	4.9	8.1	91.6	259.3	365.3
TORONTO						
1964	1.0	2.5	8.1	36.0	159.9	207.5
1965	1.3	1.7	9.5	33.4	159.5	205.4
1966	1.0	2.7	9.6	37.3	242.2	292.8
QUÉBEC						
1964	1.2	0.9	5.6	32.7	70.9	111.3
1965	0.6	0.6	8.8	38.2	60.7	108.9
1966	0.6	1.2	6.7	52.5	91.2	152.2
VANCOUVER						
1964	0.4	8.3	7.1	72.0	420.2	508.0
1965	3.0	7.7	6.4	71.2	438.0	526.3
1966	2.7	6.4	7.2	81.7	496.4	594.4

infractions connues de la police. À la lecture, on constate que la moyenne nationale dépasse d'environ 50% les chiffres québécois. On constate également que l'Ontario devance d'emblée le Québec et se situe exactement au niveau de la moyenne nationale.

78. Le tableau LXXXVI, de son côté, fournit le taux de criminalité par 100,000 habitants dans quatre zones métropolitaines du Canada. Encore là, il s'agit du taux de criminalité basé sur les infractions connues des différents corps policiers. Ce tableau révèle à quel point il est impossible de généraliser de quelque manière que ce soit une description de la criminalité.

Par exemple, on remarque aisément que Vancouver, en matière de vols, en arrive à des taux aussi considérables que Montréal et Toronto mis ensemble. On remarque par ailleurs que la zone métropolitaine de Québec possède des taux de vols qualifiés plus élevés que ceux de la zone métropolitaine de Toronto ; en outre, ces taux croissent plus rapidement à Québec.

Élément rassurant, la zone métropolitaine de Montréal marque des diminutions sensibles au chapitre du viol, de la tentative de meurtre et du vol qualifié.

Les seules augmentations sensibles, on s'en rend compte, apparaissent au chapitre des voies de fait où la zone métropolitaine de Vancouver obtient aisément la palme. Il n'en demeure pas moins que la zone métropolitaine de Montréal, réputée la pire du Québec, posséderait d'après les chiffres policiers eux-mêmes un taux de criminalité de 365.3 par 100,000 habitants, alors que la moyenne canadienne s'établit à 364.4.

À ceux qui voudraient trop tôt se lancer dans l'optimisme débordant, le tableau LXXXVII rappelle la réalité. Dans un contexte où le Québec et même la zone métropolitaine de Montréal n'atteignent pas un taux de criminalité plus élevé que la moyenne nationale, il est étrange de constater que le Québec fournit les 2/3 des vols qualifiés à main armée. En effet, la statistique judiciaire rappelle, à son tour, que l'immense majorité des personnes traduites devant les tribunaux pour vol qualifié à main armée étaient originaires du Québec. De 1956 à 1966, 1,583 des 2,416 personnes accusées en rapport avec des vols qualifiés à main armée commis au Canada provenaient du Québec, soit un pourcentage de 65.5%.

À la lecture de ces quelques tableaux, on constate que « l'optimisme modéré » de la statistique judiciaire est parfois partagé par la statistique policière. D'autre part, les problèmes majeurs que soulevait la statistique policière émergent également dans les chiffres qui proviennent de l'appareil judiciaire.

Nous ne portons pas ici de jugement de valeur et nous n'essayons pas d'excuser les faiblesses québécoises en prétendant que d'autres provinces font pire.

TABLEAU LXXXVII

COMPARAISON ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUANT AU NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES DE VOL QUALIFIÉ À MAIN ARMÉE			
Année	Canada	Québec	Pourcentage québécois
1956	134	61	45.5
1957	158	69	43.6
1958	216	170	78.7
1959	408	155	36.8
1960	227	164	72.2
1961	184	147	79.8
1962	161	109	67.7
1963	223	163	73.0
1964	271	211	77.8
1965	244	192	78.6
1966	190	142	74.7
Total pour les 11 années	2,416	1,583	65.5

3 — COMPILATION MIXTE (POLICIÈRE ET JUDICIAIRE)

(79-88)

79. Notre seconde remarque pose tout le problème des relations entre la statistique judiciaire et la statistique policière. Dans plusieurs cas, malgré le recoupement que nous avons signalé, la statistique judiciaire et la statistique policière diffèrent, sinon quant à l'orientation générale, du moins quant au volume des variations.

Dans plusieurs cas, nous l'avons constaté, la statistique judiciaire ne repérait aucune augmentation de la criminalité québécoise ou même canadienne. Ceci était particulièrement vrai dans tous les secteurs de la criminalité de violence contre la personne, à l'exception des voies de fait. D'autre part, les chiffres policiers indiquaient des hausses sensibles et parfois spectaculaires dans toutes les formes de criminalité.

L'analyste et le public se demandent nécessairement à qui accorder la confiance. La Commission estime qu'aucun des deux systèmes statistiques ne reflète adéquatement la réalité. Si on s'en tient à la statistique préparée par les différents greffes et établie sur la base des décisions judiciaires, on ignore toute la criminalité qui n'a pas été expliquée et résolue par les corps policiers. À l'inverse, dans un système qui professe la foi en la présomption d'innocence, il n'est guère normal d'accepter sans examen les chiffres policiers ni même de classer une infraction avant que le verdict judiciaire n'en ait

déterminé la nature légale. En d'autres termes, il n'est pas facile de croire aux statistiques policières tant que les tribunaux ne sont pas venus formuler les verdicts.

80. Dès lors, les observateurs se départagent. Ceux qui lisent la statistique judiciaire mettent en doute les affirmations des policiers et se refusent à croire que la criminalité soit en hausse constante et vertigineuse. Ceux qui se fient plutôt aux chiffres policiers qu'à la statistique judiciaire en arrivent nécessairement à affirmer que toutes les formes de criminalité atteignent chaque année de nouveaux sommets.

D'après nous, il y a lieu de tenter une jonction entre les deux séries de statistiques. Les tribunaux ne fournissent pas des chiffres complets parce qu'ils ignorent totalement la criminalité qui n'a pas été élucidée par les corps policiers. D'autre part, la statistique policière devrait être dépouillée des infractions que la police est parvenue à élucider sans pourtant les signaler à l'attention des tribunaux. De la même manière, la statistique policière devrait, dans un bon nombre de cas, ne plus comprendre ces accusations que le tribunal a rejetées comme non fondées.

81. Nous entrons ici sur un terrain extrêmement délicat. Chacun sait que les corps policiers prennent sur eux, le plus souvent à bon droit, de « classer » sans suite un grand nombre d'offenses criminelles.

Chacun sait également que les corps policiers pourraient, s'ils prenaient au pied de la lettre chacun des articles du Code criminel ou des lois pénales provinciales, engorger en quelques jours l'appareil judiciaire.

Notre propos n'est pas de discuter ici de cette discrétion exercée par la police. De toute manière, chacun s'attend à ce que les différents corps policiers exercent leur jugement et chacun s'attend, consciemment ou non, à ce que les corps policiers ferment les yeux sur un grand nombre d'infractions.

Là n'est pas la question. Nous cherchons simplement un chemin mitoyen et sûr entre la trop rassurante statistique judiciaire et la panique que tendent à déclencher les chiffres policiers. Il ne faut donc pas déformer notre intention : nous souhaitons *exclure* de la statistique criminelle les accusations non fondées, mais nous sommes parfaitement conscients que les corps policiers pourraient aisément *compenser cette exclusion* s'ils décidaient de se montrer tâtilons.

82. Dans l'état actuel de l'information et avec le peu de temps à notre disposition, il ne nous est certes pas possible de poursuivre aussi loin que nous le voudrions les expériences nécessaires sur la statistique policière et la statistique judiciaire. Nous considérons cependant que des organismes

permanents seraient en mesure de réduire ou de faire disparaître le hiatus beaucoup trop considérable qui sépare les deux compilations.

Dans l'état actuel des statistiques, l'hystérie et l'optimisme débordant ont tous deux droit de cité. Nous croyons qu'une telle ambiguïté empêche le public de se faire une idée juste de la situation et ne permet pas au législateur de prendre les meilleures décisions.

Dans l'avenir, il devrait être possible de réévaluer les statistiques de la criminalité en tenant compte strictement :

- 1 — des condamnations prononcées par les tribunaux ;
- 2 — des infractions que la police admet n'avoir pu élucider.

83. Évidemment, une telle formulation demeure simpliste. Nous croyons cependant que les efforts doivent porter dans cette direction.

À bon droit, on pourrait reprocher à des statistiques conçues de cette manière un manque d'objectivité. D'une part, un grand nombre des affaires non éclaircies par la police pourraient fort bien ne pas constituer, au moment de la solution, des actes criminels. Par ailleurs, même si le tribunal renvoie une accusation comme non fondée, il ne s'ensuit aucunement que l'infraction criminelle n'a pas eu lieu : la police a pu tout simplement se tromper de coupable.

On pourrait, sur le même ton, poursuivre longuement la liste des imperfections de la statistique que nous proposons. Cependant, nous croyons que ce nouveau type de statistiques permettrait une meilleure approximation que l'une ou l'autre des catégories actuelles.

Nous proposons ici quelques exemples qui n'ont certes pas les qualités que nous aimerions rencontrer dans des tableaux établis à la suite d'une cueillette plus ordonnée.

84. Nos différents tableaux, bâtis dans cet esprit, veulent indiquer, tout au plus, en quel sens il convient, selon nous, d'orienter la recherche.

Le tableau LXXXVIII permet de mesurer la marge énorme qui sépare la statistique policière et la statistique judiciaire. La première signale 5,666 infractions pour 1964 et 5,710 pour 1966 ; la seconde évalue à 1,394 le nombre de personnes condamnées en 1964 et à 994 le nombre de personnes condamnées en 1966.

Nous proposons de faire intervenir entre ces deux données différents éléments. D'une part, le volume considérable d'affaires résolues sans suite se justifie difficilement. Il n'est guère normal que la liste des infractions comprenne un si grand nombre d'incidents sans suite judiciaire ; ou ils sont graves et on les juge, ou ils sont bénins et on les supprime de la liste.

De la même manière, on doit se demander si la statistique doit conserver dans ses totaux les accusations que le tribunal a rejetées comme non fondées.

Certes, dans un certain nombre de cas, l'infraction est réelle même si le tribunal a jugé qu'elle était imputée à la mauvaise personne. Cependant, on rencontre en grand nombre des incidents jugés criminels par les corps policiers ou les procureurs de la Couronne, mais qui devraient, à la suite d'un verdict formel du tribunal, disparaître de la liste des infractions.

TABLEAU LXXXVIII

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

CANADA : VOL QUALIFIÉ

POLICE	
Année	Infractions
1964	5,666
1965	5,576
1966	5,710

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
1,710	1,394
1,185	1,022
1,198	994

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	5,666	3,587	2,079	369	1,710	316	1,394
1965	5,576	3,660	1,916	731	1,185	163	1,022
1966	5,710	3,516	2,194	996	1,198	204	994

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	3,587	1,394	4,981
1965	3,660	1,022	4,682
1966	3,516	994	4,510

85. En somme, notre proposition vise à baser l'évaluation de la criminalité perceptible sur deux données fondamentales : la *criminalité perçue et non résolue* par les corps policiers, d'une part, et, d'autre part, la *criminalité élucidée par les corps policiers et soumise au tamisage judiciaire*.

TABLEAU LXXXIX

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

QUÉBEC : VOL QUALIFIÉ

POLICE	
Année	Infractions
1964	2,853
1965	2,782
1966	2,616

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
461	407
448	397
381	334

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	2,853	1,920	933	472	461	54	407
1965	2,782	2,000	782	334	448	51	397
1966	2,616	1,637	979	598	381	47	334

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	1,920	407	2,327
1965	2,000	397	2,397
1966	1,637	334	1,971

Malgré ses nombreuses imperfections, ce tableau LXXXVIII possède différents avantages. D'une part, il intègre chacun des éléments dont font mention les statistiques judiciaire et policière. Par ailleurs, il empêche la statistique judiciaire d'omettre totalement la criminalité qui a défié victorieusement la détection policière. Il empêche également la statistique policière d'inclure dans le nombre des infractions les incidents que les tribunaux ont considérés comme non criminels ou ces incidents que les policiers eux-mêmes ont jugé trop peu importants pour attirer l'attention du tribunal.

Ce tableau fournit une comparaison entre les trois différents systèmes à propos du vol qualifié sur le plan canadien. Le tableau LXXXIX établit, de son côté, une comparaison analogue dans le cas du Québec.

86. Nous ne recommandons aucunement d'abolir les systèmes actuels de statistiques judiciaire et policière. Nous suggérons simplement de constituer une *statistique tempérée* établie en ne tenant compte que des deux éléments mentionnés.

1 — L'indice intégrerait toute la statistique judiciaire (*condamnations*).

2 — L'indice intégrerait *en plus* toutes les infractions que la police n'a pu élucider (ce qui amènerait les corps policiers à rendre publics, en même temps que les taux de criminalité, leurs propres taux de détection). La tentation de gonfler les chiffres de la criminalité, qui n'est pas absente dans certaines déclarations policières, serait tempérée par la crainte d'affirmer du même coup des baisses notables dans les taux de détection.

3 — L'indice *exclurait* les accusations jugées non fondées par les tribunaux. En d'autres termes, on déduirait de la statistique policière les accusations portées à tort. Dans bien des cas, cependant, l'accusation entrerait sous la mention « infraction non élucidée », car l'infraction pourrait fort bien demeurer réelle, même si la police a pu faire erreur quant à l'identité du coupable.

4 — L'indice *exclurait* les infractions *classées sans suite* par les corps policiers. Il est difficile, en effet, de considérer comme des actes criminels les incidents que la police elle-même n'a pas jugés dignes de retenir l'attention du tribunal. Dans tous les cas où la police décide, pour de justes motifs, de fermer les yeux et de se montrer compréhensive, l'indice de la criminalité ne devrait pas faire un bond en avant.

5 — Cette statistique tempérée ne serait pas encore une définition stricte de la criminalité. Elle serait cependant un point de repère plus valable que les statistiques présentement en usage, même si celles-ci devraient, d'après nous, demeurer.

6 — Les fluctuations dans la statistique suggérée inviteraient les chercheurs et les législateurs à s'interroger sur ces infractions que signale la police et qui ne parviennent pas à l'attention du tribunal.

87. Nous présentons ici une série de tableaux, dans le seul but de permettre au lecteur de mieux évaluer notre recommandation.

Les tableaux XC et XCI utilisent les trois systèmes statistiques à propos des voies de fait au Canada et au Québec.

TABLEAU XC

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

CANADA : VOIES DE FAIT

POLICE		APPAREIL JUDICIAIRE	
Année	Infractions	Accusations	Condamnations
1964	42,459	5,178	4,394
1965	44,551	5,386	4,579
1966	53,533	6,009	5,097

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION

Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	42,459	7,604	34,855	29,677	5,178	784	4,394
1965	44,551	10,749	33,802	28,416	5,386	807	4,579
1966	53,533	13,866	39,667	33,658	6,009	912	5,097

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE

Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	7,604	4,394	11,998
1965	10,749	4,579	15,328
1966	13,866	5,097	18,963

Les tableaux XCII et XCIII établissent des comparaisons analogues dans le cas du viol.

Les tableaux XCIV et XCV comparent les chiffres des trois systèmes statistiques dans le cas des blessures et des tentatives de meurtre.

Les tableaux XCVI et XCVII font de même à propos de la fraude et de la corruption.

TABLEAU XCI

COMPARAISON ENTRE LES TROIS SYSTÈMES STATISTIQUES

QUÉBEC : VOIES DE FAIT

POLICE	
Année	Infractions
1964	4,368
1965	5,711
1966	7,576

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
845	695
958	831
1,101	955

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	4,368	1,432	2,936	2,091	845	150	695
1965	5,711	1,743	3,968	3,010	958	127	831
1966	7,576	2,285	5,291	4,190	1,101	146	955

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	1,432	695	2,127
1965	1,743	831	2,574
1966	2,285	955	3,240

TABLEAU XCII

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

CANADA : VIOL

POLICE	
Année	Infractions
1964	745
1965	641
1966	652

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
126	62
107	54
112	52

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	745	255	490	364	126	64	62
1965	641	217	424	317	107	53	54
1966	652	266	386	274	112	60	52

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	255	62	317
1965	217	54	271
1966	266	52	318

TABLEAU XCIII

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

QUÉBEC : VIOL

POLICE	
Année	Infractions
1964	205
1965	174
1966	160

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
24	13
20	13
18	13

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	205	72	133	109	24	11	13
1965	174	71	103	83	20	7	13
1966	160	57	103	85	18	5	13

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	72	13	85
1965	71	13	84
1966	57	13	70

TABLEAU XCIV

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

CANADA : BLESSURES ET TENTATIVES DE MEURTRE

POLICE	
Année	Infractions
1964	959
1965	933
1966	1,103

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
227	170
291	211
314	226

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	959	212	747	520	227	57	170
1965	933	222	711	420	291	80	211
1966	1,103	241	862	548	314	88	226

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	212	170	382
1965	222	211	433
1966	241	226	467

TABLEAU XCV

COMPARAISON ENTRE LES TROIS SYSTÈMES STATISTIQUES

QUÉBEC : BLESSURES ET TENTATIVES DE MEURTRE

POLICE	
Année	Infractions
1964	348
1965	328
1966	366

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
41	33
73	51
72	58

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	348	112	236	195	41	8	33
1965	328	111	217	144	73	22	51
1966	366	92	274	202	72	14	58

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	112	33	145
1965	111	51	162
1966	92	58	150

TABLEAU XCVI

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

CANADA : FRAUDE ET CORRUPTION

(les données se retrouvent à l'article « Fraude » dans le tome de la statistique de la criminalité (Police))

POLICE	
Année	Infractions
1964	33,264
1965	32,404
1966	37,798

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
666	545
718	599
784	650

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	33,264	10,889	22,375	21,709	666	121	545
1965	32,404	10,162	22,242	21,524	718	119	599
1966	37,798	13,773	24,025	23,241	784	134	650

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	10,889	545	11,434
1965	10,162	599	10,761
1966	13,773	650	14,423

TABLEAU XCVII

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE STATISTIQUES

QUÉBEC : FRAUDE ET CORRUPTION

POLICE	
Année	Infractions
1964	3,624
1965	3,840
1966	5,176

APPAREIL JUDICIAIRE	
Accusations	Condamnations
278	223
292	233
297	233

ÉLÉMENTS D'UNE NOUVELLE ÉVALUATION							
Année	Infractions	Infractions non élucidées	Résolues par la police	Résolues sans suite	Accusations portées	Accusations non fondées	Condamnations
1964	3,624	1,706	1,918	1,640	278	55	223
1965	3,840	2,011	1,829	1,537	292	59	233
1966	5,176	2,234	2,942	2,645	297	64	233

CRIMINALITÉ PERCEPTIBLE			
Année	Infractions non élucidées	Condamnations	Totaux
1964	1,706	223	1,929
1965	2,011	233	2,244
1966	2,234	233	2,467

88. Les avantages du système suggéré pour évaluer la criminalité perceptible ne doivent pas faire oublier les inconvénients évidents de ce nouveau système. On ne doit pourtant pas juger le système par les tableaux que nous venons de présenter : quant à la fidélité et à la validité de leurs chiffres, ils constituent de mauvais exemples de ce que donnerait une statistique plus tempérée.

Dès le départ, tous les tableaux que nous avons présentés souffrent d'un vice fondamental : ils comparent des infractions et des personnes condamnées. En d'autres termes, nous n'avons pas tenté de corriger l'ambiguïté que maintiennent présentement les différents systèmes de statistique. La statistique judiciaire s'exprime constamment en termes de personnes accusées ou condamnées, tandis que la statistique policière ne s'exprime qu'en termes d'infractions. Pour que notre système puisse s'implanter de façon valable, il faudra, beaucoup mieux que nous n'avons pu le faire, amener ces deux séries de statistiques à comparer des choses identiques.

Par ailleurs, la marge d'erreur demeure extrêmement considérable dans le cas des infractions classées par les corps policiers. Si la police parvenait à les élucider toutes, ces infractions gonfleraient, non pas seulement le chiffre des condamnations, mais aussi le volume des affaires classées sans suite et celui des accusations non fondées. En somme, le nombre d'incidents que nous retenons présentement sous le titre d'*infractions non élucidées* a encore tendance à exagérer le volume de la criminalité perçue par la police.

CONCLUSION

(89)

89. Ce ne sont là que quelques-uns des inconvénients majeurs que possède cette statistique expérimentale. Certaines de ces faiblesses subsisteront encore dans le système statistique qui tentera d'établir un pont entre la statistique judiciaire et la statistique policière. Nous croyons cependant que la recherche doit se poursuivre en vue de définir peu à peu un meilleur mode d'évaluation : il le faut pour permettre au public et au législateur de porter un jugement valable sur l'évolution de la criminalité.

Dans l'état actuel des différentes statistiques, il est quand même permis de formuler une conclusion : puisque la statistique judiciaire, basée sur le nombre de délinquants traduits devant les tribunaux, ne constate que des hausses localisées de la criminalité et puisque la statistique policière, basée sur le nombre d'infractions, montre des hausses considérables, il y a lieu de croire qu'une partie importante de la criminalité est commise par un groupe passablement restreint d'individus (tableaux XCVIII à CVII). Nous reviendrons brièvement sur ce point dans la troisième partie de ce texte.

TABLEAU XCVIII

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

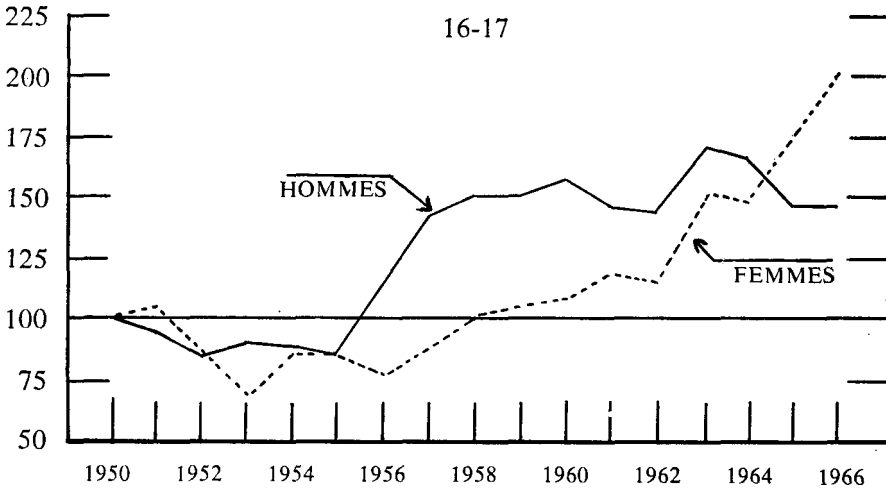


TABLEAU IXC

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

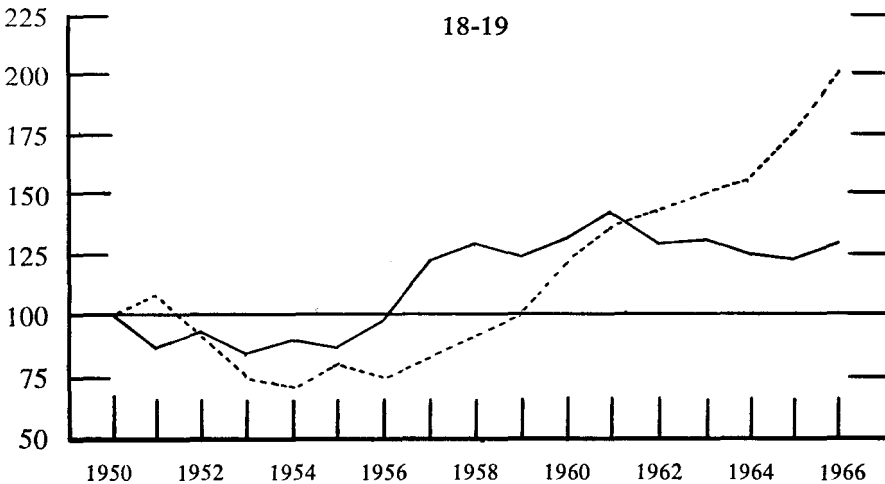


TABLEAU C

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

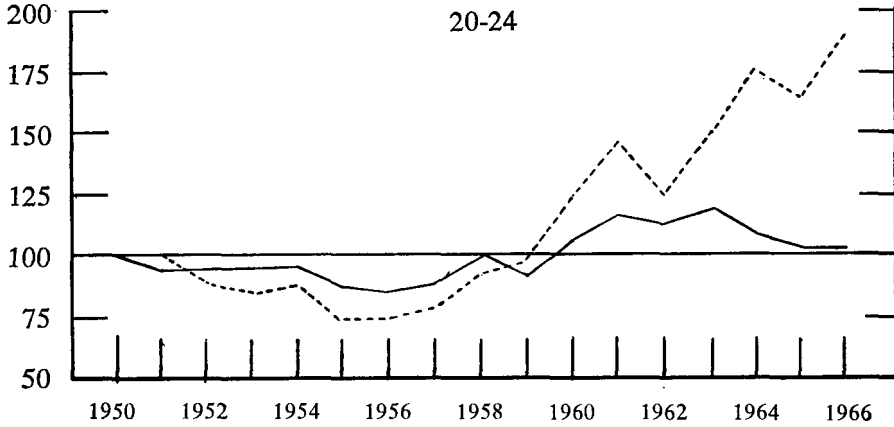


TABLEAU CI

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

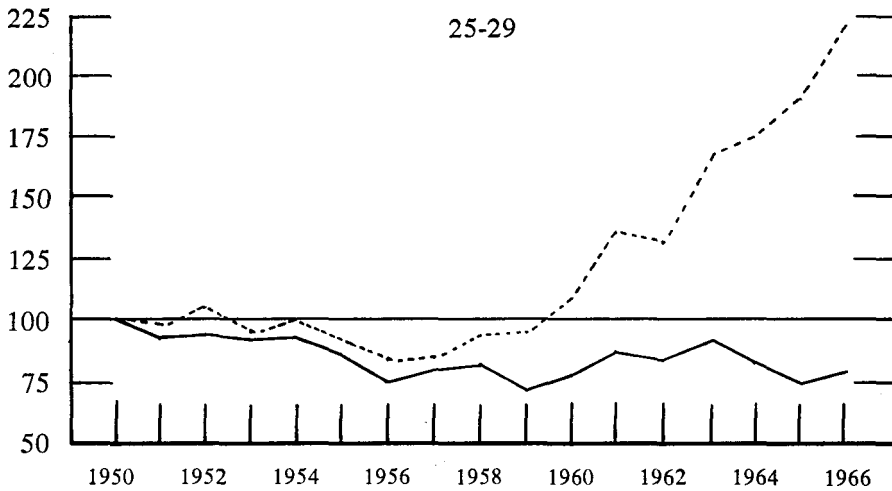


TABLEAU CII

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

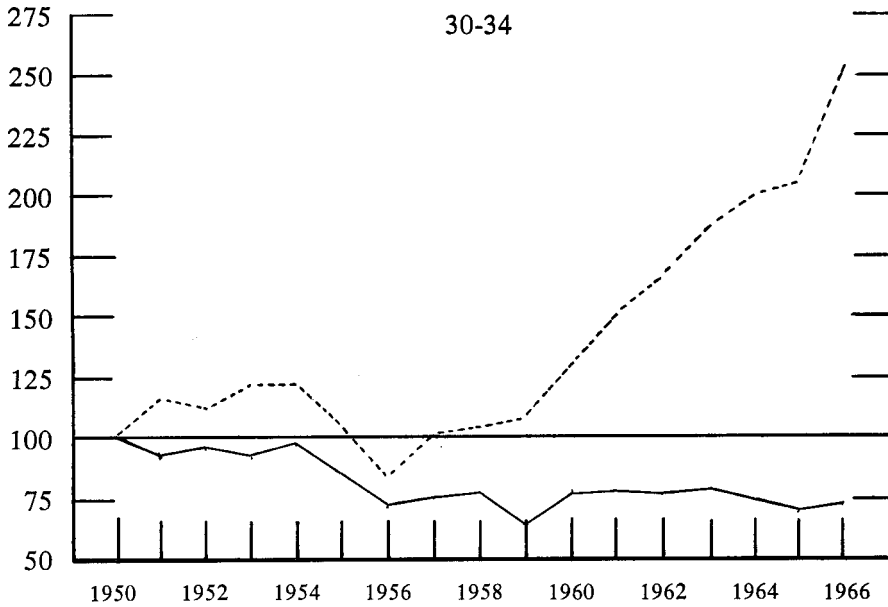


TABLEAU CIII

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

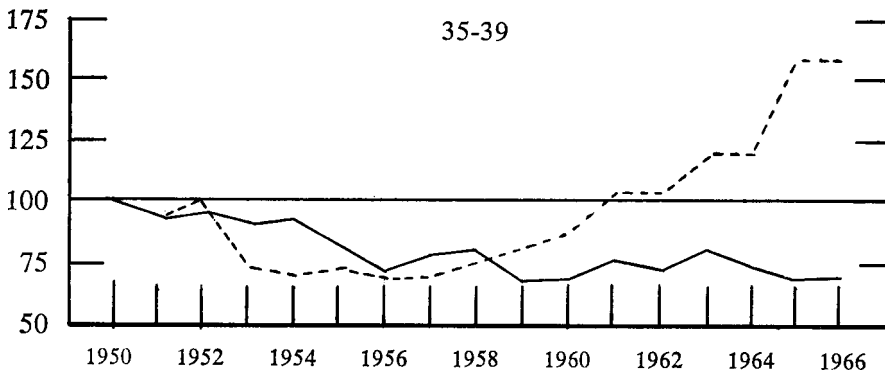


TABLEAU CIV

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

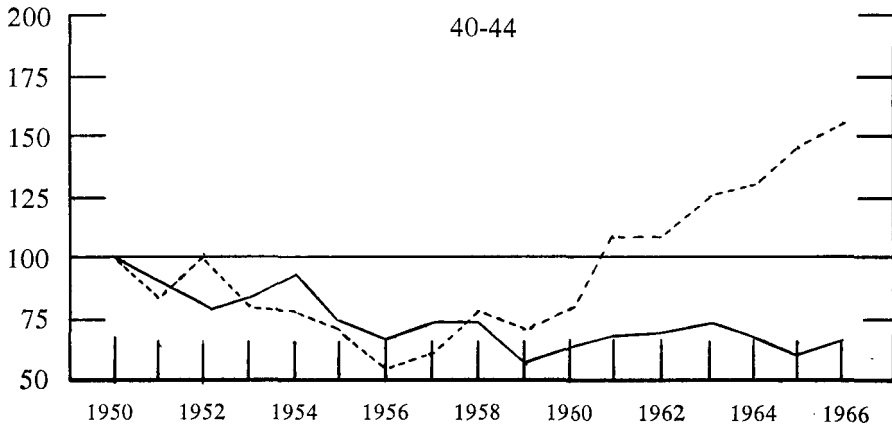


TABLEAU CV

INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966

1950 = 100

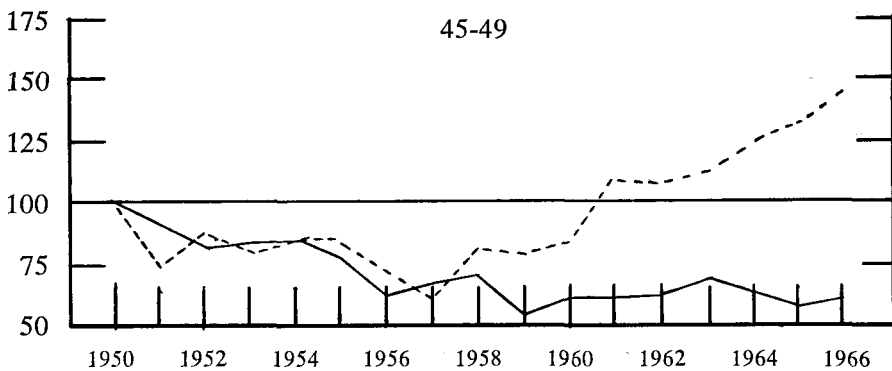


TABLEAU CVI
INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966
1950 = 100

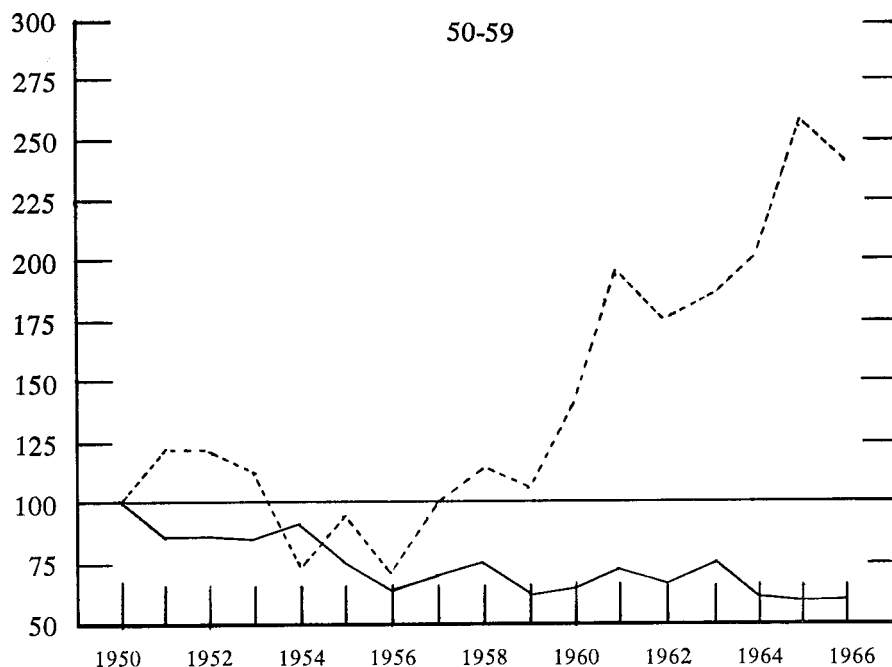
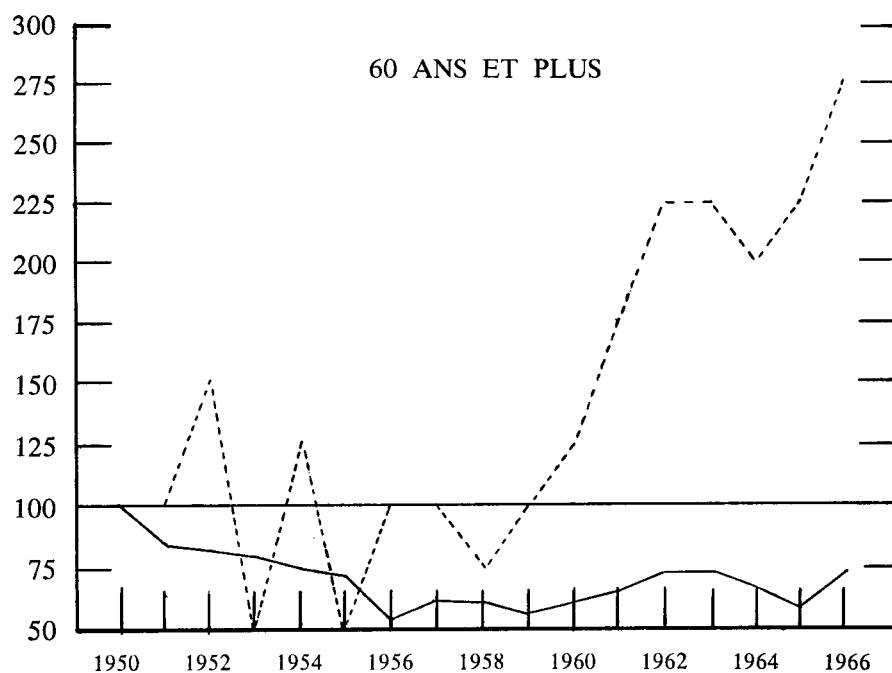


TABLEAU CVII
INDICE DU TAUX DE CRIMINALITÉ POUR 100,000 HABITANTS
DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE, CANADA, 1950-1966
1950 = 100



DEUXIÈME PARTIE

**LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE
DANS SON CONTEXTE**

(90-146)

LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE DANS SON CONTEXTE

(90-146)

90. La première partie de ce travail visait à présenter une image globale de la criminalité québécoise. Nous voulions nous en tenir à une description purement quantitative. Limitée à ces termes, la description n'est ni complète ni fidèle. En effet, une description quantitative ne saurait fournir toutes les nuances nécessaires à une parfaite compréhension du problème. Nous utiliserons donc, au cours d'une deuxième partie, une méthode différente : notre but sera de replacer la criminalité québécoise dans un contexte plus large et de portée plus sociologique.

Il nous paraît indispensable de tenter une telle description de la criminalité québécoise. Tout d'abord, la statistique, qu'elle soit policière, judiciaire ou mixte, ne parvient jamais à présenter une image suffisamment nuancée de la criminalité. La statistique néglige complètement les différences qui, à l'intérieur d'une même catégorie, peuvent opposer deux événements. D'un meurtre à l'autre, d'un vol à main armée à l'autre, d'innombrables éléments varient dont la statistique ne peut rendre compte. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine des voies de fait où, selon toute probabilité, les différents corps policiers jettent en vrac la plupart des crimes de violence qui n'entrent pas dans les autres catégories.

En second lieu, toute explication demeure impossible si l'on se contente d'une lecture des bilans et des tableaux.

En troisième lieu, la statistique ne tient aucun compte de la criminalité qui n'a pas été dûment codifiée. De cette manière, aucune statistique criminelle ne s'intéresse au chiffre noir de la criminalité, tandis que le sociologue, recourant à d'autres disciplines, pourra quand même sonder la criminalité qui n'a pas été perçue par les corps policiers.

Dans cette deuxième partie, nous tentons donc de répondre à quelques questions laissées en suspens par la statistique.

A — LES QUESTIONS USUELLES

A — LES QUESTIONS USUELLES

(91-124)

1 — L'AMPLEUR ET LA NATURE DU CHIFFRE NOIR (91-98)

91. Nous avons déjà expliqué que la statistique souffre de différentes imperfections. Nous estimons qu'il faut revenir sur cette question, de manière à justifier pleinement le recours à d'autres techniques.

Nous tenons particulièrement à souligner que la statistique induit en erreur encore plus par ce qu'elle tait que par ce qu'elle dit :

On sait que les statistiques criminelles de nombreux pays souffrent de graves insuffisances. D'autres part, *les meilleures statistiques* elles-mêmes ne renseignent que sur les chiffres officiellement enregistrés et *ne nous disent rien du chiffre des délits occultes* — en d'autres termes, des nombreux délits qui ne sont pas venus à la connaissance des autorités; or, dans la plupart des pays, il est extrêmement difficile d'en estimer l'ordre de grandeur. Les mouvements ascendants ou descendants des statistiques criminelles peuvent donner une idée exacte des tendances du moment en matière de délinquance, mais ils peuvent également résulter de facteurs étrangers. Ainsi, l'amélioration des méthodes d'établissement des statistiques ou l'ouverture de nouveaux postes de police sur un territoire déterminé peuvent expliquer une augmentation des chiffres de la criminalité¹.

Les sciences criminologiques désignent comme *le chiffre noir*, ce volume de criminalité inconnue de la police et des tribunaux. Peut-on, dans le contexte québécois, imaginer l'ampleur et la nature de cette criminalité cachée? Peut-on évaluer quelle partie de la criminalité ne parvient jamais à l'attention des corps policiers et n'est jamais frappée d'un verdict judiciaire ou d'une sanction pénale?

92. Tous les observateurs admettent aujourd'hui volontiers que le *chiffre noir* de la criminalité, c'est-à-dire cette zone qui demeure inconnue aux policiers et aux juges, est extrêmement considérable². La plupart admettent, en outre, qu'on sait fort peu de choses quant au rapport entre la criminalité déclarée et le chiffre noir de la criminalité.

Ceci aggrave le problème : on pourrait, jusqu'à un certain point, se moquer du chiffre noir si l'on savait du moins *comment* il grandit ou quelle partie de la criminalité il dissimule. On pourrait, par exemple, édifier des

¹ *Les jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, p. 9.

² Il y a une parenté très intime entre les résultats du NORC (Organisme national de sondage d'opinion) et ceux du Uniform Crime Reports quant aux relations de fréquence entre les principaux crimes (les sept crimes étudiés se placent dans le même ordre sauf le vol d'automobile). Le volume de criminalité découvert par le sondage, toutefois, est notablement plus considérable pour cinq des sept crimes majeurs. PHILIP H. ENNIS, *The measurement of crime in the United States*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Thompson Book Company, 1967, p. 689.

théories défendables si l'on savait que trois meurtres sur quatre demeurent inconnus, que neuf cambriolages sur dix ne sont jamais signalés à la police...¹.

Tel n'est pas le cas : on ignore à la fois *l'ampleur* du chiffre noir et le *rapport* entre le chiffre noir et la criminalité codifiée.

93. Au Québec, selon nous, le silence de la statistique sur le chiffre noir de la criminalité est absolu. Les chiffres publiés annuellement, qu'ils proviennent des corps policiers ou des palais de justice, ne donnent aucune indication sur le volume réel de la criminalité.

Certains délits, il est vrai, ne comportent aucune marge d'incertitude. Par exemple, les corps policiers, par définition, savent fort bien à quoi s'en tenir sur le nombre de « fausses alarmes ». Dans de pareils cas, les corps policiers peuvent, évidemment, établir des proportions entre le nombre d'infractions connues et le nombre d'infractions où l'enquête policière s'est terminée heureusement. Cependant, il s'agit là de secteurs exceptionnels dont on ne peut déduire une *proportion* constante entre la criminalité inscrite dans les dossiers et le chiffre noir.

Certains auteurs, dont Bongger, considèrent pourtant qu'une relation constante s'établit entre le taux de criminalité connue et le taux de criminalité réelle :

La raison majeure pour laquelle la statistique criminelle est suffisante pour les recherches étiologiques, c'est que la relation demeure constante entre le crime connu et la criminalité cachée. Les statistiques criminelles et judiciaires elles-mêmes fournissent la preuve d'une telle affirmation. On constate en effet d'année en année un rapport constant entre le nombre de causes renvoyées et le nombre de causes menées à terme, entre les condamnations et les acquittements, etc. Bien plus, tout statisticien doué de quelque expérience est convaincu que la loi des moyennes gouverne avec plus de rigidité que n'importe quel despote².

Nous croyons, au contraire, que le chiffre noir varie selon les époques, selon les secteurs et selon les civilisations. Par exemple, un citoyen de l'Amérique du Nord éprouvera une infinie répugnance à signaler à la police

¹ La statistique du crime est, par hypothèse, destinée à être incomplète, donc erronée. Elle ne peut rendre compte, en effet, que des infractions dont la police et la justice ont eu à connaître et du nombre des délinquants identifiés. En deçà, tel l'iceberg dont la partie la plus dangereuse se dissimule sous les eaux, existe une *criminalité réelle sur les dimensions de laquelle nous n'avons aucune indication*. Celle-ci est constituée par la masse de tous les criminels qui ont échappé à la justice et de toutes les infractions qui n'ont pas été dénoncées. Par suite, le chiffre qui sépare ces deux formes de criminalité — réelle et légale — inquiète policiers, magistrats et sociologues à un double titre. GEORGES PICCA, *Pour une politique du crime*, Éditions du Seuil, 1966, p. 18.

² WILLIAM ADRIAN BONGGER, *Criminality and Economic Conditions*, Agathon Press, Inc., New York, 1967, p. 85.

le crime qu'une femme aurait commis à ses dépens ! Cet individu se considérerait comme fort peu chevaleresque et même comme passablement ridicule s'il réclamait l'aide des corps policiers dans ses démêlés avec une personne du sexe faible...

Dans un autre contexte, le chiffre noir de la criminalité en ce qui concerne la criminalité féminine pourra être moins considérable : si l'ensemble de la population croit plus fermement à l'égalité entre les sexes ou si la victime n'encourt pas le même ridicule, la police aura plus souvent connaissance de la criminalité féminine.

94. Selon nous, par conséquent, l'ampleur du chiffre noir varie d'un crime à l'autre, d'une région à l'autre, d'une époque à l'autre...

Une autre série d'indices découle des raisons que les gens invoquent pour ne pas avoir averti la police. On a demandé à ces victimes qui disent ne pas avoir avisé la police de pointer, sur une longue liste de raisons possibles, celle qui avait motivé leur décision et celle qu'ils considéraient comme la plus importante. Les raisons données se regroupent en quatre catégories bien distinctes : d'après la première explication, l'incident ne concernait pas la police soit parce qu'on redoutait que le délinquant subisse un préjudice de la part de la police soit encore parce que l'on considérait que l'incident était un problème privé ou au moins n'était pas un crime. On trouve comme seconde explication la crainte de conséquences soit physiques de la part des amis du délinquant soit économiques à cause d'annulation ou d'augmentation dans les taux d'assurance. Une troisième série de raisons concerne les personnes qui ne veulent ni perdre du temps ni se donner la peine d'avoir affaire avec la police, ne sachant s'il faudrait appeler la police ou étant trop secouées pour le faire. Finalement, toute une série de raisons est basée sur le jugement que le public porte sur l'efficacité policière. Ces personnes croyaient que la police ne pouvait rien faire quant à l'incident, n'arrêterait pas les délinquants, ou refuserait carrément de s'occuper de l'affaire ¹.

Prenons un autre exemple : il est évident que le crime de nature économique prend un relief tout particulier dans le contexte d'un pays socialiste. Le monde des affaires nord-américain ferme aisément les yeux sur une série d'agissements qui, dans un autre contexte, susciteraient au moins la curiosité et probablement un appel à la police. Le chiffre prend ainsi, chez nous, une « forme » particulière.

Un auteur affirme même, ce qui demeure fort vraisemblable, que le chiffre noir varie, non seulement selon les crimes et les pays, mais aussi selon les individus :

On a parfois avancé l'hypothèse qu'il pouvait exister un rapport à peu près invariable entre le nombre des infractions jugées et la somme totale inconnue des infractions commises. Mais il ne s'agit là que d'une hypothèse. Il est sans

¹ PHILIP H. ENNIS, *The measurement of crime in the United States*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Thompson Book Company, 1967, p. 691.

doute plus raisonnable de penser que le « chiffre noir » n'est pas constant. Il est, en effet, étroitement lié à l'efficacité des services chargés de la répression.

Mais si ce chiffre varie suivant les infractions, il y a tout lieu de supposer qu'il varie également avec la personnalité des malfaiteurs et que, dans cette perspective, il risque malheureusement de devenir plus important dans la mesure où les infractions sont commises par des individus plus évolués et, par suite, socialement plus dangereux. Les quelques proxénètes qui se trouvent en prison ne permettent évidemment pas de se faire une idée de l'importance que peut représenter l'exploitation de la prostitution dans la société¹.

95. En somme, le portrait statistique que nous venons de tracer de la criminalité québécoise ne permet pas de la comprendre dans son entier. D'une part, la statistique stylise nécessairement les événements et abolit un grand nombre de nuances. D'autre part, la statistique criminelle ferme nécessairement les yeux sur tous ces délits qui ne sont pas connus du policier ni du juge.

La statistique ne nous permet pas davantage de répondre à la question suivante : quelle est la nature et quelle est l'ampleur du chiffre noir ?

Certains voudraient déduire de cette situation qu'il est encore impossible de comprendre le problème de la criminalité. De fait, plusieurs des objections apportées découlent de cette méfiance vis-à-vis des statistiques. Nous regroupons ici les objections les plus importantes.

- 1 — Il est utopique d'aventurer des théories pour expliquer la criminalité, tant et aussi longtemps que la majeure partie de la criminalité demeurera dans l'ombre.
- 2 — Tant de théories s'affrontent aujourd'hui que l'opinion publique et le législateur doivent s'abstenir de tout jugement général sur la criminalité et se contenter de prendre au jour le jour des décisions pragmatiques.
- 3 — Il est à peu près impossible d'établir une ligne de démarcation entre le citoyen et le criminel. Dans ce contexte, affirme-t-on, il est déraisonnable et injuste d'isoler comme spécialement criminelle une minorité de citoyens qui n'a eu comme tort supplémentaire que celui « de se faire prendre ».

De l'ambiguïté de la statistique, on déduit la nécessité de ne pas conclure et même de ne pas agir.

96. Un certain nombre d'observations contribuent à enraciner ce scepticisme. Certains travaux de recherche américains ont indiqué, par exemple, que 91.5% des personnes interrogées admettaient « avoir commis un crime

¹ GEORGES PICCA, *Pour une politique du crime*, Éditions du Seuil, 1966, p. 19.

qui aurait pu leur valoir une peine de prison si la police en avait eu connaissance et les avait arrêtées ».

Ceci risque de donner du chiffre noir une fort curieuse définition. À première vue, le pourcentage du crime inconnu atteint un niveau si élevé qu'on pourrait croire, en effet, qu'il n'y a plus de différence entre un comportement normal et un comportement malsain.

97. Pour notre part, nous préférons tirer de ce fait, que viendront d'ailleurs confirmer différentes enquêtes européennes, des conclusions plus nuancées.

- 1 — D'une part, il importe de proposer une définition sociologique de la criminalité ;
- 2 — il est urgent de ne plus considérer le criminel comme un être différent des autres et définitivement voué à une vie en marge de la société.

Bien que les difficultés d'ordre méthodologique inhérentes aux recherches de cette nature justifient maintes questions quant à l'exactitude des généralisations qui en résultent, ces études indiquent néanmoins que le nombre réel de manquements à la loi dépasse largement le nombre d'infractions officiellement connues. On ignore cependant l'ampleur de la différence. Il est important de se rappeler que la simple violation d'une loi ne transforme pas à elle seule un individu en criminel. Ces études semblent indiquer que, même si un grand nombre de personnes violent les lois criminelles, ce n'est qu'un petit nombre qui viole les lois de façon continue et qui en arrive à se définir vis-à-vis d'eux-mêmes et des autres comme des criminels ¹.

Assouplir ainsi la définition de la criminalité n'équivaut aucunement à escamoter le problème du crime. En revanche, ceci nous invite directement à combler au moins en partie le fossé que notre société a creusé entre le criminel et le citoyen. Bref,

- les *individus* ne sont pas toujours aussi différents qu'on le croit ;
- la marge demeure, malgré tout, importante entre les comportements normaux et criminels.

D'autre part, ceci nous invite à considérer le traitement, la correction, la réinsertion du détenu d'une manière complètement différente.

Sur un mode encore paradoxal, il demeure possible, toutefois, d'affirmer que « le meilleur traitement possible pour un criminel est de ne pas se faire prendre ».

La formule, évidemment excessive, souligne néanmoins qu'un grand nombre de citoyens qui aujourd'hui peuvent vivre normalement ont pu parvenir à un tel résultat, non parce qu'ils se sont toujours abstenus d'actes répréhensibles, mais parce qu'ils sont demeurés à l'abri de la détection.

¹ HARRY GOLD et FRANK R. SCARPITTI, *Combating Social Problems*, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1967, p. 300.

98. En somme, le chiffre noir existe, mais il demeure impossible d'établir une relation quelconque entre le volume de criminalité connue et la criminalité cachée.

On peut raisonnablement affirmer, toutefois, que le chiffre noir augmente ou diminue nos chiffres de façon sélective :

- 1 — Il tend à devenir de plus en plus considérable dans le secteur des offenses de nature économique.
- 2 — On peut croire que notre population est de moins en moins tolérante en ce qui concerne les agressions de toutes sortes et que le chiffre noir revêt de moins en moins d'importance dans le domaine de la criminalité de violence.
- 3 — Le chiffre noir peut dissimuler
 - soit les *personnes* « honnêtes » qui commettent des crimes sans qu'on les soupçonne ;
 - soit les *actes délictueux* posés impunément par toutes les catégories d'individus (criminels comme « honnêtes » citoyens).

2 — LA VILLE PRODUIT-ELLE LE CRIME ? (99-107)

99. Chacun possède sa théorie personnelle quant aux causes de la criminalité. Nous n'avons certes pas l'intention, surtout dans le cadre d'une commission provisoire, de tenter de comprendre toute la genèse de la criminalité. Nous avons encore moins l'intention de nous aventurer dans les motivations du criminel individuel¹.

¹ À rechercher les causes du crime dans les seules motivations humaines, on peut aisément se perdre dans les labyrinthes complexes de l'esprit humain. On pourrait affirmer qu'une impulsion irrépressible vers le jeu a été la cause d'un détournement de fonds ou qu'une narcomanie a été la cause d'un cambriolage ou que la folie a été la cause d'un meurtre ; mais d'où viennent cette impulsion, cette narcomanie, cette folie ? Pourquoi se sont-elles manifestées de cette manière et à cet instant ?

Il y a des crimes si irrationnels, si imprévisibles, si tumultueux et qui résistent si bien à l'analyse ou aux explications qu'il est aussi impossible de les prévenir ou de s'en garder que de contrôler les tremblements de terre ou les raz de marée.

À l'autre extrémité de l'univers criminel, on trouve les actes minutieusement préparés des criminels professionnels. Le vol soigneusement minuté d'un camion blindé, le vol de bijoux exécuté de main de maître, le meurtre d'un délateur par un homme de main de la Cosa Nostra, tout cela est si délibéré, calculé et rationnel que la compréhension des motifs qui animent ces criminels ne nous dit absolument rien sur les façons de les prévenir. Comment empêcher des hommes compétents et intelligents de choisir le crime comme carrière, voilà qui constitue un problème aussi déconcertant que celui de prévoir et d'empêcher les accès criminels soudains.

Affirmer ceci, ce n'est évidemment pas minimiser les efforts des psychiatres et des autres experts du comportement humain qui s'emploient à localiser et à trans-

En laissant de côté la plupart des théories d'ordre psychologique ou psychiatrique, nous ne voulons aucunement laisser entendre que nous mettons en doute leur solidité ou leur rentabilité. Au contraire, il nous semble, de l'extérieur, que les dernières années ont vu des progrès considérables dans les sciences criminologiques et nous sommes assurés que les taux de réhabilitation et de réinsertion sociale pourront s'améliorer de façon très sensible pour peu que l'on mette toujours davantage à contribution les sciences de l'homme. Dans les limites du mandat à nous confié, il ne nous appartient cependant pas d'entrer dans le détail des différentes théories.

Nous voulons tout au plus fournir différents points de repère et constater la validité de certaines affirmations, laissant à des organismes permanents le soin d'aller plus avant.

100. Malgré toutes ces précautions nécessaires, nous croyons devoir livrer déjà certaines approximations quant aux causes principales de la criminalité. Au moment d'examiner un certain nombre d'hypothèses qui prétendent expliquer la criminalité, il est indispensable d'aborder le problème avec encore plus d'humilité que n'en avait la commission Katzenbach. Le texte suivant mérite d'être cité au long, non seulement parce qu'il passe en revue la plupart des explications offertes au cours des récentes années, mais parce qu'il indique fort bien à quel point une commission provisoire ou des législateurs risquent de se perdre dans les explications offertes par les différentes disciplines :

On peut affirmer, par exemple, qu'un grand nombre de crimes sont « causés » par leurs victimes. Souvent la victime d'un assaut est la personne qui a amorcé la bagarre, ou bien la victime d'un vol de voiture est la personne qui a laissé les clés dans l'allumage, ou bien la victime d'un usurier est la personne qui a parié et perdu aux courses l'argent de son loyer, ou bien la victime d'un escroc est cette personne qui pensait avoir trouvé un raccourci vers la richesse. Cette question du lien entre la victime et le crime est un secteur qui a été fort peu exploré jusqu'à maintenant. Un grand nombre de crimes, indépendamment du genre d'individus qu'ils ont commis, n'auraient pas été possibles si les victimes avaient pris conscience des risques qu'elles couraient.

Dans une autre perspective, la « cause » du crime réside dans le fait que le public le tolère ou se montre peu disposé ou incapable de lutter contre lui. La criminalité des corporations et des maisons d'affaires — collets blancs — est reliée de près à la notion fortement répandue que, quand il y a de l'argent à faire, tout est permis. Le vol à l'étalage et le vol commis par les employés

former les traits de personnalité qui se relie au crime. De tels efforts constituent un élément indispensable dans la compréhension et le contrôle du crime. Un grand nombre de criminels peuvent se réhabiliter. Ce que nous voulons dire, c'est que l'observation des caractéristiques personnelles des délinquants n'est qu'une des nombreuses façons, et pas toujours la plus utile, de considérer le crime. *Task Force Report : Crime and its impact — An assessment*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 1.

bénéficient d'une immunité supplémentaire parce que les victimes répugnent à faire rapport à la police — souvent parce que l'on croit que les chances sont minimales d'identifier et de poursuivre le coupable. Très souvent, les résidents des quartiers pauvres ont le sentiment de vivre dans un secteur où toute défense est absolument futile. Un grand nombre de ces personnes se sentent dépassées et impuissantes devant la prolifération du vice et du crime autour d'eux ; un bon nombre n'ont reçu qu'indifférence de la part de notre administration de la justice criminelle quand elles ont tenté de remplir leur devoir comme plaignants ou témoins ; un grand nombre craignent des représailles, surtout les victimes des organisations criminelles (racket). Quand les citoyens se tiennent à l'écart, les criminels peuvent agir presque impunément.

Dans un sens, le contexte social et économique « cause » le crime. Le crime s'épanouit, et s'est toujours épanoui dans les bas-fonds des villes, ces secteurs où règnent de façon chronique la surpopulation, la pauvreté économique, la désorganisation sociale et le racisme. Le crime s'épanouit aussi dans un décor d'opulence, lorsque grandit le désir des biens matériels et qu'existent de multiples possibilités de les acquérir illégalement. Le crime s'épanouit lorsque la population comprend un grand nombre de jeunes qui sont agités et presque complètement laissés à eux-mêmes. Le crime s'épanouit lorsque les normes morales subissent une évolution rapide.

Enfin, dans la mesure où les forces de l'ordre et l'administration de la justice, d'une part, et, d'autre part, des institutions communautaires comme l'école, l'Église et le service social ne s'acquittent pas efficacement de leur travail, elles faillissent à la tâche de prévenir le crime. Si la police est inefficace ou ne possède pas les effectifs nécessaires, des crimes surviennent que l'on aurait pu prévenir ; si la police en fait trop, des gens que l'on aurait dû laisser à eux-mêmes seront entraînés dans des carrières criminelles. Si les tribunaux ne réussissent pas à départager les innocents et les coupables, les coupables peuvent être remis en liberté et poursuivre leurs activités criminelles, tandis que l'innocent peut être « criminalisé ». Si le système ne parvient pas à établir la culpabilité des coupables avec célérité et avec une régularité raisonnable, on cesse d'exercer sur le crime toute force de dissuasion. Si les mesures correctives ne parviennent pas à leurs fins, un groupe de criminels invétérés et endurcis continuera à empoisonner le milieu. Si les institutions communautaires aptes à façonner le caractère des jeunes ne prennent pas avantage de cette possibilité, la contestation de la jeunesse s'orientera vers le crime ¹.

C'est plus qu'il n'en faut pour montrer la complexité de l'aventure. C'est plus qu'il n'en faut pour rendre prudents ceux qui croiraient avoir découvert la cause de la criminalité.

101. La plupart des manuels de criminologie n'hésitent pourtant pas à affirmer constamment que l'urbanisation engendre la criminalité. La commission Katzenbach elle-même, tout en formulant différentes nuances, citait à ce propos des chiffres éloquentes.

¹ *Task Force Report: Crime and its impact — An Assessment*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D.C., 1967, pp. 1-2.

Selon les chiffres de la commission Katzenbach, 36 villes américaines de plus d'un demi million d'habitants, bien qu'elles ne totalisent que 18 p. cent de la population totale, représentent plus de la moitié des principaux crimes commis contre la personne et plus de 30 p. cent de tous les crimes contre la propriété. Aux États-Unis encore, un vol sur trois et un viol sur cinq surviennent dans les villes de plus d'un million d'habitants. De façon générale, les études américaines tendent d'ailleurs à prouver que les villes, compte tenu de la population, engendrent un volume de criminalité infiniment plus considérable que les secteurs ruraux.

La Commission estime que l'âge, l'urbanisation et d'autres changements qui ont déjà commencé à agir sur la population continueront encore, pendant les prochains cinq ou dix ans, à augmenter le volume de la criminalité plus rapidement que la démographie. Le fait de puiser plus massivement dans les réservoirs de la criminalité cachée se combinera avec une augmentation réelle de la criminalité pour provoquer des augmentations encore plus grandes dans les taux de crimes connus. Un grand nombre des forces sociales fondamentales qui tendent à accroître le volume de la criminalité réelle ont déjà commencé à agir et elles sont généralement irréversibles. Pour que la société réussisse dans son projet de réduire le volume de criminalité réelle, elle doit renouveler ses façons de susciter les sortes de conditions et d'incitations — dans la société, l'entourage et la psychologie — qui provoqueront un plus grand engouement en faveur du comportement normal et du respect de la loi chez tous les Américains et qui permettront de mieux comprendre à quel point il y va de l'intérêt de tous de pouvoir s'appuyer sur l'honnêteté et l'intégrité de leurs concitoyens¹.

102. Tout en admettant ainsi l'existence d'un lien entre l'urbanisation et la criminalité, la Commission Katzenbach soulignait le besoin de poursuivre les recherches afin de nuancer ces affirmations générales².

¹ *Task Force Report : Crime and its impact — An Assessment*. The President's commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., p. 41.

² Un des faits les plus frappants au sujet du crime, spécialement dans les grandes agglomérations, c'est la stabilité des variations qu'on retrouve pour les différents types de crimes d'une région à l'autre. Il est étonnant que ces taux, dans n'importe quelle ville, demeurent aussi constants qu'ils le font, alors que des changements surviennent d'année en année dans la population. Il est également étonnant que les constantes varient si lentement entre les régions fortement éprouvées par le crime et celles qui s'en tirent mieux.

Le citadin moyen apprend à considérer de tels faits comme allant de soi à mesure qu'il vieillit. Certains secteurs ont la réputation d'aimer la violence et de présenter des risques sérieux pour ceux qui s'y promènent le soir, certains secteurs satisfont la recherche du vice et d'autres activités illicites, dans d'autres, les drogués ou les épaves humaines, les voleurs à la petite semaine et les prostituées se tiennent ensemble, tandis qu'ailleurs les foyers sont paisibles et rassurants, les rues et les parcs bien employés. Une partie de l'attrait de la ville réside précisément dans cette variété et dans le contraste entre ces secteurs physiques, sociaux et culturels consacrés à des activités et à des façons de vivre différentes. Les gens apprennent à re-

En France, différents auteurs ont, eux aussi, mis en lumière le « visage urbain » du crime. En d'autres termes, ils ont pris conscience d'un lien plus ou moins direct et plus ou moins fort entre la criminalité et l'industrialisation ou l'urbanisation. C'est ainsi qu'après avoir exprimé différentes réserves, Jean Marquiset estimait qu'un observateur de la criminalité française pouvait se permettre différentes affirmations :

- 1— Les crimes paraissent plus fréquents dans les villes que dans les campagnes, dans les centres industriels que dans les pays agricoles.
- 2— La criminalité est beaucoup moins élevée dans les pays de montagnes peut-être parce que la population y est moins dense, mais aussi parce qu'elle est beaucoup plus sobre aussi.
- 3— Comme nous l'avons indiqué plus haut, les infanticides se commettent plus particulièrement à la campagne, les avortements, dans les villes, les attentats aux mœurs, dans les centres miniers et industriels. Les vols qualifiés et les incendies sont plus fréquents à la campagne qu'en ville.
- 4— Quand on a pu établir un rapport entre les caractéristiques d'une région et certains crimes, on retrouve le même rapport dans les régions présentant les mêmes caractéristiques ¹.

103. On ne peut donc pas nier que l'urbanisation et l'industrialisation aient contribué et contribuent encore à la criminalité ². Cependant, on hésite de plus en plus à se satisfaire de généralisations simplistes.

chercher les quartiers qui conviennent à leurs besoins et à leurs intérêts et à éviter les autres, sauf les gens qui sont contraints de vivre dans les zones de haute criminalité à cause de pressions économiques, de ségrégation dans le logement ou d'autres pressions. Même quand ils visitent d'autres villes des États-Unis, les gens retrouvent les signes caractéristiques des différents secteurs dans les maisons, les magasins, l'état des rues, l'allure et le comportement des habitants.

Pourtant, si nous voulons comprendre le crime, le garder sous contrôle et le prévenir, il nous faudra expliquer pourquoi le taux de criminalité varie de façon aussi prévisible d'un district à l'autre. En fait, comment les différents types de criminalité sont-ils répartis entre les districts de la ville ? Est-ce que ces constantes fluctuent ? À la longue, peut-on en dégager les tendances ? Est-ce que les taux de criminalité varient de façon prévisible en même temps que d'autres indices de la condition sociale ou en même temps que les caractéristiques raciales des résidents des différents secteurs ? Quelle sorte d'explication peut-on proposer pour les constantes, les différences et les changements qui apparaissent dans les résultats de recherche ? *Task Force Report : Crime and its impact — An assessment*, President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 60.

¹ JEAN MARQUISET, *Le crime*, « Que Sais-je ? », Les presses universitaires de France, 1964, p. 124.

² On peut formuler la seconde règle préalable à toute étiologie socio-culturelle ; à mesure qu'on s'éloigne des criminels mentaux anormaux, l'importance des facteurs socio-culturels s'accroît. DENIS SZABO, *Le criminel d'habitude : aspect criminologiques*, dans *McGill Law Journal*, Montréal, 1967, vol. 13, p. 622.

D'ailleurs, établir un lien entre la ville et la criminalité ne règle aucunement le problème. D'une part, tous ceux qui vivent dans un climat urbain et industriel ne deviennent pas des criminels ; d'autre part, le taux de la criminalité fluctue sans qu'on puisse toujours établir ce que l'industrialisation et l'urbanisation ont eu à voir avec les changements.

104. On remarque d'ailleurs qu'un certain nombre de grandes villes, particulièrement en Europe, n'ont pas connu depuis les dernières années les hausses considérables qu'ont eu à déplorer la plupart des grandes agglomérations américaines. Londres, de façon paradoxale, ne dépasse aucunement la moyenne nationale et déplore même, toute proportion gardée, moins que sa part de criminalité violente ¹.

En somme, l'urbanisation et l'industrialisation ne doivent pas être isolées de tout un ensemble de facteurs qui, eux, régissent le volume et la nature de la criminalité. Souvent, ce sont des à-côtés de l'industrialisation qui entraînent la hausse de la criminalité. On en arrive ainsi à distinguer différents styles d'industrialisation :

L'industrialisation est sans doute l'une des caractéristiques les plus marquantes de notre culture actuelle. Certaines conséquences de l'industrialisation ont un impact sur le crime et la délinquance et on peut nommer l'élimination du petit milieu intime, la mobilité de la population, un travail routinier et moins créateur pour un grand nombre, les loisirs considérables, l'émancipation de la femme et l'augmentation du taux de divorces. L'impact de semblables situations est habituellement indirect et obscur, mais très peu nieront qu'elles se logent parmi les causes de la criminalité et de la délinquance ².

À cette étape de notre analyse, nous retenons donc l'industrialisation et l'urbanisation comme facteurs de criminalité, mais nous cherchons à les relier à d'autres causes : une telle démarche est nécessaire de façon à éviter

¹ Au cours de la dernière décennie, la criminalité de violence a augmenté aux quatre coins du pays et ceci s'applique autant aux grandes villes qu'aux grands ensembles régionaux (counties). L'augmentation a été moins considérable dans le sud de l'Angleterre que dans la partie nord et n'a pas dépassé la moyenne dans la métropole.

Dans le district policier métropolitain, les crimes de violence ont plus que doublé au cours de la dernière décennie : ils sont passés de 1,122 en 1950 à 2,754 en 1960. Ces chiffres représentent environ 18 p. cent de la criminalité de violence signalée à travers le pays. La population dans ce district policier dépasse 8 millions, de sorte que le taux de criminalité à Londres est passé de 13.4 par 100,000 habitants en 1950 à 33.6 par 100,000 habitants en 1960. En 1960, compte tenu de la population, le nombre de crimes violents commis à Londres est un peu moindre que celui qu'on enregistre pour l'ensemble de l'Angleterre et du pays de Galles : 33.6 contre 34.4 par 100,000 habitants. F. H. McCLINTOCK, *Crimes of Violence*, London, Macmillan & Co. Ltd., 1963, p. 23.

² MARK S. RICHMOND, *Prison Profiles*, Dobbs Ferry, New York, Oceana Publications Inc., 1965, pp. 159-160.

les explications par trop simplistes. La ville n'engendre pas toujours la criminalité et le milieu rural n'est pas à l'abri de toutes tentations.

TABEAU CVIII

TAUX DE LA CRIMINALITÉ DE VIOLENCE PAR 100,000 PERSONNES À LONDRES ET DANS LES AUTRES RÉGIONS (1950 1957 ET 1960)			
District policier	Crimes de violence par 100,000 personnes		
	1950	1957	1960
District policier métropolitain (population : 8 millions)	13.4	23.0	33.6
6 villes importantes (population de plus de 400,000)	17.8	27.1	41.0
Autres régions	14.1	24.6	33.9
Angleterre et pays de Galles au complet	14.3	24.5	34.4

105. À l'heure actuelle, il semble bien qu'on puisse ranger au nombre des causes importantes de la criminalité non pas seulement l'urbanisation ou l'industrialisation, mais le *rythme* auquel se sont effectués les changements majeurs.

Autrement dit, l'usine en elle-même n'entraîne pas la criminalité autant que pourrait le faire l'implantation *subite* d'une usine dans un milieu traditionaliste et rural. Le dépaysement, le déracinement, la transplantation constituant, tout autant sinon plus que l'industrialisation elle-même, de puissants facteurs d'énervement et même de comportement criminel¹.

¹ En soulignant l'importante des facteurs qui découlent du milieu et des caractéristiques personnelles, la Commission n'a aucunement l'intention d'affirmer que la présence d'un de ces facteurs ou même de plusieurs détermine inévitablement un comportement délinquant ou criminel. Un grand nombre des adolescents soumis à ces influences ne commettent pas des crimes de façon répétée ; la plupart deviennent en vieillissant des citoyens actifs et respectueux de la loi. En contrepartie, le développement rapide des banlieues prouve que des pressions vers le comportement délinquant se développent même parmi les gens bien pourvus et instruits. Dans le district de Columbia, toutefois, le crime est un problème tragique aujourd'hui en raison du fait qu'une portion grandissante de la criminalité est l'œuvre de jeunes issus des secteurs les plus pauvres de la ville. On trouve chez ces délinquants et ces criminels tant de

Dans cette perspective, il est évident que même les affirmations les plus péremptoires quant à l'influence de l'urbanisation demeurent généralement fondées. On comprend mieux, cependant, que l'urbanisation n'a eu et n'a aujourd'hui cet impact qu'en raison de la rapidité avec laquelle se sont effectuées dans la plupart des cas les implantations industrielles. Historiquement, le passage à l'ère industrielle et urbaine s'est fait chez nous si brusquement que presque tous les milieux traditionnels se sont brusquement effondrés. On peut même affirmer que, dans la plupart des pays occidentaux, l'urbanisation n'aurait pas eu le même impact si elle s'était faite graduellement.

Dans les quelques cas où l'urbanisation s'est faite graduellement ou était en place avant que commence l'accélération moderne, la paix sociale a été mieux préservée. C'est peut-être ce qui distingue certaines sociétés européennes, comme la Belgique et l'Angleterre, qui sont sans doute, elles aussi, frappées par la criminalité, mais qui avaient tout de même vécu dans un climat industriel avant que survienne l'accélération des dernières décennies.

En somme, l'urbanisation demeure sans doute une des grandes coupables, mais il n'en serait peut-être pas nécessairement ainsi si les changements s'étaient étalés sur une période plus longue.

En conclusion :

Quelle est l'influence de l'urbanisation sur le crime ? Le *Uniform Crime Report* ne fournit aucun chiffre comparable, de sorte que les sondages les seuls à nous fournir des chiffres et à indiquer avec force que les grandes villes sont le théâtre du plus grand nombre de crimes graves, que les banlieues des zones métropolitaines en déplorent moins et que les régions éloignées des grands centres comptent un moins grand nombre de crimes soit majeurs soit mineurs¹.

106. Il demeure donc difficile d'isoler la relation ville-crime et de laisser à l'écart les rythmes de croissance, les ordres de grandeur... Il est cependant patent que la grande ville possède un certain nombre de caractéristiques qui favorisent la criminalité. Quelles sont ces caractéristiques ?

Pour le policier d'expérience, « la situation actuelle, c'est-à-dire le mode de vie dans une société industrielle complexe, favorise entre autres choses l'anonymat, la mobilité et multiplie sur le plan qui nous concerne les occasions de commettre des crimes »².

bas salaires, tant de foyers brisés, tant de chômage et une éducation si insuffisante qu'on a tendance à attribuer à l'interaction de ces facteurs une part substantielle de la criminalité de Washington. *Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia*, Washington, 1966, pp. 795-796.

¹ PHILIP H. ENNIS, *The measurement of crime in the United States*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Thompson Book Company, 1967, p. 690.

² J. FOURASTIÉ, *Le grand espoir du XX^e siècle*, Paris, Presses universitaires, 1958, p. 8.

Ces thèmes de l'anonymat et de la mobilité reviendront d'ailleurs dans les commentaires de la plupart des analystes. Il s'agit cependant de concepts globaux qui ont, heureusement, subi au cours des ans un examen attentif. Ils ne permettaient pas de savoir, par exemple, si la ville rendait les hommes plus fragiles devant la tentation ou si elle attirait des individus déjà mal orientés.

On connaît déjà la théorie de Fourastié sur le « déséquilibre transitoire », théorie selon laquelle « l'on ne pourra dire que la période transitoire est sur son déclin qu'à partir du moment où les bouleversements du progrès technique n'atteindront plus qu'un petit nombre de personnes actives ou ne les atteindront que de façon moins brutale »¹.

Cette théorie mérite, à coup sûr, d'être plus longuement explorée.

Il en est de même du schéma cité par Marshall B. Clinard et que nous reproduisons ici comme tableau CIX². Ce schéma, par sa souplesse et par les différentes retouches qu'on y a effectuées, fait admirablement percevoir les multiples éléments qui caractérisent l'urbanisation.

107. En somme, la ville (et l'industrialisation qui s'y rattache) produit-elle le crime ? Pour les raisons que nous venons de présenter, la réponse ne saurait être simple. En effet, en même temps que les civilisations occidentales et nord-américaines faisaient l'apprentissage de l'urbanisation et de l'industrialisation, il leur fallait, changer brusquement l'ensemble de leurs habitudes.

Certains auteurs insisteront particulièrement sur le fait que la ville a rompu la plupart des liens qui auparavant rattachaient les uns aux autres les membres d'une même famille³. D'autres insisteront plutôt sur les aspects carrément sociaux de la ville : ils affirmeront que la ville n'est néfaste que

¹ *Ibid.*

² La croissance des villes modernes s'est traduite par le développement d'une façon de vivre très différente de celle du monde rural. Comme façon de vivre, l'urbanisme se caractérise souvent par de vastes conflits dans les normes et les valeurs, par un changement social rapide, par une mobilité accrue de la population, par l'importance accordée aux biens matériels et à l'individualisme et par une baisse sensible dans les échanges intimes. Le tableau 3.5 (notre tableau CIX) permet de relier rapidement ces différents facteurs à la grandeur, à la densité et à l'hétérogénéité d'une région urbaine. MARSHALL B. CLINARD, *Sociology of Deviant Behavior*, New York, Holt, Rinehard and Winston, Inc. (3e édition), 1968, pp. 86-87.

³ Inévitablement, les liens émotifs au sein de la famille sont devenus plus faibles. Quand l'un et souvent les deux parents prennent leurs repas au travail et que les autres repas prennent la forme d'un buffet permanent à cause des exigences de la journée de travail, le repas de famille, ainsi que le montre une foule de sondages, commence à disparaître. Ce repas familial, sous ses diverses formes, avait toujours été l'affirmation quotidienne de la solidarité et de l'affection mutuelle de la famille et il avait probablement toujours eu une signification psychologique inconsciente plus

TABLEAU CIX

TABLE 3.5 SCHEMATIC VERSION OF URBANISM AS A WAY OF LIFE

Size	An increase in the number of inhabitants of a settlement beyond a certain limit bring about changes in the relations of people and changes in the character of the community.	<p>Greater the number of people interacting greater the potential differentiation (mobility). Dependence upon a greater number of people, lesser dependence on particular persons. Association with more people, knowledge of a smaller proportion, and of these, less intimate knowledge. More secondary rather than primary contacts— increase in contacts which are face to face, yet impersonal, superficial, transitory, and segmental. More freedom from personal and emotional control of intimate groups. Association in a large number of groups, no individual allegiance to a single group.</p>
Density	Reinforces the effect of size in diversifying men and their activities, and in increasing the structural complexity of the society.	<p>Tendency to differentiation and specialization. Separation of residence from work place. Functional specialization of areas—segregation of functions. Segregation of people: city becomes a mosaic social world.</p>
Heterogeneity	Cities products of migration of peoples of diverse origin. Heterogeneity of origin matched by heterogeneity of occupants. Differentiation and specialization reinforces heterogeneity.	<p>Without common background and common activities premium is placed on visual recognition: the uniform becomes symbolic of the role. No common set of norms and values, no common ethical system to sustain them; money tends to become measure of all things for which there are no common standards. Formal controls as opposed to informal controls. Necessity for adhering to predictable routines. Clock and the traffic signal symbolic of the basis of the social order. Economic basis: mass production of goods, possible only with the standardization of processes and product. Standardization of goods facilities in terms of the average. Adjustment of educational, recreational, and cultural services to mass requirements. In politics, success of mass appeals—growth of mass movements.</p>

Source : Schematic version by E. Shevky and W. Bell, *Social Area Analysis* (Stanford, Calif.: Stanford University Press, 1955) pp. 7-8, derived from Louis Wirth, "Urbanism as a Way of Life", *American Journal of Sociology*, 44 : 1-24 (1938). Copyright 1938 by The University of Chicago.

si l'on a omis la planification nécessaire ¹.

Quant à nous, nous n'avons pas, à proprement parler, à choisir parmi les différentes explications. Notre tâche se limite à constater que *la ville, telle qu'elle est née et telle qu'on l'a laissée se développer dans notre province, a certainement engendré une part importante de la criminalité*. Cette affirmation tient compte de la rapidité des changements sociaux et du fait qu'une seule concentration urbaine accapare près de la moitié de la population du Québec. Ce dernier fait aggrave, en effet, l'impact du déracinement : la transition ne s'est pas faite du village à la ville, mais de la paroisse à la métropole.

Sans vouloir jouer les prophètes de malheur, nous devons cependant constater qu'au Québec l'urbanisation et l'industrialisation n'ont pas été aussi intimement liées qu'ailleurs, en Ontario par exemple. Ceci peut expliquer que l'Ontario soit déjà en face d'un taux de criminalité substantiellement plus élevé.

profonde encore en raison des besoins primitifs de protection et d'amour associés à la réception de la nourriture.

L'abandon du repas familial n'est qu'un des indices indiquant la tendance actuelle qu'a la vie de famille à s'appauvrir émotivement. Les relations personnelles entre les membres de la famille deviennent moins fréquentes et plus superficielles. Chacun est toujours en train de s'en aller quelque part ou de faire quelque chose. Certains enfants voient très peu leurs parents et il semble que ce soit une privation particulière quand ils voient si peu leur mère. Diverses sources confirment ces faits : sondages, professeurs, etc. Les enfants prennent le repas du midi à l'école et, pénétrant dans la maison avec leur propre clé, engouffrent en vitesse un repas frugal dans une maison vide avant de retourner à leurs jeux de rue jusqu'à l'heure du coucher. Leurs mères, même pendant le temps qu'elles passent à la maison, doivent pour accomplir les tâches ménagères établir une routine qui bouleverse totalement le rythme normal des relations familiales ; et lorsqu'elles ne travaillent pas soit à l'extérieur soit à l'intérieur de la maison, elles éprouvent beaucoup trop le besoin de se reposer ou de se récréer pour jouer très patiemment ou très longtemps le rôle des mères aimantes. Personne ne laisse entendre que ces enfants soient négligés sur le plan matériel. Ils sont probablement mieux habillés pour l'école que ne l'étaient leurs parents dans leur enfance et ils sont assurément beaucoup mieux nourris. Mais tout ceci manifeste une fois de plus l'importance anormale placée sur le confort matériel. Cela contribue à faire perdre à l'enfant la chaleur émotive qu'il avait l'habitude de recevoir au foyer et dont il a sans doute besoin s'il veut se sentir rassuré et aimé. HOWARD JONES, *Crime in a Changing Society*, (Penguin Books), Great Britain, 1965, p. 154.

¹ Jusqu'à quel point le crime est-il condensé, comme on l'a longtemps pensé, dans les régions urbaines ? Jusqu'à quel point y a-t-il des différences régionales dans les taux de criminalité ? Est-ce que les pauvres, et spécialement les Noirs, sont plus souvent ou moins souvent victimes du crime ? Ces questions qui concernent les faits dissimulent des remèdes — remèdes qui comprennent aussi bien l'urbanisme et la guerre à la pauvreté que l'entraînement et le remaniement des départements de police et l'utilisation de leurs ressources à l'intérieur des divers milieux de la nation. PHILIP H. ENNIS, *Criminal Victimization in the United States : A report of a National Survey*, University of Chicago, May, 1967, p. 20.

Ces quelques constatations, fort schématiques, invitent quand même à réfléchir :

- sur le type de législation qui convient à ce milieu « anonyme », « mobile », pluraliste ;
- sur la fonction policière dans cet univers renouvelé ;
- sur la possibilité d'amortir par la planification certains des corollaires malheureux de l'urbanisation et de l'industrialisation.

3 — LES JEUNES SONT-ILS PLUS CRIMINELS ? (108-118)

108. Depuis quelques années, on a pris conscience de ce que les jeunes occupaient une place plus importante dans la société. En même temps, on prenait conscience du fait que les jeunes jouaient un rôle extrêmement important dans l'expansion de la criminalité.

Qu'il s'agisse de la délinquance juvénile proprement dite ou de la criminalité des jeunes adultes, la statistique révèle dans la plupart des pays des hausses alarmantes autant dans le nombre de jeunes impliqués que dans le nombre de délits commis par des jeunes.

La plupart des pays constatent le même phénomène. Les tableaux XCVIII à CVII du présent rapport ont déjà indiqué qu'au Canada seules les catégories de 16-17 ans et de 18-19 ans avaient augmenté leurs taux de criminalité depuis 1950. Un autre groupe, celui de 20 à 24 ans, après des hausses substantielles vers la fin des années 50, est revenu aujourd'hui à peu près à son niveau de 1950.

Ces chiffres sont corroborés par la plupart des sources américaines :

Le nombre et le pourcentage de délinquants juvéniles arrêtés pour des crimes majeurs ont varié considérablement au cours des récentes années, mais semblent s'être accrus (tableau 8 ; notre tableau CX). Le nombre de jeunes arrêtés a fluctué à partir d'un minimum de 2,288 en 1958 jusqu'à un sommet de 4,034 en 1965 ; le pourcentage de jeunes arrêtés pour les crimes majeurs décrits dans la partie I a connu un minimum de 23 p. cent en 1955 et un sommet de 37 p. cent en 1965. Au cours de la période qui s'étend de 1961 à 1965, le nombre de jeunes délinquants arrêtés pour les crimes décrits dans la partie I s'est accru de 2,923 à 4,034, soit une augmentation de 38 p. cent ; les arrestations d'adultes pour les mêmes catégories de crimes ont connu une diminution de 18 p. cent, de 8,315 à 6,834. (Crimes prévus par la partie I : meurtre, viol, vol à main armée, assaut grave, cambriolage, vol, vol de voiture)¹.

¹ *Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia, Washington, D.C., 1966, p. 29.*

109. Dès le départ, il faut se méfier de telles statistiques. Elles créent, en effet, l'impression que la criminalité commence à l'âge de seize ans. Certes, l'anonymat du jeune délinquant doit être préservé conformément aux stipulations de la loi des jeunes délinquants. Cependant, à force de séparer la délinquance juvénile de la délinquance adulte, on finit par oublier que les sommets de la criminalité ne se trouvent pas toujours dans les premières années de la maturité, mais souvent dans les dernières années de la jeunesse et même de l'adolescence.

TABLEAU CX
ARRESTATIONS POUR LES CRIMES DE PREMIÈRE CATÉGORIE
(1950-1965)

Année	Arres- tations totales	15 et moins	16 ans	17 ans	Total pour les jeunes	% de jeunes	Total pour les adultes	% d'adultes
1950.....	10,864	2,185	558	692	3,435	31.6	7,429	68.4
1951.....	9,845	1,563	443	408	2,414	24.5	7,431	75.5
1952.....	11,705	2,170	474	508	3,152	26.9	8,553	73.1
1953.....	12,278	2,688	559	516	3,763	30.6	8,515	69.4
1954.....	11,787	2,304	601	441	3,346	28.4	8,441	71.6
1955.....	11,072	1,689	468	334	2,491	22.5	8,581	77.5
1956.....	10,127	1,951	467	447	2,865	28.3	7,262	71.7
1957.....	9,154	1,700	468	400	2,568	28.1	6,586	71.9
1958.....	10,054	1,364	524	400	2,288	22.8	7,766	77.2
1959.....	10,204	1,747	473	590	2,810	27.5	7,394	72.5
1960.....	10,277	1,605	525	508	2,638	25.7	7,639	74.3
1961.....	11,238	1,952	556	415	2,923	26.0	8,315	74.0
1962.....	10,672	1,918	494	431	2,843	26.6	7,829	73.4
1963.....	10,757	1,988	551	443	2,982	27.7	7,775	72.3
1964.....	10,220	2,248	652	551	3,451	33.8	6,769	66.2
1965.....	10,868	2,534	815	685	4,034	37.1	6,834	62.9

En termes clairs, cela signifie que les indices de criminalité sont fréquemment à leur sommet, non pas chez les jeunes de seize à dix-huit ans ou de dix-huit à vingt ans, mais bien chez les jeunes de quatorze et quinze ans. L'Angleterre a même observé, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte dans notre rapport sur la délinquance juvénile, que la « période de pointe » de la criminalité s'est déplacée d'un an lorsque la législation en matière d'éducation a forcé les jeunes à demeurer un an de plus dans les institutions scolaires.

La situation est particulièrement délicate sur le plan canadien, en raison du fait que toutes les provinces canadiennes n'acceptent pas la même définition du jeune délinquant. En effet, pour le Québec, le jeune de dix-sept ans comparait encore devant la Cour de Bien-être social, tandis que dans une autre province canadienne il ferait face au tribunal pour adultes.

Nous insistons sur ces précisions pour différentes raisons. En premier lieu, de telles ambiguïtés influent à coup sûr sur le volume de criminalité attribuée aux adultes ou aux jeunes. En second lieu, l'opinion publique n'a pas du tout la même réaction lorsqu'on lui parle de la violence des jeunes de quinze ans que si on la renseigne sur la criminalité de violence chez les jeunes de dix-neuf et vingt ans. En d'autres termes, si la criminalité de violence connaît des hausses spectaculaires chez les adolescents, le sentiment d'insécurité dans la population n'est pas le même que si l'on pouvait constater une vague de violence chez les jeunes adultes.

110. Sans l'ombre d'un doute, la jeune génération, entendue dans son sens le plus large, est la plus profondément impliquée dans la criminalité. D'autre part, il faut convenir que le problème, même s'il se manifeste un peu partout, ne prend pas nécessairement l'allure d'un raz de marée :

Bref, on trouve pour la fréquence des délits parmi les jeunes adultes des chiffres tantôt faibles, tantôt élevés, dans les pays déjà développés aussi bien que dans les pays en voie de développement, comme dans les divers pays d'une même région ou parmi des États dotés de régimes politiques semblables ¹.

Non seulement les tendances sont instables, mais la plupart des statistiques fournies à propos de la délinquance juvénile placent le problème dans une fausse perspective. En effet, on se donne très rarement la peine de situer *l'augmentation de la criminalité juvénile* à l'intérieur d'une *augmentation de la population juvénile*. Il est souvent vrai que les jeunes commettent un plus grand nombre de crimes, mais c'est souvent parce que les jeunes sont plus nombreux.

Les études de la Commission effectuées à partir des taux d'arrestations de 1960 indiquent que 40 à 50 p. cent des augmentations survenues entre 1960 et 1965 au chapitre des arrestations compilées par le Uniform Crime Report étaient à prévoir comme résultat des augmentations démographiques et comme conséquence du rajeunissement général de la population ².

111. Les nuances ne doivent cependant pas noyer le problème. Que l'on choisisse l'une ou l'autre des statistiques (nombre de délinquants arrêtés et nombre de crimes commis par des jeunes), les hausses ne manquent pas d'impressionner le lecteur.

Il y a cependant pire. Non seulement la criminalité juvénile connaît des hausses considérables, mais il semble bien que la criminalité juvénile connaisse ses expansions les plus rapides dans les crimes les plus graves.

¹ *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, p. 11.

² *Task Force Report : Crime and its Impact — An Assessment*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D.C., 1967, p. 25.

En tenant pour acquis que les jeunes doivent faire des randonnées en voiture et que les jeunes Américains sont habitués à obtenir tout ce qu'ils désirent, il n'est pas étonnant que les jeunes de moins de dix-huit ans soient responsables de plus de la moitié des vols de voitures connus de la police. Toutefois, il est beaucoup plus inquiétant de constater que les mêmes jeunes sont responsables de 20 p. cent des vols connus, ce qui permet de déceler un engouement croissant pour la violence. À Washington, on a rapporté au cours des six premiers mois de 1959, 150 cas d'assauts contre des officiers de police, la majorité étant commis par de jeunes voyous qui disparaissaient ensuite dans l'obscurité. La capitale fédérale avait donc un nouveau sujet d'inquiétude relié partiellement, partiellement seulement, à l'augmentation rapide de sa population noire ¹.

Évidemment, de telles constatations ne pouvaient que faire sursauter l'opinion publique ². Cependant, en certains milieux, on trouvait une certaine consolation à affirmer que la société américaine était la seule atteinte d'un tel mal. Les années récentes ont battu en brèche ce bel optimisme. L'extrait suivant montre à quel point le problème est devenu universel :

On en connaît assez long sur l'ensemble du malaise qui sévit parmi une large partie des jeunes Américains. On en sait beaucoup moins, parce que le phénomène est plus récent, sur le fait que les développements européens sont somme toute similaires. Au cours de la dernière décennie, en tout cas avec le dernier bond en avant de l'économie, la statistique de la criminalité juvénile dans presque tous les pays européens a connu une hausse régulière. Bien plus, les émeutes déclenchées par les jeunes Américains et par les Teddy Boys anglais ont déclenché une réaction en chaîne un peu partout sur le continent.

En 1956-58, le point de mire était en Allemagne de l'Ouest et en Autriche où des groupes de « demi-sel dandy », l'équivalent austro-allemand des « Teddy-Boys » anglais, ont fomenté de violentes émeutes dans des villes comme Berlin-Ouest, Hambourg, Brunswick, Essen, Vienne et Graz. À cette époque, l'opinion qui avait cours en France et en Italie voulait que de semblables événements ne puissent se produire dans ces pays. En 1960, toutefois, des bandes de blousons noirs causèrent des désordres à Paris et sur la Riviera d'été à un point tel qu'il fallut que la police française descende en masse dans les rues : à ce moment des villes italiennes comme Milan avaient déjà assisté à des razzias de police pour venir à bout des bandes d'adolescents. Des rapports révélateurs ont aussi émané de Suède, ce pays qui a conservé sa neutralité pendant la guerre, qui jouit des plus hauts standards de vie et qui constitue le plus avancé des pays sociaux (Welfare State) d'Europe ; déjà le taux de criminalité juvénile en Suède a connu une hausse régulière depuis la guerre, avec un sommet en 1958 au moment où les désordres commencés par des foules d'adolescents à Stockholm et dans

¹ T. R. FYVEL, *The Insecure Offenders*, Great Britain, Pelican Books 1963, p. 160.

² Malgré tout, le principal sujet d'inquiétude des autorités américaines, c'est le fait que la révolte juvénile se soit étendue avec autant de régularité dans les petites villes et dans la banlieue, au point qu'on a pu se rendre compte que, pendant une seule année, quelque cinq pour cent des jeunes Américains devaient faire face aux tribunaux ou à la police et que les jeunes de moins de 21 ans représentaient la moitié des personnes arrêtées pour vol et pour vol à main armée. *Op. cit.*, p. 19.

d'autres centres forcèrent les autorités suédoises à mettre sur pied une vaste contre-offensive sociale.

Mais ce n'est pas tout. Pour bien démontrer que les pays capitalistes ne sont pas les seuls impliqués, citons cet article du journal russe *Moscow Komsomol* (22 janvier 1959), une des nombreuses publications que l'on pourrait citer : elle indique que la situation dans les parcs de Leningrad diffère fort peu de celle qu'on pourrait trouver à Central Park, à New York¹.

112. À première vue, on serait certes tenté de donner une réponse accablante à la question suivante : le jeune est-il plus criminel ? Le problème n'est cependant pas si simple.

Il n'est pas possible, en effet, de se satisfaire de termes aussi généraux que « criminalité juvénile » ou « jeune délinquant ». Pour placer le problème dans sa véritable perspective, il faut nécessairement savoir de quels crimes les jeunes sont particulièrement responsables et, en autant que la chose est possible, répartir les jeunes eux-mêmes en groupes de dimensions plus restreintes. Il est bien possible, par exemple, que la délinquance prenne des formes différentes à mesure qu'un jeune passe d'une étape à l'autre de son évolution.

Nous croyons certes que l'inquiétude à propos de la criminalité juvénile est généralement justifiée, mais nous constatons aussi qu'on s'autorise de la gravité du problème pour proférer les affirmations les plus excessives et les simplifications les plus injustes. Dans cette conjoncture, la statistique gagne à morceler les groupes de délinquants et à supprimer les affirmations globales :

Nous pouvons maintenant jeter un coup d'œil sur les chiffres pour vérifier si une certaine catégorie d'âge est aujourd'hui plus apte qu'avant la guerre à commettre certaines offenses, et là, la situation suscite la surprise. La situation indique que les plus vieux des adolescents (*older teenagers*) commettent un nombre anormal de crimes et qu'ils s'orientent plus qu'autrefois vers la criminalité violente. Entre 1938 et 1959, le nombre de crimes de violence contre la personne commis par les jeunes de 17 à 21 ans s'est multiplié par dix pendant que quadruplait le nombre de crimes de vols avec effraction. De plus, si l'on considère l'ensemble des crimes indictables, le groupe de 17 à 21 ans a plus que doublé le volume de ses activités criminelles. Le groupe de 21 et plus a presque doublé sa participation criminelle, tandis que le groupe de 8 à 16 ans accuse à peine un léger retard sur ce rythme d'augmentation.

Dans le cadre d'un article intitulé *Delinquent Generations*, M. Leslie Wilkins du service de recherche du Home Office a étudié récemment ce phénomène de l'accroissement de la criminalité juvénile. Dans le cadre de ses travaux de recherche, M. Wilkins a montré, d'après un examen des statistiques officielles couvrant les années de 1946 à 1957 inclusivement, que la génération des garçons nés entre 1935 et 1942 s'était montrée exceptionnellement criminelle. Ces jeunes gens, qui ont grandi au cours des années les plus troublées de la guerre, qui avaient quatre ou cinq ans pendant les périodes les plus troublées socialement, ont produit par la suite les taux les plus élevés de criminalité. Ces

¹ *Op. cit.*, pp. 19-20.

découvertes ne s'appliquent pas uniquement aux garçons et aux filles d'Angleterre du pays de Galles, mais aussi à ceux du même groupe d'âge en Écosse. Il existe donc une forte preuve *prima facie* de lien entre le bouleversement complet de la vie familiale et sociale pendant la guerre et la conduite anti-sociale de jeunes gens qui eurent à surmonter des difficultés exceptionnellement pénibles à une étape particulièrement vulnérable et douloureuse de leur développement psychologique. Si cela se vérifie, et la preuve semble apporter une confirmation concluante à cette théorie, il faut dès lors considérer que ces jeunes qui sont devenus anormalement criminels sont beaucoup plus les victimes des circonstances que des êtres exceptionnellement dépravés ou vicieux ¹.

113. En morcelant les groupes de délinquants, il devient plus facile de préciser la nature des problèmes. On découvre, par exemple, avec une certaine surprise, que certains crimes *appartiennent* à une catégorie d'âge particulière.

On doit aussi noter que les trois groupes d'âge diffèrent de façon extrêmement significative quant à la distribution des types d'offenses. Le groupe des plus jeunes commet un pourcentage un peu plus fort de crimes majeurs que les groupes de 21 à 29 ans et de plus de 29 ans (74.1 % ; 69.3 % ; 57.1 %). Les différences dans le pourcentage des crimes majeurs contre la personne demeurent légères si l'on va du groupe des plus jeunes à celui des plus âgés (5.8 ; 3.8 ; 8.1), mais le taux des vols qualifiés enregistre un écart marqué : plus bas est l'âge plus élevé est le pourcentage de vols qualifiés (19 ; 11.3 ; 4.). Les données recueillies en matière de vols qualifiés démontrent que les délinquants âgés de moins de 21 ans recourent à des techniques qui s'apparentent plutôt aux méthodes du fier-à-bras ou se limitent au vol de sacs à main, alors que les voleurs âgés de 21 à 29 ans procèdent plus souvent à la pointe du revolver. Les criminels de moins de 21 ans et ceux de 21 à 29 ans commettent plus de cambriolages que ceux du groupe de plus de 29 ans (22.9 ; 25.0 ; 17.7). Les violations des lois des narcotiques sont relativement peu nombreuses chez les groupes intermédiaires (2.0 ; 8.6 ; 5.9). Quant aux crimes contre la propriété personnelle, ils enregistrent approximativement la même fréquence parmi les trois groupes d'âge (24.4 ; 21.0 ; 21.4) ².

114. À condition de recourir ainsi à des statistiques plus différenciées, on constate donc une certaine *spécialisation* selon les groupes d'âge. Ceci a permis au docteur Denis Szabo, directeur du Département de criminologie de l'Université de Montréal, de mettre à contribution les chiffres du Bureau fédéral de la statistique pour dresser le tableau suivant de la criminalité canadienne :

¹ JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, London, Faber & Faber Ltd., 1967, p. 31.

² EDWARD GREEN, *Judicial Attitudes in Sentencing*, London, MacMillan and Company Limited, p. 54.

TABLEAU CXI

CONCENTRATION DANS CERTAINS GROUPES D'ÂGE DES PERSONNES TROUVÉES COUPABLES DE CERTAINS ACTES CRIMINELS		
Actes criminels	% des personnes condamnées, considéré par rapport au total de la population criminelle	Groupes d'âge
Introduction par effraction	70 (environ)	16-24
Viol	70 (environ)	18-30
Voies de fait causant des lésions corporelles	50 (environ)	20-35
Voies de fait contre un agent de la paix et entraves	50 (environ)	20-29
Vol	50 (environ)	16-24
Vol qualifié	48 (environ)	20-29

On y constate, un peu comme le permettait l'enquête américaine que nous venons de citer, que les plus jeunes délinquants dont fassent mention les statistiques (16 et 17 ans) n'occupent une place de premier plan que dans deux secteurs : l'introduction par effraction et le vol. Par ailleurs, le groupe de 18-19 ans joue, lui aussi, un rôle important dans les mêmes secteurs, tout en y ajoutant les crimes de viol. Encore là, l'expérience canadienne recoupe les constatations américaines déjà citées.

115. Dans la société nord-américaine, on constate donc, avec une certaine surprise, que les jeunes n'exercent aucunement le monopole des crimes de violence. Ce sont les plus de 20 ans qui dominent nettement les secteurs du vol qualifié, des voies de fait contre les agents de la paix et des voies de fait causant des lésions corporelles.

Cette expérience nord-américaine est corroborée par l'expérience de la plupart des autres pays. Une étude des Nations Unies, portant sur 21 pays, concluait d'ailleurs en ces termes :

Résumé. Dans une étude sur le jeune adulte délinquant, un auteur polonais fait observer que la criminalité des jeunes de ce groupe d'âge « semble beaucoup moins différenciée que celle des adultes ». Dans le tableau qu'offrent habituellement la plupart des pays, le vol et les autres infractions contre les biens tiennent habituellement la place principale, suivis par les délits comportant l'usage de la violence, alors que les autres infractions — exception faite, pour certains pays,

des infractions aux règles de la circulation — s'inscrivent nettement à l'arrière-plan¹.

Ceci est une première nuance d'importance. Répétons-le, nous n'avons certes pas l'intention de réduire la criminalité juvénile au rang de pure chimère. Nous croyons simplement qu'il n'est pas possible de répondre de façon globale à cette question qui est aujourd'hui sur toutes les lèvres : le jeune est-il plus criminel ? Nous devons donc souligner que la violence, même si elle augmente rapidement chez les jeunes, n'est pas encore le fief incontesté de la jeune génération. Il semble, au contraire, que les jeunes viennent au crime par la voie du vol et du cambriolage et ne se hasardent à la criminalité de violence qu'après avoir franchi le cap des 20 ans.

La réponse à ces questions revêt une importance extrême :

Comment le crime est-il réparti dans l'espace et dans la société ? Les réponses à ces questions revêtent une souveraine importance, non pas seulement pour conduire à une utilisation plus rationnelle des forces policières et des autres correctifs, mais aussi pour éliminer des erreurs de perspective quant aux taux de criminalité².

116. Au total, le Comité des Nations Unies peut conclure en ces termes :

À en juger par les statistiques communiquées par les divers pays, l'état de choses actuel, dans la moitié environ d'entre eux, semble de nature à motiver quelque inquiétude. Le Canada, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Inde, Israël et le Royaume-Uni figurent dans ce groupe de pays dont les statistiques révèlent, chez les jeunes adultes délinquants, une fréquence déjà élevée, une tendance à la hausse, ou une nette augmentation des infractions graves. (...)

En Argentine, au Liban, dans la Malaisie, dans la Nigéria et en Yougoslavie, les statistiques indiquent que, dans le groupe des jeunes délinquants, la fréquence des délits est peu élevée ou tend à diminuer. C'est un fait digne de remarque qu'au Japon le nombre des mineurs arrêtés a sensiblement augmenté de 1957 à 1961, alors que, dans cette même période, le chiffre correspondant pour les jeunes adultes et les adultes a diminué³.

117. On aurait donc tort de vouloir utiliser à travers le monde entier une seule description de la criminalité juvénile. Il est cependant possible, sans supprimer aucune des importantes distinctions, de constater l'existence de certaines constantes. Qu'il nous suffise de noter ici l'une des plus importantes : la criminalité juvénile, malgré l'évolution des dernières années, est encore principalement une atteinte à la propriété. Ceci, on le remarquera, demeure particulièrement vrai au Canada :

¹ *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, p. 16.

² PHILIP H. ENNIS, *The measurement of crime in the United States*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Thompson Book Company, 1967, p. 689.

³ *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, pp. 10-11.

Infractions contre les biens. Parmi les diverses catégories d'infractions commises par de jeunes adultes, les infractions contre les biens sont, dans la presque totalité des pays, les plus nombreuses. Au Canada, par exemple, sur 18,425 infractions sérieuses ou graves commises en 1961 par des personnes âgées de 16 à 24 ans, 14,549, soit 79 p. cent environ, étaient des infractions contre les biens, avec ou sans violence. De même, en Argentine, dans la période quinquennale 1950-1955, ont eu à répondre de 73.2 p. cent des infractions contre les biens des jeunes adultes d'âge compris entre 18 et 22 ans. Des observations semblables se retrouvent dans les rapports qui nous sont parvenus de Ceylan, de la France, de l'Inde, du Venezuela et d'autres pays encore.

Dans la plupart des cas d'infraction contre les biens, il s'agit de vol, sous une forme ou l'autre. En Pologne, par exemple, le vol constitue 92 p. cent des infractions contre les biens commises par de jeunes adultes.

Parmi les formes de vol pratiquées au Liban, le rapport sur ce pays mentionne notamment le vol à la tire aux dépens des touristes et des étrangers et le vol de marchandises dans les magasins. Le rapport sur la Nigéria indique comme formes de vol les plus répandues « les menus larcins opérés dans les magasins, les maisons d'habitation, les étalages en plein vent, les voitures automobiles, etc. »¹.

118. Ces précisions demeurent elles-mêmes insuffisantes. Jusqu'à maintenant, nous avons parlé indistinctement de la délinquance juvénile et de la criminalité des jeunes adultes. Nous l'avons fait parce que l'opinion publique n'a pas encore pris conscience des différences qui peuvent exister à l'intérieur de la jeune génération. D'autre part, il est difficile de s'en tenir à une base permanente quand la définition du jeune délinquant varie d'une province à l'autre. Enfin, les statistiques sont spécialement incertaines dans ce secteur où s'exerce au maximum la discrétion des policiers, des procureurs de la Couronne et des juges.

En dépit de ces ambiguïtés, il est possible de tirer certaines conclusions :

- 1 — Le volume des crimes commis par les jeunes de moins de 20 ans est en hausse rapide ;
- 2 — les groupes de 16-17 ans et de 18-19 ans occupent une place prépondérante dans le domaine de l'effraction et du vol ;
- 3 — la violence ne semble pas être le principal champ d'activité des jeunes de moins de 20 ans.

Au total, il faut terminer ce chapitre par un appel à la prudence² et par une incitation à poursuivre les recherches aptes à préciser et la nature et l'ampleur des crimes commis par chaque groupe de délinquants.

¹ *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, pp. 11-12.

² Ils ne peuvent certainement pas expliquer que la révolte des jeunes prenne une ampleur internationale, ils ne peuvent certainement pas expliquer sa montée constante. En premier lieu, les statistiques de la criminalité dans un grand nombre de pays sont tout simplement écrasantes. En Grande-Bretagne, par exemple, les statistiques sont beaucoup plus considérables qu'elles devraient l'être si l'on tient compte du progrès effectué de toutes parts par le bien-être social. Il semble également très

À l'heure actuelle, l'immense majorité des sondages et des vérifications révèlent déjà que *le criminel le plus fréquemment rencontré n'est pas l'adolescent tumultueux et violent que la publicité nous a appris à imaginer.*

Notre enquête personnelle nous a permis de retrouver les principaux facteurs de la prédisposition criminelle en général. Ces facteurs sont étiologiques, certains génériques, d'autres spécifiques.

Leur constance permet de tracer un profil criminel moyen. D'après nos résultats, ce profil s'établit ainsi : relativement à la population criminelle que nous avons sondée, le délinquant ou criminel moyen répond à la description signalétique ci-dessous :

- Il a moins de trente ans s'il a commis un vol, autour de 43 ans s'il est poursuivi pour coups et blessures volontaires, et à peu près le même âge s'il est accusé d'attentats aux mœurs ;
- Si le délinquant ou le criminel provient d'une couche sociale rurale, il y a pratiquement autant de chances qu'il ait commis une agression contre les biens qu'un attentat aux mœurs. Il y a deux fois moins de chances qu'il soit poursuivi pour coups et blessures volontaires¹.

Ainsi, malgré l'énorme importance prise récemment par la criminalité juvénile entendue dans son sens le plus large, il n'est quand même pas possible de restreindre à une seule génération la responsabilité de la quasi-totalité des crimes. Bref, le jeune de 14 et 20 ans commet plus que sa part de crimes, mais il n'est pas, et de loin, le principal auteur de la criminalité de violence.

4 — OÙ S'ARRÊTERA LA VIOLENCE ? (119-124)

119. Dès qu'il est question de criminalité, une autre question surgit sur toutes les lèvres : où s'arrêtera la criminalité de violence ?

Nous avons déjà expliqué au cours de la première partie de ce travail avec quelles infinies précautions il faut traiter les affirmations qui ont trait à la criminalité de violence. À en croire une partie de l'opinion publique et un certain nombre de spécialistes, il faudrait, en effet, porter sur la criminalité un jugement global et sans nuance et affirmer une hausse constante et vertigineuse de la criminalité de violence.

clair qu'il faut considérer les séquelles de la guerre comme une explication très imparfaite du malaise. Pour ne citer qu'un exemple, la Suède, pourtant pays neutre, a été, après tout, secouée par le même problème. Aux États-Unis, par ailleurs, on a assisté à une hausse si régulière année après année dans le nombre de jeunes condamnés par les tribunaux — l'accroissement se poursuit maintenant depuis neuf ans sans interruption, pendant que l'anarchie se répand des grandes villes aux petits centres et aux banlieues — qu'il faut bien relier le phénomène avec les développements actuels de la société américaine, comme c'est, évidemment, le cas. T.R. FYVEL, *The Insecure Offenders*, Great Britain, Pelican Books, 1963, p. 22.

¹ DR RENÉ RESTEN, *Caractérologie du criminel*, Les presses universitaires de France, 1959, p. 127.

À notre avis, il faut plutôt affirmer que la criminalité de violence est demeurée relativement stable, pendant que la criminalité dirigée contre les biens personnels a connu des hausses beaucoup plus rapides et considérables.

Une importante revue américaine, *U.S. News & World Report*, n'hésitait pourtant pas, dans sa livraison du 10 mars 1969, à décrire la criminalité dans les termes suivants :

Les dernières compilations du F.B.I. basées sur les rapports des polices des états et des municipalités indiquent que la criminalité de violence a connu l'an dernier une hausse nationale de 21 p. cent par rapport aux chiffres de 1967.

La criminalité était à la hausse partout au pays — dans les banlieues et dans les régions rurales autant que dans les villes.

Les statistiques démontrent que la terreur se répand dans les rues. Le vol à main armée a augmenté de 37 pour cent. Au nombre des autres hausses, on rencontre le meurtre : à la hausse de 15 pour cent ; le viol : hausse de 17 pour cent ; l'assaut grave : hausse de 13 pour cent¹.

120. Face à la violence, toutes les confusions deviennent possibles. Le terme est une notion si polyvalente que la statistique a trouvé le moyen de l'utiliser dans la criminalité contre les biens personnels ; la chose déclenche tant d'émotivité qu'un seul incident peut mettre en branle l'opinion publique. On ne peut donc se surprendre si l'opinion publique relie spontanément différentes notions : criminalité, violence, contestation, manifestation de masse. . .

Si nous revenons sur la question, après avoir expliqué les limites de la statistique actuelle, c'est que les pressions exercées par une opinion publique plus ou moins éclairée peuvent fréquemment résulter en des changements de législation et de traitement carcéral :

Il faut nécessairement aborder avec un esprit critique ces statistiques que l'on cite couramment dans les discussions sur la criminalité de violence. Et l'on ne saurait trop insister sur le danger que comportent les conclusions erronées qui découlent de l'emploi de termes ambigus et de chiffres mal utilisés, surtout quand les déclarations que l'on fait sur la fréquence de ces crimes peuvent conduire à des propositions concrètes pour renverser la politique pénale.

Jusqu'à un certain point, ce manque de précision s'explique ; si l'on regarde, en effet, ce que disent les autorités légales, on découvre que les « crimes de violence » ne sont pas catalogués dans une catégorie à part. La plupart des spécialistes en la matière se contentent d'une distinction conventionnelle entre « crimes contre la personne » et « crimes contre la propriété ». D'un volume à l'autre, la première de ces classifications comprend une liste différente de crimes et il est toujours nécessaire d'examiner chaque crime en détail avant de conclure qu'il comporte ou non un élément de violence contre la personne².

¹ *Breakdown of Courts in America*, dans *U.S. News & World Report*, March 10, 1969, pp. 58-60.

² F. H. McCLINTOCK, *Crimes of violence*, London, Macmillan & Co. Ltd., 1963, p. 1.

La tentation est d'autant plus forte de durcir la législation pénale que l'opinion publique considère volontiers la jeunesse comme la principale responsable de la criminalité de violence. L'opinion publique, malgré toutes les preuves fournies en sens contraire, considère encore le criminel type comme un adolescent révolté contre la société. Dans cette perspective, il est compréhensible que la société adopte vis-à-vis du criminel une attitude à la fois autoritaire et paternaliste : face à la violence, on estime qu'il s'agit, non pas de faire face à un problème social extrêmement grave, mais de ramener à l'ordre un certain nombre de jeunes écervelés. Il est donc, à notre avis, extrêmement important de savoir d'où provient la criminalité de violence et d'identifier correctement les différents coupables. Si le gros de la responsabilité n'appartient pas aux jeunes, peut-être la société consentira-t-elle à changer ses vues sur le problème.

On trouve ici une raison de plus de distinguer fort nettement entre la délinquance juvénile et la criminalité des jeunes adultes :

Plus de 7 sur 10 de tous ceux qui ont été trouvés coupables de crimes de violence avaient plus de 21 ans. En fait, un pourcentage substantiel des délinquants avaient plus de 30 ans et plus de 1 sur 8 avaient plus de 40 ans.

Deux caractéristiques dominantes se dégagent de ces chiffres : le fort pourcentage de crimes de violence chez les délinquants de 21 à 30 ans et le faible pourcentage de ces crimes chez les délinquants de moins de 17 ans ¹.

121. La Commission considère qu'il est peu conforme à la réalité d'identifier jeunesse et violence. Face à la violence, elle estime que l'on peut formuler différentes affirmations :

- a) La violence est beaucoup plus fréquente qu'autrefois parmi les jeunes de moins de 20 ou 21 ans ;
- b) le criminel violent, dans la plupart des cas, est encore l'individu de plus de 20 ans ; fréquemment, il a plus de 30 ans ;
- c) la récidive est beaucoup plus fréquente dans le cas du crime contre la propriété que dans le cas du crime de violence ;
- d) la violence met très souvent aux prises des gens qui se connaissaient d'avance.

Évidemment, chacune de ces affirmations demande des preuves concluantes. En effet, chacune d'entre elles, sauf peut-être la première, heurte les convictions d'un grand nombre. Nous considérons cependant qu'une analyse méticuleuse des statistiques québécoises, canadiennes et étrangères conduit forcément à de telles conclusions.

¹ *Op. cit.*, p. 98.

122. (a et b) Règle générale, on peut prouver du même coup une augmentation sensible de la criminalité juvénile et une prédominance des adultes dans la criminalité de violence.

On a découvert également que dans chaque groupe d'âge, le nombre d'individus condamnés pour la première fois en rapport avec des crimes de violence constituait l'immense majorité. La proportion des délinquants de ce type diminuait régulièrement avec l'âge, mais, en raison des multiples déclarations à propos des violences renouvelées dont les jeunes seraient les auteurs, peut-être le fait le plus significatif est-il que même en 1960 plus de 8 sur 10 des accusés de moins de 21 ans n'avaient eu aucune condamnation préalable pour des crimes de violence. On constatera toutefois que, entre 1957 et 1960, cette proportion des coupables de 17 à 21 ans qui n'avaient eu aucune condamnation pour violence était tombée de 89 à 79 p. cent * 1.

Si l'on interprète correctement ces chiffres, il faut nécessairement affirmer que, malgré l'augmentation sensible de la violence juvénile, il est encore vrai d'affirmer que quatre sur cinq des délinquants de 17 à 21 ans n'ont jamais commis un crime de violence. Il faut également en déduire que l'immense majorité des crimes commis par les jeunes de moins de 20 ans sont des crimes « économiques », tandis que les individus de 20 ou même de 22 à 35 ans commettent l'immense majorité des crimes de violence tant contre la personne que contre la propriété.

(c) Ce point mériterait infiniment plus qu'une mention. En effet, une telle affirmation (la récidive survient infiniment plus dans la criminalité contre la propriété que dans la criminalité de violence) a, dans notre contexte, quelque chose d'extrêmement rassurant.

Les faits se liguent, en effet, pour rassurer le public et pour exonérer la jeune génération. *D'une part*, on constate subitement que les risques de récidive sont beaucoup moindres dans la criminalité de violence que dans la criminalité contre la propriété ; *d'autre part*, on constate, avec une surprise égale, que la violence est beaucoup plus le fait des jeunes adultes et des adultes que de la jeune génération ². L'auteur pourra même affirmer que

¹ F. H. McCLINTOCK, *Crimes of violence*, London, Macmillan & Co. Ltd., 1963, p. 104.

* Ceci peut jusqu'à un certain point, se relier à la surabondance de crimes de toute nature chez ceux dont l'enfance s'est déroulée pendant les années de guerre 1939-1945. On pourra consulter à ce sujet *Delinquent Generations*, par LESLIE T. WILKINS, (1960).

² Dans notre population, nous avons pu établir que certains types de délits avaient tendance à saturer des groupes d'âges spécifiques. C'est ainsi que les délits économiques surchargent fortement le groupe des moins de 22 ans (les vols d'automobile, particulièrement fréquents à cette période tout en étant très rarement perpétrés après 30 ans, peuvent être baptisés « délits juvéniles »). De même les crimes de violence et particulièrement les vols à main armée semblent le choix privilégié des individus âgés de 22 à 35 ans. Bref, chez l'ensemble des récidivistes âgés, se dégage de façon probante une certaine ligne de vie qui part des délits que nous venons de

le vol simple et la fraude, deux secteurs de la criminalité non violente contre la propriété, sont les domaines les plus frappés par la récidive :

Deux formes délictueuses, soit le vol simple et la fraude, résistent donc à l'épreuve du temps, de l'âge et de l'incarcération. Elles semblent constituer les deux formes de criminalité les plus stables, qui favorisent et, en quelque sorte, nécessitent la multi-récidive. Elles s'affirment dans notre population expérimentale comme des voies à sens unique, des formes pernicieuses de criminalité, les plus saturées en valence criminelle et les plus susceptibles de voir émerger la récidivité¹.

123. (d) Ces divers renseignements permettent, il va sans dire, de réduire à fort peu de choses la crainte de « l'attaque par un étranger ». Ceci est d'une importance capitale dans un milieu où un pourcentage croissant de la population semble croire qu'il est désormais malsain de se promener dans les rues le soir.

Ces chiffres sont-ils suffisants pour qu'on parle constamment du « crime commis dans les rues » ? Il est exact que la ville comporte des dangers plus grands que la banlieue ou la petite ville. Toutefois, on ne devrait pas citer ces chiffres sans nuances : environ 40 p. cent des voies de fait graves et des viols (ce qui constitue la majorité des crimes graves contre la personne) sont perpétrés dans la demeure même de la victime, et environ 45 p. cent de tous les crimes graves contre la personne sont l'œuvre d'une connaissance de la victime. Le crime commis au hasard des rues par des étrangers n'est certainement pas le risque principal qui émerge de tels chiffres².

Notons le bien, ces chiffres proviennent des États-Unis où la criminalité de violence se maintient à un niveau beaucoup plus élevé qu'au Québec et au Canada. Une enquête approfondie menée en Angleterre concluait d'ailleurs dans ces termes :

Une analyse de la criminalité de violence, pour peu que l'on s'arrête aux modalités de ces crimes, démontre que la plupart des crimes ne sont pas l'œuvre de criminels agissant dans un but criminel, mais constituent beaucoup plus la résultante de comportements sociaux constants dans certaines couches

nommer « juvéniles » pour se prolonger dans une abondance sensiblement plus considérable des crimes de violence. Ce qui est remarquable par la suite dans ce groupe, c'est que les vols simples augmentent considérablement, d'une sentence à l'autre, l'accroissement se faisant surtout sentir de la 2^e à la 3^e récidive, alors que par contre les manifestations antisociales de violence, à partir surtout de la 3^e récidive (i. e. au moment où la moyenne d'âge du groupe est d'à peu près 30 ans), décroissent peu à peu jusqu'à disparaître presque complètement après la quarantaine. MARCEL FRÉCHETTE, *Le problème de la récidivité chez le criminel adulte*, dans 4^e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité, Ottawa 1965, p. 125.

¹ *Op. cit.*, p. 126.

² PHILIP H. ENNIS, *Criminal Victimization in the United States: A Report of a National Survey*, University of Chicago, May 1967, p. 30.

de la société. Cette forme de violence a augmenté de façon sensible au cours de la dernière décennie. Quant aux crimes sexuels accompagnés de violence, aux assauts sur des policiers et au banditisme, ils ont également augmenté, mais ils constituent un pourcentage relativement restreint et l'on a très volontiers tendance à exagérer la fréquence de ces crimes ¹.

Nous avons d'ailleurs déjà cité des chiffres canadiens absolument parallèles.

124. Où donc s'arrêtera la violence ? En réponse à cette question, la Commission ne peut qu'offrir les renseignements actuellement disponibles. De façon générale, il semble que la criminalité de violence frappe de façon inégale la propriété et la personne : *les hausses sont beaucoup plus considérables dans la violence contre la propriété que dans la violence contre la personne.*

D'autre part, il semble que *la jeune génération*, surtout si l'on englobe dans cette définition les jeunes délinquants et les jeunes adultes jusqu'à l'âge de 25 ans, *accroîtra sa participation dans la criminalité de violence*, comme d'ailleurs dans toutes les autres activités humaines.

En troisième lieu, notons que la violence ne prend pas toujours la forme d'une agression de la part d'un parfait étranger. Au contraire, *une forte proportion des agressions, voies de fait et meurtres, provient de la parenté ou de l'entourage immédiat de la victime.*

¹ F. H. McCLINTOCK, *Crimes of violence*, London, Macmillan & Co. Ltd., 1963, p. 57.

B—LES DANGERS LES PLUS SÉRIEUX

B — LES DANGERS LES PLUS SÉRIEUX (125-146)

125. Il ne suffit certes pas de démolir les mythes et d'invalider les hypothèses. Il est sans doute nécessaire de débarrasser l'opinion publique d'un certain nombre de chimères et de demi-vérités. Cependant, il est infiniment plus utile d'indiquer à l'opinion publique et au législateur les véritables dangers que la criminalité moderne fait courir à la société en général et au Québec en particulier.

Il était assez normal que la première partie de ce travail passe en revue les opinions les plus répandues dans le grand public. Il est maintenant nécessaire et urgent de mettre pleinement en lumière les formes de criminalité qui, à notre avis, constituent pour le Québec le véritable défi. En effet, par delà les ambiguïtés du chiffre noir, de l'urbanisation, de la jeunesse et de la violence, il est évident que certaines formes de criminalité ont atteint aujourd'hui une telle ampleur que déjà la stabilité de notre société semble compromise.

Les pages qui suivent porteront donc sur le crime économique et sur le « crime sans victime ». Dans les deux cas, il s'agit d'une criminalité qui, trop souvent, passe inaperçue aux yeux de l'opinion publique et du législateur, mais qui n'en cause pas moins les plus graves dommages à l'ensemble de la société. En attirant ainsi l'attention sur les formes insidieuses de la criminalité, nous n'entendons aucunement minimiser la gravité des autres formes de criminalité. Nous entendons seulement situer la criminalité économique et la criminalité sans victime au premier rang des préoccupations.

Nous n'avons aucune hésitation à affirmer que, comme collectivité, nous sommes infiniment plus menacés par ces deux types modernes de criminalité que par tous les meurtres et assauts survenus et à venir.

1 — LE CRIME DU « COL BLANC » (126-139)

126. On connaît depuis quelques années déjà l'expression « white collar crime ». En revanche, on continue d'ignorer presque complètement ce que recouvre le terme. Pourtant, dans une société comme la nôtre, le *crime du*

col blanc est sans doute celui qui est commis le plus souvent, le plus profitablement, avec le maximum d'impunité.

De façon générale, ce type de crime passe complètement inaperçu. Il survient généralement dans un milieu où tout conspire pour entourer de discrétion l'acte répréhensible. Une entreprise préférera généralement régler elle-même ses problèmes de *détournements de fonds* plutôt que de risquer un procès public et une fâcheuse publicité. Dans le cas du *vol à l'étalage*, les grands magasins à rayons préfèrent, eux aussi, régler discrètement leurs problèmes plutôt que de traduire continuellement devant les tribunaux de véritables contingents de clients.

Les statistiques sur le crime courant omettent souvent de mentionner certaines catégories d'offenses. Au nombre de ces dernières, mentionnons les crimes reliés à l'emploi, c'est-à-dire ceux qui se rattachent à une occupation légitime, surtout au sommet de la pyramide des collets blancs. Ces crimes des collets blancs se définissent comme des violations de la loi par des hommes en vue, comme les hommes d'affaires, les professionnels, les politiciens, posant des gestes reliés à leur travail. De façon générale, on ne considère pas ces offenses comme des *crimes*, même si leur impact sur la société en général est beaucoup plus grave que celui du vulgaire cambriolage. Au nombre de ces offenses, mentionnons les détournements de fonds et les autres offenses qui constituent des abus de confiance, les rapports d'impôts mensongers, les pots-de-vin, les fraudes politiques, les entorses aux lois sur les aliments et les drogues, les violations des banques et des valeurs mobilières, le partage des honoraires entre médecins, ainsi que les entorses aux autres lois qui, en nombre illimité, régissent les collets blancs¹.

Quant à nous, nous utilisons cette expression de « crime du col blanc » dans son acception la plus large et nous affirmons sans réticence aucune que les pertes économiques attribuables à cette forme de criminalité dépassent d'emblée ce que peuvent coûter des formes plus violentes de criminalité².

127. Évidemment, les estimations demeurent passablement nébuleuses lorsqu'il s'agit d'évaluer l'ampleur de cette criminalité voilée. Nous sommes, une fois de plus, en présence du chiffre noir, mais nous faisons face en outre

¹ MARSHALL B. CLINARD, *Sociology of Deviant Behavior*, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1957, p. 30.

² Le crime du col blanc constitue un terme sans valeur légale qui s'applique à un certain nombre d'actes criminels, tels que le détournement de fonds et la corruption, mais qui ne nomme pas spécifiquement les actes criminels auxquels il se réfère; il s'applique à un certain type de personnes, en l'occurrence une personne qui appartient aux couches socio-économiques supérieures, mais il ne nous fournit aucun barème précis pour déterminer le statut des individus en question; et le code criminel, lorsqu'il définit les actes auxquels on applique généralement le terme de *crime du col blanc*, ne donne que très exceptionnellement des précisions sur le statut social des délinquants... On comprend très bien, par conséquent, pourquoi il n'y a aucune source officielle de statistiques qui permettent d'évaluer l'ampleur de la criminalité des cols blancs. ROBERT G. CALDWELL, *A Reexamination of the Concept of White Collar Crime*, Federal Probation, 22 : 30-36, March, 1958, p. 34, cité par EDWIN SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., p. ix.

à une difficulté supplémentaire. En effet, les mœurs actuelles du monde des affaires mettent ce territoire hors de l'atteinte de la détection policière.

Il est vrai que certains secteurs du crime des cols blancs sont aujourd'hui soumis à une surveillance stricte de la part des corps policiers. Par exemple, la législation anticartel qui s'applique aux biens périssables permet chaque année au gouvernement fédéral de prendre en défaut un certain nombre d'entreprises canadiennes trouvées coupables d'avoir conspiré pour établir des prix uniformes ou pour frauder le public. On ne capte pourtant que le sommet de l'iceberg (appendice 3).

Assurément, aucune vague de vols à main armée ne prive le public d'autant d'argent qu'un simple accord tacite et discret entre différents fabricants d'un produit essentiel. En revanche, on ne se fait aucune idée des pertes subies par l'ensemble de l'industrie et du commerce dans le seul secteur des vols commis par les employés. À cet égard, les évaluations américaines font carrément dresser les cheveux :

Le commerce de détail. Les maisons qui font le commerce de détail constatent régulièrement qu'une quantité appréciable de marchandises disparaît des étalages ou manque à l'inventaire, et ce, pour des causes inconnues. Ordinairement, on tient compte des causes de variation normale, comme les erreurs d'étiquetage, le gaspillage et les autres pertes attribuables à des causes connues, comme le cambriolage ou le vol, et ces pertes sont déduites avant l'inventaire. Il faut donc attribuer la majeure partie des disparitions subséquentes à des erreurs dans les livres, aux vols à l'étalage, aux vols des employés et aux détournements de fonds effectués par le maquillage des livres comptables. Même si l'on ne dispose pas de méthodes précises pour départager les pertes attribuables au crime et les pertes dues à d'autres causes, l'industrie estime que 75 à 80 p. cent de toutes ces disparitions résultent d'une forme quelconque de malhonnêteté. Ceci revient à dire que le crime prélève plus de \$1.3 milliards annuellement ou environ 1 à 2 p. cent du montant global de toutes les ventes au détail¹...

128. Selon les évaluations américaines, le seul « vol des employés » non signalé aux corps policiers entraîne deux fois plus de pertes que l'ensemble des vols connus de la police. Il faut pourtant ajouter à ce chiffre les montants des détournements de fonds.

Il semble bien que les évaluations soient encore plus difficiles dans le cas des détournements que dans le cas des vols commis par les employés. En effet, un grand nombre de détournements surviennent à un échelon élevé de l'entreprise et celle-ci préfère d'emblée faire le silence sur toute l'affaire. Ceci explique les estimations américaines qui semblent limiter les pertes dans ce secteur à \$200 millions. La documentation disponible fournit quand même de nombreuses indications quant à l'identité probable des personnes coupables de détournements de fonds :

¹ *Task Force Report : Crime and its Impact — An Assessment.* The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 48.

Il est presque certain que cette estimation est excessivement conservatrice. Les assurances sur l'honnêteté des employés (Fidelity Insurance) ne protège que de 15 à 20 p. cent de toutes les compagnies et elles déploraient pourtant en 1964 des pertes totales de \$45 millions. Si l'on admettait que les sociétés sans assurance ont été victime d'une proportion identique de détournement de fonds et si l'on tenait compte du fait que ce type d'assurance est plus répandu dans les institutions bancaires et dans les sociétés d'épargne et de crédit, on pourrait se permettre une estimation nationale de l'ordre de \$200 millions.

Les informations disponibles révèlent que ceci constitue carrément un crime des cols blancs. En 1960, les détournements de fonds dans les banques ont été l'oeuvre de 100 présidents de banques, de 65 vice-présidents, de 145 gérants, de 345 caissiers et de 490 autres personnes dont la majorité était des préposés au guichet et des commis ¹.

129. Ces quelques exemples fournissent des indices sur le volume des pertes qu'entraîne la criminalité discrète des *cols blancs*. Nous voulons cependant attirer particulièrement l'attention sur un secteur de la criminalité qui entraîne les pertes les plus lourdes tout en n'attirant que très rarement l'attention. Nous avons déjà fait allusion à la question en effleurant la question des cartels, mais le problème mérite qu'on s'y arrête plus longuement ².

Les quelques exemples déjà fournis ont suffisamment montré l'ampleur du problème pour que nous nous dispensions maintenant de revenir sur cet aspect. En revanche, il convient d'expliquer *pourquoi* notre société est, d'une part, particulièrement portée au *crime économique* et, d'autre part, particulièrement incapable d'y faire face. En fait, *de notre réponse à ce type de criminalité dépend tout l'avenir de notre société*. Au sens le plus strict, c'est carrément la question que posait la commission Katzenbach dans le titre de son rapport : *The Challenge of Crime in a Free Society*, c'est-à-dire : une société libre est-elle capable de faire face au défi que lui lance la criminalité moderne ?

130. La différence majeure entre les codes pénaux des pays socialistes et des pays de type capitaliste porte précisément sur l'importance du *crime économique*. Dans notre univers, l'État redoute plus que tout de porter atteinte à la liberté d'entreprise et d'association. Dans les pays socialistes, au contraire, on accorde infiniment plus d'importance aux délits de portée économique considérable qu'à ces délits qui, somme toute, ne mettent en présence que des individus :

Dès la lecture de l'article premier du code pénal yougoslave, nous pouvons constater ce qui caractérise la théorie marxiste du droit pénal, c'est-à-dire le rapport étroit et indissoluble de celui-ci avec l'organisation économique, sociale et politique de la Yougoslavie nouvelle. Le rôle que le législateur yougoslave assigne au droit pénal est celui d'un instrument aux mains du pouvoir établi,

¹ *Task Force Report : Crime and its impact — On Assessment*. The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D. C., 1967, p. 47.

² Nous réservons cependant pour plus tard (volume III, tome 3) un exposé des relations entre la criminalité des cols blancs et le crime organisé.

destiné à la réalisation et à la sauvegarde des rapports sociaux socialistes. Nous savons que, selon la doctrine marxiste, les rapports de production conditionnent tous les autres rapports entre les hommes, d'où l'importance et la primauté accordés à l'économie, à l'infrastructure pour emprunter la terminologie marxiste. Mais il est aussi vrai, selon cette même doctrine, que la superstructure, dont le droit est l'un des éléments, agit dialectiquement sur l'économie. Rien d'étonnant alors que le code pénal yougoslave accorde une importance particulière aux infractions économiques, puisque toute atteinte à l'infrastructure du pays ne peut être considérée autrement que « un fait socialement dangereux » dans une organisation sociale fondée tout entière sur la planification de la production.

Il en résulte qu'il existe en droit pénal yougoslave une réaction pénale beaucoup plus sévère à l'encontre des infractions touchant l'organisation de la production qu'à l'encontre de celles ne touchant que les intérêts des particuliers. Un autre trait commun à tous les codes pénaux des pays « socialistes » et qu'on trouve aussi en droit pénal yougoslave, c'est que les infractions contre l'État et le régime en place font encourir à leurs auteurs des sanctions dont, en règle générale, le minimum seul est prévu, alors que pour les infractions contre les personnes et les biens des particuliers une limite maxima est indiquée.

L'influence de la doctrine marxiste sur le droit pénal yougoslave se reflète tout particulièrement dans la notion d'infraction définie comme suit : « L'infraction est le fait socialement dangereux dont les éléments ont été définis par une loi pénale ¹ ».

131. Une société comme la nôtre professe des principes complètement différents. La tendance à l'épanouissement personnel et à l'enrichissement est si forte que personne ne s'étonne si un certain nombre d'individus en déduisent que tous les moyens sont bons pour parvenir à ces objectifs. Cette pression est même si forte que c'est dans le domaine de la fraude et du vol, ainsi que nous l'avons noté, que l'on constate le plus fort taux de récidive. Certaines analyses ont même fort justement rapproché le criminel en col blanc du criminel d'habitude, tant les deux semblent emportés par une force incontrôlable :

Trois types principaux se rapprochent le plus du criminel d'habitude : *le criminel politique* qui commet ses actes antisociaux pour raisons idéologiques non égoïstes. Ils peuvent commettre des vols, voire des meurtres sans cependant accepter de se considérer comme des criminels, fait qui les distinguera des criminels professionnels avec lesquels ils ont, par ailleurs, de nombreuses caractéristiques socio-culturelles en commun. *Le criminel en col blanc* se recrute dans les couches supérieures de la société, parmi les banquiers, les industriels, certains membres des professions libérales. Les tentations sont très grandes dans bien de ces professions et les contrôles sont difficiles pour ne pas rendre possibles des pratiques criminelles de grande envergure. Les investigations aux États-Unis au sujet des infractions des lois anti-trust, des prix pratiqués par certaines industries comme l'industrie pharmaceutique par exemple, la déontologie de certaines professions comme les vendeurs d'automobiles d'occasion, des prati-

¹ AIMÉ L. RAIC, *Idéologie politique et législation pénale : influence de la doctrine marxiste sur la législation pénale yougoslave*, dans *4^e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité*, Ottawa, 1965, p. 163.

ciens du droit, etc. indiquent l'infiltration des habitudes criminelles dans des couches très larges d'un milieu social jouissant par ailleurs de tous les attributs de la respectabilité. Le troisième groupe est composé de *criminels professionnels* qui ont appris les éléments techniques d'un métier au contact d'un milieu fortement organisé, culturellement intégré et dont l'archétype est la mafia. Contrairement au criminel d'habitude décrit dans les définitions psychologiques et qui se recrutent parmi les déchets de nos sociétés industrielles et se caractérisent par toutes les névroses d'usage, ces criminels sont parfaitement normaux du point de vue psychologique, ils fonctionnent si bien qu'ils échappent à l'arrestation et deviennent ainsi très rarement objet d'étude possible au clinicien des institutions pénales ¹.

132. Dans un tel contexte, il est assez normal que, malgré la présence de de différents textes légaux définissant toute une gamme de crimes économiques, la conscience populaire ne réagisse pas. Nous avons déjà fait allusion aux problèmes qui surgissent lorsque l'écart s'agrandit entre une législation écrite et les convictions de la population.

À certains égards, ce risque existe dans le domaine de la criminalité des cols blancs. En effet, il semble bien que la législation écrite, pour nécessaire qu'elle soit, ne corresponde pas à des sentiments bien définis dans l'opinion publique ².

D'autre part, la criminalité des cols blancs consiste généralement en une série d'actes si bien gradués qu'il est extrêmement difficile de préciser où cesse la légalité et où commence le crime. En d'autres termes, on trouve fréquemment dans ce secteur de la criminalité des personnes ou des entreprises qui ont en quelque sorte *glissé* vers un comportement blâmable sans qu'elles aient constaté de solution de continuité entre le comportement parfaitement légal du début et le geste carrément criminel de la fin.

¹ DENIS SZABO, *Le criminel d'habitude : aspects criminologiques*, dans *McGill Law Journal*, Montréal, 1967, vol. 13, pp. 622 et 624.

² La législation qui vise la criminalité des cols blancs est née de la nécessité d'exercer un contrôle sur les activités, qui à la longue menacent d'endommager profondément les relations socio-économiques sans que le citoyen moyen soit capable de réagir immédiatement et personnellement. Bref, le sentiment moral ne s'est pas développé si rapidement que les normes légales. Ces dernières, par conséquent, ne sont pas étayées par de puissantes aspirations populaires comme c'est le cas pour la criminalité conventionnelle. En ce sens, la criminalité du col blanc soulève un problème beaucoup plus général : celui de créer consciemment et délibérément un éventail d'aspirations pour sous-tendre les normes légales que requiert aujourd'hui une société urbaine et industrielle et qui ne répondait à aucun besoin dans l'ancienne société agricole qui pouvait compter sur des contrôles sociaux de type traditionnel. On semble prendre pour acquis que les normes légales expriment les aspirations profondes. Il semble qu'en certaines circonstances, c'est l'ordre inverse qui s'impose. ELMER HUBERT JOHNSON, *Crime, Correction and Society*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, p. 265.

133. Ces hypothèses expliquent peut-être le comportement d'un certain nombre, mais elles ne rendent pas compte de l'ensemble du problème. La réalité, c'est qu'une forte proportion des entreprises majeures contournent ou tentent de contourner les quelques lois qui interdisent à l'heure actuelle l'établissement de monopole, la publicité mensongère...

Dans la plupart des cas, le geste est posé consciemment et lucidement. D'ailleurs, d'année en année, on constatera que la récidive existe à ce niveau autant et plus qu'ailleurs et on retrouvera aisément au banc des accusés les mêmes entreprises.

Ce qui surprend, c'est que des infractions se commettent à l'intérieur d'une entreprise sans égard aux changements survenus dans le personnel de cadres et la direction. C'est dire à quel point le crime économique est apparenté à l'objectif normal et légal que poursuit toute entreprise privée. En d'autres termes, il demeure artificiel et paradoxal d'inviter une entreprise à majorer sans cesse ses revenus et ses profits tout en invitant la même entreprise à accepter un certain nombre de contrôles et de limites.

134. Non seulement la logique interne de l'entreprise privée nous expose à un certain nombre d'abus de la part de l'entreprise privée, mais les circonstances sont telles aujourd'hui qu'un grand nombre d'entreprises, et particulièrement les plus grosses, peuvent pratiquer le monopole avec un minimum de risques et presque avec l'assurance de l'impunité.

Pour que les entreprises jouissent d'une si vaste liberté d'action, il faut que ni les concurrents, ni les médias d'information, ni l'État n'aient d'objection à ce que les cartels existent. Est-il possible que toutes ces conditions se rencontrent ? Différentes études permettent de le croire.

135. Il convient de noter, dès le départ, que *les violations à la loi anti-cartel sont beaucoup plus l'effet de forces économiques que le résultat de décisions individuelles*. On en est même arrivé à se baser sur les caractéristiques d'une entreprise pour prédire le nombre d'infractions qu'elle commettra ! Certes, ainsi que le note Sutherland, les caractéristiques personnelles des dirigeants d'une entreprise ont un impact sur le nombre d'infractions commises par l'entreprise. Cependant, Sutherland estime que les décisions des individus jouent un rôle très secondaire et que les facteurs économiques suffisent généralement à expliquer la situation. Tout en affirmant que les différences

¹ EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1949, p. 254.

d'une entreprise à l'autre proviennent principalement de la place occupée par chacune dans la structure économique, Sutherland cite trois manières différentes de rendre compte du nombre d'infractions.

En premier lieu, étant donné que le relevé s'applique à toute l'existence de ces sociétés, la longévité des sociétés peut expliquer certains écarts quant au nombre de verdicts. En second lieu, le nombre de verdicts varie selon la taille des sociétés. Les sociétés plus importantes ont, règle générale, un plus grand nombre de filiales et de départements spécialisés que les petites et chacune de ces nouvelles entités peut connaître sa part d'ennuis avec la loi.

Troisièmement, le nombre de verdicts fluctue aussi, et de façon appréciable, selon la situation de la compagnie dans la structure économique ¹.

La place qu'occupe une entreprise dans la structure économique détermine donc jusqu'à un certain point son comportement face à la législation anti-cartel. On aurait tort de croire, cependant, que les dimensions seules de l'entreprise ont une importance. Au contraire, les relations que l'entreprise entretient avec l'ensemble du monde économique ont une importance capitale. Ainsi, une entreprise qui multiplie les échanges avec d'autres secteurs de l'économie n'enfreindra pas les lois anti-cartel de la même manière qu'une entreprise qui, de façon générale, se suffit à elle-même.

La place qu'occupe une compagnie dans la structure économique détermine sa « propension au crime » d'une seconde manière encore et on s'en rend compte en observant les sociétés commerciales avec lesquelles elle effectue des échanges. Les sociétés d'un même secteur industriel ont tendance à recevoir un nombre possiblement égal de verdicts défavorables, et ce, pour trois raisons majeures. Premièrement, toutes les corporations d'un même secteur industriel peuvent s'aboucher ensemble pour déterminer les prix ou pour recourir à des manœuvres illégalement anti-syndicales. Ces sociétés subiront le même nombre de verdicts défavorables parce qu'elles ont participé ensemble aux actes illégaux.

Deuxièmement, dès qu'une société à l'œuvre dans un secteur industriel se permet une manœuvre illégale, les autres corporations du même secteur recourent à la même procédure, de peur que la première ne bénéficie d'un avantage. Troisièmement, les sociétés se regroupent par industries ou par secteurs industriels pour former des associations professionnelles où elles discutent et adoptent des politiques générales. Ces associations, par des conférences, des publications et d'autres moyens, sont des carrefours d'où émanent des techniques pour contourner les lois et une philosophie commune tant aux infractions qu'aux lois. Le résultat, c'est que les sociétés qui appartiennent à une association professionnelle ont tendance à adopter un comportement uniforme et à essuyer le même nombre de condamnations ².

136. En somme, si l'on observe de près les habitudes du commerce et de l'industrie en Amérique du Nord, on comprend mieux que les concurrents

¹ EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, Holt, Rinehart and Winston, New York, 1949, pp. 258-259.

² *Op. cit.*, p. 263.

soient plus souvent des partenaires que des rivaux¹. À compter du moment où la concentration du pouvoir place les leviers de commande entre les mains d'un groupe fort restreint, il est nettement plus avantageux pour ce groupe d'établir une politique commune que de laisser la libre concurrence coûter des fortunes à chacun des membres du club...

Quand les liens sont aussi étroits entre les entreprises œuvrant dans un secteur particulier de l'industrie ou du commerce, on doit s'attendre à ce que presque toutes écopent d'un nombre égal de condamnations. Les études de Sutherland, mêmes si elles datent déjà d'une couple de décennies, gardent encore toute leur valeur. Elles démontrent, par exemple, que les entreprises majeures n'ont aucune objection à courir le risque d'une condamnation : les entreprises savent fort bien que leurs concurrentes ont également participé à l'entente illégale et que les dommages, si dommages il y a, seront également répartis entre tous. De cette manière, l'entreprise condamnée se retrouve, au terme d'un procès, dans la même situation parmi ses rivales qu'avant ses démêlés avec la Justice ; à l'inverse, l'entreprise qui refuserait de participer à une entente de type monopolistique serait vite défavorisée par rapport à ses concurrentes.

Le but des entreprises commerciales est de faire le plus de profit possible. Quand une compagnie découvre un moyen d'augmenter ses bénéfices, les autres compagnies prennent connaissance de la découverte et l'adoptent, peut-être un peu plus vite et avec une unanimité plus totale si les sociétés sont concurrentes. Il est aujourd'hui plus facile de faire connaître les pratiques illégales pour augmenter les profits, car le contrôle de l'industrie tend à se centraliser autour des banques de placement et des groupes d'intérêt économique au sein des associations professionnelles ou commerciales².

137. On se tromperait d'ailleurs lourdement si l'on croyait que les seules méthodes monopolistiques consistent à réunir autour d'une même table les propriétaires des quelques entreprises majeures. Dans la plupart des cas, il n'est aucunement nécessaire de pratiquer un échange dangereux de documents et de prévisions budgétaires.

Il est beaucoup plus simple, par exemple, d'adopter des procédures si complexes et si harassantes qu'il devient impossible à un nouveau-venu d'intervenir dans le tableau. Ainsi, certaines industries majeures peuvent, à

¹ Ceci n'empêche aucunement les entreprises américaines de bousculer en Europe les associations patronales. JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER (*Le Défi américain*) explique lui-même qu'un grand nombre d'entreprises européennes considèrent les Américains comme des « casseurs de prix » : ceci révèle à la fois l'existence de « pactes patronaux » en Europe et l'attitude de ceux qui ne font pas partie des pactes. Faut-il en déduire que, si aucun malaise n'est perceptible ici, les pactes englobent à peu près tout le monde ? Dans certains secteurs de l'industrie, c'est fort probable.

² EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1949, p. 241.

force d'offrir un crédit à peu près illimité à leur clientèle, accaparer la totalité du marché. Un nouveau-venu n'aurait jamais les reins assez forts pour attendre pendant des mois l'entrée des comptes recevables. Dans cette perspective, *certaines pratiques de crédit sont carrément une mesure permettant à un groupe d'entreprises de s'approprier le marché et d'en interdire l'accès à tout nouveau-venu*. C'est fréquemment la première étape vers des ententes plus clairement définies.

Une relation existe entre la situation économique des diverses compagnies et les entorses à la législation anti-monopole. Les économistes ont affirmé que les conditions qui rendent plus facile le contrôle des prix comprennent entre autres, une forte mise de fonds ou d'autres moyens pour empêcher l'entrée en scène de nouveaux concurrents. L'importance de cette constatation apparaît au moment de départager les sociétés commerciales, d'une part, et les sociétés manufacturières, d'autre part ¹.

138. Sutherland n'a pas manqué de souligner à quel point les grandes techniques de communication sociale demeurent généralement silencieuses sur les agissements du crime des cols blancs.

Nous serions cependant tentés d'ajouter à son explication différentes nuances. Il est probablement exact, dans un grand nombre de cas, que les grandes techniques d'information se soucient fort peu de décrire des agissements auxquels elles sont sans doute appelées à collaborer à leur tour ! Par ailleurs, si l'on se place au niveau des journalistes et des reporters, point n'est besoin d'imaginer de laborieuses conspirations pour expliquer le silence de la plupart d'entre eux. Le crime des cols blancs est, de façon générale, suffisamment discret pour ne pas attirer l'attention ; en outre, le crime des cols blancs se commet généralement dans un groupe extrêmement restreint où tous et chacun ont d'aussi bonne raison les uns que les autres de garder un silence absolu. De cette manière, le journaliste qui prétend décrire la situation de façon correcte devra être à la fois un homme chanceux et un spécialiste. Au niveau des administrations, le problème peut se présenter de façon très différente :

Les techniques de communication sociale, qui critiquent de verte façon les violations les plus courantes du code criminel, ne semblent pas voir du même œil la criminalité des cols blancs. Cette différence d'attitude s'explique de multiples façons. Les grands journaux, les compagnies cinématographiques et les sociétés de radio-diffusion constituent elles-mêmes de vastes sociétés, et les personnes qui les possèdent et les dirigent professent les mêmes points de vue que les personnes qu'on trouve à la tête des autres sociétés. Ces entreprises tirent l'essentiel de leurs revenus de la publicité que leur paient les autres sociétés commerciales et elles courraient le risque de perdre une portion importante de ce revenu si elles s'en prenaient à la ligne générale de conduite de ces entreprises ou aux agissements des sociétés en particulier. Enfin, ces techniques de communication sociale peuvent participer elles-mêmes à la criminalité des cols blancs, particulièrement au niveau des coalitions, de la fausse représentation

¹ EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1949, p. 260.

dans la publicité et dans les tactiques anti-syndicales. Le monde des affaires est donc à l'abri des critiques dangereuses des média et il n'entre jamais en contact avec les milieux où l'on donne de ces agissements une image défavorable.

Ajoutons enfin que le monde des affaires est aussi à l'abri des critiques qui pourraient venir de certaines personnalités politiques¹.

139. Les dernières remarques de Sutherland débouchaient sur les connivences possibles entre les représentants du gouvernement et les entreprises induites en tentation de monopole.

Encore là, il était possible, à l'époque de Sutherland, de déceler une certaine « parenté d'esprit » entre les hommes d'affaires et les représentants de l'État. Là aussi, l'analyse donnée par l'auteur a résisté à l'usure du temps :

Un certain nombre de liens expliquent que le gouvernement montre moins de sévérité avec les hommes d'affaires qu'avec les gens de conditions socio-économiques plus humbles.

- (a) De façon générale, les personnes qui composent le gouvernement sont culturellement apparentées aux hommes d'affaires, les deux groupes se situant au niveau supérieur de la société américaine.
- (b) Plusieurs membres du gouvernement viennent par ailleurs de familles qui ont produit aussi des hommes d'affaires.
- (c) Un grand nombre d'hommes d'affaires sont des amis intimes de membres du gouvernement. Presque tous les hommes politiques influents ont un grand nombre d'amis intimes dans le monde des affaires, et presque tous les hommes d'affaires importants comptent aussi d'innombrables amis personnels au sein du gouvernement.
- (d) Un grand nombre de membres du gouvernement ont déjà été reliés à des entreprises commerciales à titre de dirigeants, de procureurs, de directeurs ou en d'autres capacités. En temps de guerre, tout particulièrement, un grand nombre de personnalités politiques conservent leurs relations d'affaires.
- (e) Plusieurs personnalités politiques espèrent trouver un poste dans une entreprise commerciale lorsqu'ils quitteront le gouvernement. Un poste dans le gouvernement est souvent le tremplin vers une carrière dans le monde des affaires. Les contacts établis pendant un mandat, ainsi que les renseignements obtenus de l'intérieur pendant ce laps de temps, tout cela survit lorsque l'individu passe au service d'une entreprise commerciale.
- (f) Les affaires constituent une puissance majeure dans la société américaine et elles peuvent entraver ou aider les programmes gouvernementaux auxquels s'intéressent les personnalités politiques.
- (g) Les programmes gouvernementaux sont liés de près aux partis politiques et les campagnes de ces partis politiques dépendent en bonne partie des contributions que fournissent les hommes d'affaires les plus importants. Ainsi, l'homogénéité culturelle de départ, une multitude de contacts personnels et la force des alliances mettent l'homme d'affaires à l'abri de la censure gouvernementale².

¹ EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1949, p. 247.

² EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1949, pp. 248-249.

140. Au total, la criminalité en col blanc constitue déjà aujourd'hui l'un des plus grands dangers que notre civilisation occidentale ait jamais eu à affronter. Dans l'avenir, ce danger ne fera que croître, en raison du fait que les concentrations de puissance s'effectuent à un rythme sans cesse accéléré.

Dans tous les secteurs, le pouvoir est en voie de passer à des groupes extrêmement restreints qui seront en mesure, s'ils ne le sont déjà, de déterminer le mode et le standard de vie de millions d'hommes. Ces petits groupes seront constamment en « occasion prochaine de monopole ». Il ne suffira même plus de les traduire devant un tribunal quelconque et de leur ordonner le morcellement de leur empire. Les sommes impliquées à ce niveau sont si considérables déjà qu'il est devenu impossible de faire sortir les contrôles importants du cercle restreint des grands possédants.

Les sommes qu'exigent ces grandes concentrations industrielles et commerciales sont si considérables que certains états doivent, pour résister aux monopoles américains, consentir eux-mêmes à la création de semblables cartels.

Le mouvement actuel consiste à laisser détruire, peu à peu, l'industrie européenne par la force supérieure de celle des États-Unis. La contre-offensive exige donc une stratégie fondée sur le renforcement systématique des entreprises les plus aptes à riposter au défi. *Aucune autre politique que celle qui consiste à renforcer les points forts* — que la démagogie condamne sous le terme global et vague de « monopole » — *ne nous permettra d'échapper au sous-développement relatif.* Il nous faut des groupes industriels européens. Il faut donc instituer une préférence ¹.

141. Nous n'avons pas à nous attarder sur l'évolution économique du monde actuel. *Nous ne pouvons cependant pas éviter qu'une étude de la criminalité moderne débouche sur les données économiques les plus fondamentales.*

La décision la plus importante que puisse prendre aujourd'hui notre société, qu'il s'agisse du domaine économique ou du domaine de la justice sociale dans toute son ampleur, consiste à réduire l'écart entre les plus riches et les plus dépourvus. Il est anormal, ainsi que nous l'avons expliqué

¹ JEAN-JACQUES SERVANS-SCHREIBER, *Le Défi Américain*, Éditions Denoel, 1967, p. 177.

M. Servan-Schreiber nuance lui-même cette affirmation par la note suivante :

Cette stratégie paraîtra discutable (et elle l'est) aux hommes qui redoutent le pouvoir de pression, le pouvoir politique, des très grandes entreprises. Cette crainte est justifiée. Mais le remède se trouve dans l'autorité de l'État, non dans l'affaiblissement de l'industrie. Nous essaierons d'être moins sommaire sur ce point dans les derniers chapitres.

Malheureusement, Jean-Jacques Servan-Schreiber demeurera, malgré tout, excessivement sommaire sur ce point.

dans notre rapport sur la sécurité judiciaire, qu'un citoyen pourvu soit mieux traité par l'appareil judiciaire que l'indigent. De la même manière, il est anormal que certaines catégories de crimes, parce que commis à niveau trop élevé, demeurent impunis. C'est pourtant ce qui se produit : à cet égard, la situation que décrivait Sutherland existe toujours et elle se détériore même au fur et à mesure que diminue la concurrence et que se renforcent les monopoles.

Face à cette situation, une société doit décider plus lucidement que jamais de son orientation : ou bien elle s'en tient à l'application stricte du libéralisme intégral, ou bien elle donne à l'état le moyen de pourchasser la fraude jusqu'aux échelons économiques les plus élevés. La commission Katzenbach posait donc la bonne question en demandant si « une société de libre entreprise pouvait relever le défi du crime ». Malheureusement, la commission Katzenbach n'a pas apporté de réponse claire sur ce point essentiel.

142. Le problème que nous venons de décrire serait strictement économique — et ce serait déjà dramatique — si le crime organisé n'intervenait pas pour créer ses propres monopoles, pour s'insinuer à l'intérieur des cartels existants et donner toute sa gravité au défi.

C'est parce qu'il agit à ce niveau que le crime organisé nous semble, infiniment plus que la criminalité de violence, une forme de criminalité extrêmement pernicieuse.

Nous décrivons plus loin le crime organisé dans ses principales manifestations ¹. À cette étape-ci de notre travail, nous voulons simplement indiquer quelques orientations générales. Nous voulons, en particulier, attirer l'attention sur le fait que le crime organisé est devenu, dans la plupart de ses manifestations, une « entreprise de services ». Ceci mérite sans doute quelques explications.

143. En décrivant le crime organisé comme une entreprise de services, nous voulons surtout souligner que le crime organisé est, par excellence, le *crime sans victime*. En d'autres termes, le crime organisé est particulièrement florissant lorsque la connivence la plus parfaite existe entre ceux qui retirent les bénéfices d'une activité illégale et ceux qui s'y laissent prendre.

Le crime organisé n'est donc pas, malgré toutes les impressions en sens contraire, un usage systématique de la violence aux dépens du grand public. Au contraire, le *crime organisé préfère de beaucoup éviter la violence et la publicité*. Il atteint généralement son maximum de rentabilité là où rien ne signale sa présence.

¹ Nous courons ici un double risque : celui de dire deux fois les mêmes choses et celui de nous montrer trop schématiques. L'importance du sujet nous invite à permettre certaines répétitions. Les risques du « raccourci », quant à eux, disparaîtront au tome 3 du présent volume.

Sans doute, le crime organisé ne recule pas devant la violence. Cependant, la violence demeure pour lui une simple méthode de maintenir la discipline à l'intérieur des cadres. Ainsi, la violence à laquelle consent le crime organisé frappe beaucoup plus souvent un membre de l'organisation qu'un client.

144. Cette criminalité sans victime nous paraît constituer, avec la criminalité des cols blancs, un danger mortel pour notre société. Nous le croyons pour trois raisons différentes :

- 1 — En raison de la connivence entre la victime et son « bourreau », les corps policiers sont généralement impuissants à combattre le crime organisé ;
- 2 — Les bénéfices qui découlent du crime organisé sont tels qu'ils est devenu possible à un empire criminel de fausser tous les mécanismes de notre économie ;
- 3 — Cette criminalité aggrave les problèmes de pauvreté et les risques d'injustice sociale ; elle fournit ainsi de puissants motifs à la contestation de toute notre société.

145. On se trompe lourdement, en effet, si l'on croit mener une lutte efficace au crime organisé simplement en augmentant les effectifs policiers. Le problème est infiniment plus profond que la criminalité de violence et il est impossible d'y faire face à moins d'engager la société elle-même dans la lutte.

En fait, le meilleur partenaire du crime organisé demeure la législation. Par cette formule paradoxale, nous laissons entendre que le crime organisé ne peut se développer qu'à l'intérieur de pays où s'exercent de multiples interdictions. Par exemple, la prohibition de l'alcool, pratiquée aux États-Unis dans les années 30, suffisait amplement à créer l'empire criminel de Capone ou de Luciano. Selon l'expression de Peter Maas, « la prohibition fut le catalyseur » ¹.

Aujourd'hui, le crime organisé demeure florissant aux États-Unis et au Canada, au moins en partie parce que, de façon générale, les lois existantes interdisent le jeu. Certes, le crime organisé tire profit d'autres activités. Cependant, le jeu demeure, sous toutes les latitudes nord-américaines, la principale source de revenu du crime organisé.

146. Au total, le crime organisé fait aujourd'hui partie des mœurs de la société nord-américaine. Aucun effort policier, aucune intervention du légis-

¹ PETER MAAS, *The Valachi Papers*, G.P. Putnam's Sons, New York, 1968, p. 84.

lateur ne peuvent déraciner des habitudes depuis longtemps inscrites dans les mœurs d'un nombre considérable de citoyens américains et canadiens.

Quelle que soit l'insistance que nous mettions à multiplier les cours de morale et les sermons sur ce mal et sur cette menace à l'intégrité de notre façon de vivre, un fait demeure : le crime organisé diffère totalement du crime uniquement prédateur en ce sens qu'il constitue une organisation de l'activité criminelle telle qu'il peut offrir des services illicites à une population qui recherche de tels services, qu'ils soient légitimes ou non. Le crime organisé est un crime de services, il est la planification du marché et de l'appétit qui porte les gens vers les services illicites, c'est-à-dire vers le vice, les stupéfiants, le jeu, la prostitution, le banditisme dans le monde du travail et celui de l'industrie. La pègre manipule le marché de l'emploi ou la relation entre l'employeur et l'employé¹.

Nous reviendrons plus loin (tome 3 du troisième volume) sur les ramifications et les diverses activités du crime organisé dans notre province. Nous sommes satisfaits si, à cette étape, on perçoit mieux à quel point *le crime organisé ne prospère qu'avec la connivence et le consentement de milliers de citoyens*. À ce titre, le crime organisé rejoint le « white collar crime » : il épouse toutes les apparences de la légalité, il se conduit en substance comme n'importe quel autre service public, il traite beaucoup plus avec des clients qu'avec des victimes, il réserve le recours à la violence pour sa régie interne.

¹ *Proceedings of the Third Annual Institute for Juvenile Court Judges and Referees*, Mark Thomas Inn, Monterey, California, May 14-15, 1964, p. 176.

TROISIÈME PARTIE

LES AUTEURS DES CRIMES

(147-172)

A — LA CRIMINALITÉ FÉMININE



147. Même si nous n'avons aucunement l'intention de nous aventurer dans les théories d'ordre psychologique ou psychiatrique, il nous faut jeter un coup d'œil sur les auteurs des crimes. Il appartiendra aux spécialistes de définir les méthodes les plus adaptées à la rééducation de chaque groupe. Nous nous bornons ici à renseigner le public sur les caractéristiques du crime québécois et sur l'identité des criminels connus des différents corps policiers.

Particulièrement depuis Lombroso, la recherche scientifique s'est intéressée, en effet, à l'identité des criminels. On a élaboré à leur sujet mille et une théories. Malheureusement, les informations sont encore insuffisantes et rares sont les conclusions d'ordre général qui s'imposent à l'esprit. Il faut se rabattre sur quelques propositions fort simples :

- 1 — le crime est avant tout une activité masculine mais, surtout chez les jeunes, la criminalité féminine s'accroît plus rapidement que la criminalité masculine ;
- 2 — la criminalité des jeunes est celle qui croît le plus rapidement ; la violence s'y accroît, mais elle n'est pas encore dominante ; l'instinct grégaire joue un rôle important ;
- 3 — les récidivistes commettent une quantité de crimes hors de proportion avec leur nombre ;
- 4 — la plupart des pays ont adopté des législations spéciales à propos des repris de justice (criminel d'habitude).

148. Point n'est besoin d'insister longuement sur le fait que le crime est avant tout une activité masculine. L'expérience québécoise, à cet égard, confirme les remarques formulées par les spécialistes du monde entier. Autant la prison des femmes de Québec que la maison Tanguay de Montréal logent aujourd'hui un moins grand nombre de femmes que la capacité normale de ces institutions. Jusqu'à maintenant, on n'a même pas jugé nécessaire d'ouvrir au Québec une institution fédérale à l'intention des femmes qui seraient condamnées à plus de deux ans de détention. Au moment d'écrire

ces lignes, le Québec ne compte qu'une détenue au pénitencier fédéral de Kingston, en Ontario. (Ceci ne veut pas dire que nous approuvions la détention de Québécois dans des institutions situées dans d'autres provinces.)

On ne peut juger de la criminalité féminine en se basant simplement sur le nombre de personnes arrêtées et condamnées. Cependant, lorsque le nombre des détenus est ainsi sans commune mesure avec le nombre de détenus masculins, on peut légitimement affirmer que ce sont les hommes qui posent, en termes de criminalité, les problèmes les plus aigus.

Le troisième fait surprenant que révèle la statistique criminelle, c'est que le crime est avant tout une activité masculine. Les hommes sont plus criminels que les femmes et les garçons plus délinquants que les filles. Cette différence marquée entre les taux de criminalité de chacun des sexes est constante au cours des années et les changements dans la structure sociale ne paraissent pas l'affecter.

Taux de condamnation pour offenses indictables par 100,000 habitants Angleterre et pays de Galles		
	Mâles	Femelles
1938	393	51
1948	612	87
1951	645	79
1957	612	73
1958	680	84
1959	710	84
1960	747	93
1961	818	111

Ce phénomène se retrouve dans tous les pays. Comme le fait remarquer Sutherland : « Le sexe fort commet beaucoup plus que sa part de crimes dans tous les pays, dans tous les groupes à l'intérieur d'un pays, dans tous les groupes d'âge, à toutes les époques de l'histoire qui nous ont laissé des statistiques à ce sujet, et il en est de même pour toutes les catégories de crimes excepté ceux qui sont en quelque sorte directement reliés au sexe féminin, comme l'avortement et l'infanticide »¹.

149. On aurait tort de croire, sur la foi des maigres chiffres qui existent dans ce domaine, que la criminalité féminine n'existe pas. Elle existe mais différents facteurs concourent à dissimuler la criminalité féminine beaucoup plus que la criminalité masculine.

En effet, dans une société comme la nôtre, il est assez normal que la population masculine se plaigne peu de la criminalité féminine :

¹ * EDWIN SUTHERLAND and DONALD CRESSEY, *Principles of Criminology*, 5th edition, Lippincott, 1955, p. 111, cité par JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, London, Faber and Faber Ltd., 1967, p. 36.

La nature même de la femme influe sur le risque de détection et sur les réactions de la société à l'égard de la criminalité féminine. Dans la culture américaine, il est convenu que la femme obtient sa protection de l'homme. Ce dernier s'exposerait donc au ridicule en signalant un crime où il a été victime d'une femme. Les circonstances du crime peuvent inclure des actes sexuels secrets ou bien de tels actes peuvent être soupçonnés même en leur absence. La criminelle peut être protégée par l'opinion générale voulant que les femmes agissent de façon illogique. Sa victime peut redouter qu'en cas d'arrestation la criminelle cède à la tentation de formuler des accusations sans fondement contre son accusateur ou fasse de lui le portrait d'un homme pour le moins peu chevaleresque ¹.

D'autre part, certains crimes, traditionnellement commis par les femmes, disparaissent graduellement de la plupart des codes criminels. Par exemple, la prostitution et l'avortement sont sans doute les secteurs où la tendance moderne à la « dépenalisation » se manifeste le plus ouvertement ².

150. La criminalité féminine a, en outre, une multitude de raffinements : qui contribuent à l'envelopper de mystère.

Les statistiques montrent qu'il y a en France 10 fois plus d'hommes que de femmes traduits devant les Cours d'Assises et 5 fois plus devant les tribunaux correctionnels. *La femme empoisonne plus qu'elle ne tue au moyen d'une arme, elle capte des héritages ou recèle des objets volés mais elle ne cambriole pas* ³.

D'autre part, dans une société comme la nôtre, la femme n'est généralement pas le pourvoyeur de la famille. On est donc beaucoup moins porté à s'interroger sur ses sources de revenus. Ainsi, le vol à l'étalage peut se pratiquer dans presque n'importe quel groupe féminin sans entraîner de changements notables dans le rythme ou le standard de vie des familles. Jusqu'à un certain point, le mariage aussi diminue pour la femme les occasions de commettre des crimes ; il peut, en outre, dissimuler les activités criminelles féminines beaucoup plus qu'il ne le ferait pour une population masculine ⁴.

¹ ELMER HUBERT JOHNSON, *Crime, Correction, and Society*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, p. 74.

² Il semble généralement admis que la prostitution, le vol à l'étalage, l'infanticide et l'avortement comptent parmi les délits les plus caractéristiques des femmes appartenant au groupe d'âge des jeunes adultes, quel que soit le pays où elles vivent. Aux États-Unis on constate, en outre, que des jeunes femmes sont souvent impliquées dans des délits en matière de stupéfiants. *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, p. 23.

³ DR RENÉ RESTEN, *Caractérologie du criminel*, Les Presses universitaires de France, 1959.

⁴ Les adolescentes ont beaucoup plus de chances de passer à une nouvelle existence de respectabilité parce que le simple choix d'un « parti » constitue un nouveau départ. T. R. FYVEL, *The Insecure Offenders*, Great Britain, Pelican Books, 1963, p. 98.

151. Malgré toutes ses nuances, la criminalité féminine existe et elle montre même, surtout dans les couches jeunes de la société, une tendance à augmenter plus vite que la criminalité masculine. Les tableaux XCVIII à CVII ont montré, en effet, que la criminalité féminine augmentait même dans les groupes où la criminalité masculine semblait stable ou en régression. D'autre part, la même série de tableaux a démontré que la criminalité féminine, même dans les groupes d'âge où la criminalité augmente rapidement, dépasse le coefficient d'augmentation de criminalité masculine.

En conclusion, on peut affirmer que :

- 1 — le nombre des délinquantes est infiniment moins considérable que le nombre de délinquants¹ ;
- 2 — certains crimes appartiennent en exclusivité aux femmes² ;

¹ Sexe du délinquant. Le groupe des jeunes adultes délinquants se compose en majorité d'hommes, et la place relativement peu importante qu'y tiennent les femmes se traduit, dans les rapports de nos correspondants, par le petit nombre des allusions faites au problème de la délinquance féminine. Dans l'Inde et à Ceylan, les femmes ne comptent que pour 3 p. cent dans le total des jeunes adultes délinquants ; la proportion est un peu plus élevée dans les pays de haut développement technique, mais les délinquantes y sont encore en minorité. Au Royaume-Uni, le taux de criminalité, pour les jeunes adultes de sexe masculin, est plus de huit fois supérieur au chiffre correspondant pour les femmes du même groupe d'âge. En Italie, sur le nombre des condamnations prononcées en 1959 contre des personnes d'âge compris entre 18 et 25 ans, 15 p. cent seulement ont été portées contre des femmes, tandis que dans le groupe d'âge compris entre 30 et 40 ans, la proportion atteignait 23 p. cent. En Belgique, le rapport indique que 16 p. cent des délinquants âgés de 16 à 17 ans sont de sexe féminin, les proportions correspondantes étant de 17 p. cent pour le groupe d'âge compris entre 18 et 20 ans et de 19 p. cent pour le groupe d'âge compris entre 21 et 24 ans. Dans ce pays, les femmes se voient condamner surtout pour adultère, bigamie, vol et lésions corporelles volontaires. *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, p. 22.

² L'infanticide est principalement perpétré par des célibataires «filles-mères», et si on assimile à cette situation les veuves, divorcées ou en instance (sur 20 p. cent des femmes mariées, combien étaient séparées de fait), un facteur criminogène primordial se dégage, qui est celui d'une grossesse survenant chez une femme abandonnée, c'est-à-dire ne pouvant compter sur l'aide d'un conjoint.

C'est le premier enfant qui est tué dans la moitié des cas. Mais dans l'autre moitié des cas seulement, les seconds et troisièmes enfants d'un foyer impécunieux et mal logé est au moins autant désigné comme victime que celui de la fille-mère, primipare accidentelle.

Enfin, le milieu socio-culturel et la profession cristallisent un grand nombre de cas ; plus de la moitié sont d'origine rurale : cultivatrices, domestiques, agricoles, journalières, pupilles de l'A.P. (60 à 20 p. cent) ; puis, un quart sont domestiques, bonnes à tout faire, femmes logées à l'endroit où elles travaillent. Les cas deviennent rares ou isolés dès qu'on atteint un certain niveau culturel, et là les facteurs socio-économiques cèdent le pas aux déterminants psycho-névrotiques. En fait, il s'agit surtout de rurales, débiles ou ignorantes, séduites ou abandonnées. On a dit avec justesse :

- 3 — que le mariage semble avoir un effet bénéfique et protecteur sur les femmes délinquantes ¹ ;
- 4 — la criminalité féminine augmente à un rythme plus rapide que la criminalité masculine.

« L'infanticide est l'avortement des pauvres. » Faut-il se féliciter de la rareté, de l'extinction presque de l'infanticide et le mettre sur le compte :

- de l'effet intimidant du système pénal ;
- de l'excellence de la législation sociale, préventive et curative, pré et post-natale : contrôle périodique des grossesses (officialisation avant la naissance), allocations après déclaration avant le troisième mois, maisons et hôtels maternels, accouchement et séjour gratuits, un mois avant, un mois après (loi 2 sept. 41), allocation préventive d'abandon (15-4-43) devenus « secours à la naissance » (21-11-53), interdiction à tout employeur de licencier une femme enceinte (art. 29 du Code du travail), lois de 89 et 98 sur les possibilités d'abandon légal et secret, modifiées par la loi du 15-4-43 ;
- de l'évolution des mœurs : soit morale (atténuation de l'attitude de réprobation sociale, culpabilisante à l'égard de la fille-mère) ; soit technique (plus d'accouchement à domicile : clandestin).

Or, tout en reconnaissant le caractère souvent très positif de ces dispositions, il faudra se garder d'un optimisme qui ne serait qu'hypocrite et reconnaître que l'enfant est toujours très exposé aux conduites infanticides ; il ne l'est plus au même moment, « le moment où il vient de naître ou dans un temps très rapproché de sa naissance » ; il reste exposé, soit sur le mode rétrograde, soit sur le mode antérograde :

- soit avant la naissance, et la suppression est le plus souvent radicale ;
- soit après la naissance, et ce sont les formes variées à l'infini de l'infanticide larvé, des crypto-infanticides, MARCEL COLIN, *Études de criminologie clinique*, Masson & Cie, Lyon, France, 1963, pp. 73-74.

¹ On concède couramment que les problèmes du comportement tendent à ne durer que peu de temps chez les filles et que même les problèmes graves se résorbent de façon notable avec l'âge et le mariage. BRUNO CORMIER, LYDIA KEITNER et MIRIAM KENNEDY, *The Persistent Offender and His Family*, dans *McGill Law Journal*, Vol. 13, no 4, Montréal, 1967, p. 606.

**B—LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CRIMINALITÉ
DES JEUNES**



B—LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CRIMINALITÉ DES JEUNES

(152-156)

152. Nous n'avons pas à revenir longuement sur la place qu'occupent les jeunes dans le tableau général de la criminalité. Nous avons déjà passablement nuancé le jugement qu'on peut porter sur la participation des jeunes (paragraphe 108 à 118).

Cependant, il est assurément nécessaire d'attirer ici l'attention sur les groupes (*gangs*) et sur le rôle que les jeunes y jouent. En effet, même si les jeunes délinquants se cantonnent généralement dans la criminalité non violente, il est évident que même les jeunes délinquants non violents deviennent aisément les jeunes adultes portés à la violence :

Les adolescents sont en tête pour les vols de voitures, les cambriolages, les effractions et les vols mineurs quand on établit le taux de criminalité en fonction des groupes d'âge. Les jeunes représentent aussi un fort pourcentage des arrestations pour port d'arme illégal et pour possession de narcotiques.

Chez les jeunes adultes, la tendance se dirige principalement vers la prostitution, le vice commercialisé, les stupéfiants, l'homicide coupable, les offenses aux dépens de la famille et des enfants, les fausses signatures et la contrefaçon, le détournement de fonds et la fraude, l'assaut grave, les autres voies de fait et le jeu. Les jeunes adultes constituent également un pourcentage important dans le cambriolage, l'effraction, le vol, le vol mineur, l'ivrognerie et la conduite en état d'ivresse.

Les adultes d'âge moyen se classent en tête pour l'ivrognerie, le jeu et la conduite en état d'ivresse. Leur contribution est importante et également dans le détournement de fonds, la fraude, les offenses aux dépens de la famille et des enfants, les faux, la contrefaçon et les crimes sexuels autre que le viol.

Les adultes plus avancés en âge ne détiennent le premier rang dans aucune catégorie en raison de leur taux relativement bas de criminalité. Toutefois, leur contribution est importante dans les secteurs de l'ivrognerie, du vagabondage, du jeu et de la conduite en état d'ivresse. A eux deux, les groupes des jeunes et des jeunes adultes accaparent la majeure partie des viols, des autres crimes sexuels, des vols qualifiés, de recels et des ports d'armes illégaux ¹.

Par ailleurs, la plupart des analystes ont constaté que les jeunes délinquants et les jeunes adultes avaient, beaucoup plus que leurs aînés, l'habitude d'agir à l'intérieur de groupes ou de bandes. On pourra lire, dans le tome 2

¹ ELMER HUBERT JOHNSON, *Crime, Correction and Society*. The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, p. 70.

du présent volume, le bilan de la bande des Kyling en matière de vols à main armée. Ceci constitue un équivalent québécois de ce que furent les Teddy-Boys dans l'Angleterre de l'après-guerre.

La statistique sur la présente criminalité ne constitue qu'une partie du tableau de l'après-guerre. Il est aussi important de signaler que, durant les années 50, est apparu dans les rangs de la jeunesse travailleuse, une vie de groupe plus intense qui se caractérisait par une telle agressivité à l'égard de l'autorité sous toutes ses formes qu'elle pouvait dégénérer en violence au moindre prétexte. Associée à cette hostilité, une sorte d'état de guerre élégant existait entre les bandes elles-mêmes, surtout parmi celles qui se permettaient les outrances vestimentaires du style Teddy-Boy et fleurissaient aussi la mode de porter des armes de fabrication artisanale. En fait, si l'on observait ce tableau à l'extérieur, une inquiétante dichotomie est en voie de se produire. À mesure que les jeunes travailleurs anglais subissaient l'urbanisation de façon croissante et à mesure que s'élevaient des écoles et des logements plus modernes, du même coup un plus grand nombre de jeunes semblaient glisser vers la nouvelle guerre de groupe et se promener en emportant pour leur défense des couteaux à ressort ou des armes aussi incongrues que des chaînes de bicyclettes¹.

153. Sans l'ombre d'un doute, le Québec subit sa large part de la criminalité des bandes. Ainsi que nous le soulignerons à propos des vols à main armée commis au Québec, notre piètre « taux de détection » (19%) s'explique en bonne partie par le fait que les bandes peuvent infiniment plus que les individus isolés, échapper à la détection policière. Si l'Ontario élucide un plus fort pourcentage de vols à main armée, c'est que la province voisine subit beaucoup moins que le Québec le fléau des bandes.

Il ne faut pas s'étonner que les jeunes soient plus intéressés que les adultes à des activités de bande. En effet, différentes théories et particulièrement celle de Cloward et Ohlin, soulignent que les jeunes subissent plus que leurs aînés les pressions sociales et ont moins à perdre en recourant aux moyens extrêmes.

La théorie de la « différence des chances » formulée par Cloward et Ohlin est intéressante par la lumière qu'elle jette sur le caractère subculturel de la délinquance des bandes. Selon cette théorie, on peut voir dans cette forme de délinquance une réaction spécifique d'enfants élevés dans des taudis, à peine instruits, vivant dans les privations matérielles et victimes d'un appauvrissement culturel, à l'égard d'une société qui a beaucoup à leur offrir dans l'ordre des possibilités mais qui, en fait, leur dénie les moyens de réaliser leurs aspirations. C'est ainsi que le jeune garçon des bas quartiers s'allie à d'autres jeunes de condition semblable et qu'ensemble ils trouvent dans leur groupe la force de rejeter le système de valeurs de la société qui les entoure, le remplaçant par un autre qui leur est propre et s'efforçant de parvenir par des moyens illicites à ce qu'ils ne peuvent espérer obtenir par des moyens licites. Issue de l'expérience des bas quartiers des villes d'Amérique, cette théorie est peut-être

¹ T. R. FYVEL, *The Insecure Offenders*, Great Britain, Pelican Books, 1963, pp. 17-18.

néanmoins susceptible d'une application plus large, qui s'étendrait à des pays autres que les États-Unis, et au jeune adulte délinquant aussi bien qu'au mineur délinquant.

Les rapports de nos correspondants montrent clairement que d'autres pays que les États-Unis connaissent le problème des sous-cultures nées dans le milieu de la délinquance et, plus particulièrement, la question des bandes formées de jeunes auxquels la culture dominante est devenue étrangère. En Tchécoslovaquie, des travailleurs sociaux spécialisés dans la réadaptation s'efforcent de dissocier ces bandes et de canaliser l'énergie de leurs membres pour l'orienter vers des activités licites. Le rapport de l'Inde indique que les exploits des bandes ont surtout pour auteurs des jeunes délinquants d'âge compris entre 10 et 16 ans qui habitent les taudis des villes, bandes où trouvent des recrues les gangs d'adultes formés de criminels de profession. De jeunes adultes de milieux sociaux très divers jouent, nous dit-on, un rôle actif dans les bandes qui pratiquent le dacoïsme. Au Liban, des bandes mixtes qui comprennent à la fois adultes et jeunes gens se livrent à la délinquance organisée et plus particulièrement, au jeu, à la contrebande et au trafic des stupéfiants. La plupart de ces bandes semblent s'être formées spontanément, au hasard des rencontres entre jeunes et adultes mis au contact les uns des autres par leur état commun d'abandon, de chômage et de misère et par le sentiment commun d'être devenus étrangers à la société ¹.

154. Ce dernier texte a fait saisir les dimensions du problème. On le constate, ce serait une pauvre défense que de considérer le phénomène de la « criminalité en bandes » comme limité à l'Angleterre ou à certains quartiers pauvres des États-Unis.

L'essentiel à propos de cette criminalité se résume à deux points :

- 1 — les bandes de jeunes délinquants sont les meilleurs réservoirs de la criminalité adulte ² ;
- 2 — les bandes d'adolescents ne se forment pas uniquement dans un but criminel, mais constituent pour la jeune génération une nouvelle façon de vivre.

¹ * CLOWARD et OHLIN, *Delinquency and Opportunity ; A Theory of Delinquent Gangs* (Glencoe, Illinois, Free Press, 1960), p. 153, cité dans *Le jeune adulte délinquant*, Nations Unies, New York, 1965, pp. 25-26.

² On peut se faire une idée de la situation en examinant les trois dossiers de jeunes délinquants présentés par le directeur Jean-Paul Gilbert, de la Sûreté de Montréal (exhibits 30, 31 et 32). On lira également avec intérêt les commentaires que fait M. Gilbert sur ces dossiers (notes sténographiques, cahiers 7 et 8, pp. 823 à 826 ; 890 à 895).

Exhibit P-30

JUVÉNILE « X »

1.	26- 5-56	2.15 P.M.	Tent. de vol dans Autobus provincial	Domicile	Mère
2.	27- 7-56	7.55 P.M.	Insulter les passants	Domicile	Mère
3.	17-10-57	11.55 P.M.	Vol à l'étalage	C.B.E.S.	Sine Die
4.	2-10-58	5.20 P.M.	Domm. à la propriété	Domicile	Mère
5.	3- 9-59	8.00 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
6.	26- 5-60	3.30 P.M.	Tent. d'introduction dans des bureaux du Palais du Com.	Domicile	Mère
7.	13- 8-60	2.10 P.M.	Troubler la paix	Domicile	Mère
8.	13-10-60	9.00 A.M.	Vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	\$2.00 amende
9.	19- 9-60	10.30 A.M.	Vol et recel de mdses.	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
10.	11- 2-61	1.10 P.M.	Domm. à la propriété	Domicile	Père
11.	11- 2-61	4.00 P.M.	Vol et recel par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
12.	22- 6-61	10.00 P.M.	Vol dans autos	Domicile	Père
13.	15- 8-61	8.00 P.M.	Cond. immorale	C.B.E.S. T.C.	
Confié à l'accueil des Jeunes					
14.	13-12-61	11.20 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
15.	13-12-61	11.20 P.M.	Vol avec violence	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
16.	13-12-61	11.20 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
17.	13-12-61	11.20 P.M.	Domm. prop. « 2 charges »	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
18.	13-12-61	11.20 P.M.	Vol par eff. « 2 charges »	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
19.	13-12-61	11.20 P.M.	Effraction avec intention	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
20.	13-12-61	11.20 P.M.	Vol et recel « 2 charges »	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
21.	15-12-61	9.00 P.M.	Tent. de vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
22.	15-12-61	9.00 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
23.	13-11-61	11.15 P.M.	Effraction avec intention	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
24.	13-11-61	11.15 A.M.	Vol avec effr. « 2 charges »	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
25.	19-12-61	11.15 A.M.	Tent. vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
26.	19-12-61	11.15 A.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
27.	21-12-61	11.00 A.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
28.	27- 9-62	9.00 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die

29.	27- 9-62	6.45 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
30.	10- 5-62	6.45 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
31.	15- 5-62	6.00 P.M.	Vol et recel	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
32.	15- 5-62	6.00 P.M.	Vol et recel	C.B.E.S.	Renvoyée
33.	15- 5-62	6.00 P.M.	Vol et recel	C.B.E.S.	Renvoyée
34.	15- 5-62	6.00 P.M.	Vol et recel	C.B.E.S.	Sine Die
35.	11- 8-62	4.30 P.M.	Désertion du foyer	Domicile	Père
36.	4-12-62	5.00 P.M.	Vol et recel d'auto	C.B.E.S.	Sine Die
37.	4-12-62	5.00 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
38.	4-12-62	5.00 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
39.	4-12-62	5.00 P.M.	Vol par effraction	C.B.E.S.	Sine Die
40.	4-12-62	5.00 P.M.	Hit & Run	C.B.E.S.	Sine Die
41.	4-12-62	5.00 P.M.	Poss. d'armes off. (Revolver)	C.B.E.S.	Sine Die
42.	4-12-62	5.00 P.M.	Cond. auto sans permis	C.B.E.S.	Sine Die
43.	4-12-62	5.00 P.M.	Vol et recel	C.B.E.S.	Sine Die
44.	4-12-62	5.00 P.M.	Vol simple	C.B.E.S.	Sine Die
45.	18- 3-64	10.00 A.M.	Vol par effraction	C.B.E.S. T.C.	Sine Die
46.	27- 4-63	5.00 A.M.	Vol et recel d'auto déferé	C. des Sessions	2 ans
47.	8- 4-64	11.50 P.M.	Vol et recel d'auto déferé de cellule	C. des Sessions Caution \$950.00	1 hre Garder la paix 2 ans
48.	7- 5-65	12.10 A.M.	Vol qualifié	Cour des Sessions	
49.	29- 9-65	5.25 P.M.	Tentative de suicide	Centre St-Vallier	
50.	10-11-65	7.30 P.M.	Vol et recel d'auto	Mère avertie	Servi sur carte pour 11-11-65

Exhibit P-31

JUVENILE « Y »

1336/60	Art. 15	14 décembre 1960	Ajourned indefinitely.
2981/65	Flâner la nuit	19 mai 1965	Case ajourned sine die.
6766/65	Vol et recel	6 décembre 1965	Case ajourned sine die.
6767/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case ajourned sine die.
8780/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case ajourned sine die, child having been placed at B.F. & T.S. under record 8792/65.

JUVÉNILE « Y » (Suite)

8781/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8782/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8783/65	Vol et recel d'auto.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8784/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8785/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8793/65	Vol et recel d'auto.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8794/65	Vol et recel d'auto.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8795/65	Vol et recel d'auto.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8796/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child having been committed to B.F. & T.S.
8797/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8798/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8799/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8800/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8801/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die, child placed at B.F. & T.S.
8802/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die.
8803/65	Vol et recel par effr.	6 décembre 1965	Case adjourned sine die.

8804/65
9337/65
8378/66

Vol et recel par effr.
Vol et recel par effr.
Vol et recel par effr.

6 décembre 1965
2 février 1966
30 novembre 1966
13 janvier 1967

Case adjourned sine die.
Disposition adjourned sine die.
Case adjourned indefinitely.
Child is referred to the Court
of Sessions of the Peace under
art. 9 of Juvenile Delinquent's
Act.

8379/66
8380/66

Tentative de vol
Dommages

30 novembre 1966
30 novembre 1966
13 janvier 1967

Case adjourned indefinitely.
Case adjourned indefinitely.
Child is referred to the Court
of Sessions of the Peace under
art. 9 of Juvenile Delinquent's
Act.

8792/65

Vol et recel d'auto.

6 décembre 1965

6 avril 1966
25 mai 1966

Child is committed to B.F. &
T.S. for an indefinite period.
Order of Dec. 6th 1965 is
cancelled & child is recom-
mitted for ind. period at B.F.
& T.S.

8 août 1966

Commitment to B.F. & T.S.
is cancelled.

390/67

Infr. par effr.

13 janvier 1967
13 janvier 1967

Case adjourned sine die.
Child is referred to the Court
of Sessions of the Peace under
art. 9 of the Juvenile Del-
inquent's Act.

Exhibit P-32

JUVÉNILE « Z »

3293/61
3766/61
4555/61
5889/61

Vol et recel d'auto.
Vol et recel d'auto.
Vol et recel par effr.
Vol et recel d'auto.

21 juillet 1961
2 octobre 1963
4 octobre 1961
30 janvier 1962

Issue ajournée sine die.
Issue ajournée sine die.
Issue ajournée sine die.
Issue ajournée sine die.

JUVÉNILE « Z » (Suite)

267/62	Art. 15	7 décembre 1961	Confié à l'Accueil des Jeunes Inc., pour une période indéterminée.
712/62	Vol et recel d'auto.	5 mars 1962	Issue ajournée sine die.
1788/62	Vol et recel d'auto.	30 mai 1962	Issue ajournée sine die et conditions.
2616/62	Règlement municipal	29 mai 1962	Issue ajournée sine die.
2946/62	Vol et recel d'auto.	1 août 1962	Issue ajournée sine die.
4052/62	Vol et recel d'auto.	7 septembre 1962	Décision avancée au 19/9/62. Confié au Manoir Charles-de Foucaud pér. indéterminée n'excédant pas 24 mois.
		18 juin 1963	Décision avancée. Déféré à la Cour des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la loi des Jeunes Délinquants.
99/63	Recel d'auto.	24 janvier 1963	Ajourné sine die.
2025/63	Vol et recel d'auto.	2 mai 1963	Issue ajournée sine die.
3792/63	Tent. vol d'auto.	18 juin 1963	Issue ajournée sine die.
3854/63	Vol et recel sur mess.	18 juin 1963	Issue ajournée sine die.
4163/63	Vol et recel par effr.	18 juin 1963	Déféré à la Cours des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la loi des Jeunes Délinquants.
4164/63	Vol et recel dans auto	19 juin 1963	Issue ajournée sine die.
4178/63	Vol et recel par effr.	28 juin 1963	Déféré à la Cours des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la loi des Jeunes Délinquants.

4312/63	Vol et recel par effr.	18 juin 1963	Déféré à la Cours des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la loi des Jeunes Délinquants.
9190/63	Loi véhicule moteur	8 janvier 1964	Issue ajournée sine die, ordre de remettre le cautionnement.
4761/64	Vol et recel d'auto.	6 juillet 1964	Déféré à la Cour des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la loi des Jeunes Délinquants.
6608/64	Vol et recel d'auto.	2 novembre 1964	Décision avancée. Confié à Boscoville à compter du 2 novembre 1964 pér. ind.
2257/64	Art. 84	9 décembre 1964	Décision avancée. Confié au Centre Berthelet à Rivière des Prairies à compter de ce jour pour une période indéterminée mais non de plus courte durée jusqu'au 12 janvier 1965.
		18 janvier 1965	Transfert. Confié au Centre Berthelet à compter du 13/1/65 pér. indé.
4319/66	Vol et recel d'auto.	6 juin 1966	Déféré à la Cour des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la Loi des Jeunes Délinquants.
4320/66	Vol et recel par effr.	6 juin 1966	Déféré à la Cour des Sessions de la Paix en vertu de l'art. 9 de la Loi des Jeunes Délinquants.

NOTES STÉNOGRAPHIQUES, CAHIER 7, PP. 823 À 826

R Oui. Actuellement, une personne de dix-huit ans et un jour, se présentera à la Cour des Sessions de la Paix pour un délit criminel et sera considérée comme une personne qui apparaît devant les tribunaux pour la première fois tandis qu'il est possible qu'il s'agisse d'un type qui a commis quinze ou vingt délits sérieux, avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans.

Q Avant de poursuivre, vous distribuez un tableau ?

R Oui, je distribue un tableau.

Q Nous allons le coter immédiatement.

R Oui, c'est plutôt trois dossiers juvéniles.

Me Jean SIROIS, secrétaire :

Ce sera sous la cote P-30 : JUVENILE X. Sous la cote P-31, JUVENILE Y, et sous la cote P-32, JUVENILE Z.

Me G.M. DESAULNIERS, c.r. :

Q Est-ce qu'on a l'âge ?

R Lorsque j'ai demandé de ne pas identifier le nom, on a aussi fait disparaître l'âge. La semaine prochaine, je serai en mesure de vous faire part de l'âge.

Maintenant, il s'agit, dans les trois cas, de jeunes hommes qui sont près de dix-huit ans, parce qu'on le constate à la dernière infraction. Donc, le juvénile X a commencé en 1956 et, si vous remarquez, à droite, le premier article c'est « tentative de vol dans Autobus provincial ».

Si on lit seulement la dernière partie de la colonne : domicile, mère. C.B.E.S., Cour du bien-être social *sine die*. Et en lisant la suite, vous pouvez le constater, vous voyez la nature des effractions et la conclusion et la décision de la Cour.

Me Lucien THINEL, c.r.,
pour la Commission :

Q Sur X, vous avez 40 délits.

R Oui, 40 délits, non, pardon, 50 délits.

Q Ah oui, il y a l'autre feuille.

R Dans la première colonne à gauche, vous avez le nombre cumulatif de délits.

Q Alors 50 délits pour un juvénile X ?

R Oui. Donc, au moment où il aura 18 ans et 1 jour, s'il comparait devant la Cour des Sessions de la Paix, il n'a aucun antécédent.

M. le Commissaire GOULD :

- Q Il a commencé à quel âge en 1956 ?
R Je crois qu'il avait 17 ans. Il est né en 1948.

LE PRÉSIDENT :

- Q Et le *sine die*, qui apparaît si souvent à l'extrême droite du tableau, après C.B.E.S., cela signifie ?
R On l'envoie chez lui.
Q On l'envoie chez lui ?
R Oui.
Q Ajourné sine die ?
R Oui c'est ça.

M. le Commissaire LAPLANTE :

- Q Monsieur Gilbert, je pense qu'ici on adopte l'autre mode de statistique. Il s'agit de délits et non pas nécessairement d'arrestations ?
R Non, non, ce sont des arrestations.
Q Parce que vous n'avez pas cinquante arrestations ?
R Non, non, au même moment, à la même fois.

M. le Commissaire DESAULNIERS, c.r. :

- Q Onze heures et vingt, onze heures et vingt et onze heures et vingt, il n'y a pas trois arrestations, le 14, le 15, le 16, le 17, le 18, le 19, le 20, ce sont tous les mêmes délits à la même heure ?
R Oui.

Me Lucien THINEL, c.r.,
pour la Commission :

- Q Vous avez additionné les délits qui vous donnent votre chiffre de 50, même s'il s'en est commis au rythme de trois à l'heure, ce sont trois délits distincts ?
R Oui, J'aimerais préciser, c'est pour donner un exemple d'avoir le dossier de personnalité des individus qui comparaissent devant les Cours, afin d'être en mesure de décider la nature des traitements, l'opportunité de donner une chance sans passer par les maisons de détention.

Nous considérons que le juge, à la Cour des Sessions de la Paix, une fois la cause entendue, est prêt à rendre son jugement, s'il consulte les antécédents, si, en plus de lui fournir ce que nous appelons le rapport pré-sentenciel, à la police de Montréal, nous avons mis sur pied un système, une formule que nous croyons devoir être entre les mains du tribunal.

Me Lucien THINEL, c.r.,
pour la Commission :

- Q Ce dossier de personnalité que vous venez de signaler, comment prévoyez-vous qu'il pourrait...

NOTES STÉNOGRAPHIQUES, CAHIER 8, PP. 890 à 895

Me Lucien THINEL, c.r.,
pour la Commission :

- Q Vous aviez à ajouter en commentaire sur le juvénile « X », sur le fait qu'il était sur le point de devenir majeur, avez-vous d'autres remarques à faire à ce sujet ?
- R Monsieur le Président me soulignait tout à l'heure cette série d'infractions. Lorsque je parlais de l'état dangereux qui pouvait exister chez un jeune, vous avez ici un exemple fréquent où il y a persistance de commission de délits chez le juvénile « X », qui ont eu pour conclusion, à la Cour du bien-être social, comme vous le voyez dans le tableau qui est devant vous le « sine die ».

Le PRÉSIDENT :

- Q « Sine die » ça veut dire ?
- R Bien, c'est remis indéfiniment. On avise l'enfant, on le placera peut-être sous un officier de probation et à ce moment là je pense que « sine die », c'est la seule mesure qui est prise. « Sine die » signifiant qu'il n'y a pas eu de détention.
- Q Et les initiales « T.C. » que vous voyez sur P-30, à l'avant-dernière colonne à votre droite, juste avant « sine die », vous les trouvez à plusieurs endroits, T.C., ça signifie quoi ?
- R Je ne saurais dire.
- Q En regardant cet exhibit, monsieur le directeur, P-30, je vois que puisqu'il s'agit d'un juvénile qui aura dix-huit ans, dites-vous en mai prochain, donc, en mai 1967, c'est vraiment à compter de 1961 que sa feuille de route s'alourdit rapidement, au point que, en 1961, 1962, surtout, les vols, les recels s'accumulent. Je pense que vous en relevez au-delà d'une vingtaine dans cette période, en l'espace de deux ans, il y a eu plusieurs vols de commis par lui en 1961 et en 1962, ça semble devenir sa spécialité, il ne fait pratiquement plus que du vol, effraction, vol et recel.

Bien, je m'interroge à ce moment-là sur la fréquence de ces récidives qu'il a pu réaliser et qu'il a pu commettre en 1961 et en 1962, alors qu'il avait à peine onze ou douze ans, comment a-t-il eu, en somme, l'opportunité, l'occasion, je ne dirais pas l'avantage, mais presque de répéter si souvent ces infractions ; tout ce que l'on observe,

c'est qu'il est référé à la Cour du bien-être social et la note finale : « sine die ». Et ça revient souvent.

À ce moment-là, je me pose des points d'interrogation. Qu'à fait, si vous voulez, le service de probation quant à lui particulièrement pendant ces deux années-là, quelle surveillance a-t-il exercée sur lui ? quelle action positive la Cour du bien-être social a pu prendre à son endroit ? Bref, qu'est-ce que les différents services ont pu faire pour lui alors qu'il récidive si souvent, qu'il est traduit devant la Cour du bien-être social aussi fréquemment et que, chaque fois, c'est pour se voir retourner, je dirais, chez lui et presque en liberté. Est-ce qu'il n'y a pas là des lacunes ? Enfin, je cherche à voir ce qu'on aurait pu faire de mieux d'abord pour empêcher des récidives aussi fréquentes de sa part et pour arriver à plus d'efficacité. C'est nul comme résultat ici et il n'a pas encore 18 ans.

- R Je pourrais répondre un peu ce que j'ai dit tantôt. J'ai parlé du nombre de cas considérable confiés tout d'abord à chaque officier de probation où il est humainement impossible d'exercer un vrai contrôle et aussi d'encourager le jeune à retourner dans la bonne voie.

Il existe aussi un problème dans les maisons de formation, quant au nombre. Il existe peut-être aussi un problème sur la qualité du personnel. Remarquez bien, quand je parle de la qualité du personnel de formation, j'entends par cela, les personnes qui ont la responsabilité, les officiers de probation le disent eux-mêmes que : « il nous faudrait avoir les possibilités d'obtenir du personnel plus qualifié ».

Il faudrait organiser des programmes de formation pour les officiers de probation plus élaborés. Il faudrait payer davantage, offrir des salaires supérieurs pour intéresser davantage les gens avec des possibilités d'action dans ce secteur-là.

Je suis assuré que l'on se préoccupe certainement d'un mineur à la Cour du bien-être social ; on se préoccupe certainement de son avenir lorsqu'on l'a devant soi comme juge de la Cour du bien-être social, un mineur qui a des antécédents comme cela.

Me Lucien THINEL, c.r.,
pour la Commission :

- Q Je vois que sur la fiche ou sur la feuille du juvénile « X », ça se termine presque par une tentative de suicide. Est-ce que ça voudrait dire que ce cas en particulier aurait été confié à un centre psychiatrique pour fin d'examen ? Êtes-vous au courant ? Je vois que c'est marqué : Centre St-Valier et c'est son dernier item, deux mois plus tard : accusation de vol et de récel d'automobile. Et on voit : « servi sur carte ».

Je me pensais devant un menu de grand restaurant. Qu'est-ce que ça veut dire cela ?

R Dans le langage policier, c'est l'équivalent d'une sommation où l'on informe quelqu'un qu'il va être traduit devant un Tribunal et on ajoute : « mère avertie ». On ne veut pas relier le juvénile à l'adulte. Avec les termes, on ne veut pas donner au mineur l'impression qu'il est un adulte.

Q Vous êtes au courant que ce juvénile « X » est actuellement en liberté ?

R Je ne saurais dire, je ne sais pas.

Q Il n'est pas dans un hôpital psychiatrique quelconque ?

R Ah, je l'ignore.

Q Vous ignorez ce détail-là ?

R Oui. Vu qu'il y a eu tentative de suicide, souvent dans ces cas-là, ils sont référés à une institution psychiatrique, à la suite d'un délit comme celui-là.

Le PRÉSIDENT :

Q Maintenant, pour rester sur le cas du juvénile « X », monsieur le directeur, au cours de 1961 et de 1962, il ne faisait l'objet, lui, d'aucune surveillance de la part des officiers de police ?

R Non monsieur. J'ai ici, à partir du volume que j'ai cité tout à l'heure « Délinquance juvénile au Canada », à la page 185, paragraphe 289, le titre du paragraphe : « Ajournement sine die ».

« En 1961, les juges des tribunaux pour mineurs du Canada ont ajourné sine die mil trois (1,003) des quinze mille vingt-quatre (15,024) causes citées devant eux. »

Dans le district judiciaire de Montréal, sur un total de sept mille quatre cent soixante-six (7,466) cas, quatre mille quatre-vingt-dix-neuf (4,099) ont été ajournés *sine die*.

Et à la page 185 du document portant le titre « Délinquance juvénile au Canada », en 1961, mil trois (1,003) cas sur 15,024 ont été ajournés sine die. Et, en 1966, dans le district judiciaire de Montréal, 4,099 cas sur 7,466.

Le PRÉSIDENT :

Q Alors, retenant ces deux données statistiques que vous venez de fournir, il semble résulter que dans la province de Québec, on a une attitude assez nettement différente de celle que les tribunaux comparables, s'occupant des jeunes délinquants, dans les neuf autres provinces canadiennes, adoptent.

R Oui, c'est évident. Il y a une autre cause. Je rapporte encore quelque chose qui m'a été dit. Il y a tellement peu d'espace dans les centres de détention actuels qu'il est possible que cela explique la différence entre les chiffres à l'échelle nationale et ceux...

155. L'expérience des policiers et des magistrats confirme que la plupart des récidivistes avaient commencé leurs activités criminelles dès l'adolescence sinon plus tôt. Jusqu'à un certain point, on peut affirmer que l'adolescent pourvu d'un solide dossier judiciaire recule beaucoup moins qu'un autre à l'idée de s'orienter vers une carrière criminelle. La force de dissuasion des peines a perdu son mordant pour lui et il ne redoute plus, puisque c'est fait, le déclassement social. Si l'on admet en outre qu'un certain nombre des bandes délinquantes embrigadent surtout des enfants pécuniairement et socialement dépourvus, on comprend d'autant mieux que la pente soit rapide vers une criminalité adulte définitive.

Socialement, la plupart des adolescents qui font partie de ces bandes viennent des classes ouvrières au plus faible revenu de New York, des bas-fonds de la ville ou de familles qui viennent tout juste de quitter leurs taudis pour de nouveaux logements. Ces jeunes étaient particulièrement nombreux dans les secteurs où coexistaient des groupes raciaux opposés. En pratique, les jeunes Noirs et les jeunes Porto-Ricains constituent une proportion des jeunes gangsters beaucoup plus considérable que ne permet de l'imaginer la statistique officielle américaine qui a été dûment censurée sur ce point. L'affirmation plusieurs fois proposée que la majorité des jeunes délinquants les plus violents provenait de 1 p. cent des familles problèmes identifiées à New York (environ 20,000 sur 2 millions de familles) était probablement juste dans l'ensemble. À cet égard, les jeunes membres des bandes newyorkaises ressemblent passablement aux premiers Teddy-Boys londoniens puisqu'ils sont comme eux des adolescents de grandes villes tentant de s'extraire d'une vie de famille qui se déroule dans le « dixième submergé »¹.

Il ne faut pas, malgré ce fait, céder à l'hystérie : l'immense majorité : des jeunes délinquants bifurquent vers l'orthodoxie avant l'âge adulte. On aurait tort, par conséquent, de succomber aux prévisions pessimistes dès l'instant où un jeune commet une infraction. Par ailleurs, dans le traitement des criminels, il faut savoir que le problème s'enracine profondément dans les débuts de la vie.

156. Il ne faudrait pas non plus en déduire que toutes les bandes formées par les jeunes constituent des entreprises tôt ou tard criminelles.

Pour un grand nombre d'adolescents, la bande constitue avant tout la réponse au besoin d'une société nouvelle. Incapable de s'incorporer dans la société telle qu'elle existe, l'adolescent s'en crée une à son image et avec des pairs. Certains groupes évolueront vers la délinquance et la criminalité, mais un nombre infiniment plus considérable de troupes se montreront capa-

¹ T. R. FYVEL, *The Insecure Offenders*, Great Britain, Pelican Books, 1963, pp. 156-157.

bles soit de respecter l'orthodoxie soit de faire évoluer leur entourage de façon relativement souple ¹.

Chose certaine, notre sociologie nous oriente vers une vie de plus en plus communautaire. D'autre part, un nombre de plus en plus considérable de jeunes et de jeunes-adultes réclament et exercent la liberté de parole et de manifestation. Il en découle forcément l'organisation d'un grand nombre de groupes qui, certes, ne méritent plus le titre de bande, mais qui correspondent au même besoin de constituer une société plus conforme à des aspirations nouvelles, plus tumultueuse, plus aérée. Selon que notre société se montrera ou non tolérante. Selon aussi le genre de dirigeants qui canaliseront les énergies, les styles nouveaux s'orienteront vers la violence ou seront une simple force de pression.

Comprenons bien d'ailleurs que la constitution de groupes et d'organisations parmi les jeunes et jeunes-adultes découle fort logiquement de nos habitudes modernes. Entendons par là que les techniques de communications sociales nous y poussent ; entendons aussi par là que l'économie est aujourd'hui entre les mains de groupes et non plus d'individus. À plus d'un titre, la bande, le groupe ou la manifestation de masse constituent une réponse et une réplique à l'anonymat des *lobbys* et des conseils d'administration. De la même manière, la criminalité qui se répand est carrément une criminalité à l'image de notre société : l'individu se fond dans un groupe et y gagne un anonymat rassurant et une efficacité décuplée.

Il y a certes lieu de se demander si les augmentations de criminalité constatées chez les jeunes et les jeunes-adultes ne sont pas l'indice que les jeunes ont perçu plus vite que leurs aînés l'efficacité du groupe. Si tel est le cas, le problème se présente de façon extrêmement inquiétante, car les jeunes délinquants sont dès lors parfaitement préparés à s'intégrer au crime organisé.

¹ Les bandes plus vieilles étaient à la base un produit de la pauvreté, du chômage endémique et d'une vie passée dans des taudis aussi dégradants que ceux de Glasgow. Les chefs de bandes n'étaient pas des adolescents mais des hommes mûrs qui, souvent, étaient aussi des criminels notoires. Les bandes se confinaient strictement à certains territoires ; leurs atouts ne comprenaient guère que la force brutale et il suffisait dès lors pour en venir à bout de diriger intelligemment contre eux une phalange de policiers choisis et agressifs. À l'autre extrémité, les Teddy-Boys modernes sont des adolescents plutôt que des adultes et ils représentent une nouvelle façon de vivre qui a déferlé sur tout le pays. T.R. FYVEL, *The Insecure Offenders*, Great Britain, Pelican Books, 1963, p. 66.

C—LA CRIMINALITÉ DES RÉCIDIVISTES

C — LA CRIMINALITÉ DES RÉCIDIVISTES

(157-159)

157. C'est un fait bien connu que la majorité des détenus dans les prisons canadiennes ou étrangères sont des récidivistes. Au Canada, le bureau fédéral de la statistique considère que 82 p. cent des individus présentement détenus à la suite de condamnations n'en sont pas à leur premier séjour en prison ¹.

Il ne s'agit pas, encore une fois, de se satisfaire de la statistique judiciaire. Et d'autres termes, il ne s'agit pas d'évaluer l'ampleur de la criminalité en se basant simplement sur le nombre d'inculpations ou de condamnations. Cependant, nous avons déjà noté le paradoxe : le nombre de crimes augmente de façon considérable, pendant que le nombre des personnes reconnues coupables demeure, dans plusieurs catégories, substantiellement le même. Les analystes n'ont pas manqué d'en déduire que l'immense majorité des crimes sont commis par un nombre fort limité d'individus. On a même réussi à établir, particulièrement en Angleterre, que le criminel d'aujourd'hui commet un plus grand nombre de crimes que celui d'il y a trente ans ².

1

Nombre d'incarcérations précédentes	Canada		Québec	
	Mâles	Femelles	Mâles	Femelles
Aucune	1,210	25	469	—
1	1,034	13	357	—
2	930	13	302	—
3	785	8	246	—
4	692	16	163	—
5	515	13	109	—
6 à 10	1,127	28	208	—
11 à 15	320	4	30	—
16 à 20	80	1	15	—
20 et plus	63	—	7	—

NOTE : Un délinquant qui n'a pas eu d'incarcération préalable n'est pas nécessairement un délinquant primaire. Il n'avait pas été condamné pour une offense d'une gravité suffisante pour justifier l'école de réforme, la prison ou le pénitencier.

² Malheureusement, les statistiques qui sont disponibles ne permettent pas d'établir combien de fois un individu a été reconnu coupable de crimes au cours de la même année. Ceci limite considérablement nos connaissances, puisque, comme Lady Wootton l'a signalé dans sa conférence au Clarke Hall en 1959, il y a assurément plus de crimes mais y a-t-il beaucoup plus de criminels ? « Ce que nous ne savons

Ce seul fait pose une série de problèmes. On peut, à coup sûr, s'interroger sur l'efficacité des punitions et des traitements utilisés présentement. On peut, d'autre part, se demander si tous les efforts ne resteront pas vains pour un certain nombre de criminels.

Certains auteurs demeurent, malgré tout, optimistes :

On a affirmé que jusqu'à 70 p. cent des délinquants qui sortent des institutions carcérales y reviendront en moins de cinq ans. Même si ce pourcentage se matérialisait dans des institutions vouées aux délinquants à la récidive, cette estimation constitue pour l'ensemble des détenus une exagération.

D'abord, les institutions diffèrent quant aux types de délinquants qu'elles accueillent, même à l'intérieur d'un seul État. En second lieu, la méthodologie courante pour mesurer le taux de récidive est pour le moins sujette à caution. En troisième lieu, les évaluations les plus fiables fixent un taux de récidive beaucoup plus conservateur¹.

D'ailleurs, le même auteur expliquera que le retour d'un homme à la prison ou au pénitencier ne signifie pas nécessairement que le programme de réhabilitation ait été entièrement inefficace².

pas, disait-elle, c'est à quel point ceci signifie qu'un plus grand nombre d'individus enfreignent la loi et à quel point ceci révèle des tendances criminelles plus profondes ou plus amples chez ceux qui ont déjà été condamnés. Il faut assurément attirer l'attention sur le fait que, d'année en année, le nombre total de preuves concluantes de culpabilité pour chaque groupe de cent condamnés semble augmenter. En 1950, chaque groupe de cent hommes condamnés pour une offense indictable était responsable de 136 crimes prouvés; le chiffre correspondant pour les femmes était de 129. En 1957, les chiffres sont de 149 pour les hommes et de 141 pour les femmes. Est-ce un indice que le problème contemporain n'est pas surtout la question d'une décadence généralisée dans nos habitudes de respect de la loi comme une incapacité à traiter de façon efficace une minorité profondément anti-sociale ? » Ceci constitue une question vitale qui ne pourra obtenir sa réponse que par une recherche d'ordre statistique beaucoup plus poussée que tout ce qui a été tenté jusqu'à présent, JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, London, Faber and Faber Ltd, 1967, p. 30.

¹ * JAMES V. BENNETT, *Evaluating a Prison*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, vol 293 (May, 1954) p. 10, cité par ELMER HUBERT JOHNSON, *Crime, Correction and Society*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968, p. 644.

² Que des prisonniers remis en liberté soient réadmis ne signifie pas nécessairement qu'un programme de réhabilitation ait failli.

On en est réduit à des spéculations quant à ce que deviendrait le taux de récidive si tous les délinquants bénéficiaient de l'efficacité maximum d'un programme de thérapie bien organisé et doté d'un personnel suffisant. Quoi qu'il en soit, il est vraisemblable que subsistera toujours un noyau de récidivistes endurcis en raison du fait que ces délinquants sont très peu perméables au traitement et en raison aussi d'autres facteurs qui échappent au contrôle des thérapeutes. ELMER HUBERT JOHNSON, *Crime, Correction, and Society*, The Dorsey Press, Homewood, Illinois 1968, p. 646.

158. Il importe, à coup sûr, de placer la récidive dans sa véritable perspective. À cet égard, il est exact, ainsi que vient de le noter un analyste, que la statistique n'évite pas toujours l'hystérie en décrivant les problèmes de la récidive.

Il importe de noter, en premier lieu, que la récidive est à son plus bas niveau dans la criminalité de violence. Il importe de noter, cependant, qu'il n'en est pas nécessairement ainsi dans le cas des criminels sexuels ¹.

Notons un autre élément d'importance : la récidive se présente de manière fort différente selon qu'il s'agit de jeunes ou d'adultes. Dans le cas des jeunes, la criminalité est beaucoup moins stéréotypée et prend moins souvent la forme d'idées fixes. À mesure que le criminel vieillit, en effet, il a tendance à se cantonner dans une spécialité et à répéter constamment les mêmes gestes.

Cette variabilité de crimes chez un même individu semble cependant s'atténuer dans le groupe des multi-récidivistes (premier effet du passage du temps). Chez ces derniers, un mode précis d'expression de la criminalité tend à se cristalliser et à le retenir. Le récidiviste revient même à mesure qu'il vieillit ou que son potentiel antisocial s'émousse, à des formes archaïques, primitives et grossières de conduite criminelle, comme s'il subissait une sorte de régression ou d'essoufflement qui le ramène à des délits criminels simples. Cependant, dans l'ensemble de ce processus diachronique, l'individu demeure prisonnier d'un « set » de réponses dont le caractère associatif ou « dissocial » paraît définitivement fixé. Un très grand nombre de récidivistes témoignent d'une tendance compulsive à violer la loi et répètent souvent leurs délits selon le même « *modus operandi* », où se retrouvent tels quels tous les éléments des exécutions antérieures ².

159. En résumé, même si l'on ignore encore presque tout ce qui concerne la récidive, certaines tendances émergent :

- 1 — le nombre de crimes croît beaucoup plus vite que le nombre de criminels ;
- 2 — les récidivistes sont responsables d'une large part de la criminalité ;
- 3 — il est même probable que le criminel d'aujourd'hui commet plus de crimes que le criminel d'il y a trente ans ;

¹ Sur 20 criminels sexuels nous ne trouvons que quatre sujets ayant déjà été poursuivis pour une affaire de mœurs, ce qui ne signifie pas forcément que les sujets qui en sont à leur première inculpation n'ont pas commis antérieurement des crimes sexuels : sur le plan des affaires sexuelles, il semble bien que la récidive soit extrêmement fréquente, mais les criminels deviennent plus prudents. DR RENÉ RESTEN, *Caractérogénologie du criminel*, Les Presses universitaires de France, 1959, p. 115.

² MARCEL FRÉCHETTE, *Le problème de la récidivité chez le criminel adulte*, dans *4e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité*, Ottawa 1965, p. 119.

- 4 — plus un délinquant vieillit, plus il a tendance à s'ancrer dans un seul type de crime ;
- 5 — de façon massive et compréhensible, la récidive est beaucoup plus fréquente chez les adultes que chez les jeunes ;
- 6 — les risques de récidive sont minimes dans la criminalité de violence et plus considérables dans le vol et la fraude.
- 7 — après trois ou quatre rechutes, le *déterminisme* s'est affirmé et les chances de transformation diminuent ¹.

¹ Mineurs : Nombre de récidivistes sur 26 sujets examinés : trois. Il y a donc relativement peu de mineurs récidivistes, mais il faut tenir compte que la période de délinquance d'un mineur est courte puisqu'elle s'arrête légalement à 18 ans. L'intérêt est de savoir si le délinquant ou le criminel adulte a déjà fait l'objet de poursuites avant d'avoir atteint sa maturité légale. Parmi les 61 sujets adultes examinés, seuls 3 avaient déjà été déférés (pour vols) devant les tribunaux pour enfants.

En résumé, si en principe le délinquant mineur est rarement un récidiviste, en revanche, le délinquant adulte est au moins une fois sur trois un récidiviste. DR RENÉ RESTEN, *Caractérologie du criminel*, Les Presses universitaires de France, 1959, pp. 115-116.

D — LE REPRIS DE JUSTICE

160. Ce que nous avons dit de récidiviste nous prépare au délicat problème du repris de justice. Communément désigné sous le nom de *criminel d'habitude*, le repris de justice est l'individu qu'une société juge tellement dangereux qu'elle préfère le placer à l'écart sans lui promettre de jamais quitter la prison.

Les chiffres suivants permettent de constater à la fois que le problème de la récidive existe dans la plupart des pays du monde, et qu'il prend chez nous un relief particulier :

Parmi les problèmes de tous ordres que pose sur le plan social la délinquance, celui de la récidive est un des plus inquiétants dans la mesure où il nous fait mesurer l'inefficacité de la peine à l'égard de certains criminels.

La récidive est l'état dans lequel se trouve le malfaiteur qui ayant déjà été condamné commet une nouvelle infraction. La loi se montre, dans ce cas, plus sévère à son égard. Mais la multiplication de la récidive chez certains criminels a conduit également la plupart des pays à prévoir des régimes particuliers à l'intention de ses criminels persistants ou délinquants d'habitude.

Une comparaison de l'intensité du phénomène de la récidive sur le plan international est difficile, en raison, d'une part, de la différence des législations et, d'autre part, de l'insuffisance des statistiques en la matière. Cependant, on estime, en général, que les récidivistes représentent 30 à 35 p. cent de la criminalité légale. En France, cette proportion est plus faible si l'on en juge à l'aide des statistiques judiciaires ; mais, en revanche, le taux des récidivistes atteint jusqu'à 46 p. cent dans les prisons ¹.

Lorsque la situation fluctue ainsi d'un pays à l'autre, il est normal qu'on constate des différences considérables dans les diverses descriptions que chacun donne du repris de justice ou du criminel d'habitude. Un certain consensus semble cependant s'établir autour de la définition fournie par le professeur Norval Morris :

La définition la plus acceptable, du point de vue de la criminologie est celle donnée par Norval Morris (1951) : le criminel d'habitude est celui qui « possède des traits criminels inhérents ou latents dans sa constitution mentale

¹ GEORGES PICCA, *Pour une politique du crime*, Éditions du Seuil, 1966, p. 60.

(mais qui n'est pas un aliéné) ; qui pratique d'une façon habituelle le genre de vie délinquante ; et qui présente un danger à la société dans laquelle il vit sans cependant être ni un vagabond, ni une prostituée, ni un ivrogne ou un « habitual petty offender » »¹.

161. En fait, la définition de Morris a l'avantage d'intégrer la plupart des éléments utilisés dans les différents pays : nombre de crimes, gravité des offenses, âge du délinquant, menaces à la société...².

On trouvera plus loin (appendice 4) différents extraits d'une étude publiée par le *McGill Law Journal* (volume 13, Montréal, 1967) sur les différentes législations qui visent le criminel d'habitude ou repris de justice. On comprendra aisément que, dans le contexte du présent travail, nous nous limitons à la législation canadienne et que nous concentrons nos remarques sur l'article 660 du Code criminel. En raison de l'importance du problème, on comprendra que nous nous attardions quelque peu à la psychologie du repris de justice, tout en nous défendant encore de prendre des attitudes de spécialistes.

162. La plupart des spécialistes notent, à propos du criminel d'habitude, que la plupart s'engagent dans cette voie très tôt dans la vie :

L'âge. Mannheim (1955) déclare à la suite de Frey : « plus un individu s'engage dans des activités criminelles à un âge précoce, plus il est susceptible de devenir un criminel d'habitude ». Sellin ajoute : « plus un sujet est jeune, plus est court l'intervalle entre son premier délit et ceux qui suivent ». L'âge et les processus d'évolution qu'il implique paraissent donc jouer un rôle crucial dans l'émergence et l'instauration de la criminalité chronique.

¹ DENIS SZABO, *Le criminel d'habitude : aspects criminologiques*, dans *McGill Law Journal*, Volume 13, Montréal, 1967, p. 628.

² Les pays qui font usage du concept de repris de justice (criminel d'habitude) en formulent la définition en recourant à une partie ou à la totalité des éléments suivants :

- 1 — Nombre de crimes commis par un délinquant (en stipulant parfois un laps de temps ou un âge minimum).
- 2 — Types de crimes commis par un délinquant (en stipulant parfois un laps de temps ou un âge minimum).
- 3 — Gravité du dernier crime commis par un délinquant (en précisant parfois la période de temps qui a pu s'écouler depuis la perpétration du crime précédent).
- 4 — Nombre et type de châtiments subis (en précisant parfois un certain laps de temps ou un âge minimum).
- 5 — Ampleur du danger que constituent pour le public de tels types de crimes.
- 6 — Ampleur du danger que constituent pour le public de tels délinquants.
- 7 — Âge du délinquant.
- 8 — État mental du délinquant.
- 9 — Arrière plan biologique et social du délinquant.

10 — Perméabilité du délinquant à la transformation. NORVAL MORRIS, ** Introduction*, dans *McGill Law Journal*, volume 13, Montréal, 1967, pp. 535-536. * Reprinted from *The Habitual Criminal*, Longmans and Green, 1951.

Nous savons déjà que les jeunes délinquants se divisent en deux groupes principaux : le premier, qui contient environ 85 p. cent des cas, se compose d'individus chez qui la délinquance n'est qu'un épisode dans le processus de la socialisation définitive, épisode souvent provoqué par des causes exogènes, peu durable, et se résorbant complètement, en général autour de la dix-huitième année ; les 15 p. cent restants souffrent d'un mal beaucoup plus profond, car la délinquance s'y manifeste comme l'indice ou le symptôme d'une prédisposition criminogène fortement ancrée chez eux, et capable d'entraîner la récidivité persistante. Or, chez ce dernier groupe, la précocité d'apparition de l'anti-socialité constitue un signe probant du degré ou de la force du déterminisme pathologique.

Le processus de criminalisation dépend donc étroitement à la fois de l'âge de la première culpabilité, de l'âge aussi où a été commis pour la première fois le délit déterminant le type privilégié d'activité criminelle, ainsi que l'âge de perpétration moyenne. Un examen comparatif de ces quatre âges, dans notre population, a indiqué, à partir d'un pronostic posé après coup, si le délit s'avérait un acte soit passager, soit périodique, ou au contraire le point de départ d'une évolution criminelle manifeste ¹.

On aurait tort d'en conclure que le criminel d'habitude sera uniquement un malade. Au contraire, même si les dispositions psychologiques de l'individu l'orientent très tôt dans la voie du crime, il n'en découle pas pour autant que le repris de justice n'a pas pleine conscience de ses gestes. Au contraire, certains auteurs vont même jusqu'à dire qu'il possède, plus encore que d'autres criminels, la pleine « maturation criminelle »².

163. Le *criminel d'habitude* consacre à sa carrière encore plus d'intérêt et de temps que le criminel professionnel. En fait, un certain nombre d'analystes semblent confondre les deux types. Certes, la marge qui les sépare ne semble pas aussi considérable que celle qui oppose le délinquant d'occasion et le criminel professionnel. Cependant, maintes différences existent entre le criminel professionnel, calculateur et froid, et le criminel d'habitude, chez qui la propension au crime est parfois telle qu'elle obnubile toutes les prudenances.

Le criminel professionnel sort d'un milieu assez nettement défini, mais il est également celui qui a développé au maximum ses qualités de base : habile dans les chiffres, il sera volontiers fraudeur ; beau-parleur, il sera volontiers impliqué dans la fausse représentation...

Le criminel professionnel diffère considérablement des catégories dont nous venons de parler. Il est le produit d'un processus de développement bien défini.

¹ MARCEL FRÉCHETTE, *Le problème de la récidivité chez le criminel adulte*, dans *4e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité*, Les Presses sociales, Montréal, 1964, pp. 123-124.

² HOUCHON (1962) ajoute : « Un sujet est dit en état de maturation criminelle lorsque sa façon d'organiser son existence, d'élaborer des plans pour le futur, de supporter les inconvénients judiciaires de son mode de vie, s'intègre dans une philosophie et dans une aptitude technique l'orientant vers la délinquance quotidienne ». MARCEL FRÉCHETTE, *loco cit.*, p. 127.

Peut-être y avait-il au départ une faille dans sa personnalité, mais il a appris à s'en accommoder et il est devenu dans sa spécialité un véritable professionnel au même titre que le médecin, l'avocat ou un autre technicien qualifié.

Le criminel professionnel possède une philosophie de la vie qui rappelle à maints égards celle du citoyen moyen. Il court des risques, exactement comme nous le faisons presque tous, mais seulement quand ces incertitudes se présentent comme des « risques calculés ». Il ne peut voir aucune différence entre ses activités et celles du banquier qui spéculé sur des portefeuilles. À condition de maîtriser certaines techniques, il peut, il le sait, se tirer sans conséquence d'un grand nombre de ces activités et il continue donc à s'y adonner. D'après lui, sa façon de vivre est beaucoup plus intéressante qu'une vie employée à obéir à la loi plutôt qu'à essayer de la contourner à force d'astuces. Aucune profession n'exerce une telle emprise sur ses membres que celle qui inclut le criminel parvenu à maturité.

Mentionnons encore autre chose à propos du criminel professionnel : il est rebelle à toute réforme, malgré tout ce que peuvent dire les criminologues et autres spécialistes du même genre. Son mode de vie est fixé. Il peut promettre un changement, mais il ne tiendra parole qu'aussi longtemps que la tentation de mal faire sera absente¹.

Face à ce type de criminels calculateurs, débrouillards et généralement hypocrites, le criminel d'habitude présente des caractéristiques fort étranges : le paradoxe principal est que la différence visible soit parfois très mince entre le criminel d'habitude et le délinquant primaire. En d'autres termes, la réalité veut que, sur un certain nombre de points, le délinquant primaire et le criminel invétéré présentent les mêmes caractéristiques. À d'autres points de vue, il est vrai, les deux types diffèrent complètement². (En revan-

¹ RAYMOND E. CLIFT, *A Guide to Modern Police Thinking*, The W. H. Anderson Company, Cincinnati, 1965, pp. 201-202.

² Les criminels d'habitude ne diffèrent pas extérieurement des délinquants primaires. De l'extérieur, leur comportement ne ressemble pas du tout à celui du criminel stéréotypique qu'on nous présente à la télévision ou à l'écran. Ces hommes sont étonnamment intelligents — même si la majorité d'entre eux n'ont jamais dépassé le stade primaire à l'école. Ce sont des lecteurs omnivores, presque toujours portés vers la littérature occidentale, qui adoptent généralement les idéologies politiques de gauche. Ils sont rarement religieux. Plus souvent qu'à leur tour, ceux qui professent une religion s'adonnent au haut culte ésotérique de l'Orient et ils parlent d'abondance des enseignements de la théosophie, du zen-bouddhisme, de la concentration mentale, du shintoïsme et d'autres religions qui requièrent des disciplines intellectuelles de préférence à de simples déclarations de foi comme celles qu'on retrouve comme condition fondamentale du salut dans les diverses religions chrétiennes du monde.

Contrairement aux délinquants primaires, le criminel d'habitude jouit d'un « seuil de la douleur » très élevé, ce qui lui permet d'encaisser la douleur et le châtimement de façon beaucoup plus stoïque que son vis-à-vis dans n'importe quelle situation de crise et — ou de procès. Le criminel d'habitude diffère encore du délinquant primaire en ce qu'il mène une vie beaucoup plus facile dans un milieu carcéral, étant donné que de longues années d'incarcération lui ont enseigné à devenir rusé, débrouillard et habile partout où cela peut lui valoir des avantages matériels. TOM VIGROLIO, *The Via Dolorosa of the Habitual Criminal*, dans *McGill Law Journal*, Volume 13, Montréal, 1967, p. 692.

che, on ne confond pas aisément le délinquant primaire et le criminel professionnel).

Notre intention se borne ici à indiquer (et non à décrire) la différence qui existe entre le repris de justice et le criminel professionnel.

164. En pratique, il faut se demander si la magistrature a, elle aussi, adopté la définition du criminel d'habitude fournie par le professeur Morris. En d'autres termes, les magistrats canadiens, sans toujours l'expliquer clairement, ont-ils toujours conçu le repris de justice ou le criminel d'habitude comme un être plus dangereux que le criminel professionnel.

De façon constante, les juges québécois ont décrit le repris de justice comme irrésistiblement poussé au crime. En outre, un grand nombre de décisions font du criminel d'habitude *un être violent et dangereux*. On consentait parfois certains adoucissements au criminel professionnel lui-même à condition que ses activités se limitent à une criminalité non violente. Dans le cas du criminel d'habitude, on a généralement retenu contre lui sa propension à la violence et le fait qu'il constitue un danger constant pour la sécurité de la société. Ceci nous semble une attitude prudente.

Il convient de noter toutefois que la Colombie-Britannique, une pionnière dans le domaine de la criminalité d'habitude, est allée plus loin que les autres provinces canadiennes en rangeant parmi les criminels d'habitude des individus qui avaient, certes, un dossier extrêmement chargé, mais qui ne semblaient pas présenter tous les symptômes de la criminalité violente. Pour notre part, même si l'expression de « repris de justice » ou de « criminel d'habitude » ne sous-entend pas nécessairement une criminalité violente, *nous estimons que la société doit réserver pour des cas extrêmement graves le recours à la détention préventive*. Par là, nous entendons la présence de fortes propensions à la violence.

165. Car c'est là que surgit le véritable problème. Le code criminel applique le terme de détention préventive à la sentence indéterminée qui frappe un individu reconnu judiciairement comme repris de justice.

L'article 660 du Code criminel stipule à cet égard qu'un individu ne peut être reconnu repris de justice que s'il a déjà été déclaré coupable, au moins trois fois, d'offenses passibles de 5 ans au moins de détention. En outre, il faut établir que l'individu mène *continûment* une vie criminelle. La jurisprudence a même établi, semble-t-il, qu'il fallait entendre de façon restrictive la clause portant sur les peines d'au moins 5 ans de détention. Il ne suffirait pas, par exemple, qu'un individu ait été condamné à 2 ans de détention pour un crime passible d'un maximum de 10 ans. Il faudrait, selon certains auteurs, ne tenir compte que des condamnations où l'individu a été de fait frappé *lui-même* de sentences d'au moins 5 ans et non pas compter les crimes *passibles* de sentences de 5 ans et plus (cf. *McGill Law Journal*, *op. cit.*).

Il n'en demeure pas moins, malgré ces précautions, que le repris de justice est menacé de peines qui cadrent fort peu avec notre Code criminel. En effet, l'ensemble de nos habitudes judiciaires veut qu'un individu soit présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité à la satisfaction du tribunal et qu'il redevienne un citoyen à part entière dès que sa « dette à la société » est entièrement payée. Dans ce cas spécifique, le repris de justice doit, jusqu'à un certain point, payer une deuxième fois des crimes déjà expiés. Il doit, en d'autres termes, faire face à une sentence plus lourde que la normale, non pas en raison du crime qu'on lui impute devant le tribunal, mais en raison des crimes autrefois commis et déjà expiés.

166. La législation qui concerne le criminel d'habitude peut encourir des reproches inverses. En effet, certains analystes, pour éviter les reproches dont nous venons de parler, affirment qu'un individu n'est pas puni deux fois pour le même crime, mais qu'il est au contraire mis à l'écart parce que son passé et sa vie présente *promettent* et *garantissent* de nouveaux crimes.

En somme, pour éviter un reproche, on en mérite un autre ! Pour affirmer qu'un individu n'est pas puni deux fois pour le même crime, on légitime une détention préventive qui met carrément en suspens la présomption d'innocence. Ainsi, qu'on justifie la législation qui concerne le repris de justice en évoquant la nécessité de punir plus sévèrement celui qui s'est montré rebelle à toutes les corrections *ou* qu'on la justifie en insistant sur le droit d'une société à se prémunir contre les individus reconnus dangereux, le malaise demeure.

167. Comprenons-nous bien. Le laxisme n'est certes pas de mise face à certains individus que le bon sens populaire considère comme irrécupérable. À titre d'exemple, citons ici une carrière criminelle bien remplie :

En 1961, Massari quittait le pénitencier de l'État de l'Illinois après y avoir complété une sentence de trois ans pour cambriolage et vol à main armée. Le 8 juillet 1963, Massari était pris sur le fait au moment où il commettait un cambriolage. Mis en accusation, il obtint sa liberté contre un cautionnement de \$7,500. Le 24 juillet 1963, pendant cette période de liberté de cautionnement, il était de nouveau arrêté pendant la perpétration d'un nouveau cambriolage et on découvrit même en sa possession le profit d'un autre cambriolage commis plus tôt le même jour. Inculpé sous deux chefs d'accusation pour cambriolage, il obtenait sa liberté contre un cautionnement de \$4,500. Le 18 novembre 1963, nouvelle arrestation au moment où Massari est en possession d'une arme à feu chargée et d'outils de cambrioleur. Le 16 janvier 1964, il est de nouveau pris sur le fait pendant un cambriolage et on découvre de nouveau en sa possession les fruits de deux autres cambriolages. Inculpé le lendemain et remis en liberté contre un cautionnement de \$15,000., il est arrêté l'après-midi même pendant un nouveau cambriolage qui lui vaut une nouvelle inculpation et un nouveau cautionnement de \$5,000. Par la suite, il subit une arrestation le 8 février 1964, et il obtint sa liberté contre un cautionnement de \$10,000. ; nouvelle arrestation le 21 février 1964 suivie d'une remise en liberté contre un cautionnement de \$5,000. ; et il en sera de même le 5 mars 1964 avec un nouveau cautionnement de \$5,000.

Le 24 avril 1964, lorsque Massari subit son procès, il avait été arrêté neuf fois entre le 8 juillet 1963 et le 5 mars 1964, inculpé de dix chefs d'accusation et libéré contre \$48,500 en cautionnements. Il reconnut sa culpabilité aux dix chefs d'accusation et reçut une sentence de cinq à quinze ans de pénitencier pour chaque chef d'accusation, le tout à purger concurremment¹.

À n'en pas douter, il est inconcevable, et l'opinion publique ne l'admet pas, que la justice soit ainsi bafouée... Et l'on trouverait chez nous (l'Association des banquiers canadiens le prouvera) des exemples aussi démoralisants.

168. Le problème existe et il est complexe. Il est difficile de définir le repris de justice et surtout de décider de son sort. D'un autre côté, les textes légaux doivent forcément s'en tenir à une définition aux arêtes bien nettes. Pour notre part, nous sommes certainement favorables à ce que le recours à cette législation paradoxale et difficile d'intégration soit strictement limité aux cas où la société court un risque évident.

Nous considérons qu'on abuse des dispositions de l'article 660 si l'on en use contre des criminels, même professionnels, qui s'en tiennent à des activités d'ordre économique et qui ne mettent en danger ni la vie ni la santé des concitoyens. Nous ne croyons donc pas qu'il soit justifié de définir le repris de justice de la manière suivante : le verdict peut être correct, mais il débouche dans notre Code sur un mode de détention qui n'est peut-être pas indispensable si la violence ne fait pas partie des éléments de la définition.

Le délinquant régulier (persistant) est celui qui connaît des ennuis répétés avec la loi, qui fréquente surtout d'autres criminels, qui passe une bonne partie de sa vie en prison et que son dossier présente comme un récidiviste plusieurs fois incarcéré en prison ou au pénitencier et qui ne recourt à peu près jamais au travail pour gagner sa vie. Le délinquant invétéré est un homme qui vit de ce que le crime lui rapporte².

Une telle définition s'applique, selon nous, aux criminels professionnels et non pas aux repris de justice. Certes, nous admettons volontiers que la marge soit parfois fort mince entre les deux types, mais nous considérons que le facteur de *violence* doit faire partie intégrante de la définition du repris de justice.

Nous préférons, en outre, que la définition du repris de justice sache inclure parmi ses éléments constitutifs une allusion quelconque aux propensions inscrites dans la nature même de l'individu. En d'autres termes, le criminel d'habitude différera du délinquant primaire ou du simple récidiviste en ceci : il semblera obéir à une impulsion irrésistible carrément liée à sa constitution. Sur ce terrain, la définition de Morris s'étendait même à

¹ *National Conference on Bail and Criminal Justice, Proceedings* — 27-29, 1964 and Interim Report 1964, Washington, D.C., April, 1965, p. 152.

² BRUNO CORMIER, LYDIA KEITNER, MARIAM KENNEDY, *The Persistent Offender and his Family*, dans *McGill Law Journal*, Montréal 1967, vol. 13, p. 601.

« propension latente », tandis que d'autres descriptions s'en tiennent à une propension constatée : dans les deux cas, l'impulsion s'exerce de façon à peu près irrésistible.

Même si la théorie juridique et la jurisprudence permettent diverses définitions, le terme de « dangereux repris de justice » s'applique essentiellement à une personne qui est poussée par une propension profondément enracinée à commettre des crimes répétés et dont on peut s'attendre, même au moment de la sentence, à ce que cette propension la conduise encore dans l'avenir à commettre des offenses toutes aussi sérieuses. Ce jugement doit avoir comme base un examen complet du dossier de l'accusé. En théorie, trois condamnations suffisent. Cependant, au niveau pratique, les tribunaux ne considèrent un individu comme un dangereux repris de justice qu'après de multiples condamnations. Le nombre d'offenses qui rangent finalement un individu parmi les dangereux criminels d'habitude s'établit en moyenne plus près de dix que de cinq.

Si l'accusé reçoit une sentence plus lourde en raison du fait qu'il est condamné comme un dangereux repris de justice, il est automatiquement relégué au pénitencier, ce qui constitue la pire forme de châtiment prévu par le code criminel allemand. Le maximum variera selon que le crime commis entraîne ou non l'emprisonnement dans un pénitencier ¹.

169. Allons plus loin. En plus de restreindre le recours à la détention préventive aux cas extrêmes, en plus de restreindre aux seuls criminels violents l'interprétation de l'article 660, en plus d'inclure dans la définition la « propension innée », nous voulons souligner la nécessité de conserver aux repris de justice un certain nombre de droits fondamentaux.

En pratique, le repris de justice canadien a pu bénéficier lui aussi des avantages de la libération conditionnelle. Le Bureau fédéral de la statistique dénombre, il est vrai, un certain nombre d'expériences malheureuses dans le cas de repris de justice bénéficiant de la libération conditionnelle. Là n'est pas la question. L'important demeure que la Commission des Libérations conditionnelles n'a jamais renoncé à sa politique de réinsertion sociale (même dans le cas des repris de justice). Certains s'étonneront sans doute de l'audace de cette expérience mais, quant à nous, c'est avec satisfaction que nous avons constaté la générosité de la libération conditionnelle : même le repris de justice qui avait, une fois déjà, obtenu et gâché sa libération conditionnelle conservait ses chances.

Quand les détenus renoncent à l'espoir d'obtenir de nouveau la chance de s'intégrer au milieu comme des citoyens socialement acceptables, ils se sentent moralement et intellectuellement justifiés de vivre en hors-la-loi sociaux. Chez ceux que l'on a stigmatisé comme étant incapables de réhabilitation, cette justification est contrebalancée par toutes sortes de regrets contenus. Point n'est besoin d'être un psychologue pour soupçonner, analyser et comprendre dans quel abîme de remords est jeté celui qui ne peut dormir la nuit parce qu'il voit sa vie passée défiler devant lui et parce que cette rétrospective lui fait plus mal que s'il était frappé aux entrailles ².

¹ DR HERMANN BLEI, *Germany and the Habitual Criminal*, loco cit., p. 671.

² TOM VIGROLIO, *The Via Dolorosa of the Habitual Criminal*, dans *McGill Law Journal*, Montréal 1967, vol. 13, p. 695.

Cette attitude de la part de la Commission des Libérations conditionnelles tempère la rigueur de la loi et démontre, par un nombre quand même impressionnant de réussites, que même le criminel considéré comme repris de justice et criminel d'habitude est capable de rebondissement ¹.

STATISTIQUES CONCERNANT LES REPRIS DE JUSTICE

- Combien d'individus ont été déclarés par les tribunaux, criminels d'habitude et que leur est-il arrivé ?

Condamnés		137
Morts pendant la détention		6
		<u>131</u>
Libérés conditionnellement		53
		<u>78</u>
Libération révoquée et retour à la détention	— 5	
Condition (s) non remplie (s) et retour à la détention	— 7	
	<u>12</u>	12
		<u>90</u>
Remis en liberté sur parole (2ème fois)		3
		<u>87</u>
Libération révoquée et retour à la détention	— 1	
Condition (s) non remplie (s) et retour à la détention	— 1	
	<u>2</u>	2
		<u>89</u>
Dans une institution pour malades mentaux		1
Encore en détention		<u>88</u>
Préparées par la Commission des Libérations conditionnelles, janvier 1968.		

- Combien d'individus reconnus comme repris de justice ont bénéficié de la libération conditionnelle et quels ont été les résultats ?

Libérés conditionnellement		53
Décédés pendant la période de liberté conditionnelle		6
		<u>47</u>
Révoqués	— 5	
Condition (s) rompue (s)	— 7	
	<u>12</u>	12
		<u>35</u>
Encore en liberté conditionnelle		3
Remis en liberté conditionnelle (2ème fois)		<u>38</u>
Révoqués	— 1	
Conditions (s) rompue (s)	— 1	
	<u>2</u>	2
		<u>36</u>
Présentement en liberté conditionnelle		

¹ *Habitual Criminal Statistics*, Commission des Libérations conditionnelles.

3. Quelle avait été la durée de la détention préventive pour les repris de justice lorsqu'ils ont bénéficié de la libération conditionnelle ?

Moins de 5 ans	15
Entre 5 ans (inclusivement) et 6 ans	—
Entre 6 ans (inclusivement) et 7 ans	12
Entre 7 ans (inclusivement) et 8 ans	13
Entre 8 ans (inclusivement) et 9 ans	2
Entre 9 ans (inclusivement) et 10 ans	2
Entre 10 ans (inclusivement) et 11 ans	6
Entre 11 ans (inclusivement) et 12 ans	—
Entre 12 ans (inclusivement) et 13 ans	3
TOTAL	53

4. Depuis combien de temps les 36 repris de justice présentement en liberté conditionnelle bénéficient-ils de ce régime ?

Moins d'un an	12
1 an (inclusivement) et moins de 2 ans	2
2 ans (inclusivement) et moins de 3 ans	2
3 ans (inclusivement) et moins de 4 ans	1
4 ans (inclusivement) et moins de 5 ans	—
5 ans (inclusivement) et moins de 6 ans	5
6 ans (inclusivement) et moins de 7 ans	4
7 ans (inclusivement) et moins de 8 ans	5
8 ans (inclusivement) et moins de 9 ans	2
9 ans (inclusivement) et moins de 10 ans	2
10 ans (inclusivement) et moins de 11 ans	1
TOTAL	36

5. Quelles ont été jusqu'à maintenant les plus longues périodes de liberté pour les repris de justice remis en liberté conditionnelle ?

12 ans	6 mois
9 ans	3 mois
9 ans	2 mois
8 ans	11 mois
8 ans	1 mois

6. Quel âge avaient les 36 repris de justice actuellement en liberté conditionnelle lorsqu'ils ont été condamnés pour la première fois ?

Étant donné que les dossiers des jeunes délinquants ne sont pas toujours disponibles, il est difficile de fixer l'âge de la première condamnation. Dans les cas où la première condamnation se situe à l'âge de 16 ans ou plus, il est possible qu'il y ait eu d'autres comparutions en Cour antérieurement.

La moyenne s'établit à l'âge de 18 ans. Vingt-cinq, c'est-à-dire la moitié des cinquante-trois hommes libérés conditionnellement, étaient déjà embarqués dans une carrière criminelle à l'âge de 18 ans. Quarante-cinq se trouvaient dans la même situation à l'âge de 20 ans.

Chez ceux dont on a pu retracer les comparutions antérieures devant les tribunaux, l'âge le plus précoce que nous ayons pu retracer est huit ans et on trouve un nombre sensiblement égal pour chaque année jusqu'à l'âge de 16 ans.

7. Quel est l'âge des individus au moment de leur condamnation à une peine de détention préventive ?

De 25 ans à 30 ans	6
De 30 ans à 40 ans	17
De 40 ans à 50 ans	24
De 50 ans à 60 ans	6
TOTAL	53

Parmi les repris de justice qui ont bénéficié de la libération conditionnelle, l'âge le plus précoce à l'admission était de 27 ans, l'âge le plus élevé de 56 ans. La majorité du groupe qui a bénéficié de la libération conditionnelle se situait dans le groupe d'âge de 32 à 50 ans, avec une moyenne établie à 41 ans.

Parmi les six hommes qui avaient moins de 30 ans au moment de leur admission et qui ont bénéficié d'une libération conditionnelle, cinq ont vu leur libération conditionnelle soit révoquée soit confisquée. Neuf des vingt-neuf individus qui se situent en-deça de l'âge moyen (41 ans) et jusqu'à ce point inclusivement, ont connu la révocation ou la suppression de la libération conditionnelle. On note seulement trois révocations ou suspensions de la libération conditionnelle chez les vingt-quatre personnes qui avaient plus de 41 ans au moment de leur admission à la détention préventive.

8. Quel âge avaient les repris de justice au moment de leur libération conditionnelle ?

L'âge au moment de la libération conditionnelle varie de 30 à 64 ans, avec une moyenne de 48 ans. L'échantillon est assez équitablement réparti entre 38 ans et 56 ans à raison de deux ou trois pour chaque année. Un groupe particulier de sept hommes se situe entre 30 et 35 ans.

Parmi les sept qui avaient moins de 36 ans au moment de leur libération conditionnelle, cinq ont vu leur libération conditionnelle révoquée ou suspendue. Parmi les vingt-cinq qui s'échelonnaient jusqu'à l'âge moyen inclusivement (48 ans), huit ont subi une révocation ou une suspension de leur libération conditionnelle, ce qui laisse seulement quatre délinquants dans le groupe situé au-dessus de l'âge moyen.

STATISTIQUES DES REPRIS DE JUSTICE

Province	Nombre de condamnations
Nouvelle-Écosse	6
Québec	7
Ontario	16
Manitoba	14
Saskatchewan	6
Alberta	13
Colombie-Britannique	75
TOTAL	137

STATISTIQUES CONCERNANT LES REPRIS DE JUSTICE

Institutions	Total	Libéré condition- nellement	Décédé pendant une période de lib. cond.	Révoqué
Dorchester	4	4	1	—
St-V. de Paul	4	—	—	—
Kingston	19	11	1	2
Manitoba	16	10	—	1
Saskatchewan	19	8	2	1
Colombie-Britannique	75	20	2	1
Total	137	53	6	5

Institutions	Suspendu	2e libé- ration condi- tionnelle	Révoqué	Suspendu	Encore en liberté condi- tionnelle
Dorchester	2	1	—	1	1
St-V. de Paul	—	—	—	—	—
Kingston	1	1	1	—	7
Manitoba	1	—	—	—	8
Saskatchewan	2	1	—	—	4
Colombie-Britannique	1	—	—	—	16
Total	7	3	1	1	36

170. Au total, il y a évidemment lieu de restreindre à sa plus simple expression le recours à l'article 660. À cet égard, il est certain que le Québec n'a aucun reproche à se faire. En effet, au 31 mars 1967, seulement 8 des 107 criminels placés en détention préventive au Canada provenaient du Québec.

L'existence de la loi pose quand même une question de principe. En effet, que l'on interprète la législation d'une manière ou d'une autre, on est

acculé soit à faire expier le même crime deux fois soit à présumer la culpabilité d'un accusé. Dans les deux cas, on en est réduit à rédiger une législation qui cadre peu avec nos habitudes judiciaires.

D'autre part, il est certain qu'un certain nombre d'individus, nombre certes limité, doivent être mis à l'écart de manière à assurer à la fois la protection de la société et leur propre fidélité à un traitement approprié.

Du point de vue pénal, nous nous acheminons vers la délimitation de trois ou quatre catégories de délinquants établies selon la gravité de l'offense. On note une tendance à adoucir la durée des sentences irrévocables et à élaborer des textes de lois permettant des sentences plus longues pour des individus spécialement dangereux. Si les tribunaux et le public sont prêts à renoncer aux sentences lourdes dans certains cas, ils doivent avoir à la place une telle garantie ou quelque chose de semblable. La notion de sentence prolongée, quoique très louable, peut comporter cependant de graves inconvénients sur les plans pratiques et légaux. Cette notion doit assurément s'édifier sur des constatations effectuées par voie de diagnostics, faute de quoi elle peut dégénérer une fois de plus en texte de loi concernant les repris de justice ¹.

Nous croyons donc que la recherche doit se poursuivre de manière à nuancer ce que notre article 660 peut avoir d'excessivement draconien. Dans un certain nombre de cas, la définition du repris de justice donnée par la loi ne suffit pas à mettre un criminel dangereux hors d'état de nuire. Dans d'autres cas, la loi permettra d'incarcérer des individus qui ne constituent pas véritablement une menace à la sécurité de la société. Nous réaffirmons que la magistrature québécoise s'est montrée sagement prudente et que les procureurs de la Couronne ont fait montre de grand bon sens en limitant à peu de chose les recours à une étrange législation (appendice 6).

171. Nous croyons cependant à la nécessité de poursuivre les études aptes à fournir des critères plus satisfaisants. À l'heure actuelle, différentes typologies existent qui tentent de définir « cliniquement » le repris de justice ², mais aucune n'a encore obtenu véritablement l'adhésion unanime des spé-

¹ RALPH BRANCALE, *Diagnostic Techniques in Aid of Sentencing*, dans *Law and Contemporary Problems*, School of Law, Duge University, Vol. XXIII, 1958, p. 460.

² Au cours des récentes années, deux systèmes de classification ont été proposés, l'un par Cormier et l'autre par Russon. La classification de Cormier distingue quatre groupes :

1. la délinquance primaire qui s'inscrit à l'état latent, formant une disposition (*pattern*) qu'on retrouvera dans les années subséquentes ;
2. la délinquance secondaire qui découle du fait que l'égo est impliqué dans la délinquance au cours de la puberté et représente une projection du caractère ;
3. la délinquance tardive qui décrit un égo qui accède à la délinquance habituelle au moment de la maturité.

En quatrième type, qui n'est en fait qu'une facette de la délinquance tardive, c'est le contrevenant tardif, qui n'a probablement pas un égo délinquant, mais qui

cialistes et du grand public. C'est d'ailleurs là l'un des aspects les plus délicats du problème : et le législateur et les criminels s'y perdent. À cet égard, il n'est pas indifférent que les criminels eux-mêmes sachent comment le public les juge.

S'il y a des repris de justice qui ne réagissent pas au programme mis au point par le Service des prisons (*Correctionnal Department*), c'est que la réaction ne suscite pas le respect de la société dans son ensemble, en raison du fait surtout que la société, divisée entre deux théories de l'incarcération, oscille entre les mesures punitives et les mesures de traitement, selon que l'une ou l'autre fournit de la meilleure copie aux journaux du matin. Au bout d'un certain temps, les détenus se fatiguent d'être des pantins sociaux (*social yo-yo*) pour amuser ceux qui prennent leur plaisir à observer leur comportement tel que les journaux les présentent dans des textes dramatiques qui visent beaucoup plus à détendre qu'à offrir de véritables solutions¹.

s'est trouvé impliqué dans la criminalité à la suite de situations particulières ou accidentelles. Cette classification est basée à la fois sur le nombre et la nature des offenses et sur l'éveil de la criminalité dans l'histoire du délinquant. Ceci permet à un clinicien d'établir une ligne de démarcation, d'une part, entre un récidiviste et un repris de justice et, d'autre part, entre celui qui est délinquant par réaction et celui dont l'égo est atteint.

Dans une étude postérieure, Cormier et ses adjoints ont étudié un groupe d'individus qui sont venus tardivement au crime, et ils ont distingué trois sous-groupes, chacun d'entre eux connaissant un taux de rechute particulier. Même si l'échantillon n'était pas représentatif, il montre cependant que la notion de « venue tardive au crime » n'est pas suffisamment précise sur le plan expérimental. Si l'on avait pris une décision en tablant sur ce concept de « venue tardive au crime », c'est-à-dire de délinquance tardive, on aurait commis des erreurs graves en dirigeant des gens vers un mode particulier de traitement.

La classification clinique que Russon fait des délinquants en est une toute aussi subtile, car elle tente de définir les différents niveaux de la psycho-dynamique et du développement. Tel qu'il est, le système multi-dimensionnel de Russon tente d'inclure et de mesurer des attitudes, le degré d'enracinement dans la criminalité tout autant que le niveau psychologique de développement. Mais l'inconvénient que l'on reprochait tantôt au mode de classification s'applique ici aussi, dans le sens suivant : en tenant pour acquis qu'une orientation est décidée après un inventaire, (décision), à quoi peut-on s'attendre en terme de succès ou d'échec pour pouvoir juger que la décision était la bonne ? En d'autres termes, quel est le taux de rechute après le traitement ? JUSTIN CIALE, *A Theoretical Approach Toward the Classification of Prisoners*, dans *4e colloque de recherche sur la délinquance et la criminalité*, Ottawa 1965, p. 137.

¹ TOM VIGROLIO, *The Via Dolorosa of the Habitual Criminal*, dans *McGill Law Journal*, Montréal 1967, vol. 13, p. 695.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

(172)

172. Nous nous sommes bornés ici à établir quelques points de repère. Notre propos était, en effet, de préciser l'ampleur et la nature de la criminalité canadienne et québécoise et d'en identifier sommairement les auteurs.

C'est dans cette perspective que nous avons examiné la statistique policière et judiciaire, que nous avons dégagé quelques-unes des lignes de force de notre criminalité et que nous avons tenté de définir la participation au crime de différents groupes d'individus : les femmes, les jeunes, les bandes, les récidivistes, le repris de justice...

Nous ne prétendons pas avoir vidé le sujet : identifier l'auteur d'un crime n'indique pas nécessairement *de quelle manière il convient de le traiter*. Cette seconde préoccupation réapparaîtra dans la section de notre rapport consacrée à l'ensemble des mesures correctionnelles. À l'heure actuelle, il importe davantage de nous attaquer aux « championnats québécois » : faillites frauduleuses, vols à main armée, vols d'automobile. Ce sera l'objet de notre prochain tome. Le troisième tome élaborera nos vues sur le crime organisé et ses relations avec la criminalité des cols blancs.

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1 — De façon générale, la statistique policière révèle mieux que la statistique judiciaire l'état de la criminalité. Dans le cas du Québec et du Canada, toutefois, il devient nécessaire de recourir plutôt à la statistique judiciaire en raison du fait que les compilations policières sont trop récentes ou ont adopté au cours des années des définitions trop instables (paragraphe 5).

2 — Depuis quelques années, la statistique policière en est arrivée à prélever les informations pertinentes dans la quasi-totalité des corps policiers du Québec. La statistique judiciaire, quant à elle, est aujourd'hui au Québec en excellent état (paragraphe 9).

3 — En matière de criminalité, il faut admettre l'existence d'un *chiffre noir* dont on ne connaît ni la nature ni l'ampleur (paragraphe 11).

4 — Certains risques de fluctuation affectent considérablement la validité des statistiques criminelles :

- a) la loi elle-même subit des changements (paragraphe 14) ;
- b) l'attitude du public se modifie d'une époque à l'autre (paragraphe 15 et 16) ;
- c) l'attitude des policiers et la procédure policière varient elles aussi (paragraphe 17).

5 — La montée d'une criminalité de masse (versant violent de la manifestation) contribue à abaisser le taux de détection policière (paragraphe 18).

CRIMINALITÉ DE VIOLENCE CONTRE LA PERSONNE (paragraphe 20 à 50)

6 — Si l'on excepte les voies de fait, la criminalité de violence contre la personne n'accuse pas de hausse très considérable au Canada ni de hausse au Québec.

7 — Si l'on excepte les voies de fait, la situation québécoise en matière de criminalité de violence contre la personne se détériore moins vite que la situation canadienne et l'on peut même parler d'amélioration (tableau XXXIV).

8 — Si l'on considère l'ensemble de la criminalité de violence contre la personne, le Québec compte beaucoup moins que sa part des infractions signalées par la police et ce pourcentage a même tendance à diminuer quelque peu (tableau XXXV).

9 — Dans le domaine des voies de fait, la part du Québec grossit rapidement : 8.6 p. cent en 1962 ; 12.1 p. cent en 1965 ; 14.1 p. cent en 1966.

10 — Dans le domaine des voies de fait, malgré les augmentations percentuelles, la part du Québec représente encore moins que la proportion du Québec dans la population canadienne (tableau XXI).

11 — De façon générale, le nombre des personnes condamnées pour voies de fait s'établit, comme il est normal pour l'ensemble des crimes commis contre la personne, à environ 80 p. cent des mises en accusation (tableau XXVII).

12 — Dans l'ensemble du Canada, le pourcentage des condamnations par rapport aux accusations s'éloigne de la norme dans le cas des voies de fait impliquant les agents de la paix et il atteint 92 p. cent (93 p. cent dans le cas du Québec).

13 — Le pourcentage de mises en accusation débouchant sur des condamnations s'éloigne de la norme au Québec dans le cas des voies de fait causant des lésions corporelles (10 p. cent de moins que pour le reste du Canada : 67.2 p. cent au Québec et 77.5 p. cent dans le reste du pays).

LA VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ (paragraphes 52 à 65)

14 — Au Canada et au Québec, la criminalité violente contre les biens personnels indique une très nette tendance à la hausse. (De façon générale, les chiffres disponibles ne sont pas tempérés selon la démographie.)

15 — Le rythme d'augmentation dans la criminalité violente contre la propriété est plus rapide au Québec que dans l'ensemble du pays.

16 — De 1956 à 1966, le Québec a accru quelque peu son pourcentage par rapport aux chiffres canadiens qui concernent le nombre de personnes accusées de crimes violents contre la propriété, mais le pourcentage québécois est encore sensiblement inférieur à la proportion démographique du Québec.

17 — Au Canada et au Québec, l'immense majorité des personnes traduites devant les tribunaux en rapport avec des crimes violents contre la propriété étaient accusées d'effraction.

18 — Le rythme d'augmentation quant au nombre de personnes accusées d'effraction est plus rapide au Québec que dans l'ensemble du Canada.

19 — Dans le cas de l'effraction comme dans toute la criminalité violente contre la propriété, la part du Québec, même accrue, n'est pas encore proportionnelle à la place occupée par le Québec dans la population canadienne.

20 — De façon générale, les personnes accusées de crimes violents contre les biens personnels sont trouvées coupables plus souvent que ne le sont les personnes traduites devant les tribunaux pour des crimes de violence contre la personne. Dans le cas de la criminalité violente contre la propriété, plus de 90 p. cent des accusés sont condamnés, tandis que la moyenne s'établit à 80 p. cent dans le cas des crimes violents contre la personne.

21 — Les accusations d'effraction et de vol qualifié ont constitué de 1956 à 1966, 96.4 p. cent de toutes les accusations formulées en rapport avec des crimes violents contre la propriété (paragraphe 61).

22 — De façon constante, la proportion de condamnations par rapport aux accusations est un peu plus forte au Québec que dans l'ensemble du pays.

23 — Différents tableaux confirment que la majeure partie de la hausse survenue dans la criminalité violente contre la propriété a pris place en 1957 et 1958 (tableau LII).

24 — Le Québec fait face à un grave problème dans le domaine du vol qualifié à main armée. Dans ce secteur, le Québec déplore à lui seul 65 p. cent des crimes commis au Canada.

CRIMES SANS VIOLENCE CONTRE LA PROPRIÉTÉ (paragraphe 66 à 70)

25 — La criminalité sans violence contre la propriété reproduit substantiellement les constantes fournies par la criminalité violente contre la propriété. En effet, la tendance à la hausse est partout visible, le rythme d'augmentation est plus rapide au Québec, mais notre province se trouve encore dans une situation privilégiée par rapport aux autres provinces canadiennes (paragraphe 66).

26 — Dans le domaine de la criminalité sans violence contre la propriété, les chiffres globaux placent donc le Québec dans une situation privilégiée,

mais ils ne sauraient dissimuler les problèmes localisés que le Québec rencontre quant à la fraude, particulièrement en matière de faillite, et de vol, particulièrement dans le cas des véhicules moteurs.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE (paragraphe 71 à 89)

27 — La part du Québec augmente dans le domaine des voies de fait.

28 — L'augmentation dans la proportion québécoise des voies de fait ne donne pas encore au Québec un pourcentage « normal ».

29 — Au Québec, les voies de fait sont moins souvent « classées » par la police et débouchent plus souvent sur les condamnations. La situation tend cependant à se rapprocher de la moyenne nationale (tableau LXXXIV).

30 — Dans le domaine des vols qualifiés, la proportion des infractions signalées par la police est, au Québec, beaucoup plus forte que la proportion démographique.

31 — La proportion québécoise dans les vols qualifiés signalés à la police tend cependant à diminuer (50.3 p. cent en 1964 et 45.8 p. cent en 1966).

32 — Dans le cas des vols qualifiés, le taux de détection semble moins stable au Québec.

33 — Dans le domaine des vols qualifiés, le Québec, qui semble posséder encore un taux de *détection* inférieur à la moyenne nationale, augmente pourtant régulièrement son pourcentage de *condamnations*.

34 — Tout en présentant la situation dans une lumière complètement différente, la statistique policière, dans l'ensemble, situe les véritables problèmes du Québec aux mêmes endroits que la statistique judiciaire. Le vol qualifié mérite ainsi de passer avant les voies de fait dans la liste des préoccupations québécoises.

35 — La statistique policière place le Québec dans une situation moins avantageuse que la statistique judiciaire, mais elle non plus ne décrit pas la situation comme dramatique. La plupart des augmentations se bornent à rapprocher le Québec de la moyenne nationale.

36 — Il sera nécessaire de chercher à établir un lien plus direct entre la statistique judiciaire et la statistique policière.

37 — À la lecture, on constate que la moyenne nationale pour le nombre global d'infractions connues de la police dépasse d'environ 50 p. cent les chiffres québécois. On constate également que les chiffres ontariens dépassent d'emblée ceux du Québec et se situent exactement au niveau de la moyenne nationale.

38 — La zone métropolitaine de Montréal, réputée la pire du Québec, posséderait d'après les chiffres policiers un taux de criminalité de 365.3 par 100,000 habitants, alors que la moyenne canadienne s'établit à 364.4.

39 — Nous ne recommandons aucunement d'abolir les systèmes actuels de statistique judiciaire et policière. Nous suggérons simplement de constituer une *statistique tempérée* établie en tenant compte des deux éléments suivants :

- 1) les condamnations prononcées par les tribunaux ;
- 2) les infractions que la police admet n'avoir pu élucider (paragraphe 86).

40 — Puisque la statistique judiciaire, basée sur le nombre de délinquants traduits devant les tribunaux, ne constate que des hausses localisées de la criminalité, et puisque la statistique policière, basée sur le nombre d'infractions, montre des hausses considérables, il y a lieu de croire qu'une partie importante de la criminalité est commise par un groupe passablement restreint d'individus (paragraphe 89).

LE CONTEXTE DE LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE

(paragraphe 90 à 124)

41 — Le silence de la statistique québécoise sur le chiffre noir de la criminalité est absolu. Les chiffres publiés annuellement, qu'ils proviennent des corps policiers ou des palais de justice, ne donnent aucune indication sur le volume de la criminalité cachée.

42 — À notre avis, l'ampleur et la nature du chiffre noir varient selon les contextes sociologiques. Ainsi, le monde des affaires nord-américain ferme aisément les yeux sur une série de « crimes économiques », qui, dans un autre contexte, susciteraient des réactions beaucoup plus violentes.

43 — Un grand nombre de citoyens qui aujourd'hui peuvent vivre normalement ont pu parvenir à un tel résultat, non parce qu'ils se sont toujours abstenus d'actes répréhensibles, mais parce qu'ils sont demeurés à l'abri de la détection.

44 — Même s'il est impossible d'établir une relation quelconque entre le volume de criminalité connue et la criminalité cachée, on peut raisonnablement affirmer que le chiffre noir agit chez nous de façon sélective :

- a) la criminalité cachée tend à devenir de plus en plus considérable dans le secteur des offenses de nature économique ;
- b) on peut croire que notre population est de moins en moins tolérante en ce qui concerne les agressions de toutes sortes et que le chiffre noir revêt de moins en moins d'importance dans le domaine de la criminalité de violence ;

c) le chiffre noir peut dissimuler :

- soit les *personnes honnêtes* qui commettent des crimes sans qu'on le soupçonne ;
- soit les actes délictueux posés impunément par toutes les catégories d'individus (criminels comme « honnêtes » citoyens).

45 — À l'heure actuelle, il semble bien qu'on puisse ranger au nombre des causes importantes de la criminalité non pas seulement l'urbanisation ou l'industrialisation, mais le *rythme* auquel se sont effectués les changements majeurs (paragraphe 105).

46 — La ville, telle qu'elle est née et telle qu'on l'a laissée se développer dans notre province, a certainement engendré une part importante de la criminalité. Cette affirmation tient compte de la rapidité des changements sociaux et du fait qu'une seule concentration urbaine accapare près de la moitié de la population du Québec. Ce dernier fait aggrave, en effet, l'impact du déracinement : la transition ne s'est pas faite du village à la ville, mais de la paroisse à la métropole (paragraphe 107).

47 — Face à la réalité québécoise (en termes de sociologie et de criminalité), il importe de porter les réflexions :

- a) sur le type de législation qui convient à un milieu de plus en plus anonyme, mobile, pluraliste ;
- b) sur la fonction policière dans cet univers renouvelé ;
- c) sur la possibilité d'amortir par la planification certains des corollaires malheureux de l'urbanisation et de l'industrialisation (paragraphe 107).

LA PLACE DES JEUNES

48 — Les indices de criminalité sont fréquemment à leur sommet, non pas chez les jeunes de 16 à 18 ou de 18 à 20 ans, mais chez les jeunes de 14 et 15 ans (paragraphe 109).

49 — On se donne très rarement la peine de situer l'augmentation de la criminalité juvénile à l'intérieur d'une augmentation de la population juvénile. Il est souvent vrai que les jeunes commettent un plus grand nombre de crimes, mais c'est souvent parce que les jeunes sont plus nombreux qu'autrefois (paragraphe 110).

50 — Malgré les nuances, il est exact que la criminalité juvénile connaît des hausses considérables et qu'elle prend ses expansions les plus rapides dans les crimes les plus graves (paragraphe 111).

51 — Comme il semble bien que la délinquance prend des formes différentes à mesure qu'un individu passe d'une étape à l'autre de son évolution, la statistique gagnerait à morceler les groupes de délinquants et à souligner davantage les caractéristiques de chaque groupe (paragraphe 112).

52 — Les statistiques canadiennes révèlent que les jeunes délinquants (16 et 17 ans) n'occupent une place de premier plan que dans deux secteurs : l'introduction par effraction et le vol. Par ailleurs, le groupe de 18-19 ans joue, lui aussi, un rôle important dans les mêmes secteurs, tout en y ajoutant les crimes de viol (paragraphe 114).

53 — La violence, même si elle augmente rapidement chez les jeunes, n'est pas encore le fief incontesté de la jeune génération. Il semble, au contraire, que les jeunes viennent au crime par la voie du vol et du cambriolage et ne se hasardent à la criminalité de violence qu'après avoir franchi le cap des vingt ans (paragraphe 115).

54 — Il faut donc convenir que la violence est beaucoup plus fréquente qu'autrefois parmi les jeunes de moins de 20 ou 21 ans.

55 — Le criminel violent, dans la plupart des cas, est un individu de plus de 20 ans ; fréquemment, il a plus de 30 ans.

56 — La récidive est beaucoup plus fréquente dans le cas du crime contre la propriété que dans le cas du crime de violence contre la personne.

57 — La violence met très souvent aux prises des gens qui se connaissent d'avance.

58 — De façon générale, il est encore possible d'affirmer que les hausses sont plus considérables dans la violence contre la propriété que dans la violence contre la personne.

59 — Sans vouloir minimiser la gravité des autres formes de criminalité, il faut situer au premier rang des préoccupations la criminalité économique et la *criminalité sans victime*.

60 — Les pertes économiques attribuables à la criminalité des collets blancs dépassent d'emblée ce que peuvent coûter des formes plus violentes de criminalité (paragraphe 126).

61 — À certains égards, le crime économique est apparenté à l'objectif normal et légal que poursuit l'entreprise privée. En d'autres termes, il est souvent aventureux et paradoxal d'inviter une entreprise à augmenter sans cesse ses revenus et ses profits tout en invitant la même entreprise à accepter un certain nombre de contrôles et de limites (paragraphe 133).

62 — Malgré de nombreuses poursuites de la Couronne, un nombre considérable d'entreprises renouvellent constamment leurs efforts pour pratiquer le monopole et pour enfreindre la plupart des lois qui doivent gouverner l'activité des corporations.

63 — Il en coûte généralement fort peu aux entreprises pour commettre des offenses, puisque ni les concurrents, ni les média d'information, ni l'État ne considèrent de telles offenses comme très graves.

64 — Les occasions de crimes au niveau des grandes corporations sont si nombreuses et de portée si considérable qu'une étude de la criminalité moderne débouche nécessairement sur les données économiques les plus fondamentales (paragraphe 141).

65 — Plusieurs de nos habitudes économiques (et certaines législations restrictives) facilitent l'entrée en scène du crime organisé qui intervient pour créer ses propres monopoles ou pour s'insinuer à l'intérieur des industries et des cartels existants.

66 — Si on l'observe du point de vue du public, le crime organisé est généralement une criminalité sans victime.

67 — En raison de la connivence entre la victime et son « bourreau », les corps policiers sont généralement impuissants à combattre le crime organisé (paragraphe 144).

68 — Les bénéfices qui découlent du crime organisé sont tels qu'il est devenu possible à un empire criminel de fausser tous les mécanismes de notre économie.

69 — La criminalité organisée aggrave les problèmes de pauvreté et les risques d'injustice sociale ; elle fournit ainsi de puissants motifs à la contestation de toute notre société.

LES AUTEURS DES CRIMES (paragraphe 147 à 172)

70 — Le crime est avant tout une activité masculine, mais, surtout chez les jeunes, la criminalité féminine s'accroît plus rapidement que la criminalité masculine.

71 — Certains crimes appartiennent en exclusivité aux femmes.

72 — Il semble que le mariage exerce un effet bénéfique et protecteur sur les délinquantes.

73 — Les bandes de jeunes délinquants sont les meilleurs réservoirs de la criminalité adulte.

74 — Les bandes d'adolescents ne se forment pas uniquement ni principalement dans un but criminel, mais constituent pour la jeune génération une nouvelle façon de vivre.

75 — La récidive se présente de manière fort différente selon qu'il s'agit de jeunes ou d'adultes. Dans le cas des jeunes, la criminalité est beaucoup

moins stéréotypée et prend moins souvent la forme d'idée fixe. À mesure que le criminel vieillit, en effet, il a tendance à se cantonner dans une spécialité et à répéter constamment les mêmes gestes.

76 — Après trois ou quatre rechutes, le déterminisme s'est affirmé chez le récidiviste et les chances de transformation diminuent (paragraphe 159).

77 — La plupart des pays ont adopté des législations spéciales à propos des repris de justice (criminels d'habitude).

78 — La définition la plus acceptable du repris de justice semble être, de l'avis de la criminologie, celle donnée par Norval Morris :

le criminel d'habitude est celui qui possède des traits criminels inhérents ou latents dans sa constitution mentale (mais qui n'est pas un aliéné) ; qui pratique d'une façon habituelle le genre de vie délinquante ; et qui présente un danger à la société dans laquelle il vit sans cependant être ni un vagabond, ni une prostituée, ni un ivrogne ou un « habitual petty offender » (paragraphe 160).

79 — De façon constante, les juges québécois ont constamment considéré le repris de justice comme un être plus dangereux que le criminel professionnel et ont limité, comme l'ont fait d'ailleurs les procureurs de la Couronne, les définitions de ce genre à très peu de choses (paragraphe 164).

80 — Nous croyons que la société doit réserver à des cas extrêmement graves, ainsi qu'elle l'a fait jusqu'à maintenant, le recours à la détention préventive prévu à l'article 660 du code criminel.

81 — La détention préventive, quelle que soit la justification qu'on en donne, demeure un bloc erratique dans notre législation. Qu'on justifie la législation qui concerne le repris de justice en évoquant la nécessité de punir plus sévèrement celui qui s'est montré rebelle à toutes les corrections ou qu'on la justifie en insistant sur le droit d'une société à se prémunir contre des individus dont on attend de nouveaux crimes, le malaise demeure : dans un cas, on risque de punir un individu deux fois pour le même crime ; dans l'autre, on met carrément en veilleuse la présomption d'innocence (paragraphe 166).

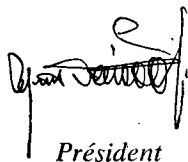
82 — Nous estimons que le recours à la détention préventive doit être limité le plus possible et que la définition du repris de justice doit inclure la notion de violence. En d'autres termes, nous considérons qu'on abuserait des dispositions de l'article 660 si on l'invoquait contre des criminels, même professionnels, qui s'en tiennent à des activités d'ordre économique et qui ne mettent en danger ni la vie ni la santé de leurs concitoyens (paragraphe 168).

83 — Nous croyons nécessaire de conserver aux repris de justice un certain nombre de droits fondamentaux et nous sommes heureux que le repris de justice canadien ait pu bénéficier lui aussi, dans les cas plausibles, des avantages de la libération conditionnelle (paragraphe 169).

84 — Au total, il y a évidemment lieu de restreindre à sa plus simple expression le recours à l'article 660. À cet égard, il est certain que le Québec n'a aucun reproche à se faire. Au 31 mars 1967, seulement huit des 107 criminels placés en détention préventive au Canada provenaient du Québec.

85 — Nous croyons que la recherche doit se poursuivre de manière à nuancer ce que notre article 660 peut avoir d'excessivement draconien. Dans un certain nombre de cas, la définition du repris de justice donnée par la loi ne suffit pas à mettre un criminel dangereux hors d'état de nuire. Dans d'autres cas, la loi permettra d'incarcérer des individus qui ne constituent pas véritablement une menace à la sécurité de la société.

QUÉBEC, 23 juin 1969.



Président



Commissaire

Laurent Laplante

Commissaire



Secrétaire

APPENDICE 1 :

Liste des Sûretés municipales de la province de Québec
qui avaient fait rapport de leurs activités au Bureau fédéral de la statistique pour l'année 1966.

**LISTE DES SÛRETÉS MUNICIPALES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
AYANT FAIT RAPPORT DE LEURS ACTIVITÉS EN 1966**

	Nombre de sûretés municipales
Groupe 1 et 2 — Population : 250,000 et plus	
Montréal	1
Groupe 3 — Population : 100,000 à 250,000	
Laval	1
Québec	1
	TOTAL : 2
Groupe 4 — Population : 50,000 à 100,000	
Hull	1
Jacques-Cartier	1
Montréal-Nord	1
Saint-Laurent	1
Saint-Michel	1
Sherbrooke	1
Trois-Rivières	1
Verdun	1
	TOTAL : 8
Groupe 5 — Population : 25,000 à 50,000	
Anjou	1
Cap-de-la-Madeleine	1
Charlesbourg	1
Chicoutimi	1
Chomedey	1
Drummondville	1
Granby	1
Jonquière	1
Lachine	1
LaSalle	1
Longueuil	1
Outremont	1
Pointe-aux-Trembles	1
Pointe-Claire	1
Rimouski	1
Sainte-Foy	1
Saint-Hyacinthe	1
Saint-Jean	1
Saint-Jérôme	1
Shawinigan	1
Valleyfield	1
Westmount	1
	TOTAL : 22
Groupe 6 — Population : 10,000 à 25,000	
Alma	1
Arvida	1

**Nombre de
sûretés municipales**

Groupe 6 — Population : 10,000 à 25,000 (suite)

Asbestos	1
Baie-Comeau	1
Beaconsfield	1
Châteauguay	1
Châteauguay-Centre	1
Chicoutimi-Nord	1
Côte-Saint-Luc	1
Cowansville	1
Dollard-des-Ormeaux	1
Dorval	1
Gatineau	1
Giffard	1
Grand-Mère	1
Greenfield Park	1
Hauterive	1
Joliette	1
Kénogami	1
Lachute	1
Lafleche	1
L'Assomption	1
La Tuque	1
Lauzon	1
Lévis	1
Magog	1
Matane	1
Montmagny	1
Mount Royal	1
Noranda	1
Notre-Dame-de-Lorette	1
Pointe-Gatineau	1
Repentigny	1
Rivière-du-Loup	1
Rouyn	1
Saint-Bruno-de-Montarville	1
Saint-Hubert	1
Saint-Lambert	1
Saint-Léonard-de-Port-Maurice	1
Sainte-Thérèse	1
Sept-Iles	1
Shawinigan-Sud	1
Sillery	1
Sorel	1
Thetford Mines	1
Tracy	1
Val-d'Or	1
Victoriaville	1

TOTAL : 48

**Nombre de
sûretés municipales**

Groupe 7 — Population : 5,000 à 10,000

Amos	1
Amqui	1
Aylmer	1
Bagotville	1
Beauharnois	1
Beauport	1
Belœil	1
Black Lake	1
Bois-des-Filion	1
Boucherville	1
Brossard	1
Buckingham	1
Chambly	1
Chibougamau	1
Coaticook	1
Courville	1
Deux-Montagnes	1
Dolbeau	1
Donncona	1
Dorion	1
Drummondville-Sud	1
Duburger	1
East Angus	1
Farnham	1
Hampstead	1
Hull-Est	1
Iberville	1
Lac-Mégantic	1
La Prairie	1
LeMoyne	1
Loretteville	1
Lucerne	1
Malartic	1
Maniwaki	1
Marieville	1
Mont-Joli	1
Mont-Laurier	1
Montmorency	1
Montréal-Est	1
Montréal-Ouest	1
Orsainville	1
Pincourt	1
Plessisville	1
Port-Alfred	1
Roberval	1
Rosemere	1
Roxboro	1
Sainte-Adèle	1

**Nombre de
sûretés municipales**

Groupe 7 — Population : 5,000 à 10,000 (suite)

Sainte-Agathe-des-Monts	1
Saint-Eustache	1
Saint-Félicien	1
Saint-Georges-Est	1
Saint-Georges-Ouest	1
Saint-Pierre	1
Saint-Romuald d'Etchemin	1
Terrebonne	1
Trois-Pistoles	1
Trois-Rivières-Ouest	1
Ville-Vanier	1
Waterloo	1
Windsor	1

TOTAL : 61

Groupe 8 — Population : 2,500 à 5,000

Acton Vale	1
Arthabaska	1
Baie-d'Urfé	1
Baie-Saint-Paul	1
Bourlamaque	1
Bromptonville	1
Candiac	1
Chandler	1
Chapais	1
Côte-Sainte-Catherine	1
Danville	1
Delson	1
Gagnon	1
Gaspé	1
Huntingdon	1
Ile-Perrot	1
La Malbaie	1
La Pocatière	1
La Providence	1
LaSarre	1
Leduc	1
Lennoxville	1
Léry	1
Louiseville	1
Matagami	1
Mistassini	1
Murdochville	1
Nicolet	1
Port-Cartier	1
Richmond	1
Rigaud	1
Rivière-du-Moulin	1

**Nombre de
sûretés municipales**

Groupe 8 — Population : 2,500 à 5,000 (suite)

Sainte-Anne-de-Bellevue	1
Saint-Césaire	1
Sainte-Genève	1
Saint-Joseph-de-Sorel	1
Saint-Jovite	1
Sainte-Marie	1
Saint-Raymond	1
Saint-Sauveur-des-Monts	1
Saint-Tite	1
Schefferville	1
Senneterre	1
Témiscamingue	1
Templeton	1
Thurso	1
Villeneuve	1

Total : 47

Groupe 9 — Population : 750 à 2,500

Beauceville-Est	1
Cabano	1
Cadillac	1
Desbiens	1
Deschênes	1
Duparquet	1
Forestville	1
Lorraine	1
Macamic	1
Rawdon	1
Rock Island	1
Senneville	1
Waterville	1

Total : 13

**LISTE DES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
N'AYANT RIEN DÉCLARÉ EN 1966**

	Population	Nombre de sûretés municipales
Beauport	5,000 à 10,000	1
Côte-Saint-Luc	10,000 à 25,000	1
Dolbeau	5,000 à 10,000	1
Gatineau	10,000 à 25,000	1
Ile-Perrot	2,500 à 5,000	1
Léry	2,500 à 5,000	1
Mistassini	2,500 à 5,000	1
Waterville	750 à 2,500	1
Total :		8



APPENDICE 2

Comparaison entre les trois systèmes suggérés

COMPARAISON ENTRE LES TROIS SYSTÈMES SUGGÉRÉS

Catégorie	Statistique judiciaire 1964/1966	Statistique policière 1964/1966	Statistique tempérée 1964/1966	Tableau
Vol qualifié : Canada	— 28.6% 1,394/994	+ .7 de 1% 5,666/5,710	— 9.5% 4,981/4,510	LXXXVIII
Vol qualifié : Québec	— 17.9% 407/334	— 8.3% 2,853/2,616	— 15.2% 2,327/1,971	LXXXIX
Voies de fait : Canada	+ 16 % 4,394/5,097	+ 32.3% 42,459/53,533	+ 58 % 11,998/18,963	XC
Voies de fait : Québec	+ 37.4% 695/955	+ 73.4% 4,368/7,576	+ 53.7% 2,127/3,240	XCI
Viol : Canada	— 16.1% 62/52	— 12.4% 745/652	= 317/318	XCII
Viol : Québec	= 13/13	— 21.9% 205/160	— 17.6% 85/70	XCIII
Blessures et tentatives de meurtre : Canada	+ 32.9% 170/226	+ 15 % 959/1,103	+ 22.2% 382/467	XCIV
Blessures et tentatives de meurtre : Québec	+ 75.7% 33/58	+ 5.1% 348/366	+ 3.4% 145/150	XCV
Fraude et corruption : Canada	+ 19.2% 545/650	+ 13.6% 33,264/37,798	+ 26.1% 11,434/14,423	XCVI
Fraude et corruption : Québec	+ 2.2% 223/233	+ 43.1% 3,624/5,176	+ 27.8% 1,929/2,467	XCVII

Remarques :

- 1 — Dans cinq cas, la statistique tempérée est *plus* « *optimiste* » que la statistique policière :
 - Vol qualifié : Canada et Québec ;
 - Voies de fait : Québec ;
 - Blessures et tentatives de meurtre : Québec ;
 - Fraudes et corruption : Québec.
- 2 — Dans cinq cas, la statistique tempérée est *plus* « *pessimiste* » que la statistique policière :
 - Voies de fait : Canada ;
 - Viol : Canada et Québec ;
 - Blessures et tentatives de meurtre : Canada ;
 - Fraudes et corruption : Canada.
- 3 — Dans sept cas, l'indice donne des résultats *entre* ceux de la statistique judiciaire et ceux de la statistique policière.
- 4 — Dans neuf cas (le viol au Québec est la seule exception), la statistique judiciaire est *plus* « *optimiste* » que l'indice.
- 5 — Sauf dans le cas des voies de fait (Canada) et de la fraude et corruption (Canada), les changements enregistrés par l'indice montrent moins d'amplitude que les deux autres statistiques.

APPENDICE 3

Documentation fournie par M. David Orlikow,
député néo-démocrate de Winnipeg-Nord,
à la demande de la Commission.

- a) Question 1,197 (27 mars 1968) et réponse ;
- b) Intervention de M. Orlikow à la Chambre des Communes le 4 novembre 1966 (suivie de diverses autres interventions) pp. 9580-9587 ;
- c) Texte du projet de loi (C-31) soumis par M. Orlikow ;
- d) Tableaux divers fournissant la liste des infractions commises contre la loi sur les coalitions depuis le 1er janvier 1963.

a) QUESTION 1,197 (27 MARS 1968) ET RÉPONSE

**BUREAU DES DOCUMENTS PARLEMENTAIRES
DIVISION DES JOURNAUX
PIÈCE No 130-N
CHAMBRE DES COMMUNES**

QUESTION No 1,197 — Mr. ARLIKOW

Order for Return
(tabled herewith)

March 27, 1968.

N. A. BÉCHARD
Parliamentary Secretary
to the Secretary of State

TEXT

Question No. 1,197 — Mr. Orlikow — March 19, 1968

1. Since January 1, 1939, have any persons or corporations been fined for infractions of the Combines Investigation Act or sections 411 or 412 of the Criminal Code and, if so (a) what are the names of the persons or corporations so fined (b) what was the amount of the fine in each case (c) when was the fine imposed (d) what infractions occasioned the fine ?

**ANSWER BY THE HON. JOHN N. TURNER
(MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS)**

1. Yes.

(a) Person or Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
\$			
Container Materials, Limited	10,000	Sept. 6, 1940	C.C., s. 498
H. J. Badden	4,000	"	"
Shipping Containers, Limited	10,000	"	"
Standard Paper Box, Limited	10,000	"	"
Martin-Hewitt Containers, Limited ..	10,000	"	"
Canadian Wirebound Boxes, Limited	10,000	"	"
The Corrugated Paper Box Company, Limited	10,000	"	"
Gair Company Canada Limited	10,000	"	"
Hinde and Dauch Paper Company of Canada Limited	10,000	"	"
Hygrade Corrugated Products, Limited	10,000	"	"
Hilton Brothers, Limited	10,000	"	"
Martin Paper Products, Limited	10,000	"	"
Canadian Boxes, Limited	10,000	"	"
Maritimes Paper Products, Limited	5,000	"	"
Wilson Boxes, Limited	2,500*	"	"
Dominion Corrugated Paper Company, Limited	2,500	"	"
Acme Paper Box Company Ltd.	10,000	"	"
G. W. Hendershot Corrugated Paper Company, Limited	5,000	"	"
Kraft Containers, Limited	5,000	"	"
Superior Box Company, Limited	5,000	"	"
W. C. Macdonald Incorporated	15,000**	July 26, 1941	"
H. J. Badden	2,000	March, 1942	"
Bathurst Power and Paper Company Limited	5,000	"	"

(1) In Column (d), "C.C." means the Criminal Code and "C.I. Act" the Combines Investigation Act.

(2) Section 498 of the Criminal Code became section 411 of the Criminal Code on April 1, 1955 : section 411 was incorporated into Section 32 of the Combines Investigation Act, effective August 10, 1960.

* Wilson Boxes Limited was convicted on September 6, 1940, and fined \$5,000. On appeal to the Ontario Court of Appeal, it was granted a new trial at which it pleaded guilty and was fined \$2,500.

** 36 companies and individuals were convicted on July 26, 1941. On appeal by all accused except W. C. Macdonald Incorporated to the Appellate Division of the Supreme Court of Alberta, the convictions were quashed in February 1942.

(a) Person or Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Brompton Pulp and Paper Company Limited	5,000	March, 1942	C.C., s. 498
Hinde and Dauch Paper Company of Canada, Limited	2,500	"	"
Gair Company Canada Limited	2,500	"	"
Hobbs Glass Limited	10,000	Oct. 6, 1950	"
Pilkington Brothers (Canada) Ltd., ..	10,000	"	"
Consolidated Glass Limited	10,000	"	"
Advance Glass & Mirror Company, Limited	2,500	"	"
Canadian Plate & Window Glass Limited	2,500	"	"
Excelsior Plate Glass Company, Ltd.	2,500	"	"
J. P. O'Shea & Company, Limited	2,500	"	"
Queen City Glass Company Limited ..	2,500	"	"
Lewelyn Maurice Lloyd's Glass Co.	1,500	"	"
Canadian Bakeries Limited	10,000	Oct. 2, 1951	"
Weston's Bread and Cake (Canada) Limited	9,000	"	"
McGavin Bakeries Limited, Winnipeg	8,000	"	"
McGavin Limited, Edmond	1,000	"	"
McGavin Limited, Vancouver	1,000	"	"
Edmonton City Baking Limited	1,000	"	"
Eddy Match Company, Limited	25,000	Oct. 29, 1951	C.I. Act, s. 32
Commonwealth Match Co. Ltd.	15,000	"	"
Canada Match Co. Ltd.	10,000	"	"
Federal Match Limited	10,000	"	"
Valcourt Company Ltd.	25,000		
The Goodyear Tire & Rubber Company of Canada Limited	10,000	Sept. 24, 1953	C.C., s. 498
Dominion Rubber Company, Limited	10,000	"	"
Dunlop Tire and Rubber Goods Company Limited	10,000	"	"
Gutta Percha & Rubber, Limited	10,000	"	"
The B. F. Goodrich Rubber Company of Canada, Limited	10,000	"	"
Dominion Rubber Company, Limited	10,000	Nov. 23, 1953	"

(a) Person or Corporation	(b) Amount of fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Gutta Percha & Rubber, Limited ..	10,000	Nov. 23, 1953	C.C., s. 498
The B. F. Goodrich Rubber Company of Canada, Limited	10,000	"	"
Alfred Lambert Incorporated	10,000	"	"
Kaufman Rubber Company, Limited	10,000	"	"
The Miner Rubber Company (Limited)	10,000	"	"
Northern-Woodstock Rubber Limited	10,000	"	"
The Rubber Association of Canada ..	10,000	"	"
Firestone Tire & Rubber Company of Canada, Limited	10,000	"	"
The Goodyear Tire & Rubber Company of Canada, Limited	10,000	"	"
Dominion Rubber Company, Limited	10,000	"	"
The B. F. Goodrich Rubber Company of Canada, Limited	10,000	"	"
Dunlop Tire and Rubber Goods Company Limited	10,000	"	"
Seiberling Rubber Company of Canada, Limited	10,000	"	"
The General Tire and Rubber Company of Canada Limited	10,000	"	"
Gutta Percha & Rubber, Canada	10,000	"	"
The Rubber Association of Canada ..	10,000		
Howard Smith Paper Mills, Limited ..	10,000	June 22, 1954	"
The E. B. Eddy Company	10,000	"	"
Provincial Paper, Limited	10,000	"	"
Rolland Paper Company, Limited	10,000	"	"
Alliance Paper Mills, Limited	10,000	"	"
Don Valley Paper Co., Limited	10,000	"	"
Canada Paper Company	4,000	"	"
Buntin Reid Paper Company Limited	10,000	"	"
Fred W. Halls Paper Company	10,000	"	"
Kruger Paper Company Limited	10,000	"	"
T. B. Little Papers Limited	10,000	"	"
McFarlane, Son and Hodgson (Limited)	10,000	"	"
La Cie J. B. Rolland et Fils	10,000	"	"
United Paper Mills, Limited	10,000	"	"
Whyte-Hooke Papers Limited	10,000	"	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Wilson Munroe Company Limited ..	10,000	June 22, 1954	C.C., s. 498
Buntin Gillies & Company Limited ..	10,000	"	"
Canada Paper "Wholesale" Limited ..	10,000	"	"
Federal Paper Company Limited	10,000	"	"
T. Havill Paper Company	10,000	"	"
The Brown Brothers Limited	8,000	"	"
W. V. Dawson, Limited	8,000	"	"
Barber-Ellis of Canada, Limited	5,000	"	"
Barber-Ellis of Montreal, Montreal ..	5,000	"	"
Fine Papers, Limited	5,000	"	"
Fine Papers (London) Limited	5,000	"	"
W. J. Gage and Company Limited ..	4,000	"	"
L. P. Turgeon (L.-P. Turgeon & Fils)	4,000	"	"
Ivan Moffit	4,000		
Joseph Ménard	5	Nov. 18, 1954	C.I. Act, s. 34
Parsons-Steiner Limited	1,000	Nov. 17, 1954	"
A. S. McCordick	1,750	Jan. 17, 1955	C.I. Act, s. 37
Crown Zellerbach Canada Limited ..	8,000	May 6, 1955	C.C., s. 498
Westminster Paper Company Limited	8,000	"	"
Smith, Davidson & Lecky Ltd.	8,000	"	"
Bartram Paper Products Company Limited	7,000	"	"
J. C. Wilson Limited	7,000	"	"
Columbia Paper Company Limited ..	5,000	"	"
Norfolk Paper Company Limited ..	4,000	"	"
Kelly Douglas & Company Limited ..	4,000	"	"
Vancouver Pacific Paper Company Limited	4,000	"	"
The W. H. Malkin Co. Limited	3,000	"	"
Retail Merchants Association of Canada Incorporated	1	Oct. 24, 1955	C.I. Act, s. 32
John W. Fogg, Limited	1,000	Mar. 13, 1956	C.C., s. 498
Theodore Byck (Frank Byck & Son) ..	1,000	"	"
Consumers' Cooperative Society Limited	750	"	"
Simon J. Mainville (Chaput's Wood Yard)	500	"	"
Wesley Dundas (Dundas Bros., Coal Dealers)	100	"	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Charles E. Holland (Superior Fuels) ..	100	Mar. 13, 1956	C.C., s. 498
Geo. Blitva (Mirkovich Coal Yard) ..	100	"	"
Albert J. R. Chalifoux (A. Chalifoux, Coal Dealer)	100		
Northern Electric Company Ltd.	10,000	Apr. 30, 1956	"
Canada Wire and Cable Company, Limited	10,000	"	"
Canadian General Electric Company Limited	10,000	"	"
Cables, Conduits & Fittings Limited ..	10,000	"	"
Federal Wire and Cable Company Limited	10,000	"	"
Triangle Conduit and Cable (Canada) Limited	10,000	"	"
Industrial Wire and Cable Limited ..	10,000	"	"
Automatic Electric Sales (Canada) Limited	5,000	"	"
Filcrest Company Limited	5,000	"	"
Boston Insulated Wire and Cable Company Limited	2,000	"	"
Dominion Steel and Coal Corporation, Limited	10,000	May 23, 1956	"
Canadian Steel Corporation, Limited	10,000	"	"
The Steel Company of Canada, Limited	10,000	"	"
Frost Steel and Wire Company, Limited	10,000	"	"
Lundy Fence Company Limited	10,000	"	"
New Brunswick Wire Fence Company, (Limited)	10,000	"	"
Moffit Limited	500	Sept. 21, 1956	C.I. Act, s. 34
Master Quilting Co., Ltd.	1,000	Oct. 3, 1957	C.C., s. 498
The Montreal Quilting Co. Ltd.	1,000	"	"
Quilted Products Ltd.	1,000	"	"
Toronto Quilting & Embroidery Ltd.	1,000	"	"
Matador Inc.	1,000	"	"
Berback Quilting Ltd.	200	"	"
Israel Zackon, Walker Marczak, (Bucky Zacken Reg'd.)	200	"	"
Raph Baker (Baker Quilting Co.)	150	"	"
Isadore Levitt, Henry Tylman, (Expert's Quilting Co.)	150	"	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
\$			
David Zuckerstein, Arthur Shipper, Joseph Weinberg, Joseph Luchfeld, (Quebec Quilting Products Co.)	200	Oct. 3, 1957	C.C., s. 498
Abraham Weintraub (Independent Quilting Co.)	100	"	"
The Winnipeg Supply & Fuel Company Limited	2,500	Nov. 12, 1957	"
Thos. Jackson & Sons Limited	2,000	"	"
Harstone Coal Company Ltd.	2,000	"	"
Northland Coal & Ice Co. Ltd.	2,000	"	"
Federal Grain Limited (Fort Rouge Coal Company)	2,000	"	"
Hagborg Fuel Limited	1,500	"	"
McCurdy Supply Company Limited	1,500	"	"
Windatt Coal Company Limited	750	"	"
Red River Co-Operative Supply Ltd.	750	"	"
D. E. Adams Coal Ltd.	750	"	"
Jubilee Coal Co. Ltd.	250	"	"
Saul Simkin (Simkin's Fuel Company)	1,500	"	"
Joseph S. Miller (J. S. Miller Coal Co.)	750	"	"
Alexander Turk (Alex Turk Fuel)	750	"	"
John Beverley (Beverley Fuel Supply)	250	"	"
Jerry Nepon	125	"	"
(Crown Fuel Co.)			
Max Faiman	125	"	"
Robert Henderson Irvine (John Irvine & Sons)	125	"	"
William Irvine	125	"	"
Ruben Wolfman	100	"	"
Sam Wolfman (Wolfman Fuel)	100		
Harry Wolfman	50		
Link-Belt Limited	10,000	"	"
United Steel Corporation Limited ..	10,000	"	"
Jeffrey Manufacturing Company Limited	10,000	"	"
Forano, Limited	10,000	"	"
Stephens Adamson Mfg. Co. of Canada Limited	10,000	"	"
Bond Engineering Works, Ltd.	1,000	"	"
Webster-Smallwood, Limited	1,000		
Currie Products Limited	10,000	Jan. 7, 1958	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Canada Roof Products Limited	10,000	Jan. 7, 1958	C.C., s. 498
Alexander Murray & Company Ltd. ..	10,000	"	"
Brantford Roofing Company Ltd.	10,000	"	"
Canadian Gypsum Company (Ltd.) ..	10,000	"	"
Canadian Johns-Manville Company Limited	10,000	"	"
The Philip Carey Company Ltd.	10,000	"	"
The Barrett Company Limited	10,000	"	"
Building Products Limited	10,000	"	"
Bishop Asphalt Papers Limited	10,000	"	"
Sidney Roofing & Paper Company Limited	10,000		
Price Brothers Sale Corporation and Price Brothers & Company, Limited	10,000	Nov. 10, 1958	"
The Beaver Wood Fibre Company, Limited	10,000	"	"
Fraser Companies, Limited	7,000	"	"
Bathurst Power & Paper Company Limited	7,000	"	"
Consolidated Paper Sales Limited and Consolidated Paper Corporation Limited	6,000	"	"
The E. B. Eddy Company	6,000	"	"
Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills Limited and Northeastern Paper Products Limited	3,000	"	"
St. Lawrence Corporation Limited ..	3,000	"	"
Howard Smith Paper Mills Limited ..	3,000	"	"
Gair Company Canada Limited	3,000	"	"
Hinde and Dauch Paper Company of Canada, Limited	3,000	"	"
The Miller Brothers Company, Ltd. ..	1,500	"	"
Strathcona Paper Company Limited ..	1,500	"	"
Minas Basin Pulp and Power Company Limited	1,000		
Armco Drainage & Metal Products of Canada, Limited	20,000	Nov. 13, 1959	C.C., s. 411
The Pedlar People Limited	15,000	"	"
Westeel Products Limited	15,000	"	"
Rosco Metal & Roofing Products Limited	12,000	"	"
Canada Culvert Co., Limited	3,000	"	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Canadian International Paper Co.	21,000	June 15, 1960	C.C., s. 498
Howard Smith Paper Mills, Ltd.	25,000	"	"
St. Lawrence Corporation Limited ..	20,000	"	"
The E. B. Eddy Company	20,000	June 15, 1960	C.C., s. 498
Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills Limited	20,000	"	"
Consolidated Paper Corporation Ltd.	20,000	"	"
Abitibi Power & Paper Co. Ltd.	15,000	"	"
Gaspesia Sulphite Co. Ltd.	15,000	"	"
St-Anne Power Co.	10,000	"	"
The Ontario Paper Co. Ltd.	10,000	"	"
Donnacona Paper Co. Ltd.	10,000	"	"
The KVP Co. Ltd.	10,000	"	"
Richmond Pulp & Paper Co. of Canada Limited	8,000	"	"
The James MacLaren Co. Ltd.	8,000	"	"
Armstrong Forest Co.	8,000	"	"
Gair Company Canada Limited	8,000	"	"
Spruce Falls Power & Paper Co. Ltd.	8,000	"	"
Electrical Contractors Association of Ontario	7,500	June 17, 1960	C.C., s. 411
Clarence William Dent	7,500	Nov. 28, 1961	"
McMaster Fuels Limited	8,000	Oct. 23, 1961	"
Lyons Fuel Hardware and Supplies Limited	4,000	"	"
Soo Falls Brewing Company Ltd.	3,500	"	"
Eddie Black's Limited	1,800	Jan. 23, 1962	C.I.A., s. 33C
Ultra Opti-Kon Limited	350	Sept. 11, 1962	"
Ace Liquidators Limited	300	Sept. 13, 1962	"
Frederick's Department Store Ltd.	100	Sept. 20, 1962	"
Mitchell's Photo Supply Ltd.	50	Oct. 16, 1962	"
Kralinator Filters Limited	1,500	Nov. 21, 1962	C.I.A., s. 34
Atlantic Sugar Refineries Limited (now Acadia-Atlantic Sugar Company Limited)	25,000	Mar. 18, 1963	C.C., s. 498
Canada and Dominion Sugar Company Limited	25,000	"	"
St. Lawrence Sugar Refineries Ltd. ..	25,000	"	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
Tibor Feurstein	75	Mar. 21, 1963	C.I.A., s. 33C
Imperial Industries Ltd.	500	July 4, 1963	"
Belt Manufacturers Association of Montreal	300	Sept. 16, 1963	C.C., s. 411
Morse Jewellers (Sudbury) Ltd.	1,200	July 21, 1964	C.I.A., s. 33C
Cooper Campbell	300	June 10, 1964	C.I.A., s. 34
Civil Construction Inc.	1,000	Nov. 27, 1964	C.I.A. s. 32
Carrière Beaudry Ltée	500	"	"
Lagacé Construction Ltd.	500	"	"
Spino Construction Co. Ltd.	500	"	"
Louisbourg Construction Ltd.	500	"	"
Sterling Agencies Inc.	150	April 14, 1965	C.I.A., s. 33C
Allied Towers Merchants Limited	200	May 21, 1965	"
R. Faucher Ltée	500	June 29, 1965	"
Produits Diamant Ltée	100	Aug. 12, 1965	"
R. & A. Cohen Limited	100	Nov. 15, 1965	"
J. L. Orme & Sons Limited	100	Dec. 6, 1965	"
Sunbeam Corporation (Canada) Ltd.	2,000	March 18, 1966*	C.I.A., s. 34
K. J. Beamish (Impeding an Inquiry) ..	3,500	Sept. 21, 1965	C.I.A., s. 37
Eagle Pencil Company of Canada Limited	8,000	March 28, 1966	C.I.A., s. 32
Venus Pencil Company Ltd.	4,000	"	"
Dixon Pencil Company Limited	2,000	"	"
Eberhard Faber (Canada) Ltd.	2,000	"	"
Bernard Trempe (Le Foyer du Cadeau de Québec Enrg.)	100	April 1, 1966	C.I.A., s. 33C
Featherweight Mattress Limited	250	July 19, 1966	"
Mountain Furniture Company Ltd. ..	250	"	"
The Brant County Dump Truck Owners and Operators Association	1,000	Sept. 20, 1966	C.I.A., s. 32

* Notice of Appeal to the Supreme Court of Canada by accused has been filed.

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
\$			
Philips Appliances Limited	2,000	Sept. 26, 1966	C.I.A., s. 34
	(under appeal)		
Ryan Builders Supplies (Windsor) Limited	4,000	Sept. 15, 1966	C.I.A., s. 32
Sterling Building Materials Ltd.	3,500	"	"
Cross Supplies & Paving Ltd.	3,500	"	"
Woollatt Industries Limited	2,500	"	"
F. W. Woolworth Co. Limited	400	Oct. 5, 1966	C.I.A., s. 33C
William E. Coutts Company Ltd. ..	500	Oct. 17, 1966	C.I.A., s. 34
M. Loeb Limited	500	Dec. 5, 1966	C.I.A., s. 33C
St. Lawrence Corporation Limited ..	75,000	Dec. 16, 1966*	C.C., s. 498
The Corrugated Paper Box Company Limited	10,000	"	"
Hinde and Dauch Limited	75,000	"	"
Hinde and Dauch Boxes Limited	3,000	"	"
Acme Paper Products Company Ltd. ..	7,000	"	"
Bathurst Power & Paper Company Limited	75,000	"	"
Bathurst Containers Limited	10,000	"	"
Bathurst Containers (Maritimes) Ltd. ..	4,000	"	"
Canadian Wirebound Boxes & Shipping Containers Limited	10,000	"	"
Kraft Containers Limited	10,000	"	"
Maritime Paper Products Limited	4,000	"	"
Crown Zellerbach Canada Limited ..	35,000	"	"
Canadian Boxes Limited	10,000	"	"
Gair Company Canada Limited	45,000	"	"
Hendershot Paper Products Limited ..	3,000	"	"
Hygrade Containers Limited	5,000	"	"
Martin Paper Products Holdings Limited	5,000	"	"
Sherbrooke Paper Products Limited ..	1,000	"	"
Standard Paper Box Manufacturing Limited	1,500	"	"
Superior Box Company Limited	3,000		
The Montreal League of Linen Supply Owners Company	5,000	March 9, 1967	C.I.A., s. 32
J. P. Drolet et Fils Ltée	1,750	"	"

* The Crown has appealed with respect to the amount of the fines.

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
	\$		
New System Towel Supply Co. Ltd.	1,750	March 9, 1967	C.I.A., s. 32
C. E. Durette Ltée	875	"	"
Roger Laverdure Ltée	875	"	"
Toilet Laundries Limited	875	"	"
New Ideal Uniform & Overall Supply Inc.	875	"	"
Hector Jolicœur Ltée	750	"	"
J. N. Jolicœur Ltée	750	"	"
Canadian Silk Manufacturing Co. (Quebec) Limited	750	"	"
Hygienic Coat & Towel Supply Limited	600	"	"
R. Forget Ltée	600	"	"
Sano-Wrap Towel Service Co. Inc.	600	"	"
Roy Cleaners Limited	250	"	"
Sanitary Towel Supply Co. Limited	250	"	"
Canadian Coat and Apron Supply Limited	250	"	"
International Linen Supply Limited	250	"	"
Maple Leaf Coat & Towel Supply Ltd.	250	"	"
J. P. Malo	50	"	"
Hyman Seltzer	50	"	"
R. Parent	50	"	"
M. Levine	50	"	"
Deschenes Construction Ltd.	1,500	March 20, 1967	"
Dibblee Construction Company Limited	1,500	"	"
Hurdman Paving Limited	1,500	"	"
O'Leary's (1966) Limited	1,500	"	"
Interprovincial Paving Company Limited	1,500	"	"
Standard Paving Limited	1,500	"	"
Carmen Jewellery Mfg. Inc.	200	May 16, 1967	C.I.A., s. 33C
Mother Parker's Tea and Coffee Limited	400	Sept. 29, 1967	"
Birks Crawford Limited	5,000	Nov. 20, 1967	C.I.A., s. 32
Kelly, Douglas & Company, Limited	18,000	"	"
W. H. Malkin Ltd.	18,000	"	"
Slade & Stewart Ltd.	10,000	"	"
David McNair & Company Limited	7,500	"	"

(a) Person of Corporation	(b) Amount of Fine	(c) Date Fine Imposed	(d) Infraction Against (1) (2)
\$			
Chess Bros., Limited	5,000	Nov. 20, 1967	C.I.A., s. 32
Consolidated Fruit Company Limited ..	10,000	"	"
Macdonalds Consolidated Limited ..	7,500	"	"
Canada Safeway Limited	7,500	"	"
G. McGrath	200	"	"
S. O. Smith	200	Dec. 8, 1967	C.I.A., s. 33C
Kiddytown Ltd.	100	"	"
Trans-Canada Jewellery Importing Co. Ltd.	200	Dec. 20, 1967	"
Philips Appliances Limited	6,000	Jan. 29, 1968	C.I.A., s. 34
Philips Industries Ltd.	500		
Philips Electronics Industries Limited	500	"	"
Allied Towers Merchants Limited ..	500	Feb. 23, 1968	C.I.A., s. 33C
The J. H. Ashdown Hardware Company Limited	10,000	Feb. 26, 1968	C.I.A., s. 411
Bartle & Gibson Co. Ltd.	2,000	"	"
Emco Limited	15,000	"	"
Engineering & Plumbing Supplies (Edmonton) Ltd.	4,000	"	"
Marshall Wells of Canada Limited ..	10,000	"	"
Western Supplies Limited and Western Supplies (Calgary) Limited	15,000	"	"
Western Canada Hardware Limited	4,000	"	"

b) INTERVENTION DE M. ORLIKOW À LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 4 NOVEMBRE 1966
(SUIVIE DE DIVERSES AUTRES INTERVENTIONS) pp. 9580-9587.

DÉBATS DES COMMUNES

● (5.00 p.m.)

M. l'Orateur suppléant : Comme il est cinq heures, la Chambre passe maintenant à l'étude des mesures d'initiative parlementaire figurant au *Feuilleton* d'aujourd'hui, soit les bills publics et privés.

LA LOI RELATIVE AUX ENQUÊTES SUR LES COALITIONS

Modification concernant les peines minimums, les coauteurs d'actes dommageables entraînant une responsabilité criminelle et parts égales.

M. David Orlikrow (*Winnipeg-Nord*) propose la 2e lecture du bill n° C-30 modifiant la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

— Monsieur l'Orateur, je propose ce bill parce que je suis convaincu que la loi doit traiter tous les gens également. Presque chaque jour paraît dans un journal d'Ottawa, de ma propre ville de Winnipeg, de Toronto ou de Vancouver des rapports des cours de magistrat au sujet de certains citoyens reconnus coupables de vol d'un montant d'argent relativement peu élevé, d'articles d'épicerie peut-être, à un supermarché quelconque. Dans le cas d'une première infraction et si le magistrat se sent dans des dispositions particulièrement indulgentes, l'accusé peut avoir la chance de recevoir une condamnation avec sursis. Si cette infraction est la deuxième, le magistrat enverra certainement cette personne en prison. À la troisième infraction, la personne ira probablement dans un des pénitenciers du gouvernement fédéral.

La loi, monsieur l'Orateur, ne traite pas toujours les gens de la même façon. Nous avons au Canada une loi contre les coalitions depuis 40 ans ou plus. D'après des porte-parole du parti libéral, il s'agit d'une des mesures législatives les plus importantes jamais adoptées au Canada. On tente de nombreuses poursuites contre plusieurs des compagnies les plus importantes du pays, des compagnies qui ont violé notre loi contre les coalitions non pas une ou deux fois, mais à trois ou quatre reprises. Pourtant aucun directeur, président ou représentant de la direction d'une telle compagnie n'a jamais été envoyé en prison au Canada, malgré le fait que la compagnie en question — et je reviendrai là-dessus — avait violé cette loi plus d'une fois.

J'aimerais traiter d'un autre genre de prétendu crime dont nos tribunaux ont dû s'occuper au cours de cette année. Je suis heureux de voir que le ministre d'État (M. Turner) et le ministre du Travail (M. Nicholson) sont à la Chambre, parce que mes propos devraient les intéresser. Avant de parler de la façon dont les tribunaux traitent ceux qui violent notre loi contre les coalitions, j'aimerais dire quelques mots du traitement par les tribunaux ces dernières années des syndiqués et des représentants de syndicats qui ont commis le crime de ne pas tenir compte des injonctions de la cour défendant les piquets de grève.

Dans la récente cause *Lankurt Electric*, à Vancouver, ville natale du ministre du Travail, le juge Macdonald a envoyé 22 personnes en prison. Le secrétaire du conseil du travail de Vancouver et de la région, M. Patrick Neale, et le vice-président d'un des bureaux de l'Union internationale des bûcherons d'Amérique ont été condamnés à six mois de prison chacun. L'ancien agent d'affaires de la Fraternité internationale des travailleurs de l'électricité a été condamné à quatre mois, et le président de l'Union des marins et des chaudronniers, à trois mois de prison.

Dans la cause *Tilco*, à Peterborough, 22 chefs syndicalistes ont été incarcérés. En prononçant sa sentence, le juge en chef Gale motivait son jugement, et il est intéressant de voir ce qu'il a dit. Je voudrais citer deux paragraphes de son jugement, publié dans le *Star* de Toronto le 28 juin 1966 :

Je suis très conscient de ma responsabilité dans cette cause. Je dois tenter d'être juste envers les défendeurs, mais il m'incombe aussi d'appliquer la loi car, malgré certaines déclarations que l'on a faites depuis le prononcé de mon jugement, parfois dans un geste irresponsable mais plus souvent sans préméditation, mon rôle à titre de juge est d'assurer la continuité dans l'application de la loi et, partant, de préserver la liberté, non pas de quelques personnes, mais de tous les citoyens.

Je ne saurais souscrire davantage aux intentions du juge en chef Gale en rendant son jugement.

Le 4 octobre 1966, le *Globe and Mail* de Toronto publiait un éditorial intitulé : « Pas de délinquants privilégiés », et dont je voudrais citer un bref passage :

Dans la cause Tilco, en Ontario, et maintenant dans la cause Lenkurt, en Colombie-Britannique, les tribunaux ont commencé à traiter les syndiqués délinquants comme tous les autres et à leur imposer les mêmes sanctions.

Le 28 juin 1966, le *Star* de Toronto publiait un éditorial intitulé : « Le mouvement ouvrier ne gagnera rien à défier les tribunaux ». Voici notamment ce qu'on peut y lire :

Certes, il convient de se demander si le juge Gale n'aurait pu atteindre son objectif, faire valoir l'autorité des tribunaux et prévenir d'autres délits en imposant des sentences moins sévères. Les personnes en cause étaient des citoyens respectables, qui n'avaient pas recouru à la violence.

Mais dès qu'ils ont défié les tribunaux de façon délibérée, une sanction était inévitable et constituait, en fait, une partie essentielle de leur geste de protestation.

Je cite ces articles, monsieur l'Orateur, parce que je veux comparer l'attitude de la cour dans ces deux causes ouvrières et l'attitude des deux journaux mentionnés, qui sont représentatifs de la plupart des journaux canadiens, avec l'attitude qu'adopte la cour envers les sociétés coupables d'infractions à la loi contre les coalitions.

Les sociétés sont administrées par des hommes. Elles ne sont pas quelque objet inanimé fonctionnant automatiquement. Quelqu'un, le président, le directeur ou le vice-président exécutif, doit donner instruction à la société de s'unir à des sociétés dites concurrentes pour conspirer avec elles en vue de fixer les prix, qui sont plus élevés qu'ils ne doivent l'être sur un marché compétitif et dont l'objet est de parvenir à soustraire de l'argent au public.

Il y a quelques mois, j'ai posé une série de questions au ministre comptable pour connaître le nombre de poursuites intentées à cet égard depuis dix ans, les noms des sociétés trouvées coupables, le montant que l'enquête et la poursuite ont coûté au gouvernement et les sanctions imposées par les tribunaux.

Les réponses ont été données le 27 juin 1966, et occupent huit pages du *hansard*.

● (5.10 p.m.)

De 1956 à 1965, des douzaines de sociétés ont été accusées, poursuivies en justice et condamnées. Si vous consultez la liste, vous saurez qui sont les notabilités du monde des affaires. Les sociétés les plus importantes en sont. Permettez-moi de vous en nommer quelques-unes. Il y a la *Bathurst Power and Paper Company*, la *Gair Company*, la *Hinde and Dauche Company* et la *St. Lawrence Corporation Limited*. Je pourrais en ajouter encore bien d'autres, mais je m'en tiens à celles-là car elles ont été condamnées, non pas une fois seulement, comme les syndicalistes dont j'ai parlé il y a quelques instants, mais deux fois pour avoir enfreint la loi.

Voyons maintenant le sérieux, d'après les tribunaux, de leurs infractions. La *Bathurst Power and Paper Company*, en 1958, a dû payer une amende énorme, soit \$7,000 pour avoir enfreint la loi ; quoique cette même année, elle ait accusé des profits nets, déduction faite des impôts, d'un million et demi de dollars. La *Gair Company* a payé \$3,000 d'amende. Je ne puis trouver le montant de ses profits nets car, étant une filiale en propriété exclusive d'une société américaine, elle ne publie pas d'état financier. En 1958, la société *Hinde and Dauche* a été condamnée à \$3,000 d'amende, après avoir réalisé des bénéfices de \$1,323,000. La société *St. Lawrence* a été frappée

d'une amende de \$3,000 pour avoir violé la loi sur les coalitions. Elle avait réalisé en 1958, des bénéfices de \$5,740,000. S'il existe un permis de vol à bon marché, c'est bien la loi sur les coalitions qui le fournit.

Voyons un peu quels sont les administrateurs de ces compagnies. Le *Financial Post* publie leurs dossiers. Ils sont au nombre des personnalités les plus influentes et les plus en vue du Canada. Au conseil d'administration de la *Bathurst Power and Paper Company*, au moment où cette société a été reconnue coupable de violer la loi sur les coalitions, on trouve un nom que les députés connaissent bien ; R. H. Winters. Au conseil d'administration de la société *St. Lawrence*, au moment où elle a été condamnée en 1959, on trouve les noms de M. W. McCutcheon et de E. P. Taylor. M. Taylor était président du conseil de la société *St. Lawrence* quand la compagnie a été reconnue coupable, en 1965. Au conseil d'administration de la *Hinde and Dauche*, en 1959, on trouve le nom de M. W. McCutcheon. Et ainsi de suite.

Depuis que cette mesure a été mise en vigueur par le très hon. Mackenzie King, grand homme d'État, jamais un seul administrateur ni un seul directeur de société canadienne n'a été emprisonné. Je ne parle pas des gens coupables de délits ignorés. Je parle des administrateurs de sociétés sur lesquelles le gouvernement canadien a fait enquête — de sociétés qui ont dû comparaître devant les tribunaux et qui ont pu se faire défendre par les meilleurs avocats du pays. Aucun directeur de société n'a été emprisonné. Je n'ai pas étudié tous les dossiers, mais je veux aussi parler d'une cause dans laquelle le gouvernement a accusé un directeur de société et celui-ci n'a pas été emprisonné.

Le principe de ma proposition de loi vise à corriger la situation. Les directeurs de compagnies ne sont ni meilleurs ni pires que leurs concitoyens. Cependant, si toutes les autorités du pays : les tribunaux, le barreau, la police, les rédacteurs de journaux et les rédacteurs en chef souhaitent que les simples citoyens obéissent aux lois, elles doivent créer l'ambiance voulue ; ainsi, le Canadien moyen constatera que les lois s'appliquent aussi bien aux puissants qu'aux humbles et que tous doivent s'y conformer.

Dans l'état actuel des choses, on ne saurait s'attendre à beaucoup de respect envers les lois. Nous pouvons, au moyen de châtiments, contraindre les gens à obéir aux lois, quoique cette méthode ne nous ait pas tellement réussi. Nous ne saurions nous attendre que le simple citoyen qui ne possède pas grand-chose soit respectueux des lois et leur obéisse en de telles circonstances. En disant cela, je regarde le ministre d'État à cause du vibrant discours qu'il a prononcé au congrès libéral relativement aux injonctions, notamment aux ordonnances et aux injonctions unilatérales.

On n'est pas en droit d'espérer que des chefs syndicalistes ou les travailleurs canadiens obéissent à une loi dont ils connaissent l'injustice, loi que les grandes sociétés et les propriétaires de grandes entreprises violent avec impunité, non seulement une fois, mais trois ou quatre fois. À moins de quelques verges d'ici, regardons la *E.B. Eddy Company*. Je n'ai pas mon dossier devant moi et je parle de mémoire, mais je suis presque certain de ce que j'avance ; cette société a été reconnue coupable trois ou quatre fois d'avoir violé les lois relatives aux enquêtes sur les coalitions de notre pays.

Je soutiens, que non seulement justice n'est pas faite, mais encore qu'il n'est pas possible de faire croire à un simulacre de justice, dans des conditions pareilles. C'est pour cette raison que je propose mon projet de loi, simple amendement à la loi existante. Cet amendement pourrait servir de directives au tribunaux, aux juges ; je respecte énormément beaucoup d'entre eux. Lorsque les dirigeants d'une société auront été inculpés plus d'une fois pour avoir méconnu ou violé la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, les juges n'auront plus désormais à choisir entre l'imposition d'une amende et l'incarcération de l'inculpé. Au lieu de cela, aux termes du bill à l'étude, le tribunal

serait obligé d'imposer une peine d'emprisonnement pour le deuxième ou troisième délit.

M. Robert Stanbury (York-Scarborough) : Monsieur l'Orateur, il est temps qu'on se penche plus attentivement sur notre loi visant à combattre les coalitions. On s'inquiète beaucoup de la jurisprudence. Le gouvernement semble indiquer qu'il veut concentrer de plus en plus ses efforts sur cet aspect de la politique générale.

● (5.20 p.m.)

Quand le premier ministre (M. Pearson) a annoncé en décembre dernier que le gouvernement réorganiserait les responsabilités de plusieurs ministères, il a déclaré que la responsabilité de légiférer dans certains domaines spéciaux ayant trait à l'intérêt national dans la conduite des affaires, que partageaient autrefois le ministère de la Justice et le secrétariat d'État, serait confiée à un nouveau ministre distinct. Il s'agissait de la loi sur la faillite, de la loi sur les compagnies, des enquêtes et des recherches, des brevets et des droits d'auteur, des marques de commerce et autres questions semblables. Il a déclaré que certaines de ces fonctions seraient transférées au président du Conseil privé (M. Favreau). Aux termes de la loi sur les remaniements et transferts de fonctions dans le service public, les pouvoirs, fonctions et attributions que le ministre de la Justice (M. Cardin) détenait aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, autres que ceux qui lui sont attribués en tant que procureur général du Canada, et certains autres, ont été transférés au président du Conseil privé à compter du 1^{er} janvier 1966.

Ensuite, monsieur l'Orateur, le 9 mai 1966, un projet de loi sur la réorganisation du gouvernement du Canada était lu pour la première fois ; adopté subséquemment, le bill a reçu la sanction royale le 16 juin 1966. Cette nouvelle loi établit notamment un nouveau ministère, celui du Registraire général, et les fonctions du registraire général sont décrites comme comprenant toutes les questions qui sont du ressort du Parlement du Canada et que les lois n'attribuent pas à quelque autre ministère, département, direction ou organisme du gouvernement du Canada, concernant : a) les coalitions, fusions, monopoles et pratiques restrictives du commerce ; b) les brevets et les marques de commerce ; c) la faillite et l'insolvabilité ; d) les affaires des corporations.

Cette loi devait entrer en vigueur lors de sa promulgation et je crois que la promulgation est maintenant chose faite, de sorte que nous avons un nouveau ministère qui se consacre aux problèmes du domaine des affaires auxquels le gouvernement du Canada s'intéresse. J'espère donc que les coalitions, les fusions et les monopoles, comme moyens de restreindre le commerce, feront l'objet d'une attention plus considérable que jamais auparavant.

Nous sommes heureux d'avoir au pays un directeur des enquêtes et recherches très compétent. Dans le cadre de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, lui et son personnel se sont montrés très actifs, et, sans aucun doute, la Chambre aimerait à ce qu'ils disposent de tous les outils nécessaires à la protection des intérêts du public.

Le parrain du bill n^o C-30 a proposé l'imposition de certaines peines minimums. À mon avis, il est certain que les peines imposées sous l'autorité de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions ont été tout à fait insuffisantes. Elles ont été traitées en majeure partie comme de simples droits de permis, et il me semble que les dispositions visant à dissuader les fauteurs en ce domaine devraient être revues et qu'on devrait trouver des moyens de dissuasion plus efficaces. Cependant, monsieur l'Orateur, je dirais que la proposition que renferme le bill n^o C-30 contredit les tendances de la doctrine courante sur les peines minimums en matière de droit criminel. Sauf erreur, on a tendance à s'éloigner des peines minimums. Les peines minimums tendent à restreindre l'exercice de la discrétion des tribunaux et, en général, il faudrait, autant que possible, maintenir cette discrétion en droit criminel.

Certaines raisons d'ordre pratique militent en faveur du maintien de la discrétion des tribunaux dans ce domaine particulier du droit criminel. Ainsi, les dirigeants ou les administrateurs de compagnies qui sont poursuivis en vertu de cette législation sont souvent appelés à témoigner et l'on ne saurait exiger qu'ils témoignent contre eux-mêmes. D'autres, j'en suis sûr, sont âgés ou infirmes. Pour des raisons humanitaires, on ne saurait normalement les poursuivre.

Ce filet qu'on essaie de lancer au moyen du bill n° C-30 pour rendre tous les administrateurs responsables est certainement trop grand. Par exemple, certains dirigeants consciencieux pourraient s'employer activement à empêcher que, par sa politique, leur compagnie enfreigne la loi sur les coalitions, et prendraient bien soin d'éviter de participer à une activité illégale ou de sanctionner des actes semblables.

Il faut également tenir compte d'un autre facteur : le roulement fréquent des dirigeants et des administrateurs de compagnies. Or, si l'emprisonnement était obligatoire lors de la deuxième ou troisième récidive, on risquerait d'emprisonner une personne qui n'était pas impliquée dans la première infraction.

Une autre objection pratique à l'établissement d'une peine minimum dans cette mesure ou dans toute autre loi concernant des délits et des quasi-délits, c'est que le minimum pourrait tendre à devenir la norme. C'est ce que révèle l'expérience acquise depuis qu'on a supprimé dans cette loi, en 1952, le plafond à l'égard des amendes. Auparavant, de nombreux juges avaient soutenu que le plafond de \$25,000 fixé à l'égard des amendes était trop bas. À ce sujet, j'aimerais citer quelques commentaires.

Dans l'affaire *Regina versus Firestone Tire and Rubber Company of Canada Limited et al.*, citée dans les *Ontario Weekly Notes*, à la page 68, le juge Schroeder a déclaré, comme on peut le voir à la page 73 :

À mon avis, la peine maximum de \$10,000 prévue par le Code est tout à fait insuffisante pour répondre aux fins de la justice, même pour punir la plus légère de ces offenses.

Dans l'affaire *Regina versus Dominion Steel and Coal Corporation Ltd. et al.*, rapportée à la page 753 des *Ontario Weekly Notes* de 1956, le juge Judson de Regina a déclaré, comme en fait foi la page 754 :

Ma décision quant au montant de l'amende se fonde sur la durée de la conspiration — près de 20 ans — sur le fait que l'industrie, par une entente relative aux prix et aux conditions de vente, avait accaparé le marché.

Même un modeste participant à une conspiration de cette nature, qui dure aussi longtemps que celle-ci, doit se voir dire en termes non équivoques que ce genre de conduite est interdit et, à mon sens, clairement interdit par le Code criminel, que tout participant doit s'être rendu compte de ce qu'il faisait et qu'il n'est pas du tout question de penser à une modeste amende dans ces circonstances. D'après certains juges, même la peine maximum prévue par la loi, avant sa modification, n'était rien d'autre qu'un droit de permis, et un droit très modéré en réalité.

Il est impossible, pour ainsi dire, de considérer une conspiration de cette nature comme un délit commercial mineur. C'est une grave infraction au Code criminel et, selon moi, la peine maximum est justifiée dans le cas de tous les participants ; par conséquent, chaque société est condamnée à une amende de \$10,000.

● (5.30 p.m.)

Avant 1952 des juges ont fait divers autres commentaires dans la même veine, mais fait intéressant depuis la suppression par la loi du maximum sur les amendes, le montant d'aucune amende n'a dépassé la limite prévue antérieurement. Plutôt que de

recourir à la solution proposée dans le bill n° C-30, il faudrait encourager les tribunaux à faire preuve de plus de réalisme en prononçant les sentences car, à mon avis, c'est ce qui s'impose vraiment. La Cour de l'Échiquier du Canada a reçu le pouvoir de juger les infractions portant sur les coalitions en 1960 et des poursuites ont déjà été intentées en cette cour. Je crois, toutefois, qu'il faudrait voir à augmenter l'expérience de celle-ci afin d'assurer une magistrature au courant de la législation contre les coalitions et mieux en mesure qu'aucun tribunal ordinaire de régler le problème des condamnations d'une manière uniforme, réaliste et efficace.

Outre la question de la responsabilité criminelle, il y a un domaine qui a été déplorablement négligé selon moi ; c'est celui de la responsabilité civile de la part des compagnies qui ont enfreint notre loi contre les coalitions. L'article 7 du bill n° C-30 stipule que l'article 35 de la loi est abrogé et remplacé par un article prévoyant une peine pécuniaire additionnelle dans le cas où le crime a causé un préjudice financier. Mais on constate que le nouvel article 35 proposé commence par les mots suivants :

Lorsque, à la suite d'une action au civil, une personne est tenue de payer à une partie lésée des dommages-intérêts à titre de dédommagement pour un tort causé...

La difficulté qui semble se poser ici, c'est que, d'après une décision de la Cour suprême du Canada, la loi relative aux enquêtes sur les coalitions n'accorde aucun droit de procès au civil. Dans la cause de la *Direct Lumber Company Limited* contre la *Western Plywood Company Limited*, jugée par la Cour suprême du Canada, le juge Judson, en rendant une décision au nom de la cour, le 25 juin 1962, a dit entre autres :

De toute façon, le jugement en instance d'appel est exact, à mon humble avis, et aucun article...

Il parle d'article du Code criminel.

...ne donne lieu à des poursuites en dommages-intérêts à une personne qui accuse quelqu'un d'infraction à ces articles.

Or, monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien pourrait, à mon avis, se montrer bien plus audacieux en prévoyant un moyen efficace de prévenir des infractions à la loi dans ce domaine et en prévoyant une protection pour les consommateurs. Le bill n° C-30 ne fait rien de cela. Notre principale préoccupation devrait être de protéger les consommateurs. En vertu des pouvoirs dans le domaine du commerce, le Parlement devrait pouvoir adopter une mesure législative qui permettrait d'imposer une responsabilité civile aux sociétés enfreignant la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

À mon avis, le bill n° C-30 ne peut réaliser les objectifs qu'il semble rechercher. Les dispositions relatives aux sanctions minimums ne sont pas dans la ligne de pensée actuelle en ce qui concerne le droit pénal. À mon avis, des juges et peut-être des procureurs mieux formés pourraient avoir un meilleur effet préventif. C'est un domaine qui a été négligé et qui devrait être examiné très attentivement par le nouveau ministre du Registraire général, de façon que les consommateurs qui ont subi des dommages par suite d'infractions à cette loi puissent être dédommagés.

M. Richard Cashin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêcheries) : Monsieur l'Orateur, à mon avis, la question que nous étudions est très importante. Depuis deux ans, le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a tenté en vain de porter cette question à l'attention de la Chambre. Je crois que ce projet de loi, ou un autre très semblable, est inscrit au *Feuilleton* depuis un certain temps. Au début de son exposé, le député a émis le principe très louable en vertu duquel la loi doit traiter

tout le monde sur un pied d'égalité. En dépit des progrès réalisés au Canada dans nombre de domaines et dans nombre de secteurs depuis un siècle — ou à peu près un siècle, — pour mettre en pratique ce très louable principe, il existe encore des situations où nous avons un commencement de preuve et la loi ne fait pas tout ce qu'elle devrait pour protéger les droits des uns et empêcher les agissements des autres.

Alors que nous faisons tous l'éloge de cet objectif et que nous considérons les efforts constants et continuels que nous faisons pour donner le plus de force possible à ce principe, un des éléments essentiels de succès pour quiconque, pour n'importe quel groupe, parti ou gouvernement qui poursuit cet objectif, c'est d'aborder ce problème avec le plus de largeur de vue possible. Il y a les critiques habituelles d'ordre technique qu'on peut porter contre le bill à l'étude ou contre n'importe quel bill, certaines justifiées et d'autres plutôt mesquines. Le député d'York-Scarborough (M. Stanbury) peut avoir plus de personnes dans sa région qu'il n'y en a dans l'île du Prince-Édouard, et d'aucuns croient que la quantité peut remplacer la qualité, mais je ne suis pas de cet avis.

● (5.40 p.m.)

Il a parlé de certaines lacunes techniques de ce projet de loi. Si j'en ai le temps, je pourrai peut-être m'étendre là-dessus. Toutefois, je pense tout d'abord que la méthode proposée par le député pêche dans son principe. Il a adopté ce que je pourrais appeler, sans méchanceté, une attitude réactionnaire vis-à-vis du problème, en ce sens, qu'il traite toute la question en s'inspirant uniquement du droit pénal.

Il est juste de dire, et sauf erreur, mon collègue l'a laissé entendre, que tous les gouvernements fédéraux jusqu'à nos jours ont toujours hésité à élargir leur attitude face à ce problème. Mon honorable ami de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) est en proie aux mêmes hésitations que beaucoup d'entre nous qui siégeons depuis longtemps de ce côté-ci de la Chambre.

Nous pourrions régler ce problème d'une manière plus efficace, à mon avis, si nous admettions qu'en vertu de l'article de notre constitution relatif au commerce, le gouvernement a la possibilité d'élargir, au moyen de la loi sur les coalitions, ce que j'appellerais la conception économique. Non seulement pourrait-on, grâce à elle, protéger le droit de l'individu de s'assurer que ceux qui ont violé la loi ou qui ont agi de façon répréhensible, l'ont fait avec l'assentiment du pays, mais aussi favoriser d'une manière positive, et non pas d'une manière négative, en posant des interdictions, l'essor de notre pays.

En ce qui concerne les coalitions, il peut se présenter des situations où il serait dans l'intérêt du bien-être économique du pays et de l'individu de recourir à un tel procédé économique lorsqu'on veut assurer, à l'étranger, l'efficacité des industries concurrentes. J'aurais cru que le député de Winnipeg-Nord, membre du NPD, aurait pu proposer lui-même cette conception, mais même le Nouveau parti démocratique a peut-être une droite et une gauche.

M. Aiken : Orlikow est de la gauche.

M. Cashin : C'est peut-être pourquoi j'ai l'impression, depuis quelque temps, qu'il y a un mélange étrange de réforme et de tradition du 19^e siècle dans ce parti qui se prend parfois pour notre sauveur. Représentant en quelque sorte la sagesse collective du Canada, nous trouvons cela intéressant et stimulant de temps à autre, surtout quand nous sommes les témoins oculaires de ce phénomène.

Dans son projet de loi ou ses observations, le député a parlé du recours aux injonctions. Elles servent déjà au criminel, mais il me semble qu'il y aurait lieu de s'en servir comme arme économique aussi, ce qui, bien entendu, permettrait le recours aux remèdes civils. Le député a cherché à introduire un moyen intéressant en parlant

de forfaiture. Ce serait intéressant et original et peut-être, pour les véritables réactionnaires, en quelque sorte une innovation, surtout si on y voit une façon d'accorder des dommages-intérêts à un individu.

Si nous envisageons la portée plus générale de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, non seulement en ce qui concerne son objectif restreint, de l'avis de tous, elle n'a pas réussi à atteindre jusqu'à présent, mais pour ce qui est de protéger les citoyens contre les agissements de certains autres, ce moyen pourrait se révéler utile. Il pourrait être utile pour certaines choses, comme la planification économique. Cela ne fait peut-être pas vraiment partie de la philosophie de mon honorable ami, mais nous pourrions recourir à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions pour trouver certaines des améliorations vraiment essentielles et importantes qui pourraient être apportées par le gouvernement qui, pendant son bref mandat d'à peine trois ans et demi, s'est attaqué à de nombreux problèmes afin que les citoyens soient sur le même pied et traités également aux termes de la loi. Malgré les progrès accomplis depuis trois ans, voilà un secteur où le gouvernement fédéral, il me semble, n'a pas fait preuve d'autant d'audace que nous l'espérons dans la lutte qui se poursuit toujours. Compte tenu des changements récents dans l'organisation des ministères, nous pouvons sans doute compter sur des mesures en ce sens avant trop longtemps.

C'est avec l'assurance que cette façon d'agir sera adoptée que je poursuis mes observations. J'espère que le gouvernement abordera le problème sous un aspect économique plus étendu et qu'il utilisera les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des dispositions de notre constitution régissant le commerce, qui, je le répète, seraient un instrument très utile en vue de protéger le particulier et de réaliser les objectifs que s'était fixés le député en présentant la mesure de portée restreinte qu'est le bill No C-30.

Sous l'aspect plus vaste que je préconise, nous pourrions recourir à des procédures civiles pour toucher des dommages-intérêts. C'est la façon de procéder suivie aux États-Unis et en Grande-Bretagne, je crois. Dans ces pays, les dommages-intérêts sont parfois triplés et je ne m'opposerais certainement pas à ce que le gouvernement tente de tripler les dommages-intérêts en vertu de cette nouvelle procédure. Mon collègue le député d'York-Scarborough a parlé des répercussions de ce bill sur le consommateur. Je crois qu'elles sont d'importance majeure.

Qu'on me permette de revenir sur les répercussions à long terme que l'usage approprié de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions pourrait avoir sur notre développement économique. Si nous en faisons un instrument efficace dans la planification et l'expansion économiques, nous pourrions, quand c'est à l'avantage du Canada, compte tenu du particulier, permettre à certains intérêts d'agir d'une façon qui les aiderait à soutenir la concurrence internationale. C'est peut-être dans cette voie que notre pays devrait se diriger au cours des dix prochaines années. Nous avons beaucoup entendu parler de l'orientation de notre économie. D'une part, il y a ceux qui sont de la vieille école au sujet de la propriété au Canada ; de l'autre, il y a ceux qui favorisent l'approche continentaliste. Comme on peut le supposer, je n'appuie aucune école en particulier et je crois que le moment serait mal choisi de parler longuement de l'une ou de l'autre.

Il me semble qu'un moyen terme conviendrait à l'expansion du Canada, un moyen terme qui nous donnerait un nouveau rôle dans nos efforts internationaux pour créer une économie efficace capable de soutenir la concurrence à l'échelle mondiale. Cela peut se faire, industrie par industrie, et peut-être que dans un sens cela nous mènerait vers le libre-échange international contrairement au libre-échange avec un pays en particulier.

● (5.50 p.m.)

Je pense que nous pourrons à la fin créer une économie essentiellement canadienne et la loi sur les coalitions est l'une de celles qui peuvent jouer un rôle important sur la façon la plus acceptable, à mes yeux, d'encourager le développement du Canada. Il est bon qu'on ait discuté de cette question à la Chambre. Je sais que la proposition de loi figure au *Feuilleton* depuis trois ans et je félicite le député de l'intérêt qu'il prend à ce domaine. C'est sans doute un secteur que les Canadiens ont négligé.

En conclusion, monsieur l'Orateur, je vous dis ceci : bien que nous puissions nous attaquer à de nombreux problèmes et nous occuper de bien des domaines pour assurer un traitement égal à tous les hommes, essayons de le faire de façon aussi progressive et aussi éclairée que possible. J'estime que la façon de voir du député lorsqu'il restreint la portée de son bill à l'aspect criminel du problème est trop limitée pour le Canada des années 60.

M. Grant Deachman (*Vancouver-Quadra*) : J'ai été fasciné, monsieur l'Orateur, par les propos de mes collègues qui, en discutant du projet de loi, ont commencé par s'intéresser à un point de la loi — fort compliqué d'ailleurs — mais qui ont amorcé graduellement un débat intéressant et général auquel ont participé d'éminents orateurs des deux côtés de la Chambre. Je regrette que le parrain du bill semble avoir quitté la Chambre, pour assister peut-être à une réunion de conseil d'administration... (*Exclamations*) ...ou tout simplement pour répondre à un besoin pressant de la nature dont il n'a pas à nous faire part. Quoi qu'il en soit, je suis très heureux que son collègue, le député de New-Westminster (M. Mather), mon ami de la côte du Pacifique, soit à la Chambre, car lui et moi, à titre de représentants de l'Ouest, sommes mécontents de l'application actuelle de la loi sur les coalitions.

J'aimerais traiter de cet aspect de la question dans les quelques moments qui nous restent pour étudier le projet de loi. Avant de le faire, je dirai qu'au fond nous acceptons en principe les objectifs du projet de loi présenté par le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow). Nous reconnaissons essentiellement que les sanctions et les peines imposées contre les coalitions visant à fixer le prix au détriment du consommateur ne suffisent certainement pas à atteindre l'objectif que l'on se propose au Canada. Nous reconnaissons que d'autres pays, par exemple la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, prennent une attitude beaucoup plus sévère que nous au Canada en vertu de la loi envers les questions de ce genre.

Nous reconnaissons tous, d'autre part, que le projet de loi pose un vrai problème en ce qui concerne le côté civil de la loi, à cause du domaine visé par la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. D'après le projet de loi à l'étude et surtout d'après l'article 7 qui se trouve à la page 3 et qui modifie l'article 35 de la loi, le député semble s'être engagé dans des questions complexes qui apparemment le dépassent lui-même et qui ne répondent pas vraiment aux objectifs qu'il attribue à cette mesure législative. Ainsi, d'après moi, il faudrait remanier le projet de loi si l'on veut l'incorporer à la loi et si l'on veut, comme on se le propose, en renforcer l'application.

Je tiens à rappeler le service que le député a rendu à la Chambre en faisant figurer au hansard les renseignements qu'il a mentionnés auparavant au cours de ce débat et qui concernaient les amendes imposées en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions pour punir les associations dirigées contre les consommateurs. Le 27 juin 1966, comme en fait foi la page 6857 du hansard, le député de Winnipeg-Nord a posé la question suivante :

Au cours des dix dernières années, dans combien de cas le gouvernement a-t-il intenté des poursuites contre des sociétés accusées d'infractions à la loi

relative aux enquêtes sur les coalitions (exception faite des cas relatifs à l'alinéa c) de l'article 33) ?

Il a ensuite demandé les noms des compagnies mises en cause dans chaque cas et la nature des amendes imposées par les tribunaux. Le président du Conseil privé (M. Favreau) a répondu à cette question. Le *hansard* donne ensuite une très longue liste des compagnies et des amendes qu'on leur a infligées pour s'être associées et avoir comploté afin de faire monter les prix à la consommation.

Il est intéressant de consulter ce tableau, non pas de la façon dont l'a fait mon honorable ami en choisissant deux administrateurs qui sont, l'un député et l'autre sénateur, pas pour faire retomber le blâme sur quelqu'un en particulier, mais pour voir ce qui se passe au Canada à cet égard. Par exemple, à propos de clôtures en fer, on constate que six compagnies ont été poursuivies et condamnées à payer \$10,000 d'amende, dans chaque cas. Comme on l'a dit au début du débat, lorsque des députés ont parlé des causes qui sont passées devant les tribunaux, les juges considèrent cette sanction comme une simple autorisation de continuer à agir sur les prix en se liguant contre le consommateur. Que pensons-nous, je le demande à mes amis de l'Ouest qui siègent en face, des fabricants de l'Est qui s'entendent pour faire fixer le prix des clôtures que nous installons autour de nos fermes et qui nous les expédient dans l'Ouest à des prix qu'ils se sont ligüés pour établir.

Passons maintenant au capitonnage. Une longue liste de compagnies, au moins une douzaine, figure sur ce tableau. Elles ont dû payer en tout \$6,000 d'amende. Imaginez un peu : se liguer ainsi contre la ménagère et la plus forte amende qu'on ait imposée à l'une de ces compagnies s'élevait à \$1,000. Voilà comment on les a traitées.

M. Douglas : C'est autoriser la piraterie.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard) : À l'ordre. L'heure réservée à l'étude des mesures d'initiative parlementaire est expirée.

c) TEXTE DU PROJET DE LOI (C-31) SOUMIS PAR M. ORLIKOW

C-27.

Second Session, Twenty-Seventh Parliament, 16 Elizabeth II, 1967

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA.

BILL C-27 — NOW BILL C-31

An Act to amend the Combines Investigation Act
(Floor Penalties, Criminal Joint Tortfeasors, and Moieties).

First reading, May 11, 1967.

Mr. ORLIKOW

ROGER DUHAMEL, F.R.S.C.
QUEEN'S PRINTER AND CONTROLLER OF STATIONERY
OTTAWA, 1967

2nd Session, 27th Parliament, 16 Elizabeth II, 1967.
THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA.

BILL C-27

An Act to amend the Combines Investigation Act
(Floor Penalties, Criminal Joint Tortfeasors, and Moieties).

R.S., c. 314;
1953-54,
c. 51, s. 750;
1959, c. 40;
1960, c. 45;
1960-61, c. 42;
1962-63, c. 4;
1963, c. 8;
1964-65, c. 35.
1966-67,
c. 23, c. 25,
ss. 38, 45

Punishment
for dis-
obedience.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate
and House of Commons of Canada, enacts as follows : —

1. Subsection (3) of section 31 of the *Combines Investi-
gation Act* is repealed and the following substituted therefor :

“(3) A court may punish any person who contravenes or
fails to comply with a prohibition or direction made or given by it
under this section by a fine in the discretion of the court, or by
imprisonment for a term not exceeding two years, and shall
punish a person who so disobeys such a prohibition or direction
a second time by imprisonment for a term not less than one
year and, upon the third or subsequent such disobedience, by
imprisonment for a term not less than two years.”

2. Subsection (1) of section 32 of the said Act is repealed
and the following substituted therefor :

Conspiracy.

“(1) Every one who conspires, combines, agrees or arranges
with another person

- (a) to limit unduly the facilities for transporting, producing,
manufacturing, supplying, storing or dealing in any article,
- (b) to prevent, limit or lessen, unduly, the manufacture or
production of an article, or to enhance unreasonably the
price thereof,

EXPLANATORY NOTES

The purpose of this Bill is to strengthen the penalties for crimes com-
mitted in violation of the combine and monopoly laws.

Clauses 1-6 : The present sections have no floor to the penalties. This
Bill does not interfere with the penalty for a first offence but provides that
on a second offence there shall be a mandatory minimum jail term of one
year and, on a third or subsequent offence, a mandatory minimum jail term
of two years. The maximum jail term remains at two years.

- (c) to prevent, or lessen, unduly, competition in the production, manufacture, purchase, barter, sale, storage, rental, transportation or supply of an article, or in the price of insurance upon persons or property, or
- (d) to restrain or injure trade or commerce in relation to any article,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years and, upon a second offence, to imprisonment for not less than one year and, upon a third or subsequent offence, to imprisonment for not less than two years."

3. Section 33 of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

Mergers and
monopolies.

"33. Every person who is a party or privy to or knowingly assists in, or in the formation of, a merger or monopoly is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years and, upon a second offence, to imprisonment for not less than one year and, upon a third subsequent offence, to imprisonment for not less than two years."

4. Subsection (1) of section 33a of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

Illegal trade
practices.

"(1) Every one engaged in a business who

- (a) is a party or privy to, or assists in, any sale that discriminates to his knowledge, directly or indirectly, against competitors of a purchaser of articles from him in that any discount, rebate, allowance, price concession or other advantage is granted to the purchaser over and above any discount, rebate, allowance, price concession or other advantage that, at the time the articles are sold to such purchaser, is available to such competitors in respect of a sale of articles of like quality and quantity ;
- (b) engages in a policy of selling articles in any area of Canada at prices lower than those exacted by him elsewhere in Canada, having the effect or tendency of substantially lessening competition or eliminating a competitor in such part of Canada, or designed to have such effect ; or
- (c) engaged in a policy of selling articles at prices unreasonably low, having the effect or tendency or substantially

lessening competition or eliminating a competitor, or designed to have such effect,

is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years and, upon a second offence, to imprisonment for not less than one year and, upon a third or subsequent offence, to imprisonment for not less than two years.”

5. Subsection (2) of section 33*b* of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

Grant of allowance prohibited except on proportionate terms.

“(2) Every one engaged in a business who is a party or privy to the granting of an allowance to any purchaser that is not offered on proportionate terms to other purchasers in competition with the first-mentioned purchaser, (which other purchasers are in this section called “competing purchasers”) is guilty of an indictable offence and is liable to imprisonment for two years and, upon a second offence, to imprisonment for not less than one year and, upon a third or subsequent offence, to imprisonment for not less than two years.”

6. Subsection (4) of section 34 of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

Penalty.

“(4) Every person who violates subsection (2) or (3) is guilty of an indictable offence and is liable on conviction to a fine in the discretion of the court or to imprisonment for a term not exceeding two years or to imprisonment for a term exceeding two years or to both and, upon a second offence, to imprisonment for not less than one year and, upon a third or subsequent offence, to imprisonment for not less than two years.”

7. Section 35 of the said Act is repealed and the following substituted therefor :

Civil rights not affected.

“35. (1) Nothing in this Part shall be construed to deprive any person of any civil right of action.

Additional penalty in double amount of any civil damages.

(2) Where an injured party is awarded damages against any person in a civil action as remedy for a wrong done in, or resulting from, the commission by that person of an offence under this Act or under section 411 or section 412 of the *Criminal Code*, such person shall, when convicted of the offence and in addition to any other penalty provided, forfeit and pay double the amount of the damages, and costs, if any, so awarded, for the use of Her Majesty and the injured party, a moiety to each.

Clause 7: This clause provides an additional money penalty where the crime has caused anyone financial injury. The measure of the penalty is the gravity of the injury. The offence is proved by a conviction under the *Combines Investigation Act* or trade conspiracy or discrimination sections of the *Criminal Code*; the injury by a civil court proceeding. Thereupon the criminal tortfeasor forfeits double the amount of the proven damages at the suit of the Crown or the injured party. This pecuniary penalty is then split 50-50 between the Crown and the injured party. As one example of a similar forfeiture and pecuniary penalty, the *Excise Act*, s. 158, penalizes the offender in double the amount of excise duty and licence fee that he should have paid. The *Criminal Code*, s. 627, provides that the Crown shall recover this penalty by civil proceedings. A 50-50 split of the penalty between Crown and private citizen is also used in Canadian legislation.

Crown or
injured party
enforces.

(3) Either Her Majesty or the party injured may recover or enforce in civil proceedings the forfeiture of the pecuniary penalty imposed by subsection (2).

Time
limitation.

(4) No proceedings under subsection (3) shall be instituted more than two years after the time when that final judgment is rendered which is the later in the civil and criminal proceedings referred to in subsection (2)."

8. The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 38 thereof, the following new section :

Personal
liability
of corpora-
tion's officers
and agents.

"38a. Where a corporation commits an act contrary to a provision of this Act or fails or neglects to comply with any such provision or a prohibition or direction made thereunder, every one who, being a director, manager, or officer of such corporation, or acting on its behalf, authorizes, orders, does, fails or neglects to do, assents to or acquiesces in such act, failure or neglect, or any element of such act, failure or neglect, is guilty of that offence personally and jointly with the corporation."

Clause 8: This clause discerns the dissimulation between the corporation voice and the unclean hands of its directors and agents. Section 38(e) of the Act already contains this principle but is limited to certain offences.

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 1963

Since January 1, 1963 have any charges been laid for infractions of the Combines Investigation Act and, if so, by name and address of the person, organization, company or group so charged what was (a) the nature of the charge (b) decision of the courts (c) the current position of each case (d) the amount of any fines levied (e) the term of any jail sentence imposed ?

**ANSWER BY THE HONOURABLE RON BASFORD
(MINISTER OF CONSUMER AND CORPORATE AFFAIRS)**

Yes.

Name and address of the person, organization, company or group charged	(a) Nature of the Charge* Infraction against	(b) decision of the Court	(c) current position of case	(d) amount of fine levied \$	(e) term of jail sentence imposed
Atlantic Sugar Refineries Limited (now Acadia - Atlantic Sugar Company Limited) Saint John, N.B.	C.C., s. 498**	conviction (Montreal)	completed	25,000 Mar. 18, 1963	—
Canada and Dominion Sugar Company Limited, Montreal	"			25,000 "	
St. Lawrence Sugar Refineries Limited, Montreal	"			25,000 " Prohibition Orders granted	
Tibor Feurstein, Toronto	C.I.A., s. 33C	conviction (St. John's Newfoundland)	completed	75 Mar. 21, 1963	—
Imperial Industries Ltd., Montreal	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	500 July 4, 1963 Prohibition Order granted	—
Belt Manufacturers Association of Montreal, Montreal	C.C., s. 411**	conviction	completed	300 Sept. 16, 1963 Prohibition Order granted	—

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Ben Sweetland Systems Ltd., Calgary	C.I.A., s. 33C	charges withdrawn (Lethbridge) November 1963	completed		
William Becker, Niagara Falls	C.I.A., s. 33C	acquittal (1963)	completed		
William Regan, Ottawa	C.I.A., s. 33C	charges withdrawn (1964)	completed		
Cooper Campbell, Toronto	C.I.A., s. 34	conviction	completed	300 June 10, 1964	—
Morse Jewellers (Sudbury) Limited, Sudbury	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	1,200 July 21, 1964 Prohibition Order granted	—
Civil Construction Inc., Montreal	C.I.A., s. 32	conviction	completed	1,000 Nov. 27, 1964	—
Carriere Beaudry Ltée, Duvernay, Que.	"			500 "	
Lagace Construction Ltd., L'Abord à Plouffe, Que.	"			500 "	
Spino Construction Co. Ltd., Montreal, Que.	"			500 "	
Louisbourg Construction Ltd., Cap St. Martin, Que.	"			500 " Prohibition Orders granted	
Sterling Agencies Inc., Lévis, Qué.	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	150 April 14, 1965	—
Allied Towers Merchants Limited, Toronto (*)	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	200 May 21, 1965 one charge Prohibition Order granted (suspended sentence on two charges)	—

* In column (a) "C.C." means the Criminal Code and "C.I.A." the Combines Investigation Act.

** Section 498 of the Criminal Code became section 411 of the Criminal Code on April 1, 1955 : section 411 was incorporated into Section 32 of the Combines Investigation Act, effective August 10, 1960.

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
(SUITE)

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
R. P. Faucher Ltée, Montreal	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	500 June 29, 1965	—
Produits Diamant Ltée, Ste. Marie, Que.	C.I.A., s. 33C	conviction (Ottawa)	completed	100 Aug. 12, 1965	—
R. & A. Cohen Limited, Ottawa	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	100 Nov. 15, 1965 on the first count, sus- pended sentence on six counts	—
J. L. Orme & Sons Limited, Ottawa	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	100 Dec. 6, 1965 on first count, suspended sentence on second count	—
Sunbeam Corporation (Canada) Limited, Toronto	C.I.A., s. 34	conviction on two counts	<p>2,000 Mar. 18, 1966 — 2,000 Mar. 31, 1967 —</p> <p>On March 18, 1966, judgment was delivered convicting the accused on two counts, a fine of \$1,000 being imposed on each count, and acquitting on two counts. The Crown appealed the acquittals and the accused cross-appealed from the convictions. The Crown also appealed the deletion of one paragraph from the Order of Prohibition applied for. The appeal was heard on February 20 and 21, 1967. In the course of the appeal the cross-appeals in respect of the convictions were withdrawn.</p> <p>On March 31, 1967, judgment was delivered allowing the appeals from the acquittals on the two counts and in respect of the Order of Prohibition. A fine of \$1,000 was imposed on each of these two counts. The accused appealed to the Supreme Court of Canada. The appeal was heard on April 25, 26, 1968 when judgment was reserved.</p>		
K. J. Beamish (Impeding an Inquiry) Toronto	C.I.A., s. 37	conviction	completed	3,500 Sept. 21, 1965 and in default one year in gaol	—

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Eagle Pencil Company of Canada Limited, Toronto	C.I.A., s. 32	conviction	completed	8,000 Mar. 28, 1966	—
Venus Pencil Company Ltd., Toronto	"			4,000 "	
Dixon Pencil Company Limited, Newmarket, Ont.	"			2,000 "	
Eberhard Faber (Canada) Ltd., Toronto	"			2,000 " Prohibition Order granted	
Bernard Trempe (Le Foyer du Cadeau de Québec Enrg.), Quebec City	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	100 April 1, 1966	—
Featherweight Mattress Limited, Peterborough	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	250 July 19, 1966	—
Mountain Furniture Company Limited, Peterborough	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	250 July 19, 1966 (one charge)	—
The Brant County Dump Truck Owners and Operators Association, Brantford	C.I.A., s. 32	conviction	completed	1,000 Sept. 20, 1966	—
David G. Faith, Galt	"			Prohibition Order granted	
George Brennan, Brantford	"				
Cecile Shaver, R.R. #1, Brantford	"				
John McMillan, R.R. #6, Brantford	"				
Earl Maguire, R.R. #3, Scotland	"				
Horace Frend alias James Hamlin, Toronto	"				

Two charges were laid in Brantford under section 32 (1) (c) of the Combines Investigation Act. The trial of two of the individuals was held in September 1966 when the jury returned a verdict of not guilty. In view of the verdict, no evidence was offered on the trials of the remaining individuals and the charges against them were dismissed. The Brant County Dump Truck Owners and Operators Association was convicted and fined \$1000. The Court also granted an Order prohibiting the continuation or repetition of the offence.

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
(SUITE)

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Philips Appliances Ltd., Toronto	C.I.A., s. 34	conviction (Toronto) on two counts (fine \$1,000 on each). Acquittal on two counts.	under appeal (*) (*) Accused appealed the two convictions and the Crown appealed the two acquittals and the form of the Prohi- bition Order.	2,000 Sept. 26, 1966 Prohibition Order granted	—
Philips Electronics Industries Limited, Toronto	"	acquittal (Toronto) on one count			
Ryan Builders Supplies (Windsor) Limited, Windsor	C.I.A., s. 32	conviction	completed	4,000 Sept. 15, 1966	—
Sterling Building Materials Limited, Windsor, Ont.	"			3,500 "	
Cross Supplies & Paving Limited, Windsor, Ont.	"			3,500 "	
Woollatt Industries Limited, Windsor, Ont.	"			2,500 "	
F. W. Woolworth Co. Limited (Woolco Department Stores, Hamilton)	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	400 Oct. 5, 1966 Prohibition Order granted	—
William E. Coutts Company Limited, Toronto	C.I.A., s. 34	conviction on one count (Four counts under s. 34 and two counts under s. 33B were dismissed — Crown's appeal against the six acquittals was dismissed in January 1968)	completed	500 Oct. 17, 1966	—
M. Loeb Limited, Ottawa	C.I.A., s. 33C	conviction		500 Dec. 5, 1966	—

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
St. Lawrence Corporation Limited, Montreal	C.C., s. 498	conviction	75,000	Dec. 16, 1966	—
The Corrugated Paper Box Company, Limited, Toronto	"	(Toronto)	10,000	"	—
Hinde and Dauch Limited, Toronto	"	Crown Zellerbach Canada Limited and Canadian Boxes Limited have	75,000	"	—
Hinde and Dauch Boxes Limited, Peterborough	"	appealed their convictions. The Crown	3,000	"	—
Acme Paper Products Company Limited, Toronto	"	has appealed with respect to the amount of the fines and the deletion of one paragraph of the Order of	7,000	"	—
Bathurst Power & Paper Company Limited, Montreal	"	Prohibition applied for against all companies except Martin Paper Products Holdings Limited.	75,000	"	—
Bathurst Containers Limited, Montreal	"		10,000	"	—
Bathurst Containers (Maritimes) Limited, Lancaster, N.B.	"		4,000	"	—
Canadian Wirebound Boxes & Shipping Containers Limited, Toronto	"		10,000	"	—
Kraft Containers Limited, Hamilton	"		10,000	"	—
Maritime Paper Products Limited, Halifax	"		4,000	"	—
Crown Zellerbach Canada Limited, Vancouver	"		35,000	"	—
Canadian Boxes Limited, Vancouver	"		10,000	"	—
Gair Company Canada Limited, Toronto	"		45,000	"	—
Hendershot Paper Products Limited, Burlington	"		3,000	"	—
Hygrade Containers Limited, London	"		5,000	"	—

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
 COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
 (SUITE)

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Martin Paper Products Holdings Limited, St. Boniface	C.C., s. 498	conviction	5,000	"	—
Sherbrooke Paper Products Limited, Sherbrooke	"	(Toronto)	1,000	"	—
Standard Paper Box Manufacturing Limited, Montreal	"		1,500	"	—
Superior Box Company Limited, Kitchener	"		3,000	"	—
			Prohibition Order granted		
The Producers Dairy Limited, Toronto	C.I.A., s. 33A	acquittal (Ottawa) 1966-upheld on appeal	completed		—
The Montreal League of Linen Supply Owners Company, Montreal	C.I.A., s. 32	conviction	completed	5,000 Mar. 9, 1967	—
J. P. Drolet et Fils Ltée, Montreal	"			1,750	"
New System Towel Supply Co. Ltd., Montreal	"			1,750	"
C. E. Durette Ltée, Montreal	"			875	"
Roger Laverdure Ltée, Montreal	"			875	"
Toilet Laundries Limited, Montreal	"			875	"
New Ideal Uniform & Overall Supply Inc., Montreal	"			875	"
Hector Jolicœur Inc., Montreal	"			750	"
J. N. Jolicœur Ltée, Montreal	"			750	"

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Canadian Silk Manufacturing Co. (Quebec) Limited, Montreal	C.I.A., s. 32	conviction	completed	750 Mar. 9, 1967	—
Hygienic Coat & Towel Supply Limited, Montreal	"			600 "	—
R. Forget Ltée, Montreal	"			600 "	—
Sano-Wrap Towel Service Co. Inc., Montreal	"			600 "	—
Roy Cleaners Limited, Montreal	"			250 "	—
Sanitary Towel Supply Co. Limited, Montreal	"			250 "	—
Canadian Coat and Apron Supply, Limited, Montreal	"			250 "	—
International Linen Supply Limited, Montreal	"			250 "	—
Maple Leaf Coat & Towel Supply Ltd., Montreal	"			250 "	—
J. P. Malo, Montreal	"			50 "	—
Hyman Seltzer, Montreal	"			50 "	—
R. Parent, Montreal	"			50 "	—
M. Levine	"			50 "	—
				Prohibition Order granted	
Deschenes Construction Ltd., Hull	C.I.A., s. 32	conviction (Hull)	completed	1,500 Mar. 20, 1967	—
Dibblee Construction Company Limited, Ottawa	"			1,500 "	—
Hurdman Paving Limited, Ottawa	"			1,500 "	—
O'Leary's (1956) Limited, Ottawa	"			1,500 "	—
Interprovincial Paving Company Limited, Hull	"			1,500 "	—

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
(SUITE)

322

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Standard Paving Limited, Ottawa	C.I.A., s. 32			1,500 Mar. 20, 1967 Prohibition Order granted	—
Carmen Jewellery Mfg. Inc., Quebec City	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	200 May 16, 1967	---
Mother Parker's Tea and Coffee Limited, Toronto	C.I.A., s. 33C	conviction one charge (Ottawa) *	completed	400 Sept. 29, 1967 Prohibition Order granted	—
Sandra Instant Coffee Company Limited, Cooksville	"	* One charge was laid at both Ottawa and Eastview against each company (remaining charges against both companies withdrawn)			
B. C. Collateral Loan Brokers Ltd., Vancouver	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	Suspended sentence	—
Birks Crawford Limited, Vancouver	C.I.A., s. 32	conviction (Vancouver)	completed	5,000 Nov. 20, 1967	—
Kelly, Douglas & Company, Limited, Vancouver	"			18,000 "	—
W. H. Malkin Ltd., Vancouver	"			18,000 "	—
Slade & Stewart Ltd., Vancouver	"			10,000 "	—
David McNair & Company Limited, Vancouver	"			7,500 "	—
Chess Bros., Limited, Vancouver	"			5,000 "	—
Consolidated Fruit Company Limited, Calgary	"			10,000 "	—
Dominion Fruit Limited, Winnipeg	"			10,000 "	—
Macdonald Consolidated Limited, Winnipeg	"			7,500 "	—
Canada Safeway Limited, Winnipeg	"			7,500 "	—
Leslie F. Burrows (*), Ottawa	"			Prohibition Order granted	—

(*) a *nolle prosequi* was entered May 1968.

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
G. McGrath, Ottawa	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	200 Dec. 8, 1967	—
S. O. Smith, Ottawa	"			200 Prohibition Order granted	
Kiddytown Ltd., Ottawa	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	100 Dec. 8, 1967 Prohibition Order granted	—
Trans-Canada Jewelry Importing Co. Ltd., Montreal	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	200 Dec. 20, 1967 Prohibition Order granted	---
K. J. Beamish Construction Co. Limited, Thornhill, Ont .	C.I.A., s. 32	acquittal (1967)	completed		—
Bray Construction Co. Limited, Toronto	"	upheld on appeal			
Bruell Paving Limited, Toronto	"				
Cornell Construction Company Limited, Brantford	"				
H. J. McFarland Construction Company Limited, Belleville	"				
Miller Paving Limited, Toronto	"				
Municipal Spraying and Oiling Company Limited, Rexdale	"				
Riverside Construction Co. Limited, London	C.I.A., s. 32				
W. A. Ryder Paving Limited, Toronto	"				
W. S. Fullerton Construction Company Limited, Windsor	"				
Woollatt Construction Limited, Windsor	"				
Grey-Wellington Paving Co. Limited	"				

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
(SUITE)

324

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Philips Industries Ltd., Toronto	C.I.A., s. 34	conviction (Montreal)	completed	500 Jan. 29, 1968	—
Philips Electronics Industries Ltd., Toronto	"			500 "	
Philips Appliances Limited, Toronto	"	(conviction two counts, acquittal one count)		6,000 "	
Allied Towers Merchants Limited, Toronto	C.I.A., s. 33C	conviction (Ottawa)	completed	500 Feb. 25, 1968	—
E. Baiden, Ottawa	"	acquittal			
The J. H. Ashdown Hardware Company Limited, Winnipeg	C.C., s. 411			10,000 Feb. 26, 1968	—
Bartle & Gibson Co. Ltd., Victoria	"			2,000 "	
Emco Limited, London	"			15,000 "	
Engineering & Plumbing Supplies (Edmonton) Ltd., Edmonton	"			4,000 "	
Marshall Wells of Canada Limited, Winnipeg	"			10,000 "	
Western Supplies Limited and Western Supplies (Calgary) Limited, Calgary	"			15,000 "	
Western Canada Hardware Limited, Lethbridge	"			4,000 "	
Burgess Building and Supplies Limited, Calgary	"			4,000 April 29, 1968	—
William A. Graham, Edmonton	") *			Prohibition Order granted	
Norman G. Webb, Calgary	")				
Frederick Albert Meyers, Edmonton	")				
Herbert Angus Cummings, Calgary	")				

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
I. P. Dickie, Edmonton	")				
John Dyer, Calgary	")				
Donald Hugh McMillan, Calgary	")		* The charges against these individuals were not proceeded with. Proceedings against Donald Hugh McMillan and George William Eckstein were taken under section 31 (2) of the Combines Investigation Act for an Order of Prohibition which has been granted by the Court.		
George William Eckstein, Edmonton	")				
Lamco Structures Ltd., Montreal	C.I.A., s. 32	conviction	completed	1,500 April 26, 1968	—
Structures Lamco Ltée Mount Royal, Que.	"				
Les Structures Lamellées Limitée (now T. P. L. Industries Limited)	"			4,000 "	
Steel & Timber Structures Ltd., Quebec City	"			4,000 "	
Foldaway Furniture Limited (Timber Structures Division) Peterborough	"			3,000 "	
Laminex Products Limited, * Quebec City * Information withdrawn	"			Prohibition Order granted	
J. W. Mills & Son, Limited, Toronto	C.I.A., s. 32	conviction *		5,000 April 1, 1968	—
Keuhne & Nagel (Canada) Limited, Toronto	"	The Supreme Court of Canada has granted the convicted companies leave to appeal.		5,000 "	
Overland Import Agencies Ltd., Vancouver	"			10,000 "	
Denning Freight Forwarders Ltd., Montreal	")	* re Ontario and Quebec		Prohibition Order granted	
Johnson Terminals Limited, Vancouver	")	acquittal			
J. W. Mills & Son, Limited, Toronto	"	preliminary			
Kuehne & Nagel (Canada) Limited, Toronto	"	hearing pending * * re Manitoba			

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
(SUITE)

326

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Johnston Terminals Limited, Vancouver	C.I.A., s. 32				
Ed. Archambault Incorporé, Montreal	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	300 April 18, 1968 Prohibition Order granted	—
Anglo-French Carpet Co. Ltd, Montreal	C.I.A., s. 33C	conviction (Ottawa)	completed	200 June 20, 1968 Prohibition Order granted	—
Thomas Supply & Equipment Company, Limited, Ottawa	C.I.A., s. 33C	Charges against this company withdrawn			
Thomas Sales Agencies (1963) Limited, Ottawa	"	conviction on one charge (two charges laid)	appeal re acquittal on one charge	100 July 26, 1968 Prohibition Order granted	—
Simpsons-Sears Limited, Toronto	C.I.A., s. 33C	conviction (Ottawa)	completed	200 July 11, 1968	—
C. P. Kaufmann Ltd., Regina	C.I.A., s. 33C	conviction	completed	50 Aug. 28, 1968	—
Carnation Company Limited, Toronto	C.C., s. 412	acquittal (Calgary)	appeal by Crown- Judgment reserved 1968		—
Colgate-Palmolive Limited, Toronto	C.I.A., s. 33C	acquittal (Ottawa)	appeal by Crown- 1968		—
Podersky's Limited, Edmonton	C.I.A., s. 33C	acquittal	completed 1968		—
Genser & Sons Limited, Winnipeg	C.I.A., s. 33C	acquittal	appeal by Crown 1968		—
Craig Plumbing & Heating Supplies Co. Ltd., Montreal	C.I.A., s. 32		trial pending		—

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Craig-International Plumbing Supplies Inc., Montreal	"		(re alleged combine at wholesale level)		—
Deschenes & Fils Limitée, Montreal	"				
Emco Limited, London					
Ideal Plumbing Supplies Ltd., Montreal	"				
Jamieson-Dansereau Limited, Montreal	"				
Lariviere Inc., Montreal	"				
L. N. & J. E. Noiseux Limitée, Montreal	"				
Main Plumbing & Heating Supplies Co. (1963) Ltd., Montreal	"				
Marcel Drouin Ltée-Ltd., Montreal	"				
Mott Company Limited, Montreal	"				
Omer De Serres Limitée, Montreal	"				
The James Robertson Company (Limited), Montreal	"				
Charles E. Chartrand, Montreal	"				
Thomas G. Markey, and John Wright, Montreal	"				
Emco Limited, London	C.I.A., s. 32		trial pending		
The Garth Company, Montreal	"		(re alleged combine respecting industrial accounts)		
Grinnell Company of Canada, Limited, Toronto	"				
Lariviere Inc., and The James Robertson Company (Limited) Montreal	"				

d) TABLEAUX DIVERS FOURNISSANT LA LISTE DES INFRACTIONS
COMMISES CONTRE LA LOI SUR LES COALITIONS
(SUITE)

328

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
A. V. Hallam Lathing and Plastering Limited, Toronto	C.I.A., s. 32		trial pending		
Cesaroni Brothers Limited, Agincourt	"				
C. Strauss Limited, Toronto	"				
Dixon Construction Enterprises Limited, Toronto	"				
Donaldson-Baron Limited, Thornhill	"				
Gambin Brothers Limited, Toronto	"				
Hill & Son Plastering Limited, Toronto	"				
John Nelson & Son, Limited, Malton	"				
Norman Lathing Limited, Don Mills	"				
O. M. Baird & Co. Limited, Willowdale	"				
W. J. Crowe Limited, Malton	"				
Miller's T.V. Ltd., Winnipeg	C.I.A., s. 33C		trial pending		
Ron Woolf, Montreal	C.I.A., s. 33C		trial not yet completed		
Canam (House) Ware Limited, Edmonton	C.I.A., s. 33C	conviction (Powell River)	completed	200 Prohibition Order granted	
Advance T.V. & Car Radio Centre Ltd., Arnold Frieman, Winnipeg	C.I.A., s. 33C "		trial on one charge pending-awaits outcome of appeal by Crown on a second charge		
Electric Reduction Company of Canada, Ltd., Toronto	C.I.A., s. 33		trial pending		
Burns Foods Limited, Calgary	C.I.A., s. 32		Information laid-preliminary hearing pending (Saint John, New Brunswick)		

	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
Edward R. Coughlan, Saskatoon	C.I.A., s. 32				
L. W. MacLeod, Halifax	"				
Canada Packers Limited, Toronto	"				
J. E. Lutes, Halifax	"				
Swift Canadian Co., Limited Toronto	"				
F. F. Andrew, Vancouver	"				
Lopatin Brothers Furniture Limited, Windsor, Ontario	C.I.A., s. 33C			Information laid-case remanded to October 18, 1968 for purpose of entering plea	
Patton's Place Limited, London	C.I.A., s. 33C			trial pending	
Warner Bros. Limited, Halifax	C.I.A., s. 33C			trial pending	

APPENDICE 4

Législations sur le repris de justice

LÉGISLATIONS SUR LE REPRIS DE JUSTICE

CANADA —

(1) Lorsqu'un accusé a été déclaré coupable d'un acte criminel, la cour peut, sur demande, imposer une sentence de détention préventive au lieu de toute autre sentence qui pourrait être infligée pour l'infraction dont il a été déclaré coupable ou qui a été imposée pour une telle infraction, ou en sus de toute sentence qui a été imposée pour cette infraction au cas où la sentence aurait pris fin,

- a) si l'accusé est reconnu repris de justice, et
- b) si la cour estime que, l'accusé étant un repris de justice, il est opportun pour la protection du public de le condamner à la détention préventive.

(2) Aux fins du paragraphe (1), un accusé est un repris de justice,

- a) si, depuis qu'il a atteint l'âge de dix-huit ans, il a antérieurement, dans au moins trois occasions distinctes et indépendantes, été déclaré coupable d'un acte criminel pour lequel il était passible d'un emprisonnement de cinq ans ou plus et qu'il mène *continûment* une vie criminelle ; ou
- b) s'il a antérieurement été condamné à la détention préventive.

(3) L'accusé a droit d'être présent à l'audition d'une demande prévue par le paragraphe (1). CODE CRIMINEL, p. 265.

— — —

TEXAS —

Recidivist statutes in Texas are designed generally to deter an offender from further participation in criminal activities. Texas prosecutors sometimes employ these statutes strictly to provide for the specific enhancement of punishment. However, since the operation of the criminal justice system depends upon the bargaining process to insure that the court dockets do not become hopelessly clogged, prosecutors more often use the habitual offender laws as a bargaining tool to strengthen their position in negotiations with defence attorneys on the plea and the sentence. W. ROYAL FURGESON, *The Law of Recidivism in Texas*, dans *McGill Law Journal*, Volume 13, Montréal, 1967, p. 663.

— — —

CALIFORNIE —

While California provides generally for increased penalties upon conviction of various crimes if the offender has certain prior convictions, Penal Code Section 644 limits the term "habitual criminal" to those persons convicted of one of the list of serious crimes who have either two or three prior convictions for crimes of similar gravity. The law provides that an habitual criminal shall be punished by imprisonment for life. Penal Code Section 644 is an expression of the theory that penal laws are for the protection of society, rather than for punishment of the offence; that a persistent and hardened offender is more dangerous to society than one with fewer offences. It does not create a substantive offence, but merely provides for more severe punishment of those who have proved immune to punishment. JEANNE L. ARTHUR and H. KENNETH BRANSON, *Summary of California Habitual Criminal Law*, *loco cit.*, pp. 659-660.

— — —

WASHINGTON —

Washington law provides that an habitual criminal is one convicted "of a crime in which fraud . . . is an element, or of petit larceny, or of any felony, who shall previously have been convicted, . . . of any crime which . . . would amount to a felony, or who shall previously have been twice convicted . . . of petit larceny, or of any misdemeanor . . . of which fraud or intent to defraud is an element . . ." (Washington Revised Code 9.92.090). Under this section of the statute, imprisonment for not less than ten years is directed.

This statute also provides that a life sentence may be imposed for two prior convictions "of any crime of which fraud . . . is an element, or of petit larceny or of any felony," or for four convictions for "petit larceny, or of any misdemeanor . . . of which fraud . . . is an element . . ." (Washington Revised Code 9.95.115). Although the sentence imposed is mandatory, the State Board of Prison Terms and Paroles actually determines the term of imprisonment. GEORGE E. SMALL, *The State of Washington's Habitual Criminal Statutes*, *loco cit.*, p. 657.

— — —

AUSTRALIE —

While Australian courts undoubtedly possess sweeping powers to sentence persistent criminals to long periods of preventive detention, these powers appear in practice to be seldom exercised. While comparative statistics are not available to show the number of persons sentenced to preventive detention in each State, it seems that only three States (New South Wales, Tasmania and South Australia) still use this form of sentence, and one of

these States (New South Wales) uses it very infrequently. It is known that sentences of preventive detention, and particularly those which are completely indeterminate, are not regarded with favour by Australian Prison Administrators. Their views have apparently influenced judicial opinion on the subject. It now remains to be seen whether members of State legislatures can be persuaded that there is a need to review Australian habitual offender legislation in the light of more advanced and humane methods of dealing with persistent criminals. DUNCAN CHAPPELL, *Australian Habitual Offender Legislation*, *loco cit.*, p. 674.

— — —

ALLEMAGNE —

Criminal law in Germany governing the consequences of a criminal offence is founded on the dual track system. Side by side with retributive punishment based on the guilt of the accused, the law lays down specific "measures of safety and rehabilitation" which may be ordered by the Court to prevent the occurrence of a danger manifested by the act committed by the accused. Dr. HERMANN BLEI, *Germany and the Habitual Criminal*, *loco cit.*, p. 671.

— — —

URSS —

Current penal legislation in the URSS imposes a higher degree of responsibility on persons who repeat or recurrently commit a crime.

Under Article 34 of the Foundations of Penal Legislation in the URSS and the Union Republics (1958), an aggravating circumstance to be taken into account by courts when imposing sentence is "commission of a crime by a person who has previously committed a crime of any sort." Classification of this as an aggravating circumstance is grounded on the fact that the criminal persists in his refusal to submit to the requirements of the law. READER I. M. GALPERIN, *Responsibility of Recidivists under the Penal Legislation of the URSS and Union Republics*, *loco cit.*, p. 679.

— — —

APPENDICE 5

Procédure et bilan de la Colombie-Britannique
(et particulièrement de Vancouver)
quant aux repris de justice

OFFICE OF CITY PROSECUTOR
312 Main St
Vancouver, B.C.

A. Stewart McMorran, Q.C.
City Prosecutor

February 25, 1969.

Me Jean Sirois,
Le secrétaire,
10, Ave de Bernières,
Québec 4.

Dear Sir :

I acknowledge receipt of your letter of February 21, 1969 in connection with Habitual Criminal proceedings.

The following detailed account of our practice here may be of assistance, together with the other material referred to and enclosed.

The prosecution of Habitual Criminal proceedings must be dealt with consistently to be at all effective and therefore should be assigned to one prosecutor as his full time duty, if necessary. He can then familiarize himself with the law and practice in relation to this type of case. The prosecutor assigned is assisted by a member of the Police Force, who undertakes all investigations in relation to the proceedings and who serves the Notice of Application. A secretary is allocated to perform all stenographic work. An experienced and knowledgeable team is the objective, so that these proceedings can be launched and carried to a conclusion in the most efficient manner possible.

If it is decided to proceed with an Application before sentence on the substantive offence, the Magistrate or Judge (as the case may be) is informed immediately after the conviction and before sentence. We do not usually proceed in this manner unless we are required to prove the accused's record at the time of sentence. Ordinarily we proceed as quickly as possible after sentence, having obtained the admission of the defendant's record, together with other pertinent facts at the time of the sentence on the substantive charge. If the delay will not be too long I prefer to proceed before sentence since I think this is fairer to an accused. If we proceed after sentence the transcript of admissions can then be used at the hearing of the application. We have found this method to be quicker and more satisfactory since the defendant's age, work record and other details in relation to his present life are usually set out at this time as well. These matters are sometimes extremely

difficult to prove by any other means. If it is decided to proceed before sentence however, I draw your attention to *Parkes v. The Queen* (1956), S.C.R. 768, which, though under the old section of the Code, still has application. The *Parkes*' case points out that after conviction nothing should be brought to the attention of the presiding judge, which might prejudice the hearing of the Application. This would, of course, mean that one cannot put a conviction to the accused nor seek to gain admission of facts, which might be required. *R. v. McGrath* (1962) 133 CCC 57 a 62 in connection with proof of record should also be considered. It is not enough for an accused merely to stand mute. After the decision to proceed with an application, the police officer, attached to the team, searches for all information involving the defendant. This would include all applications for employment or for welfare, investigation of any employment which the accused may have claimed together with the opinion of any employer, who may have employed him. It is always useful to have such information, even if one does not intend to use it in the case. If an accused takes the witness-stand to justify his own mode of life, he will usually claim to have worked, or to have tried to work or to being sick, and it is helpful to have some idea of what the true acts are so that one is in a position to cross examine or to call rebuttal evidence or both.

At this stage the consent is obtained of the Attorney-General, in writing, to the application being made to have the defendant declared to be an habitual criminal and sentenced to preventive detention. (Enclosed are copies of two consents used, one before sentence and the other after sentence.) In anticipation of the receipt of this document the Notice of Application is then prepared.

Our Notice of Application begins with a preamble, which sets out the various procedural requirements and then follows with the allegations on which it is intended to rely. (Enclosed are two applications used, one before sentence and the other after sentence.) The allegations are divided into parts in the Application entitled, "A" and "B". Part "A" deals with all the convictions of the defendant which can be proved against him. Part "B" contains the allegations of conduct which are alleged. The latter usually refer to association with criminals, lack of employment, drug addiction, persistent return to a life of crime and any previous declaration that the accused was found to be an habitual criminal though not sentenced to preventive detention, if such was the case. Part "B" should notify the accused of everything intended to be led in evidence. If the allegation mentioned is not set out in Part "B" the evidence will not be admitted. This principle also applies to the convictions set out in Part "A", and should include convictions occurring both before or after the substantive offence. It is fatal to bring evidence not referred to in the Application. This, of course, would not apply to evidence rebutting the accused's evidence.

It should be noted that the various subsections of Code Sec. 662 set out certain time limits for the application. These time limits must be strictly complied with. Most of the time limits are self-explanatory, but refer to *Regina vs Bryson* (1966) 3 CCC 182 (BCCA) with regard to the seven days notice. This case states that seven clear days should elapse between the date of service of the Application and the return date of the same Application. This means that the Order bringing the defendant to court for his first appearance should have a return date which allows seven *clear* days between the date of service and the first appearance.

In preparation for the hearing of the Application great attention should be paid to that period of the defendant's life which occurred between the time of his last release from prison and the date of the Application. The relevancy of this period of time has been the subject of judicial comment in a number of cases, more particularly in the unreported case in the B.C. Court of Appeal of *R. v. William McLaren* (a copy of which is enclosed). This case seems to extend the relevant time from the date of the substantive offence to the date of hearing. However, it will be found that each case tends to be decided on its own particular facts and only the general principles, as outlined in the cases, are applicable to each individual case. It can be seen how important it is to ascertain at the time of the substantive offence, what was the defendant's mode of living from the date of his last release. This enables the prosecutor to have this information checked by the police to test its validity. One should not have any trouble in putting questions concerning mode of life to an accused person during the hearing of the substantive offence since these matters are relevant to sentence in any event. We have found that if a proper job is done at the time of the substantive offence the Application is strengthened considerably or at least a better picture of the accused will emerge.

During the course of the hearing evidence is called in relation to recent crimes, if the facts warrant it. Crimes which show premeditation, or a tendency to violence ought to be outlined to the court. Crimes, in which the defendant participated with other known criminals, should be canvassed. Any relevant and recent fact which would tend to advance the case should be brought to the court's attention. We find that the Courts of British Columbia tend to look for violence, or serious crime, before sentencing to preventive detention. A man will be found to be an Habitual Criminal if his record for example, consists of bad cheques and fraud, but it is doubtful now if he will be sentenced to preventive detention. *Poole vs Regina* (1968) 3 C.R. (New Series) 213 (S.C. of C.) has created this situation to a large extent.

We do not have trouble proving the previous convictions because accused people usually admit these at the time of the substantive offence. On occasion, however, one will refuse and then the record must be proved.

In this regard, see Regina v. Smith (1967) 3 CCC 265. One of our standard procedures, when commencing an Application, is to write to all jurisdictions in which convictions have occurred, requesting a certified copy of such convictions. It will be found that success in getting these documents will be varied, but whatever certified copies are received should be filed. In the event of a denial of the record, one must endeavor to link the defendant with these certified copies of convictions and with the convictions set out in the Application. This may mean that witnesses from many jurisdictions may have to be called to prove the individual convictions or it may be found that the accused, a short time previous admitted his record at the time of another earlier case. Code Sec. 574 sets out that the officer in charge of the Identification Section of the RCMP at Ottawa can certify a criminal record. It should be noted from the Smith case that the fingerprints usually embossed on this record do not really form part of the certificate. But the case also points out that if some of the offences in the certificate can be proved, the court may draw an inference that the remainder are also those of the accused. The aim therefore, should be to prove as many convictions as possible in the Ottawa certificate, so that the inference should be drawn. No problem about these previous convictions, however, should be encountered when the new Sec. 574 in the amending Code Bill now before Parliament is passed.

I hope this information is helpful to you.

Yours truly,

(S) A. Stewart McMORRAN
City Prosecutor.

ASM/pb
encs.

**IN THE MAGISTRATES' COURT
IN THE CITY OF VANCOUVER
HOLDEN AT VANCOUVER**

REGINA

v.

LYLE JENNINGS

MONDAY, the 20th day of January, 1969.

**BEFORE HIS WORSHIP
MAGISTRATE ECKARDT**

UPON THIS APPLICATION coming on for hearing this day for an Order requiring the Warden of the British Columbia Penitentiary at the City of New Westminster, Province of British Columbia, to deliver the said LYLE JENNINGS in custody to the Public Safety Building, 312 Main Street,

City of Vancouver, Province of British Columbia, at ten o'clock in the forenoon on Monday, the 3rd day of February, 1969 for the purpose of being present at the hearing of the Application to have him, the said LYLE JENNINGS, declared an habitual criminal; AND that the said LYLE JENNINGS appear at the time and place aforesaid from day to day during the continuance of the hearing and including any adjournments thereof, whereupon he shall be returned in custody to the Warden of the British Columbia Penitentiary UPON HEARING J.E. Hall, Esq., of Counsel for the Applicant;

THIS COURT DOTH ORDER that the Warden of the British Columbia Penitentiary at the City of New Westminster, Province of British Columbia do deliver LYLE JENNINGS in custody to the Public Safety Building, 312 Main Street, in the City of Vancouver, Province of British Columbia at ten o'clock in the forenoon on Monday, the 3rd day of February, 1969 for the purpose of being present at the hearing of the Application to have him, the said LYLE JENNINGS declared an habitual criminal and that the said LYLE JENNINGS appear at the time and place aforesaid and from day to day during the continuance of the hearing and including any adjournments thereof, whereupon he shall be returned in custody to the Warden of the British Columbia Penitentiary.

Lawrence S. ECKARDT
Magistrate in and for the City
of Vancouver and the Province
of British Columbia

CANADA
PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA
COUNTY OF VANCOUVER
CITY OF VANCOUVER

NOTICE OF APPLICATION

TO : FRANK COTE

WHEREAS you were convicted of the following indictable offence by His Honour Judge W.A. Schultz, Esq., in the City of Vancouver, County of Vancouver, in the Province of British Columbia on the 28th day of August, 1968 :

That at the City of Vancouver on the 27th day of February, 1968, together with Harold Bastien, you unlawfully did commit robbery of Harry Beauregard, of the La Caisse populaire St.Sacrement Credit Union, 700 West 16th Avenue of Two Thousand Two Hundred Sixty-four dollars (\$2,264.00) ;

AND WHEREAS you have previously since attaining the age of eighteen years on at least three separate and independent occasions hereinafter set out been convicted, among others, of indictable offences for which you were liable to imprisonment for five years or more ;

AND WHEREAS the Honourable the Attorney-General of the Province of British Columbia has consented to this Application ;

TAKE NOTICE that an application will be made to His Honour Judge W.A. Schultz, Esq., on Friday the 4th day of October, 1968, to find that you are an habitual criminal and that it is therefore expedient for the protection of the public to sentence you to preventive detention ;

AND FURTHER TAKE NOTICE that the convictions and the other circumstances upon which it is intended to found this Application are as follows :

A — Convictions :

1. That on or about the 1st day of May, 1933, you were convicted at Hull, Quebec, of disorderly conduct ; AND you were sentenced to payment of a fine in the amount of fifteen dollars and costs, or in default of such payment to imprisonment for fifteen days ;
2. That on or about the 28th day of November, 1933, you were convicted at Hull, Quebec, on two charges of theft ; AND you were sentenced to imprisonment for twelve months on each charge ;
3. That on the 5th day of December, 1934, you were convicted at Hull, Quebec, for that at the City of Hull, on the 31st day of October, 1934, you did commit perjury in a Court presided over by Magistrate Honore Achim ; AND you were sentenced to imprisonment for thirty-six days ;
4. That on or about the 15th day of July, 1935, you were convicted at Hull, Quebec, of disorderly conduct ; AND you were sentenced to payment of a fine in the amount of ten dollars and costs, or in default of such payment to imprisonment for fifteen days ;
5. That on or about the 25th day of March, 1936, you were convicted at Hull, Quebec, of vagrancy ; AND you were sentenced to payment of a fine in the amount of fifteen dollars and costs, or in default of such payment to imprisonment for fifteen days ;
6. That on or about the 14th day of October, 1936, you were convicted at Hull, Quebec, of robbery with violence ; AND you were sentenced to imprisonment for two years ;
7. That on or about the 21st day of March, 1939, you were convicted at Hull, Quebec, of drunkenness and disorderly conduct ; AND you were sentenced to payment of costs, or in default of such payment to imprisonment for three days ;
8. That on the 17th day of November, 1939, you were convicted at Ottawa, Ontario, for that at the City of Ottawa, on the 14th day of November,

1939, you did unlawfully steal one fountain pen, of the value of or about three dollars, the property of John Nicholls; AND you were sentenced to imprisonment for three days;

9. That on the 29th day of December, 1939, you were convicted at Ottawa, Ontario, under the name of François Cote, for that at the City of Ottawa, on the 22nd day of December, 1939, you did unlawfully steal a quantity of merchandise, of the value of under twenty-five dollars, the property of United Delivery Limited; AND you were sentenced to imprisonment for three months;
10. That on or about the 7th day of May, 1940, you were convicted at Hull, Quebec, of breaking, entering and theft; AND you were sentenced to imprisonment for two years;
11. That on or about the 25th day of February, 1944, you were convicted at Ottawa, Ontario, of a breach of Section 24A of the National Registration Regulations of Canada; AND you were sentenced to imprisonment for three months;
12. That on the 22nd day of March, 1948, you were convicted at Montreal, Quebec, for that at the City of Montreal, on the 18th day of November, 1947, you did unlawfully discharge a firearm with intent to commit the murder of Frank McCormick; AND you were sentenced to imprisonment for ten years;
13. That on the 22nd day of March, 1948, you were convicted at Montreal, Quebec, for that at the City of Montreal, on the 18th day of November, 1947, you did unlawfully discharge a firearm with intent to commit the murder of Graham Rutherford; AND you were sentenced to imprisonment for ten years;
14. That on the 22nd day of March, 1948, you were convicted at Montreal, Quebec, for that at the city of Montreal, on the 18th day of November, 1947, you did unlawfully commit armed robbery of Bernard Alovisi; AND you were sentenced to imprisonment for five years consecutive to the sentences referred to in paragraphs 12 and 13 herein;
15. That on the 22nd day of March, 1948, you were convicted at Montreal, Quebec, for that at the City of Montreal, on the 18th day of November, 1947, you did unlawfully commit armed robbery of Gerald Rutherford; AND you were sentenced to imprisonment for five years;
16. That on the 22nd day of March, 1948, you were convicted at Montreal, Quebec, for that at the City of Montreal, on the 18th day of November, 1947, you did unlawfully conspire to commit armed robbery of Bernard Alovisi; AND you were sentenced to imprisonment for five years consecutive to the sentences referred to in paragraphs 14 and 15 herein;
17. That on the 22nd day of March, 1948, you were convicted at Montreal, Quebec, for that at the City of Montreal, on the 18th day of November, 1947, you did unlawfully conspire to commit armed robbery of Gerald Rutherford; AND you were sentenced to imprisonment for five years;
18. That on or about the 7th day of February, 1961, you convicted at Ottawa, Ontario, of driving whilst impaired; AND you were sentenced to

payment of a fine in the amount of two hundred dollars and costs, or in default of such payment to imprisonment for fifteen days;

19. That on the 26th day of October, 1961, you were convicted at Ottawa, Ontario, for that at the City of Ottawa, on the 8th day of July, 1961, you did unlawfully traffic in a drug or substance represented or held out to be a drug, namely, Pethidine; AND you were sentenced to imprisonment for five years;
20. That on the 26th day of October, 1961, you were convicted at Ottawa, Ontario, for that at the City of Ottawa, on the 29th day of March, 1961, you did unlawfully sell a drug listed or described in Schedule F of the Food and Drug Act & Regulations without a prescription; AND you were sentenced to imprisonment for one year;
21. That on the 26th day of October, 1961, you were convicted at Ottawa, Ontario, for that at the City of Ottawa, on the 20th day of June, 1961, you did unlawfully sell a drug listed or described in Schedule F of the Food and Drug Act & Regulations without a prescription; AND you were sentenced to imprisonment for one year;
22. That on the 26th day of October, 1961, you were convicted at Ottawa, Ontario, for that at the City of Ottawa, on the 20th day of June, 1961, you did unlawfully conspire with Claude Larose and Robert Laberge and other persons know or unknown or to be later identified to commit an indictable offence to wit, sell a drug listed or described in Schedule F of the Food and Drug Act & Regulations without a prescription; AND you were sentenced to imprisonment for one year;
23. That on the 28th day August, 1968, you were convicted at Vancouver, British Columbia, for that at the City of Vancouver, on the 27th day of February, 1968, together with Harold Bastien, you unlawfully did commit robbery of Harry Beauregard, of the La Caisse Populaire St. Sacrement Credit Union, 700 West 16th Avenue, of Two Thousand Two Hundred Sixty-four dollars.

B — Other Circumstances :

1. That you are an habitual associate of criminals;
2. That after brief periods of freedom you have consistently returned to our criminal way of life;
3. That during your periods of freedom you have not had regular gainful employment.

DATED at Vancouver, British Columbia, this 20th day of September, 1968.

A. Steward McMORRAN

Prosecutor and Agent for the
Attorney-General of the Province
of British Columbia.

VICTORIA

September 5th, 1968

A.S. McMorran, Esq., Q.C.,
Vancouver City Prosecutor,
312 Main Street,
VANCOUVER, British Columbia.

CONSENT

Pursuant to the provisions of Section 662 of the Criminal Code of Canada, I hereby consent to an application being made under the provisions of section 660 of the Criminal Code of Canada, to determine whether one, FRANK FRANCOIS COTE, FPS Number 314620, who was convicted by His Honour Judge Schultz at the City of Vancouver, on August 28th, 1968, of an indictable offence, being a charge of robbery under the Criminal Code of Canada, is or is not an Habitual Criminal and to impose a sentence of preventive detention.

L.R. PETERSON,
Attorney-General.

CANADA
PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA
COUNTY OF VANCOUVER
CITY OF VANCOUVER

NOTICE OF APPLICATION

TO : LYLE JENNINGS

WHEREAS you were convicted of the following indictable offence by His Worship Magistrate M. W. Mulligan, Esq., in the City of Vancouver, County of Vancouver, in the Province of British Columbia, on the 25th day of November, 1968 :

That at the City of Vancouver on the 23rd day of November, 1968, you unlawfully did have in your possession a sawed-off rifle with a barrel less than twenty inches in length;

AND WHEREAS you were sentenced on the above mentioned offence on the 3rd day of December, 1968, by His Worship aforesaid to imprisonment for a term of five years ;

AND WHEREAS you have previously since attaining the age of eighteen years on at least three separate and independent occasions hereinafter set out been convicted, among others, of indictable offences for which you were liable to imprisonment for five years or more ;

AND WHEREAS the Honourable the Attorney-General of the Province of British Columbia has consented to this Application ;

TAKE NOTICE that an application will be made to one of the Magistrates of the City of Vancouver other than His Worship Magistrate M. W. Mulligan, Esq., on Monday, the 3rd day of February, 1969, to find that you are an habitual criminal and that it is therefore expedient for the protection of the public to sentence you to preventive detention ;

AND FURTHER TAKE NOTICE that the convictions and the other circumstances upon which it is intended to found this Application are as follows :

A — Convictions :

1. That on the 17th day of November, 1944, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you knowingly did forge a certain document, to wit : a cheque drawn on the Bank of Montreal Edmonton Branch, payable to William Stacy for the sum of \$20, and purporting to be issued by Norman Adams, with intent to act upon the same as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for six months;
2. That on the 17th day of November, 1944, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit : a cheque drawn on the Imperial Bank of Canada Edmonton Branch, payable to Frank Ericson for the sum of \$31 and purporting to be issued by Bill Knoll, to be forged, did unlawfully act upon the same as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for three months;
3. That on or about the 17th day of November, 1944, you were convicted at Edmonton, Alberta, of uttering a forged document; AND you were sentenced to imprisonment for three months;
4. That on the 3rd day of November, 1945, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit : a cheque drawn on the Imperial Bank of Canada Edmonton Branch for the sum of \$32 dated the 12th day of October, 1945, payable to Lyle Jennings and purporting to be signed by A. Ford, to be forged, did unlawfully act upon the same as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for one year;
5. That on the 31st day of October, 1946, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully and knowingly forge a certain document; to wit : a cheque drawn on the Dominion Bank of Canada Edmonton Branch, in the amount of \$31 payable to Thos. W. Jennings, and purporting to be signed by Robt. J. Welsh, with intent that the same should

be acted upon as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years;

6. That on the 31st day of October, 1946, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully and knowingly forge a certain document, to wit: a cheque drawn on the Bank of Montreal Edmonton Branch, in the amount of \$40, payable to Thos. W. Jennings, and purporting to be signed by J. H. McCool administrator of the Lloyd Jennings Estate, with intent that the same should be acted upon as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years;
7. That on the 31st day of October, 1946, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit: a cheque drawn on the Canadian Bank of Commerce Edmonton Branch, in the amount of \$15, payable to Robt. Burgess and purporting to be signed by J. H. McLeod, to be forged, did unlawfully act upon the same as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years;
8. That on the 31st day of October, 1946, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit: a cheque drawn on the Imperial Bank of Canada Edmonton Branch, in the amount of \$25, payable to Robt. Burgess, and purporting to be signed by M. Lepacki, to be forged, did unlawfully act upon the same as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years;
9. That on or about the 12th day of July, 1948, you were convicted at Prince Albert, Saskatchewan, of false pretences; AND you were sentenced to imprisonment for thirty days;
10. That on or about the 7th day of August, 1948, you were convicted at Prince Albert, Saskatchewan, of theft; AND you were sentenced to imprisonment for two months;
11. That on the 8th day of October, 1948, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit: a cheque dated October 4, 1948, drawn on the Imperial Bank of Canada, payable to Lyle Jennings in the amount of \$32 and purporting to be signed by J. A. Thomas to be forged, did unlawfully deal with the same as though it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years and six months;
12. That on the 8th day of October, 1948, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit: a cheque dated October 7, 1948 drawn on the Canadian Bank of Commerce, payable to Lyle Jennings in the amount of \$36.50 and purporting to be signed by J. A. Thomas, to be forged, did unlawfully deal with the same as though it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years and six months;
13. That on the 8th day of October, 1950, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully break and enter a shop, to wit: the premises of British Car Repairs Ltd, situated at 10981 - 101 Street, in the said City, and \$4 in postage stamps and one overcoat being found therein, did then and there steal; AND you were sentenced to imprisonment for six months;

14. That on the 30th day of July, 1951, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you then knowing a certain document, to wit: a cheque dated June 9, 1951, in the amount of \$30 to be forged, did unlawfully deal with the same as if it were genuine; AND you were sentenced to imprisonment for two years;
15. That on the 9th day of May, 1953, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully attempt to break and enter a shop, to wit: the premises of the Pioneer Hardware situated at 10183 - 99 Street, with intent to commit an indictable offence therein; AND you were sentenced to imprisonment for six months;
16. That on the 2nd day of October, 1953, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully break and enter a shop, to wit: the premises of Northern Farm Supply situated at 9908 - 102 Avenue and the sum of approximately \$6 in currency being found therein, did then and there steal; AND you were sentenced to imprisonment for three years;
17. That on the 2nd day of October, 1953, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully break and enter a shop, to wit: the premises of the McKernan Cleaners situated at 8652 - 118 Avenue, with intent to commit an indictable offence therein; AND you were sentenced to imprisonment for three years;
18. That on the 2nd day of October, 1953, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you did unlawfully have in your possession by night without lawful excuse, instruments of housebreaking, to wit: one glass cutter, one screw driver and one piece of iron pipe; AND you were sentenced to imprisonment for three years;
19. That on the 16th day of March, 1956, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you, while armed with an offensive weapon, to wit: a shotgun, did unlawfully steal from the Toronto Dominion Bank situated at 11224 - 76 Avenue, the sum of \$1052.00, thereby committing robbery; AND you were sentenced to imprisonment for ten years;
20. That on the 19th day of March, 1956, you were convicted at Edmonton, Alberta, for that you while armed with an offensive weapon or an imitation thereof, did unlawfully attempt to steal from the Toronto Dominion Bank, McKernan Branch, thereby attempting to commit robbery; AND you were sentenced to imprisonment for seven years;
21. That on or about the 20th day of March, 1956, you were convicted at Edmonton, Alberta, of breaking, entering and theft; AND you were sentenced to imprisonment for three years;
22. That on the 19th day of September, 1962, you were convicted at Winnipeg, Manitoba, for that you did unlawfully rob Jack K. Haynes of Two Dollars (\$2.00); AND you were sentenced to imprisonment for four years;
23. That on or about the 9th day of February, 1965, you were convicted at Winnipeg, Manitoba, for that you, at Edmonton, Alberta, on or about the 25th day of February, 1956, being armed with a revolver, you did unlawfully steal from Leeson Brothers Service Station, 13038 - 97 St.: the sum of approximately \$100.00 cash; AND you were sentenced to imprison-

ment for one year concurrent to the sentence referred to in paragraph twenty-two ;

24. That on the 20th day of October, 1965, you were convicted at Calgary, Alberta, for that you did without lawful excuse, unlawfully have in your possession, instruments for housebreaking to wit : gloves, screw driver, glass cutter, flashlight and black tape ; AND you were sentenced to imprisonment for five years ;
25. That on the 20th day of October, 1965, you were convicted at Calgary, Alberta, for that you did unlawfully attempt to break and enter a place at 332A - 8th Ave South West occupied by Joseph S. Zack Jewellers, with intent to commit an indictable offence therein ; AND you were sentenced to imprisonment for five years ;
26. That on the 25th day of November, 1968, you were convicted at Vancouver, British Columbia, for that you unlawfully did have in your possession a sawed-off rifle with a barrel less than twenty inches in length ; AND on the 3rd day of December, 1968, you were sentenced to imprisonment for five years.

B — Other Circumstances :

1. That you are an habitual associate of criminals ;
2. That after brief periods of freedom you have consistently returned to your criminal way of life ;
3. That during your periods of freedom you have not had regular gainful employment.

DATED at Vancouver, British Columbia, this 20th day of January, 1969.

A. Stewart McMORRAN

Prosecutor and Agent for the
Attorney-General of the Province
of British Columbia.

VICTORIA

January 7th, 1969.

A.S. McMorran, Esq., Q.C.,
Vancouver City Prosecutor,
312 Main Street,
VANCOUVER, British Columbia.

CONSENT

Pursuant to the provisions of Section 662 of the Criminal Code of Canada, I hereby consent to an application being made under the provisions

of Section 660 of the Criminal Code of Canada, to determine whether one, LYLE BURT JENNINGS, FPS Number 619896, who was convicted by His Worship Magistrate M.W. Mulligan at the City of Vancouver on November 25th, 1968, and sentenced on December 3rd, 1968, on an indictable offence being a charge of possession of a sawed-off rifle under the Criminal Code of Canada, is or is not an Habitual Criminal and to impose a sentence of preventive detention.

L.R. PETERSON,
Attorney-General.

COURT OF APPEAL

REGINA

RESPONDENT

v.

REASONS FOR JUDGMENT

OF THE HONOURABLE

MR. JUSTICE BULL

WILLIAM McLAREN, also
known as
WILLIAM McLARNIN

APPELLANT

Per curiam

The appellant appeals against a finding made under Part XXI of the *Criminal Code*, that he was an habitual criminal and the sentence of preventive detention that was imposed in consequence of that finding.

The two main grounds of appeal submitted by the appellant's counsel are, firstly, that the learned Magistrate erred in finding that at the time of the commission of the primary or substantive offence, i.e., August 31, 1966, the appellant was "leading persistently a criminal life", a prerequisite to the finding that he was an habitual criminal, and, secondly, that the learned Magistrate erred in finding that, the appellant being an habitual criminal, it was "expedient for the protection of the public to sentence him to preventive detention."

The appellant was fifty-four years of age at the time of the hearing and was the possessor of a remarkably impressive criminal history extending over a period of thirty-five years with forty-two convictions in that period. Of these convictions twenty-four were for theft, two for attempted theft, two for possession of stolen property, five for vagrancy, five for possession of narcotics, two for assault, one for breaking and entering and theft, and one for the possession of an offensive weapon. Most of the thefts and attempted

thefts were in amounts less than \$50.00. There is no question but that the appellant has been a drug addict at one time, but there was no evidence that he was addicted at the time of his last period of freedom before the commission of the substantive offence. The appellant had been released from custody, after serving a sentence of six months for assault, about five and a half months before committing the substantive offence, which was the theft of an electric razor. The Crown had the onus of proving that the appellant was leading persistently a criminal life at the time of the commission of the substantive offence ; and, of course, his conduct and actions during that last period of freedom immediately preceding have relevancy : See *Kirkland v. The Queen* (1957) S.C.R. 1 ; *Hadden v. The Queen* (1968) 67 D.L.R. (2d) 469. Although comparisons of the facts in other cases dealing with habitual criminals can in certain circumstances be of assistance, the decision in each case must depend on its own particular facts : See *Regina v. Channing* (1965) 52 W.W.R. 99 and *Poole v. The Queen* (1968) 3 C.R.N.S. 213, per Cartwright C.J.C. at p. 218.

The appellant's counsel endeavoured to establish that although the learned Magistrate held that he was satisfied that the appellant was leading persistently a criminal life at that material time, there was no evidence, or no sufficient evidence, to support such a conclusion. I cannot accept that submission. Although the appellant had enjoyed one of the longest periods of freedom that he had in many years, the substantive offence, which was of the same general nature as those throughout many years, was committed clearly after some premeditation and not on the spur of the moment. The whole pattern of the appellant's prior conduct is relevant to an interpretation of his conduct at the material time. That pattern shows that the appellant was a persistent petty thief, and although he had managed before the substantive offence to refrain from crime a little longer than usual, his association with criminals, noticed on several occasions during his last freedom, his continued lack of gainful employment and the various other factors mentioned by the learned Magistrate lead me to the conclusion that there was ample evidence upon which the learned Magistrate could come to the conclusion, as he did, that the appellant came within the definition of an habitual criminal in August 1966, when his last offence was committed.

It might be well to again point out that the function of this Court is that of review and not as a court of first instance, and that our function in an appeal of this kind relative to the finding of whether or not a person is an habitual criminal is precisely the same as in any other appeal on questions of fact, and it is not our duty to substitute our views on the facts for those of the Magistrate but to see if there is any error in his findings : See *Regina v. Fielding* (unreported decision of this Court of July 14, 1965.) I cannot see any error in the learned Magistrate's findings that satisfies me that his

judgment that the appellant was leading persistently a criminal life at the material time ought not to stand.

However, I consider the situation is different with respect to the second part of the appeal, viz., that there was error in the finding that because the appellant was an habitual criminal it was expedient for the protection of the public to sentence him to preventive detention in lieu of the two year sentence given on his conviction on the substantive offence.

The learned Magistrate in considering this phase of the matter said :

Although there is reason to believe that McLaren has undergone some very positive thinking about his future, this has been subsequent to the commission of this substantive offence. Clearly, McLaren, you have shown yourself to be a recidivist and you have not been deterred in the past from maximum and near maximum penalties for offences similar to the substantive offence. I am satisfied beyond reasonable doubt on the whole of the evidence led in these proceedings, that the public is not sufficiently safeguarded by the sentence imposed for the substantive offence and that the additionnal protection contemplated by preventive detention is required to protect that segment of the public subjected to your depredations.

It appears to me that the learned Magistrate has indicated in the first sentence of the passage quoted, that any possible improvement in the appellant's approach to his problem, being subsequent to the commission of the substantive offence, must be given no great consideration. Although that view has some validity as to the weight to be given to the possibility of reform, I consider that even a late repentance or change of heart has great relevancy to the question of the expediency or otherwise of a sentence of preventive detention. In *Regina v. Eadie* (an unreported decision of this Court of June 27, 1967), Davey, C.J.B.C. pointed out that evidence of the mode of life of a person (the subject of an application for preventive detention under Code Section 660 (1)) long after the commission of the substantive offence and even after the application under that section had been launched was not relevant to the question of whether or not he was an habitual criminal, but was relevant to the question, assuming he was an habitual criminal, of whether or not it was expedient for the protection of the public that he be sentenced to preventive detention. In the case at bar there was some very cogent evidence before the learned Magistrate, given by two officials of the Penitentiary where the appellant was serving his current sentence and by a counsellor of the John Howard Society, that the appellant at long last had benefited from his incarceration, that a big change had come over him, and that, as one penitentiary official colourfully stated : "He's just done enough time, I think he's old enough now where he's, to coin a phrase, "burned out". This is what I think." Although one can remain very skeptic about such a late cure, I consider that the learned Magistrate may well not have given sufficient consideration to the possible chances of reformation indicated in this evidence.

Also, a consideration of the sentences awarded on the forty-two convictions of the appellant lead me to believe that the learned Magistrate erred in indicating generally that "maximum and near maximum" sentences in the past had not deterred him from recidivism. Out of the forty-two convictions, only four sentences of 6 months each for vagrancy and the last sentence of 2 years given on conviction on the substantive offence were maximum sentences. With respect to the other thirty-seven convictions, no sentences were near maximum, and, in fact, most relatively short. For example, seventeen sentences were for 3 months or less, eight were for 6 months, one was for 9 months, five were for 1 year, and on the five convictions for drug possession the sentences were for 2 years in all except the last one which was for 2½ years. Such impression that maximum or near maximum sentences in the past had no previous deterrent effect must have had considerable weight in the learned Magistrate's conclusions, as no doubt, he would be aware of the comments of this Court with respect to that issue in *Regina v. Channing, supra*, and *Regina v. William James Johnstone* (unreported decision of June 29, 1965).

For the reasons above, I consider that careful reconsideration must be given by this Court to the question of the expediency of what in effect is a life sentence of imprisonment for this appellant. In the recent case of *Poole v. The Queen, supra*, the Chief Justice of Canada, speaking for the majority of the Supreme Court of Canada, made it abundantly clear that a Court of Appeal is not prevented from substituting its opinion of the expediency for that of the Magistrate. Having regard to the various matters mentioned above, including the relatively long period of freedom latterly enjoyed, the perhaps remote chance of a latter day rehabilitation and the nature of his years of criminality, I have concluded, to quote the apt language of Cartwright, C.J.C. in *Poole v. The Queen, supra*, that although :

While I cannot say... that he is merely a nuisance I am not satisfied that his release at the expiration of the terms of imprisonment to which he has been sentenced for the substantive offences will, to use the words of Lord Goddard, L. C. J. constitute a menace to society or that the protection of the public renders it expedient that he should spend the rest of his life in custody.

Accordingly, I would allow the appeal, quash the sentence of preventive detention and restore the sentence imposed for the substantive offence.

Vancouver, B.C.
19th June, 1968.

Coram : The Honourable Mr. Justice Tysoe
The Honourable Mr. Justice Bull
The Honourable Mr. Justice Nemetz

Counsel for the Appellant : C.M. Jeffery, Esq.

Counsel for the Respondent : J.A. Margach, Esq.

APPENDICE 6

Recommandations contenues dans les mémoires traitant du repris de justice

- 1) Traitement de criminels d'habitude ;
- 2) Réforme et meilleure application de
certains articles du code criminel ;
- 3) Le rôle des procureurs de la Couronne.

Remarques préliminaires :

Sur les vingt-sept organismes dont les mémoires ont été utilisés pour la présente analyse, trois se prononcent sur les problèmes concernant le criminel d'habitude et formulent leurs recommandations.

Il s'agit des organismes suivants :

L'Association des chefs de police et pompiers de la province de Québec

L'Association des banquiers canadiens

Société d'assurance des Caisses populaires.

TRAITEMENT DE CRIMINELS D'HABITUDE :

La Société d'assurance des Caisses populaires demande :

« Que les personnes jugées criminels d'habitude, les endurcis et ceux qui ne veulent pas répondre au traitement, soient placées par catégorie et traitées en relation avec leur cas, jusqu'au jour où ils auront fourni la preuve scientifique de leur bonne volonté, de leur désir sincère de se corriger par la manifestation de signes évidents. Que tous soient traités sur des bases scientifiques et avec l'intérêt qu'on doit porter envers un être humain, qui agit, pense comme tel, qui reconnaît qu'il a pu se tromper et veut se racheter pour réintégrer les rangs de la société. Des institutions dans le genre de celle qu'on construira sous peu à Charlesbourg devraient répondre à ces besoins et exigences ».

RÉFORME ET MEILLEURE APPLICATION DE CERTAINS ARTICLES DU CODE CRIMINEL :

La Société d'assurance des Caisses populaires reconnaît, par ailleurs, que :

« Le législateur, à la suite de nombreux rapports de diverses Commissions et autres organismes, a reconnu, en maintenant dans le Code Criminel les articles 659 à 667, que certaines personnes, malgré tous les efforts, ne peuvent vivre en société sans lui faire encourir des risques et c'est pourquoi, il a décrété que ces personnes qui vivent constamment des fruits du crime, qu'il s'agisse de biens ou de sexe, doivent être considérées comme des criminels d'habitude et traitées comme tels. On pourrait effectuer une recherche efficace de ces individus dans les archives de la Gendarmerie royale du Canada, division Section d'identité criminelle. »

Et la *Société d'assurance des Caisses populaires* constate :

« Nous sommes parfaitement d'accord avec le directeur général de la Sûreté provinciale du Québec, M. Adrien Robert et le directeur de la Police de Montréal, M. Jean-Paul Gilbert, qui tous deux affirment que, si les articles traitant des criminels d'habitude avaient été appliqués plus souvent, une quantité imposante de crimes majeurs aurait pu être évitée. »

En conséquence de quoi la *Société d'assurance des Caisses populaires* recommande :

« *Que les articles 659 à 667 du Code Criminel du Canada soient appliqués avec rigueur* dans les cas d'individus reconnus criminels d'habitude. »

Telle est également l'opinion de l'*Association des banquiers canadiens* qui affirme dans son mémoire que :

« ... les banquiers considèrent les sentences données par les tribunaux comme un important moyen à employer pour restreindre le nombre des crimes. Il est reconnu que des sentences légères dans le cas de condamnations pour vols à main armée ne sont pas de nature à décourager les criminels et ceux qui se destinent à le devenir. En outre, elles tendent à ébranler la confiance, non seulement du public, mais aussi du personnel chargé de l'application de la loi. Il serait déplorable, pour ne pas dire plus, de constater que, à défaut de sentences exemplaires, les policiers en arrivaient à éprouver le sentiment que leur travail, accompli dans des conditions qui comportent souvent de sérieux risques, soit à recommencer dans quelques années lorsque le condamné sera libéré. *L'application plus fréquente par les tribunaux de l'Article 660 du Code Criminel* (criminels habituels) aurait pour effet d'éliminer ces facteurs, tout en s'avérant une arme efficace contre les récidivistes. »

Par ailleurs l'*Association des banquiers canadiens* constate que :

« le retard des Cours de justice à compléter l'audition des causes criminelles est considéré par les criminels professionnels comme une faiblesse du système judiciaire, faiblesse qui joue en leur faveur et qu'ils exploitent à leur avantage. »

Et affirme qu'il :

« ... serait souhaitable que les moyens nécessaires soient adoptés afin de rendre plus expéditives les procédures judiciaires dans les

causes criminelles, tant dans l'intérêt des autorités policières que dans celui des Cours elles-mêmes, des témoins et de l'accusé. »

LE RÔLE DES PROCUREURS DE LA COURONNE :

De son côté *l'Association des chefs de police et pompiers de la province de Québec* demande à la Commission Prévost :

« De recommander au ministère de la Justice du Québec d'entreprendre une lutte systématique contre les criminels d'habitude en nommant, dans chaque district judiciaire important, un procureur de la Couronne spécialement chargé des causes de cette nature. »

CONCLUSION

Il semble bien, à la lumière de cette analyse, que les organismes concernés définissent le criminel d'habitude comme un récidiviste endurci et ne cherchent pas les moyens susceptibles de favoriser la prévention mais réclament uniquement une meilleure application des lois destinées à empêcher les criminels d'habitude de continuer à demeurer nuisibles pour la société.

APPENDICE 7

Citations originales anglaises
qui ont été traduites dans
le texte du rapport

CITATIONS ORIGINALES ANGLAISES QUI ONT ÉTÉ TRADUITES DANS LE TEXTE DU RAPPORT

EXERGUE

The changing patterns of crime are a projection of the far-reaching changes in American community life. The police, the courts, the machinery of punishment and corrections are also projections of the community. *It is not likely that we will be successful in controlling crime without seriously changing the organization and administration of criminal justice.* The ultimate answer is to see crime, not alone as a problem in law enforcement, but as a problem in education, family organization, employment opportunity, and housing. These are the structures inside of which deviance and hence crime and delinquency incubate. It is myth that man's behavior can be changed directly. It can be changed only by altering the conditions which underlie the behavior.

Page 13

Paragraphe 12

(1) From the time that police statistics first began to be maintained in France in the 1820's it has been recognized that the validity of calculations of changes in crime rates was dependent upon a constant relationship between reported and unreported crime. Until the Commission surveys of unreported crime, however, no systematic effort of wide scale had ever been made to determine what the relationship between reported and unreported crime was. As shown earlier, these surveys have now indicated that the actual amount of crime is several times that reported to the police, even in some of the precincts with the highest reported crime rates. This margin of unreported crime raises the possibility that even small changes in the way that crime is reported by the public to the police, or classified and recorded by the police, could have significant effects on the trend of reported crime. There is strong reason to believe that a number of such changes have taken place within recent years.

Page 28

Paragraphe 14

(1) It is quite obvious that changes in the law will have an important bearing on the amount of criminal activity. If there is a multiplication of

possible offences, that is to say if more things are forbidden by statute, there will almost certainly be an increase in the number of offences and offenders. Perhaps the most striking illustration of this is to be found in wartime conditions when a whole new series of defence regulations is brought abruptly into operation. Infringements of blackout, black-marketeering, refusal to submit for medical examination or to register for national service and other temporary peccadilloes help to swell the volume of recorded crime. Moreover, the tremendous increase in motoring has brought with it a corresponding increase of laws and controls, all of which produce a spate of prosecutions which threaten to overwhelm the courts of summary jurisdiction which have to deal with them. Parking in urban areas is a case in point of a social discomfort which has ultimately led to legal prohibitions which many people are prepared to infringe as the lesser of two inconveniences. The use of parking meters and the appointment of traffic wardens empowered to deal on an *ad hoc* basis with offenders are indications that the courts cannot possibly cope with the deluge of petty offenders thus created. It is worth pointing out at this stage that some 60 per cent of all crimes are in fact traffic offences, some of a very minor but a few of a much more serious nature.

Page 29

Paragraphe 15

(1) Changes in the attitude of the public towards particular offences have also been responsible for fluctuations over the years. They can exert both a local and national effect. Perhaps the best illustration of this kind of bias is to be seen in prosecutions for some kinds of sex offences which could, at one time, be generally tolerated but at a later date might become such a focus of public concern that police officials would decide to step up the number of arrests for these particular cases. Homosexual practices conducted in specific public places are especially subject to this kind of variation. There are rendez-vous, such as certain down-town urinals, which are known to be meeting places for individuals who wish to participate with likeminded fellows in the enjoyment of many perverted practices. Police officers on patrol usually move such offenders on with contemptuous reprimands, but, if the local justices or M.P.'s have been directing awkward questions at the higher ranking police officials then they are much more likely to prosecute. It is therefore theoretically possible for the actual amount of crime of a specific character to be less in a certain year *even though the number of cases for that offence dealt with by the police shows a sharp increase.*

Page 30

Paragraphe 16

(1) The situation seems similar to that found in England. The University of Cambridge's Institute of Criminology, which in 1963 conducted an ex-

haustive study of the sharp rise in crimes of violence, concluded in its report that :

One of the main causes for an increase in the recording of violent crime appears to be a decrease in the toleration of aggressive and violent behavior, even in those slum and poor tenement areas where violence has always been regarded as a normal and acceptable way of settling quarrels, jealousies or even quite trivial arguments.

Perhaps the most important change for reporting purposes that has taken place in the last 25 years is the change in the police. Notable progress has been made during this period in the professionalization of police forces. With this change, Commission studies indicate, there is a strong trend toward more formal actions, more formal records and less informal disposition of individual cases. This trend is particularly apparent in the way the police handle juveniles, where the greatest increases are reported, but seems to apply to other cases as well. It seems likely, that professionalization also results in greater police efficiency in looking for crime. Increases in the number of clerks and statistical personnel, better methods for recording information, and the use of more intensive patrolling practices also tend to increase the amount of recorded crime. Because this process of professionalization has taken place over a period of time and because it is most often a gradual rather than an abrupt change, it is difficult to estimate what its cumulative effect has been.

Page 31

Paragraphe 17

(1) Changes in police procedure cover a number of variations between one police district and another and also more general changes of method over a number of years. Some police forces make a considerable use of the power of caution while others use it comparatively sparingly. In Liverpool, for instance, the development of a special department to deal with early and minor offenders, known as the Juvenile Liaison Officer scheme, has caused many youngsters, who would otherwise have been prosecuted, to be dealt with by what we may term social work methods.

It is almost certain that new attitudes and changes in the organization of police work greatly affect the number of less serious offences, such as drunkenness and casual larcenies, which ultimately get into the official statistics. Moreover, the method of keeping records is still far from uniform. Before 1938, when a more standardized method of recording was universally introduced, the position was very confused. Indeed it is not possible to make use of the pre-1938 figures for comparative purposes at all. That is why most of the tables of criminal statistics referred to in this chapter and those printed in the appendix commence in that year.

Page 32

The classic example of an apparent crime wave, which was produced as a result of an alteration in methods of recording offences, occurred when Lord Trenchard became Commissioner of Police for the Metropolis. He discovered that the practice in vogue at local stations was to keep reported offences in two separate books. One was *Crimes Reported*, the other was called *Suspected Stolen*. Only the entries in the first book were used in compiling official returns. Lord Trenchard ordered that in future the two should be combined and the result of this administrative decision can be seen in the number of larceny offences which were reported in the Metropolitan Police District for the consecutive years, 1931 and 1932. In 1931 the total stood at 9,534, but twelve months later it had risen to the amazing figure of 34,783. Anyone unfamiliar with what had taken place behind the scenes might well have concluded that the criminal population of London had trebled its number and THAT EVERY ONE OF THEM was working a double shift.

Page 32

Paragraphe 40

(1) In any event, for the first 24 years of his life, Frank Phelan has managed to avoid any brushes with the Law. Then he succeeded in getting charged with 16 crimes over a span of two months.

The first arrest came on May 9, 1964, in New Brunswick, N.J. Phelan, stopped for a traffic violation, was found to be driving a stolen car. He also was carrying a pistol. He was charged with carrying a concealed weapon and possession of a stolen automobile. On May 13, 1964, he was rearrested and indicted by Philadelphia police on the New Jersey charges.

While this case was awaiting trial, Phelan added fourteen more charges to his list. The occasion was July 12, 1964, arrest stemming from his attack on July 11 of the four sailors at the Dolphin. He was charged with five counts of assault and battery, two counts of aggravated assault and battery, four counts of assault with intent to kill, one count of carrying a concealed deadly weapon, one count of conspiracy and one count of violating the Uniform Firearms Act. He was released on \$2,500 bail.

Page 61

Paragraphe 92

(2) There is a very close match between the NORC results and the Uniform Crime Reports in the relative frequencies of the major crimes (the seven crimes are in perfect rank order with the exception of car theft). The *amount* of crime found by the survey, however, is considerably higher in *five* of the seven major crimes.

Page 157

Paragraphe 93

(2) The great reason why criminal statistics suffice for etiological investigations is *that the ratio of known crime to unknown remains relatively constant*. The proofs of this are to be found in the criminal and judicial statistics themselves. The ratio between cases dismissed and those prosecuted, between convictions and acquittals, etc., etc., remains practically the same from one year to another. Further, every statistician of any experience is convinced that the law of averages rules more absolutely than any despot.

Page 158

Paragraphe 94

(1) Another set of clues comes from the reasons people give for not notifying the police. Those victims who said they did not notify the police were asked to indicate which of a long list of reasons applied to their decision and which was most important. The reasons fall into four fairly distinct categories. The first is the belief that the event was not a police matter either because they did not want the offender to be harmed by the police or because they thought the incident was a private or at least not a criminal affair. The second is fear of reprisal either physically from the offender's friends or economically from cancellation of or increases in rates of insurance. A third set of reasons had to do with the persons not wanting to take the time or trouble to get involved with the police, not knowing if they should call the police, or being too confused to do so. Finally, there is a set of reasons based on attitudes toward police effectiveness. These people believed the police could not do anything about the incident, would not catch the offenders, or would not want to be bothered.

Page 159

Paragraphe 97

(1) Although the methodological difficulties inherent in research of this type raise questions about the accuracy of resulting generalizations, these studies do indicate that the number of law violations actually committed is far in excess of the number officially known. What the actual differences is remains unknown. The important thing to remember is that *the mere violation of a law does not by itself make one a criminal*. These studies suggest that while many people violate the criminal law, it is a relatively small proportion who do so repeatedly and come to be defined by themselves and other as criminals.

Page 161

Paragraphe 99

(1) To seek the *causes* of crime in human motivations alone is to risk losing one's way in the impenetrable thickets of the human psyche.

Compulsive gambling was the cause of an embezzlement, one may say, or drug addiction the cause of a burglary or madness the cause of a homicide ; but what caused the compulsion, the addiction, the madness ? Why did they manifest themselves in those ways at those times ?

There are some crimes so irrational, so unpredictable, so explosive, so resistant to analysis or explanation that they can no more be prevented or guarded against than earthquakes or tidal waves.

At the opposite end of the spectrum of crime are the carefully planned acts of professional criminals. The elaborately organized robbery of an armored car, the skillfully executed jewel theft, the murder of an informant by a Cosa Nostra « enforcer » are so deliberate, so calculated, so rational, that understanding the motivations of those who commit such crimes does not show us how to prevent them. How to keep competent and intelligent men from taking up crime as a life work is as baffling a problem as how to predict and discourage sudden criminal outbursts.

To say this is not, of course, to belittle the efforts of psychiatrists and other behavioral scientists to identify and to treat the personality traits that are associated with crime. Such efforts are an indispensable part of understanding and controlling crime. Many criminals can be rehabilitated. The point is that looking at the personal characteristics of offenders is only of many ways, and not always the most helpful way, of looking at crime.

Pages 162-163

Paragraphe 100

(1) It is possible to say, for example, that many crimes are *caused* by their victims. Often the victim of an assault is the person who started the fight, or the victim of an automobile theft is a person who left his keys in his car, or the victim of a loan shark is a person who lost his rent money at the race track, or the victim of a confidence man is a person who thought he could get rich quick. The relationship of victims to crimes is a subject that so far has received little attention. Many crimes, no matter what kind of people their perpetrators were, would not have been committed if their victims had understood the risks they were running.

From another viewpoint, crime is *caused* by public tolerance of it, or reluctance or inability to take action against it. Corporate and business — *white-collar* — crime is closely associated with a widespread notion that, when making money is involved, anything goes. Shoplifting and employee theft may be made more safe by their victims' reluctance to report to the police — often due to a recognition that the likelihood of detection and successful prosecution are negligible. Very often slum residents feel they live in territory that it is useless for them even to try to defend. Many slum residents feel overwhelmed and helpless in the face of the flourishing vice

and crime around them ; many have received indifferent treatment from the criminal justice system when they have attempted to do their duty as complainants and witnesses ; many fear reprisals, especially victims of rackets. When citizens do not get involved, criminals can act with relative impunity.

In a sense, social and economic conditions *cause* crime. Crime flourishes, and always has flourished, in city slums, those neighborhoods where overcrowding, economic deprivation, social disruption and racial discrimination are endemic. Crime flourishes in conditions of affluence, when there is much desire for material goods and many opportunities to acquire them illegally. Crime flourishes when there are many restless, relatively footloose young people in the population. Crime flourishes when standards of morality are changing rapidly.

Finally, to the extent that the agencies of law enforcement and justice, and such community institutions as schools, churches and social service agencies, do not do their jobs effectively, they fail to prevent crime. If the police are inefficient or starved for manpower, otherwise preventable crimes will occur ; if they are overzealous, people better left alone will be drawn into criminal careers. If the courts fail to separate the innocent from the guilty, the guilty may be turned loose to continue their depredations and the innocent may be criminalized. If the system fails to convict the guilty with reasonable certainty and promptness, deterrence of crime may be blunted. If correctional programs do not correct, a core of hardened and habitual criminals will continue to plague the community. If the community institutions that can shape the characters of young people do not take advantage of their opportunities, youth rebelliousness will turn into crime.

Pages 163-164

Paragraphe 101

(1) The Commission believes that age, urbanization, and other shifts in the population already under way will likely operate over the next 5 to 10 years to increase the volume of offences faster than population growth. Further dipping into the reservoirs of unreported crime will likely combine with this real increase in crime to produce even greater increases in reported crime rates. Many of the basic social forces that tend to increase the amount of real crime are already taking effect and are for the most part irreversible. If society is to be successful in its desire to reduce the amount of real crime, it must find new ways to create the kinds of conditions and inducements — social, environmental, and psychological — that will bring about a greater commitment to law-abiding conduct and respect for the law on the part of all Americans and a better understanding of the great stake that all men have in being able to trust in the honesty and integrity of their fellow citizens.

Page 165

Paragraphe 102

(2) One of the most striking facts about crime, especially in the big cities, is the consistent fashion in which the rates for different types of crime vary from one area to another. It is remarkable that these rates in any one city stay as steady as they do, allowing for the changes in the population from year to year. It is also surprising that the pattern of relationships between high- and low-rate crime areas changes so slowly.

The average city dweller learns to take such facts for granted as he grows up. Some areas have a reputation as tough and physically dangerous neighborhoods to wander in at night, some offer access to vice and other illicit pursuits, in others drug addicts or derelicts, petty thieves, and hustlers hang out together, while elsewhere the homes are quiet and safe, the streets and parks well used. Part of the excitement of the city is the variety and contrast of its specialized physical, social, and cultural environments for different activities and styles of life. People learn to search out the areas that fit their needs and interests and to avoid others, except for those who are forced to live in high crime areas because of economic necessity, residential segregation or other pressures. Even when they visit other cities in the United States, the characteristic signs of the different areas are recognizable in the houses, stores, condition of the streets, and the appearance and behavior of the inhabitants.

But if we are to understand crime, to control it, and to prevent it, this predictable pattern of variation in the rate of crimes by city districts must be accounted for. How in fact are different crimes distributed among the various areas of the city? Do these patterns change and show trends over time? Do these crime rates vary in predictable ways with other indicators of social conditions, such as differences in the economic, family, nationality, or racial characteristics of residents of different areas? What types of explanations can be found for the regularities, the variations, and the change which appear in research findings?

Pages 165-166

Paragraphe 104

(1) Throughout the last decade crimes of violence have increased in all parts of the country and this applies both to the large urban areas and to the countries. The increase has been less in the South of England than in the North, and no more than average in the Metropolis.

In the Metropolitan Police District crimes of violence more than doubled in the last decade: rising from 1,122 in 1950 to 2,754 in 1960. They account for approximately 18 per cent of all recorded crimes of violence in the country. The population in this police area is over eight million

so that in London the ratio of crime to inhabitants has risen from 13.4 per 100,000 in 1950 to 33.6 in 1960. In 1960, the number of violent crimes for London, when related to the population, is somewhat less than it is for the whole of England and Wales : 33.6 as compared with 34.4 per 100,000.

(2) One of the most important characteristics of our present culture is industrialization. Some of the influences of this which relate to crime and delinquency are the destruction of the small intimate community, population mobility, monotonous and less creative work for many, extensive leisure, the emancipation of women and a rising divorce rate, to name a few. The impact of such situations is usually indirect and obscure but few will deny that these exist among the causes of crime and delinquency.

Page 167

Paragraphe 105

(1) In emphasizing these environmental factors and personal characteristics the Commission is not suggesting that any one of these conditions, or even the presence of many, will inevitably produce delinquent or criminal behavior. Many adolescents exposed to these conditions do not engage in repeated delinquent acts ; most mature into law-abiding, constructive members of the community. Conversely, the sharp rise in crime in suburban communities demonstrates that pressures toward deviant behavior develop even among the affluent and the educated. Crime in the District of Columbia, however, is a serious problem today because of the increasing amount of criminal behavior by young people raised in the poorer areas of this city. The high incidence of low income, broken homes, unemployment and limited education among these delinquents and criminal offenders suggests that the interplay of these factors is contributing substantially to crime in Washington.

Pages 168-169

(1) How does crime vary with urbanization ? There are no comparable Uniform Crime Report figures so the survey findings stand alone and, in Table 4, strongly indicate that the central cities are the scene of most major crimes, that the suburbs of metropolitan areas have less, and non-metropolitan areas have the least crime, major or minor.

Page 169

Paragraphe 106

(2) The growth of modern cities has meant the development of a way of life much different from that of the rural world. Urbanism as a way of life is often characterized by extensive conflicts of norms and values, by *rapid* social change, by increased mobility of the population, by emphasis on material goods and individualism, and by a marked decline in intimate

communication. The relation of these factors to the size, density, and heterogeneity of an urban area can readily be seen in the schematic presentation in Table 3. 5.

Page 170

Paragraphe 107

(3) Inevitably, the emotional bond within the family has become more tenuous. With one, and often both parents eating meals in a works canteen, and with other meals often taking the form of a running buffet because of the exigencies of the working day, the family meal, as many surveys show, has begun to disappear. This, in its various forms, has always been a daily assertion of the solidarity and mutual affection of the family, and it probably had even profounder unconscious psychological significance, arising from the primitive emotions of protectiveness and loveworthiness associated with the feeding situation.

The passing of the family meal is only one indication of the present tendency for family life to become emotionally impoverished. Personal relationships between members of the family seem to be fewer and more superficial. Everybody is always going somewhere, or doing something. Some children see very little of their parents, and it seems a particular deprivation that they see so little of their mothers. The facts are attested to from a variety of sources : surveys, schoolteachers, etc. They eat their midday meal at school, and, letting themselves into the house with their own latch-keys, snatch a hasty meal in an empty house before going out to play on the streets until bedtime. Their mothers, even during the time they spend at home, have to establish a routine for getting their housework done which plays havoc with relaxed family intercourse ; and when they are not working in or out of the house, they feel too much in need of rest and recreation to play the part of the loving mother very patiently or for very long. There is no suggestion that these children are neglected materially. They are better-dressed for school than were their parents as children, and are very well nourished indeed. But all this is a further manifestation of the undue emphasis placed upon material welfare. Its observe is the loss of many of the emotional benefits which a child used to have from his home, and which he probably needs if he is to feel secure and love-worthy.

Pages 170-172

(1) To what extent is crime concentrated, as has long been thought, in the urban environment ? To what extent are there regional differences in crime rates ? And to what extent are the poor, and especially the Negro, more or less likely to be victims of crime ? Behind these factual questions lie alternative remedial measures — measures which range from city planning and the war on poverty to the training and organization of police depart-

ments and the allocation of their resources within the communities of the nation.

Page 172

Paragraphe 108

(1) The number and proportion of juveniles arrested for serious crimes has varied widely but appears to be increasing in recent years (Table 8 ; notre tableau CX). The number of juveniles arrested has ranged from a low of 2,288 in 1958 to a high of 4,034 in 1965 ; the proportion of juvenile arrests to all Part I arrests reached a low of 23 percent in 1955 and a high of 37 percent in 1965. In the period 1961-1965 juvenile Part I arrests rose from 2,923 to 4,034, an increase of 38 percent ; adult Part I arrests fell from 8,315 to 6,834, an 18 percent decrease (Part I : murder, rape, robbery, aggravated assault, house breaking, larceny, auto theft).

Page 173

Paragraphe 110

(2) Commission studies based on 1960 arrest rates indicate that between 1960 and 1965 about 40 to 50 percent of the total increase in the arrests reported by Uniform Crime Report could have been expected as the result of increases in population and changes in the age composition of the population.

Page 175

Paragraphe 111

(1) Since youth must go joy-riding and many young Americans are accustomed to have what they want, it was no surprise that juveniles under eighteen should be responsible for more than half the reported automobile thefts. It was, however, more alarming that they also accounted for twenty percent of the known cases of rape — this was indicative of a generally growing mood of violence. In Washington, 150 cases of assault against police officers were reported during the first six months of 1959, the majority committed by teenage thugs who vanished again into the night. The new insecurity in the Federal capital was partly, but only partly, linked to the rapid increase in its coloured population.

Page 176

(2) What has worried the American authorities more, however, has been the apparently steady spread of juvenile lawlessness even into small towns and suburbs, with such revelations as that in a single year some five percent of young Americans can get into trouble with the courts or the

police or that youngsters under twenty-one constitute over half of those arrested for theft and robbery.

Page 176

(1) The whole *malaise* among a section of American teenagers has been well documented. What is not so well known, because more recent, is that developments on the Continent of Europe have been rather similar. In the last ten years, at any rate, with the new economic boom, the figures of juvenile crime in nearly every European country have been rising steadily. More than that, the riots of American youngsters and England's Teddy boys have had their counterpart in similar mass outbreaks on the Continent, occurring now here, now there. In 1956-8 the focal point was in West Germany and Austria, where gangs of dressed-up *Halbstarken*, the Austro-German equivalent of Teddy boys, staged destructive riots in such cities as West Berlin, Hamburg, Brunswick, Essen, Vienna, and Graz. At the time the general view in France and Italy was that such things could not happen there. In 1960, however, gangs of *blousons noirs* staged disturbances in Paris and on the midseason Riviera on such a scale as to bring the French police out into the streets in vast force : by this time, police *razzias* to round up adolescent gangs had already also taken place in Italian cities like Milan. Revealing reports have also come from Sweden, neutral during the war, enjoying the highest living standards and most developed Welfare State in Europe : yet the rate of juvenile crime in Sweden has gone up steadily since the war, reaching a high point in 1958 in the form of adolescent mass disturbances in Stockholm and other cities which led to massive attempts at social counteraction by the startled Swedish authorities.

Nor is this all. To show that not only capitalist countries are involved, the following story from the Soviet newspaper *Moscow Komsomol* (22 January 1959), one of many which could have been quoted, shows that conditions in Leningrad parks are at times not so altogether different from those in Central Park, New York.

Pages 176-177

Paragraphe 112

(1) We may now look at the figures to see whether or not any particular age group is more apt to commit certain kinds of offences than in pre-war days, and here the evidence is remarkable. It suggests that the older teenagers are unusually delinquent and that their offences are rather more aggressive in nature than they used to be. As between 1938 and 1959 the number of crimes with violence against the person for the 17 to 21 age group has gone up by about ten times while their breaking and entering offences had nearly quadrupled. Moreover, if we take all kinds of indictable offences the 17 to 21 age group has more than doubled the amount of its

criminal activities. The 21 and over group has almost doubled its criminality while the 8 to 16 group is only a little way in arrears of this achievement.

This phenomenon of an increased teenage delinquency has recently been examined by Mr. Leslie Wilkins of the Home Office research unit in a paper entitled *Delinquent Generations*. In this study Mr. Wilkins has shown from an examination of the official statistics for the years 1946-57 inclusively that a particular generation of boys born between 1935 and 1942 have been exceptionally criminal. These young people who grew up during the most unsettled war years, who were between the ages of four and five during some of the most socially disturbed phases, subsequently produced the highest delinquency rates. These findings were not only true for boys and girls in England and Wales but also for the same age groups in Scotland. There is therefore a strong *prima facie* case for connecting the general upset in family behaviour of young people who, at a particularly susceptible and sensitive stage of their psychological development, had to endure exceptionally adverse conditions. If this is true, and the evidence points strongly in favour of this theory, then these subsequently abnormally delinquent youngsters are to be thought of more as the victims of circumstances than as being exceptionally depraved or vicious.

Pages 177-178

Paragraphe 113

(1) We note also that there are highly significant differences among the three age-groups in the distribution of the types of offences. The cases of the youngest group contain a somewhat larger percentage of felonies than those of either the 21 to 29 group or the over 29 group (74.1 : 69.3 : 57.1). The differences in the percentage of felonious crimes against the person, proceeding from the youngest to the oldest group, are slight (5.8 : 3.8 : 8.1), but the percentage of robberies differ markedly, the lower the age, the greater the percentage of robberies (19 : 11.3 : 4). The data in cases of robbery suggest that the robbery techniques of the offenders under 21 tend more toward *strong arm* methods or *purse-snatchings*, whereas those age 21 to 29 are more prone to rob at gunpoint. Offenders in both the under 21 and 21 to 29 group commit more burglaries than those over 29 (22.9% : 25% : 17.7%). Narcotics violations are relatively few in the youngest group and highest in the middle group (2% : 8.6% : 5.9%). The percentage of crimes against personal property is about the same in each successively older age-bracket (24.4% : 21% : 21.4%).

Page 178

Paragraphe 115

(2) How is crime distributed spatially and socially? Answers to these questions are important, not only to guide a more rational allocation of po-

lice and other remedial resources but also to correct misconceptions about the incidence of crime.

Page 180

Paragraphe 118

(1) They certainly cannot explain the international wave of youthful unrest — they certainly cannot explain its continuous rise. For one thing, the delinquency figures in many countries are simply too large. In Britain, for example, they are much higher than they should be in view of the progress in social welfare on every side. It seems also clear that the aftermath of the war can be only a very partial explanation of the unrest. Neutral Sweden, to quote only one instance, has after all been beset by this same problem. In the United States, again, the figure of young people convicted has risen so regularly year by year — by now uninterruptedly for nine years, with the lawlessness spreading from the big cities into the small towns and suburbia — that the phenomenon must be connected with *current* developments in American society, as indeed it obviously is.

Page 181

Paragraphe 119

(1) The Federal Bureau of Investigation's latest compilation of reports from State and local police agencies found the rise in violent crime last year running at a national rate of 21 percent above the figure for 1967.

Crime was up in every part of the country — in the suburbs and rural areas as well as in the cities.

Statistics tell a story of worsening terror in the streets. Armed robbery increased 37 percent. Other rises registered included murder, up 15 percent ; forcible rape, up 17 percent ; aggravated assault, up 13 percent.

Page 183

Paragraphe 120

(2) A critical approach to the statistics quoted in discussions on crimes of violence is clearly required. And one cannot stress too strongly the danger which may arise of false conclusions being drawn from the use of vague words and inappropriate figures in statements about the incidence of such crimes, particularly when they may lead to proposals for changes in penal policy.

The lack of precision is perhaps to some extent understandable ; for if one looks into the legal authorities one finds that *crimes of violence* are not recognizable as a definite class. Most authorities merely make the conventional distinction between *offences against the person* and *offences*

against property. Under the former heading the list of offences varies from one textbook to another, and it is necessary to examine each offence in detail in order to determine whether or not it involves an element of personal violence.

Page 183

(1) More than 7 in 10 of all those convicted of crimes of violence were over the age of 21. In fact, a substantial proportion of the offenders were over the age of 30 and more than 1 in 8 were over 40 years of age. Two outstanding features which emerge are the high proportion of crimes of violence among those aged 21 to 30 and the low proportion among those under 17 years.

Page 184

Paragraphe 122

(1) It was also found that this very high proportion of those convicted of violence for the first time prevailed in every age group. The proportion of such offenders decreased steadily with age, but in view of the frequent statements about repeated violence by the young, perhaps the most significant fact that emerges is that even in 1960 *more than 8 in 10 of those under 21, who were brought before the courts, had no previous convictions for offences of violence*. It will be seen, however, that between 1957 and 1960 the proportion of offenders aged between 17 and 21 with no previous convictions for violence dropped from 89 to 79 percent *.

Page 185

Paragraphe 123

(2) Do these figures validate the charge of *crime in the streets*? Yes, the city is a more dangerous place than suburbs or small towns. Yet these figures should not be taken without these qualifications: about 40 percent of the aggravated assaults and rapes (constituting most of all the serious crimes against the person) take place *within* the victim's home, and about 45 percent of all the serious crimes against the person are committed by someone familiar to the victim. Random street crime by strangers is clearly not the main picture that emerges from these figures.

Page 186

(1) The analysis of crimes of violence according to their factual substance shows that most of the crime is not committed by criminals for criminal purposes but is rather the outcome of patterns of social behaviour among certain strata of the community. This form of violent behaviour has increased considerably over the last ten years. Violent sexual crimes, at-

* This may be to some extent related to the greater prevalence of crimes of all types among those whose infancy was concurrent with the war years 1939-45.

tacks on police and hooliganism also increase but they are relatively small groups and the frequency of such crimes is often exaggerated.

Pages 186-187

Paragraphe 126

(1) Certain types of offences are often not included in the statistics for ordinary crimes. These include *occupational crimes*, that is, crimes committed in connection with a legitimate occupation, particularly high-status, white-collar occupations. *White-collar crimes* are violations of laws by those with high status, such as businessmen, professional men, and politicians, in connection with their occupations. Their law violations are not usually tabulated as *crimes*, even though the effect on society as a whole may be far more serious than that of a typical burglary. These offences include embezzlement and other trust violations, falsified income tax returns, political corruption, violations of food and drug laws, violations of banking and security laws, fee splitting by doctors, and violations of countless other regulations affecting persons of the white-collar class.

Page 192

(2) White-collar crime is a nonlegal term which refers to certain criminal acts, such as embezzlement and bribery, but does not specifically name the criminal acts to which it has reference ; it refers to a certain type of person, namely, a member of the upper socioeconomic class, but does not provide us with specific criteria by which to determine the social class of the person involved ; and the criminal law in defining acts that are usually referred to by the terms *white-collar crime*, with a few exceptions, does not make any distinction regarding the social class of offenders... It should be clear, therefore, why there are no official sources of criminal statistics by which to estimate the amount of white-collar crime.

Page 192

Paragraphe 127

(1) *Retail trade.* Retail firms commonly have a sizable amount of stock shortage, or inventory shrinkage, that cannot be accounted for by any known cause. Markdowns, spoilage and other known causes of loss, such as burglary and robbery, are usually accounted for specifically and not included in the inventory shrinkage. The major part of the shrinkage is therefore due to recordkeeping errors, shoplifting, employee theft, and embezzlement through stock-record manipulation. While there is no reliable way to determine what losses are due to crime and what to error and other causes, the industry commonly estimates that as much as 75 to 80 percent of all shrinkage is the result of some kind of dishonesty. This means in effect a crime tariff, totalling more than \$1.3 billion annually, or about 1 to 2 percent of the value of all retail sales.

Page 193

Paragraphe 128

(1) This figure is almost surely too low. Fidelity insurance covers only about 15 to 20 percent of all firms and sustained losses totalling \$45 million in 1964. If it were assumed that the same proportion of uninsured firms had embezzlement losses as did insured firms, and if allowances were made for the high rate of insurance in the banking and savings and loan industries, a national total of around \$200 million could be estimated.

Existing data indicates that this is very much a white-collar crime. In 1960, the bank embezzlers were *100 bank presidents, 65 vice-presidents, 145 managers, 345 cashiers, and 490 others, principally tellers and clerks.*

Page 194

Paragraphe 132

(2) The laws against white-collar crime have sprung from the need to control activities which in the long run threaten serious damage to the socioeconomic relationships that the average citizen is unlikely to react immediately and personally. In short, moral sentiments are not developed as rapidly as the legal norms. The latter, therefore, lack the support of strong public mores as is the case for conventional crimes. In this sense, white-collar crime reflects the more general problem of consciously and deliberately creating a set of mores to support legal norms required by the circumstances of an urban-industrial society which are not appropriate for traditional social controls of the earlier agricultural societies. The usual assumption is that legal norms are expressions of the mores. It would seem that there are occasions when the reverse order is necessary.

Page 196

(1) Two conditions are favorable to disorganization of our society in the control of business behavior : first, the fact that the behavior is complex, technical, and not readily observable by inexperienced citizens ; second, the fact that the society is changing rapidly in its business practices. In any period of rapid change, old standards tend to break down and a period of time is required for the development of new standards.

Pages 196-197

Paragraphe 135

(1) First, since the number of decisions covers the life span of the corporations, variations in the ages of corporations may account for some of the variations in the number of decisions. (...) Second, variations in the number of decisions per corporation are related to the size of the corporations. The larger corporations generally have more subsidiaries and more

specialized divisions than the smaller corporations and each of these subsidiaries and divisions may become involved with the law. (. . .)

Third, position in the economic structure has great significance in the variations among the corporations as to the number of violations of law.

Page 198

(2) The second way in which the position of a corporation in the economic structure determines its crime rate is by determining the other corporations with which it interacts. The corporations in one industry tend to have approximately equal numbers of adverse decisions for three principal reasons. First, all the corporations in one industry may enter into a conspiracy to fix prices or to engage in unfair labor practices. They have the same number of adverse decisions because they have participated together in the violations of the law.

Second, when one corporation in an industry uses an illegal method, the other corporations in that industry adopt the same illegal method in order that the first may not have a competitive advantage over them. Third, the corporations in an industry or a branch of an industry belong to the trade associations in which policies are discussed and adopted. These associations through conferences, publications, and other means act as centers for diffusing techniques of law violations and a common ideology regarding violations of law. Consequently, the corporations which belong to a trade association tend to act in a uniform manner and to have approximate equality in the number of decisions against them.

Page 198

Paragraphe 136

(2) Business firms have the objective of maximum profits. When one firm devises a method of increasing profits, other firms become aware of the method and adopt it, perhaps a little more quickly and a little more generally if the firms are competitors. The diffusion of illegal practices which increase profits is facilitated by the trend toward centralization of the control of industry by investment banks and by the conferences of business concerns in trade associations.

Page 199

Paragraphe 137

(1) The violations of the antitrust laws are related to the economic positions of the several corporations. Economists have defined the conditions which facilitate monopoly price as including, among other things, a large capital investment or other conditions which impede the entrance of new competitors into the industry. The significance of this is seen in the differ-

ence between the mercantile corporations, on the one hand, and the manufacturing corporations, on the other hand.

Page 200

Paragraphe 138

(1) The public agencies of communication, which continually define ordinary violations of the criminal code in a very critical manner, do not make similar definitions of white-collar crime. Several reasons for this difference may be mentioned. The important newspapers, the motion picture corporations, and the radio corporations are all large corporations, and the persons who own and manage them have the same standards as the persons who manage other corporations. These agencies derive their principal income from advertisements by other business corporations and would be likely to lose a considerable part of this income if they were critical of business practices in general or those of particular corporations. Finally, these public agencies of communication themselves participate in white collar crimes and especially in restraint of trade, misrepresentations in advertising, and unfair labor practices. Thus businessmen are shielded from harsh criticisms by the public agencies of communication and remain in relative isolation from the definitions which are unfavorable to their practices.

Businessmen are shielded also against harsh criticisms by persons in governmental positions.

Pages 200-201

Paragraphe 139

(2) The less critical attitude of government toward businessmen than toward persons of lower socioeconomic status is the result of several relationships.

- (a) Persons in government are, by and large, culturally homogeneous with persons in business, both being in the upper strata of American society.
- (b) Many persons in government are members of families which have other members in business.
- (c) Many persons in business are intimate personal friends of persons in government. Almost every important person in government has many close personal friends in business, and almost every important person in business has many close personal friends in government.
- (d) Many persons in government were previously connected with business firms as executives, attorneys, directors, or in other

capacities. In times of war, especially, many persons in government retain their business connections.

- (e) Many persons in government hope to secure employment in business firms when their government work is terminated. *Government work is often a step toward a career in private business.* Relations established while in business, as well as inside information acquired at that time, carry over after the person join a business firm.
- (f) Business is very powerful in American society and can damage or promote the government programs in which the government personnel are interested.
- (g) The program of the government is closely related to the political parties, and for their success in campaigns these political parties depend on contributions of large sums from important businessmen. Thus, the initial cultural homogeneity, the close personal relationships, and the power relationships protect businessmen against critical definitions by government.

Page 201

Paragraphe 146

(1) However much we may moralize and sermonize on this evil, and this challenge to the integrity of our way of life, the fact of the matter, organized crime is distinguished from the essentially predatory order of crime in that it represents an organization of the business of crime, the business of providing illicit services to a population which desires the service, legitimate or illegitimate. Organized crime is crime of service, the organization of the market place and the appetite for illicit services, vice, narcotics, gambling, sex, labor and industry racketeering. The racketeer organizes the market for employment, or the relationship between the employer and employee.

Page 205

Paragraphe 148

(1) The third striking fact which criminal statistics reveals is that crime is predominantly a masculine activity. Men are much more criminal than women and boys are more delinquent than girls. This remarkable differentiation between the crime rates of the sexes is constant over the years and quite unaffected by any changes in the social structure.

PERSONS FOUND GUILTY OF INDICTABLE OFFENCES PER 100,000 POPULATION — ENGLAND AND WALES —		
Year	Males	Females
1938	393	51
1948	612	87
1951	645	79
1957	612	73
1958	680	84
1959	710	84
1960	747	93
1961	818	111

This phenomenon is world-wide. As Sutherland said : « The male sex has a great excess of crimes in all nations, all communities within a nation, all age groups, all periods of history for which organized statistics are available, and all types of crimes except those which are somewhat intimately related to the female sex such as abortion and infanticide ».

Page 212

Paragraphe 149

(1) *The qualities of the female sex affect the possibility of detection and the nature of societal reaction to female crimes.* In American culture, the female is expected to depend on the male for protection. Consequently, the male victim of the female offender risks ridicule if he reports the crime. The crime situation may include clandestine sex behavior or such behavior may be inferred even when unwarranted. The female criminal may be protected by the common assumption that women behave irrationally. Her victim may fear that her response to arrest may cause her to make unsubstantiated charges against him or otherwise make him appear to be at least unchivalrous.

Page 213

Paragraphe 150

(4) The chance for teenage girls to step out into a new existence of respectability is much easier, because it can be done through a mere choice of suitor.

Page 213

Paragraphe 151

(1) It is generally accepted that behavioural problems in girls tend to be short lived, and even when acute decrease sharply with maturity and marriage.

Page 215

Paragraphe 152

(1) *Youths* lead in automobile theft, burglary, breaking-entering, and larceny-theft when the age groups are compared according to crime rates. They also have a high proportion of arrests for weapons and for narcotic drugs.

Youth adults have the greatest tendency toward prostitution and commercialized vice, narcotic drugs, criminal homicide, offences against the family and children, forgery and counterfeiting, embezzlement and fraud, aggravated assault, other assaults, and gambling. They also are high for burglary, breaking-entering, larceny-theft, drunkenness, and driving while intoxicated.

Middle-aged adults have the highest rate for drunkenness, gambling, and driving while intoxicated. They also are high for embezzlement, fraud, offences against the family and children, forgery, counterfeiting, and sex offences other than rape.

Senior adults do not dominate any of the offences because of their relatively low incidence of crime. However, their share of arrests are high for drunkenness, vagrancy, gambling, and driving while intoxicated. The youths and young adults jointly dominate forcible rape, other sex offences, robbery, stolen property, and possession of weapons.

Page 219

(1) Figures of actual law-breaking are only part of the post-war story. Equally noticeable during the fifties was the appearance among a section of working class youth of a more intensified gang life, characterized by a hostility towards authority in every form, which could flare into violence upon a trivial cause. Coupled with it went a sort of stylized warfare between the gangs themselves, especially those wearing exaggerated Teddy-boy suits, and a fashion for carrying improvised offensive weapons. In fact, if one regarded only the outward picture, a disturbing dichotomy seemed to be at work. As British working-class youth was becoming more urbane, as more modern schools and housing estates went up, so more boys seemed to drift into the new gang warfare and to walk about carrying flick knives or such things as bicycle chains for defence.

Page 220

Paragraphe 155

(1) The gangs provided a steady stream of recruits into the world of American adult crime.

Socially, most of the teenage boys in these gangs were drawn from the lower working-class income groups of New York, from the slums of the city or from slum families recently moved into new housing developments. They were particularly concentrated in areas where antagonistic racial groups overlapped. In actual fact, young Negroes and Puerto Ricans formed a much larger proportion of young gangsters than one would imagine from the carefully censored American official statistics on this question. The claim sometimes made that the majority of the most violent young delinquents came from the one percent of known problem families in New York (about 20,000 out of two million families) was probably roughly true. In this respect, in being big-city adolescents trying to push their way up from family life in the *submerged tenth*, the young members of the New York gangs were rather like the original London Teddy boys.

Page 233

Paragraphe 156

(1) The older gangs were basically a product of poverty, of mass unemployment and degraded slum life like that of Glasgow. The gang leaders were not adolescents but older men, who were often also notorious criminals. The gangs were strictly confined to certain areas; their ascendancy rested on primitive brute force, and an intelligently directed opposing force of picked and aggressive police officers was therefore enough to shatter their rank. On the other hand, the Teddy-boys of today are adolescents rather than adults, and represent a widespread new way of life found throughout the country.

Page 234

Paragraphe 157

Number of previous commitments	CANADA		QUÉBEC	
	Males	Females	Males	Females
None	1,210	25	469	—
One	1,034	13	357	—
Two	930	13	302	—
Three	785	8	246	—
Four	692	16	163	—
Five	515	13	109	—
Six to ten	1,127	28	208	—
Eleven to fifteen	320	4	30	—
Sixteen to twenty	80	1	15	—
Twenty and over	63	—	7	—

Note : An offender who has no previous commitments is not necessarily a first offender. He has not been convicted of an offender serious enough to be committed to a gaol, reformatory or penitentiary.

(2) Unfortunately, as the statistics are presented to us, there is no means of finding out how many times one individual was found guilty of offences in the same year. This is a serious limitation in our knowledge, for, as Lady Wootton pointed out in her Clarke Hall lecture in 1959, there is certainly more crime, but are there very many more criminal? « What we do not know, » she said, « is how far this means that more people are breaking the law and how far it reflects more persistent or more extensive criminality on the part of those once convicted. Certainly it is of interest that year by year the total number of findings of guilt per 100 different persons convicted seems to be going up. In 1950 every 100 individual males convicted of an indictable offence were responsible between them for 136 findings of guilt ; the corresponding figure for females being 129. In 1957 the figures were 149 for males and 141 for females. Is there a hint here that the contemporary problem is not so much a matter of the general decay of law-abiding habits as of failure to deal effectively with a determinedly anti-social minority ? » This is a vital question which could only be answered by more thorough-going research into the statistics than has yet been attempted.

Pages 237-238

(1) It has been claimed that up to 70 percent of the offenders leaving correctional institutions will return within five years. * Although this percentage may be attained for institutions specializing in offenders prone to recidivism, the estimate is an exaggeration for prisoners in general.

First, the institutions vary in the types of offenders they receive, even within a given state. Second, the usual methodologies for computing recidivism rates are highly questionable. Third, the most reliable estimates set a more conservative recidivist rate.

Page 238

(2) Readmissions of released prisoners do not necessarily indicate failure of a rehabilitative program.

One can only speculate what the recidivism rate would be if all offenders were subjected to the maximum efficiency of a well-organized and well-staffed program of therapy. Nevertheless, it is probable that a residue of hard-core recidivists would remain because of the low amenability of these offenders to treatment and because of other factors which are beyond the control of the therapists.

Page 238

Paragraphe 161

(2) Those countries which make use of this conception of the habitual criminal, define its scope in relation to some or all of the following factors :

- 1- Number of crimes committed by an offender (sometimes over a certain period or since a certain age).

- 2- Type(s) of crimes committed by an offender (sometimes over a certain period or since a certain age).
- 3- Seriousness of offender's last crime(s) (and sometimes period since commission of previous crime).
- 4- Number and type(s) of punishments he has undergone (sometimes over a certain period or since a certain age).
- 5- Extent of danger to public presented by such type(s) of crime.
- 6- Extent of danger to public presented by such an offender.
- 7- Age of the offender.
- 8- Mental condition of the offender.
- 9- Biological and social background of the offender.
- 10- Susceptibility of the offender to reformation.

Page 244

Paragraphe 163

(1) The professional criminal is quite unlike the types just discussed. He is a product of a definite developmental process. There may have been a quirk in his personality to begin with, but he learned to live with this and became just as much of a professional in his own endeavors as the doctor, lawyer, or any other skilled technician.

The professional criminal's philosophy of life is similar to the average person's in many respects. He takes chances, just as most of us do, but only when they are in the nature of *calculated risks*. He cannot see any difference between his operations and those of the banker who speculates in stocks. With masterful techniques, he knows he can *get away* with a number of his operations and so he continues them. In his judgment, his way of life is *much more interesting than one who conforms to obeying the law instead of trying to outwit it*. No other profession dominates its followers so much as that of the matured criminal.

Another thing about the professional criminal — he is not reformable, despite all that criminologists and others say about him. His way of life is fixed. He may promise to change but will do so only as long as the stimulus to wrong-doing is absent.

Page 246

(2) Habitual criminals look no different than first offenders. Their outward demeanor is unlike the stereotyped criminal that one sees on television and on the movie screen. These men are surprisingly bright — even though the majority of them never went beyond the grammar grades in school. They are omnivorous readers, most of whom prefer literature of the western world,

with leftist political ideologies. They are seldom religious. Those who do profess a religion in their lives more often than not prefer the esoteric religions of the East and are excellent conversationalists in the teachings of Theosophy, Zen Buddha, Mental Science, Shintoism and others that require disciplines of the mind in preference to the simple declarations of faith that are so fundamental to salvation in the various Christian denominations of the world.

Unlike the first offender, the habitual criminal has a high pain threshold, which means he can withstand pain and punishment in a more stoic way than his counterpart in any given situation of stress and/or trial. Also unlike the first offender, the habitual criminal has an easier life in a prison setting, because long years of confinement have taught him to become crafty, cunning, and wise in every area that will benefit his material needs.

Page 246

Paragraphe 167

(1) Massari was released from the Illinois State Penitentiary upon completion of a three-year term for burglary and armed robbery in 1961. On July 8, 1963, Massari was apprehended in the act of committing a burglary. He was indicted and released on bail totaling \$7,500. On August 24, 1963, while free on bail, the subject was apprehended in the commission of a second burglary and was found to have in his possession the proceeds of still another burglary committed earlier in the day. He was indicted on two counts of burglary and released on \$4,500 bail. The subject was again arrested on November 18, 1963, when he was found to be in possession of a loaded fire-arm and burglary tools. On January 16, 1964, he was arrested in the act committing a burglary and found to have the proceeds of two other burglaries in his possession. He was indicted the following day and released on \$15,000 bail, only to be again arrested on the same afternoon while committing still another burglary for which he was indicted and bail set at \$5,000. Subsequently, he was arrested on February 8, 1964, with release on bail set at \$10,000 ; again on February 21, 1964, with release on bail of \$5,000 ; and again on March 5, 1964, when bail was set at \$5,000.

On April 24, 1964, when Massari went to trial, he had been arrested nine times in the period from July 8, 1963, to March 5, 1964, indicted on ten counts and was free on \$48,500 in bail. He entered a guilty plea to the 10 indictments and was sentenced to from five to 15 years in the penitentiary on each count — the sentences to run concurrently.

Pages 248-249

Paragraphe 168

(1) The persistent offender is the man who is repeatedly in trouble with the law, who associates mainly with other criminals, spends a large part of

his life in prison and whose record shows him as a prison and penitentiary recidivist, who seldom if ever works for a living. The persistent offender is a man who lives by the proceeds of crime.

Page 249

(1) The term *dangerous habitual criminal*, even if variously defined in legal theory and case law, essentially refers to a person who, *as a result of a rooted propensity*, has repeatedly committed crimes, and from whom, at the time of sentence, it may reasonably be expected that, because of this propensity, he will, in future, also commit offences likely to cause serious breaches of the peace. This judgment must be based on an overall examination of the record of the accused. In theory, three convictions are sufficient. However in practice, the courts only tend to consider a person a dangerous habitual criminal after numerous convictions. The number of offences which finally condemn a person as a dangerous habitual criminal would on an average be estimated as being nearer ten than five.

If the accused is given an aggravated sentence on being condemned as a dangerous habitual criminal, this implies confinement to a penitentiary, which is the gravest form of punishment known to German criminal law. Maximum periods will depend on whether or not the offence committed carries with it a penitentiary term or not.

Pages 249-250

Paragraphe 169

(2) When prisoners abandon hope of getting another chance at life as socially-acceptable citizens of the community, they feel morally and intellectually justified to live as social outcasts. This justification is tempered with a host of unexpressed regrets within the minds of those who are stigmatized as beyond rehabilitation. One doesn't have to be a psychologist to plumb and analyse and understand the depths of remorse that was uttered by the man who couldn't sleep at night because he saw his whole life pass in review, and what he saw hurt more than if he were kicked in the guts.

Page 250

Paragraphe 170

(1) From the penal point of view, we are moving toward the recognition of three or four basic categories of offenders, reflecting the seriousness of the offence. There is a tendency to reduce harsh inflexible sentences and to develop legislation creating extended sentences for especially dangerous individuals. If the court and the public are going to surrender the heavier sentences in certain cases, they must have this or some similar safeguard to take its place. The concept of the extended sentence, while laudable, however, may encounter great difficulties at the practical and legal levels. It

must be clearly based on diagnostic findings, for if it is not, it may degenerate into habitual-criminal legislation once again.

Page 255

Paragraphe 171

(2) In recent years, two classification systems have been proposed, one by Cormier and one by Russon. Cormier's classification distinguishes four groups :

1. primary delinquency due to a fixed pattern of delinquency established in latency, a pattern which is generally carried over to later years ;
2. secondary delinquency due to the fact that the ego becomes involved delinquently during puberty and represents a projection of a character ;
3. late delinquency refers to an ego that first becomes habitually delinquent during maturity.

A fourth type, which is really a sub-type of the late delinquent is the late offender, who has presumably a non-delinquent ego, but became involved in criminality through situational or accidental factors. The classification is based on the number and kinds of offences as well as the onset of criminality in the life history of the offender. It enables a clinician to distinguish, on the one hand, between a recidivist and an habitual criminal, and on the other hand, between a reactive and an ego-involved delinquent.

In a later study, Cormier *et al.* studied a group of late-comers to crime, and they distinguished three sub-groups, each one having a differential relapse rate. Although the sample was not a representative one, it shows that the concept, *latecomer* to crime was experimentally not sufficiently precise. If a decision had been taken on the basis of the concept *latecomer* to crime, i.e., late delinquent, serious errors would have been committed in the assignment to a specific form of treatment.

Russon's clinical classification of offenders is an equally subtle one as it attempts to each psycho-dynamic and developmental levels. (...)

Russon's multi-dimensional system, as it were, tries to include and evaluate attitudes, involvement in criminality as well as psychological level of development. But the objection attributed to the classification systems mentioned above, applies here too, i.e. assuming that an assignment is made after diagnostic (decision), what is the expectation of success or failure that the decision has been a correct one ? In other words, what is the relapse rate following treatment ?

Pages 255-256

(1) If there are habitual criminals who do not respond to the programs of the correctional department, it is because this response does not win the

respect of society as a whole, especially since society is divided between the two theories of imprisonment which vacillate between punitive procedures and the treatment procedures — depending on which of the two makes the more interesting copy material for the morning newspapers. After a while prisoners get tired of being social yo-yo's for those who get their kicks out of their behavior patterns which are dramatized more for entertainment than for remedial purposes in the newspapers.

Page 256

APPENDICE 8

Liste des ouvrages et études
utilisés par la Commission

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- BONGER, WILLIAM ADRIAN, *Criminality and Economic Conditions*.
New York, Agathon Press, Inc., 1967. 706 pp.
- CLIFT, RAYMOND E., *A Guide to Modern Police Thinking*.
Cincinnati, The W. H. Anderson Company, 1965. 362 pp.
- CLINARD, MARSHALL B., *Sociology of Deviant Behavior*.
New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc. (3rd Edition), 1968, 845 pp.
- COLIN MARCEL, *Études de criminologie clinique*.
Lyon, France, Masson & Cie, 1963.
- Colloque (4e) de recherche sur la délinquance et la criminalité*.
Ottawa, 1965, 557 pp.
- CIALE, JUSTIN, *A theoretical Approach Toward the Classification of Prisoners*.
- FRÉCHETTE, MARCEL, *Le problème de la récidivité chez le criminel adulte*.
- RAIC, AIMÉ L., *Idéologie politique et législation pénale : influence de la doctrine marxiste sur la législation pénale yougoslave*.
- ENNIS, PHILIP H., *Criminal Victimization in the United States : A Report of a National Survey*.
University of Chicago, May, 1967. 111 pp.
- FOURASTIE, J., *Le grand espoir du XXe siècle*.
Paris, Presses universitaires, 1958.
- FYVEL, T. R., *The Insecure Offenders*.
Great Britain, Pelican Books, 1963. 265 pp.
- GILLETTE, PAUL J., *The Lopinson Case*.
Holloway House Publishing Co., 1967.
- GOLD, HARRY et FRANK R. SCARPITTI, *Combatting Social Problems*.
Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1967. 580 pp.
- GREEN, EDWARD, *Judicial Attitudes in Sentencing*.
London, Macmillan and Company Ltd.
- Jeune (Le) adulte délinquant*.
Nations Unies, New York, 1965. 141 pp.
- CLOWARD et OHLIN, *Delinquency and Opportunity : A Theory of Delinquent Gangs*.
Glencoe, Illinois, Free Press, 1960.

- JONES, HOWARD, *Crime in a Changing Society*.
Penguin Books, Great Britain, 1965. 174 pp.
- JOHNSON, ELMER HUBERT, *Crime, Correction and Society*.
The Dorsey Press, Homewood, Illinois, 1968. 729 pp.
- BENNETT, JAMES V., *Evaluating a Prison*.
Annals of the American Academy of Political and Social Science,
vol. 293 (May, 1954).
Law and Contemporary Problems.
School of Law, Duke University, vol. XXIII, 1958, Pp. 399-582.
- BRANCALE, RALPH, *Diagnostic Techniques in Aid of Sentencing*.
Law Enforcement, Science and Technology.
Thompson Book Company, 1967. 985 pp.
- ENNIS, PHILIP H., *The measurement of crime in the United States*.
- MAAS, PETER, *The Valachi Papers*.
G. P. Putman's Sons, New York, 1968.
- MARQUISET JEAN, *Le crime. (Que sais-je ?)*.
Presses universitaires de France, 1964. 126 pp.
- MAYS, JOHN BARRON, *Crime and the Social Structure*.
London, Faber and Faber Ltd, 1967.
- SUTHERLAND, EDWIN et DONALD CRESSEY,
Principles of Criminology, Lippincott, 1955.
- McCLINTOCK, F. H., *Crimes of Violence*.
London, Macmillan & Co. Ltd, 1963. 287 pp.
- McGill Law Journal*.
Montréal, 1967, vol. 13, Pp. 533-707.
- BLEI, DR HERMANN, *Germany and the Habitual Criminal*.
- CORMIER, BRUNO, LYDIA KEITNER, MIRIAM KENNEDY,
The Persistent Offender and his family.
- MORRIS, NORVAL, *Introduction*.
- SZABO, DENIS, *Le criminel d'habitude : aspects criminologiques*.
- VIGROLIO, TOM, *The Via Doloroso of the Habitual Criminal*.
National Conference on Bail and Criminal Justice.
Proceedings 27-29, 1964 and Interim Report 1964, Washington, D.C., April 1965.
- PICCA, GEORGES, *Pour une politique du crime*.
Éditions du Seuil, 1966, 124 pp.
- Proceedings of the Third Annual Institute for Juvenile Court Judges and Referees*.
Mark Thomas Inn, Monterey, California. May 14-15, 1964.
- Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia*.
Washington, D.C., 1966. 1041 pp.

- RESTEN, DR RENÉ, *Caractérologie du criminel*.
Les Presses universitaires de France, 1969, 258 pp.
- RICHMOND, MARK, S., *Prison Profiles*.
Dobbs Ferry, New York, Oceana Publications Inc., 1965. 203 pp.
- SERVAN-SCHREIBER, JEAN-JACQUES, *Le défi américain*.
Éditions Denoel, 1967.
- SUTHERLAND, EDWIN H., *White Collar Crime*.
New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1949.
- CALDWELL, ROBERT G., *A Reexamination of the concept of white collar crime*.
- SZABO, DENIS, *Revue internationale de police scientifique*.
Avril 1965.
- Task Force Report : Crime and its impact — An assessment*.
The President's Commission on Law Enforcement and Administration
of Justice. Washington, D.C., 1967. 220 pp.

APPENDICE 9

LISTE DES TABLEAUX ET DES APPENDICES

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

- I — Meurtres et homicides involontaires coupables signalés par la police (Canada et Québec : 1962 à 1966 ; Ontario : 1964 à 1966).
- II — Nombre de meurtres signalés au BFS, nombre de décès par homicide et taux pour 100,000 habitants âgés de 7 ans et plus. Canada, 1954-1965.
- III — Meurtres signalés par la police au Canada et au Québec (1962-1965) et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens.
- IV — Homicides involontaires coupables signalés par la police au Canada et au Québec (1962-1965) et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens.
- V — Graphique indiquant le nombre de personnes déclarées coupables de manslaughter (homicide involontaire coupable) au Canada (1950-1966), moyenne des dix-sept années et moyenne des dix dernières années.
- VI — Accusations et condamnations dans les domaines du meurtre, du meurtre qualifié, du meurtre non-qualifié, de l'homicide involontaire coupable et de la tentative de meurtre (Canada, 1956-1966).
- VII — Mêmes données pour le Québec (1956-1966).
- VIII — Graphique indiquant le nombre de tentatives de meurtre signalées par la police (Canada et Québec, 1962-1965) et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens.
- IX — Nombre d'homicides et d'incidents selon le lien de parenté du suspect avec la victime, âge et sexe de la victime, Canada, 1963-1967 ; lien de parenté, en date du 31 décembre 1967.
- X — Accusations et condamnations pour viol. Canada, 1956-1966.
- XI — Accusations et condamnations pour viol. Québec, 1956-1966.
- XII — Personnes condamnées pour viol. Canada, 1950-1966.
- XIII — Graphique indiquant : le nombre de personnes condamnées pour viol (1950-1966), la moyenne des dix-sept années (1950-1966) et la moyenne de 1956 à 1966.

Tableau

XIV —	Viols signalés par la police (Canada et Québec, 1962 à 1965) et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens.
XV —	Personnes condamnées pour tentative de viol. Canada, 1950-1966.
XVI —	Accusations et condamnations pour tentative de viol. Québec, 1956-1966.
XVII —	Offenses d'ordre sexuel (autres que le viol) signalées par la police (Canada et Québec, 1962-1965) et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens.
XVIII —	Voies de fait signalées par la police. Canada et Québec, 1962 à 1966 ; Ontario, 1964 à 1966.
XIX —	Nombre de personnes accusées de voies de fait. Canada, 1956-1966.
XX —	Graphique indiquant le nombre de personnes accusées de voies de fait. Canada, 1956-1966.
XXI —	Graphique indiquant le nombre de voies de fait signalées par la police (Canada et Québec, 1962-1965) et le pourcentage québécois dans les chiffres canadiens.
XXII —	Nombre d'infractions au code criminel signalées par la police. Canada, 1962-1965.
XXIII —	Données correspondantes pour le Québec.
XXIV —	Augmentations démographiques et augmentations dans la statistique criminelle. Canada, 1962-1965.
XXV —	Données correspondantes pour le Québec.
XXVI —	Comparaison entre le Canada et le Québec quant à la violence contre la personne (sauf voies de fait). 1962-1965.
XXVII —	Comparaison entre accusations et condamnations pour voies de fait. Canada, 1956-1966.
XXVIII —	Graphique comparant les accusations et les condamnations pour voies de fait. Canada, 1956-1966.
XXIX —	Condamnations et accusations dans les trois catégories de voies de fait. Canada, 1956-1966.
XXX —	Accusations et condamnations pour crimes contre la personne. Québec, 1956-1966.
XXXI —	Graphique indiquant les accusations et les condamnations pour crimes contre la personne. Québec, 1956-1966.
XXXII —	Condamnations et accusations pour voies de fait. Québec, 1956-1966.
XXXIII —	Accusations et condamnations dans les trois catégories de voies de fait. Québec, 1956-1966.

Tableau

XXXIV —	Graphique indiquant le nombre d'infractions commises contre la personne d'après la police (en excluant les voies de fait) et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens. Canada et Québec, 1962-1965.
XXXV —	Graphique indiquant le nombre d'infractions contre la personne signalées par la police et pourcentage québécois dans les chiffres canadiens. Canada et Québec, 1962-1965.
XXXVI —	Accusations et condamnations pour offenses contre la propriété avec violence. Canada, 1956-1966.
XXXVII —	Graphique indiquant le nombre de personnes accusées de « crimes violents contre la propriété ». Canada, 1956-1966.
XXXVIII —	Accusations et condamnations pour « crimes violents contre la propriété ». Québec, 1956-1966.
XXXIX —	Graphique indiquant le nombre de personnes condamnées pour des crimes de violence contre la propriété. Québec, 1956-1966.
XL —	Pourcentage québécois dans le nombre de personnes condamnées pour crimes violents contre la propriété. Québec et Canada, 1956-1966.
XLI —	Accusations et condamnations pour effraction. Canada, 1956-1966.
XLII —	Graphique indiquant le nombre de personnes accusées d'effraction. Canada, 1956-1966.
XLIII —	Pourcentage d'effraction dans les chiffres indiquant le nombre de personnes accusées en rapport avec des crimes violents contre la propriété. Canada, 1956-1966.
XLIV —	Accusations et condamnations pour effraction. Québec, 1956-1966.
XLV —	Accusations et condamnations pour effraction (avec pourcentages). Canada, 1956-1966.
XLVI —	Comparaison entre les accusations et les condamnations pour effraction. Québec, 1956-1966.
XLVII —	Pourcentage québécois dans les chiffres canadiens fournissant le nombre de personnes accusées d'effraction. Canada et Québec, 1956-1966.
XLVIII —	Accusations et condamnations pour vol qualifié. Canada, 1956-1966.
XLIX —	Importance numérique et procentuelle de l'effraction et du vol qualifié dans la criminalité violente contre la propriété. Canada, 1956-1966.
L —	Comparaison entre les accusations et les condamnations pour vol qualifié. Québec, 1956-1966.

Tableau

LI —	Pourcentage québécois dans les mises en accusations pour vol qualifié. Canada et Québec, 1956-1966.
LII —	Graphique montrant le nombre de personnes accusées de vol qualifié. Canada, 1956-1966.
LIII —	Accusations et condamnations pour vol avec violence contre la propriété. Canada, 1956-1966.
LIV —	Données correspondantes pour le Québec.
LV —	Accusations et condamnations pour « prise de possession et détention par la force ». Canada, 1956-1966.
LVI —	Données correspondantes pour le Québec.
LVII —	Accusations et condamnations pour « introduction par effraction à main armée ». Canada, 1956-1966.
LVIII —	Données correspondantes pour le Québec.
LIX —	Accusations et condamnations pour extorsion. Canada, 1956-1966.
LX —	Données correspondantes pour le Québec.
LXI —	Graphique indiquant le nombre de personnes accusées de « prise de possession et détention par la force ». Canada, 1956-1966.
LXII —	Graphique indiquant le nombre de personnes accusées d'extorsion. Canada, 1956-1966.
LXIII —	Graphique indiquant le nombre de personnes accusées de « s'être introduites par effraction dans un endroit ». Canada, 1956-1966.
LXIV —	Personnes accusées et condamnées en rapport avec des actes criminels « sans violence contre la propriété ». Canada, 1956-1966.
LXV —	Données correspondantes pour le Québec.
LXVI —	Comparaison entre le Québec et le Canada quant au nombre de personnes accusées d'actes criminels sans violence contre la propriété. Canada et Québec, 1956-1966.
LXVII —	Accusations et condamnations pour actes sans violence contre la propriété. Canada, 1956-1966.
LXVIII —	Données correspondantes pour le Québec.
LXIX —	Comparaison entre le Québec et le Canada quant au nombre de personnes accusées de fraude et de corruption. Canada et Québec, 1956-1966.
LXX —	Accusations et condamnations pour fraude et corruption. Canada, 1956-1966.
LXXI —	Données correspondantes pour le Québec.

Tableau

LXXII —	Accusations et condamnations pour recel. Canada, 1956-1966.
LXXIII —	Données correspondantes pour le Québec.
LXXIV —	Accusations et condamnations pour faux prétextes. Canada, 1956-1966.
LXXV —	Données correspondantes pour le Québec.
LXXVI —	Accusations et condamnations pour vol à même le courrier. Canada, 1956-1966.
LXXVII —	Données correspondantes pour le Québec.
LXXVIII —	Accusations et condamnations pour détournement. Canada, 1956-1966.
LXXIX —	Données correspondantes pour le Québec.
LXXX —	Accusations et condamnations pour vol. Canada, 1956-1966.
LXXXI —	Données correspondantes pour le Québec.
LXXXII —	Dispositions prises à l'égard des vols qualifiés signalés à la police. Canada et Québec, 1964-1966.
LXXXIII —	Données correspondantes pour les voies de fait.
LXXXIV —	Comparaison entre les voies de fait classées par la police et le nombre des personnes accusées. Canada et Québec, 1964-1966.
LXXXV —	Taux de criminalité par 100,000 habitants. Canada, Québec et Ontario, 1964-1966.
LXXXVI —	Ibidem, pour Montréal, Toronto, Vancouver et Québec.
LXXXVII —	Comparaison entre le Canada et le Québec quant au nombre de personnes accusées de vol qualifié à main armée. Canada et Québec, 1956-1966.
LXXXVIII —	Comparaison entre trois différents systèmes statistiques. Canada, 1964-1966, vol qualifié.
LXXXIX —	Ibidem, Québec.
XC —	Ibidem, Canada, voies de fait.
XCI —	Ibidem, Québec, voies de fait.
XCII —	Ibidem, Canada, viol.
XCIII —	Ibidem, Québec, viol.
XCIV —	Ibidem, Canada, blessures et tentatives de meurtre.
XCV —	Ibidem, Québec, blessures et tentatives de meurtre.
XCVI —	Ibidem, Canada, fraude et corruption.
XCVII —	Ibidem, Québec, fraude et corruption.

Tableaux

XCVIII à CVII —	Indice du taux de criminalité pour 100,000 habitants de chaque groupe d'âge, Canada, 1950-1956. 16-17, 18-19, 20-24, 25-29, 30-34, 35-39, 40-44, 45-49, 50-59, 60 ans et plus.
CVIII —	Taux de criminalité de violence par 100,000 personnes à Londres et dans les autres régions (1950, 1957 et 1960).
CIX —	Schematic version of Urbanism as a way of life.
CX —	Arrestations pour les crimes de première catégorie (1950-1965)
CXI —	Concentration dans certains groupes d'âge des personnes trouvées coupables de certains actes criminels.

LISTE DES APPENDICES

- APPENDICE : 1— Liste des Sûretés municipales de la province de Québec qui avaient fait rapport de leurs activités au Bureau fédéral de la statistique pour l'année 1966.
- APPENDICE : 2— Comparaison entre les trois systèmes suggérés.
- APPENDICE : 3— Documentation fournie par M. David Orlikow, député néo-démocrate de Winnipeg-Nord, à la demande de la Commission.
- a) Question 1,197 (27 mars 1968) et réponse ;
 - b) Intervention de M. Orlikow à la Chambre des Communes le 4 novembre 1966 (suivie de diverses autres interventions) pp. 9,580-9,587;
 - c) Texte du projet de loi (C-31) soumis par M. Orlikow.
 - d) Tableaux divers fournissant la liste des infractions commises contre la loi sur les coalitions depuis le 1er janvier 1963.
- APPENDICE : 4— Législations sur le repris de justice.
- APPENDICE : 5— Procédure et bilan de la Colombie-Britannique (et particulièrement de Vancouver) quant aux repris de justice.
- APPENDICE : 6— Recommandations contenues dans les mémoires traitant du repris de justice.
1. Traitement de criminels d'habitude.
 2. Réforme et meilleure application de certains articles du code criminel.
 3. Le rôle des procureurs de la Couronne.
- APPENDICE : 7— Citations originales anglaises qui ont été traduites dans le texte du rapport.
- APPENDICE : 8— Liste des ouvrages et études utilisés par la Commission.
- APPENDICE : 9— Listes des tableaux et des appendices.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Pages
<i>PREMIÈRE PARTIE :</i>		
<i>ÉVALUATION DE LA CRIMINALITÉ</i>		
<i>QUÉBÉCOISE</i>	1-89	21-44
A — LA MÉTHODE CLASSIQUE D'ÉVALUATION	1-19	21-33
1 — Nécessité d'une étude statistique	2-6	21
2 — L'état des statistiques québécoises et canadiennes	7-10	25
3 — Les ambiguïtés des statistiques criminelles	11-18	27-33
a) La criminalité non perçue	11-12	27
b) Les fluctuations incontrôlables	13-17	28
1 — Changements dans la loi	14	29
2 — Changements sociologiques	15-16	30
3 — Changements chez les policiers	17	32
c) La montée de la criminalité de masse	18	33
Conclusion	19	33
B — L'AMPLEUR DE LA CRIMINALITÉ		
QUÉBÉCOISE	20-70	37-117
1 — La violence contre la personne	20-51	37-81
a) L'homicide	21-33	37
b) Le viol et les autres crimes sexuels	34-37	51
c) Les voies de fait	38-50	59
Conclusion	51	81
2 — La violence contre la propriété	52-65	83-100
a) Vue d'ensemble	52-55	83
b) L'effraction	56-59	88
c) Le vol qualifié	60-64	95
d) Autres crimes	65	100
3 — Crimes sans violence contre la propriété	66-69	107-112
a) Vue d'ensemble	66-67	107
b) Problèmes particuliers	68-69	108
Conclusion	70	117
		411

	Paragraphes	Pages
C — UNE STATISTIQUE TEMPÉRÉE	71-89	121-144
1 — La marge entre les statistiques policière et judiciaire	71-75	121
2 — Bilan de la criminalité d'après la police	76-78	126
3 — Compilation mixte (policière et judiciaire)	79-88	130
Conclusion	89	144
 <i>DEUXIÈME PARTIE :</i>		
LA CRIMINALITÉ QUÉBÉCOISE DANS SON CONTEXTE	90-146	153-204
A — LES QUESTIONS USUELLES	91-124	157-187
1 — L'ampleur et la nature du chiffre noir	91-98	157
2 — La ville produit-elle le crime ?	99-107	162
3 — Les jeunes sont-ils plus criminels ?	108-118	173
4 — Où s'arrêtera la violence ?	119-124	182
B — LES DANGERS LES PLUS SÉRIEUX	125-146	191-204
1 — Le crime du « col blanc »	126-139	191
2 — Le crime organisé	140-146	202
 <i>TROISIÈME PARTIE :</i>		
LES AUTEURS DES CRIMES	147-172	211-259
A — LA CRIMINALITÉ FÉMININE	148-151	211
B — LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CRIMINALITÉ DES JEUNES	152-156	219
C — LA CRIMINALITÉ DES RÉCIDIVISTES	157-159	237
D — LE REPRIS DE JUSTICE	169-171	243
Conclusion	172	259
CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS		263
LISTE DES TABLEAUX		403
LISTE DES APPENDICES		408

		Page
Tableau	I	38
	II	40
	III	42
	IV	42
	V	43
	VI	45
	VII	45
	VIII	46
	IX	48
	X	52
	XI	52
	XII	53
	XIII	54
	XIV	55
	XV	57
	XVI	57
	XVII	58
	XVIII	60
	XIX	61
	XX	62
	XXI	62
	XXII	65
	XXIII	67
	XXIV	69
	XXV	70
	XXVI	72
	XXVII	73
	XXVIII	74
	XXIX	76
	XXX	77
	XXXI	78
	XXXII	79
	XXXIII	80
	XXXIV	82

	Page
Tableau XXXV	82
XXXVI	84
XXXVII	85
XXXVIII	86
XXXIX	87
XL	88
XLI	89
XLII	90
XLIII	91
XLIV	91
XLV	92
XLVI	93
XLVII	94
XLVIII	96
XLIX	97
L	98
LI	99
LII	100
LIII	101
LIV	101
LV	102
LVI	102
LVII	103
LVIII	103
LIX	104
LX	104
LXI	105
LXII	105
LXIII	106
LXIV	106
LXV	107
LXVI	108

		Page
Tableau	LXVII	109
	LXVIII	110
	LXIX	110
	LXX	111
	LXXI	111
	LXXII	112
	LXXIII	112
	LXXIV	113
	LXXV	113
	LXXVI	114
	LXXVII	114
	LXXVIII	115
	LXXIX	115
	LXXX	116
	LXXXI	116
	LXXXII	125
	LXXXIII	125
	LXXXIV	126
	LXXXV	127
	LXXXVI	128
	LXXXVII	130
	LXXXVIII	133
	LXXXIX	134
	XC	136
	XCI	137
	XCII	138
	XCIII	139
	XCIV	140
	XCV	141
		415

		Page
Tableau	XCVI	142
	XCVII	143
	XCVIII	145
	IXC	145
	C	146
	CI	146
	CII	147
	CIII	147
	CIV	148
	CV	148
	CVI	149
	CVII	149
	CVIII	168
	CIX	171
	CX	174
	CXI	179
APPENDICE	1	275
	2	283
	3	287
	4	333
	5	339
	6	359
	7	365
	8	397
	9	403
	TABLE DES MATIÈRES	411

Gouvernement du Québec
Éditeur officiel du Québec
Roch Lefebvre
\$5.00

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 049